PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

DEC 9 - 1935

REVUE DE PARIS

15 NOVEMBRE 1935

JACQUES CHARDONNE.	*Porcelaine de Limoges.* — I.	241
COLONEL VAUTHIER.	*Le Général Douhet*	269
BERNARD FAŸ.	*Gertrude Stein.*	294
GEORGES SUAREZ.	*La Réforme électorale*	313
MICHEL DE POURICHKÉVITCH.	*Judith.* — II.	323
ED. GISCARD D'ESTAING.	*Vérité et Illusion financières.*	357
Lt-Colel DE LANOUVELLE.	*Gabrielle d'Estrées* (fin) . . .	370
E.-F. GAUTIER.	*Du nouveau au Sahara* . . .	414
FRANÇOIS LEUWEN.	*Rentrée politique*	429
GEORGES-R. MANUE.	*Le Retour du Maréchal* . . .	439
HENRY BIDOU.	*M. Bainville à l'Académie* .	451
ALBERT FLAMENT.	*Tableaux de Rome*	456

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Frs.

42e ANNÉE *NUMÉRO 22*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

Dans sa livraison de novembre 1835 la Revue de Paris *commençait* *publication du roman de Balzac,* Le Lys dans la vallée. *L'œuvre était précéd* *d'une préface qui n'a pas été reproduite dans les éditions du volume courante* *Aussi croyons-nous qu'il est d'un intérêt particulier de publier aujourd'hui* *texte :*

Dans plusieurs fragments de son œuvre, l'auteur a produit un personnag qui raconte en son nom. Pour arriver au vrai, les écrivains emploient cel des artifices littéraires qui leur semble propre à prêter le plus de vie à leu figures. Aussi, le désir d'animer leurs créations a jeté les hommes les plu illustres du siècle dernier, dans la prolixité du roman par lettres, seul systèm qui puisse rendre vraisemblable une histoire fictive. Le *je* sonde le cœur humai aussi profondément que le style épistolaire et n'en a pas les longueurs. chaque œuvre, sa forme. L'art du romancier consiste à bien matérialiser s idées. Clarisse Harlowe voulait sa vaste correspondance, Gil Blas voulait *moi*. Mais le *moi* n'est pas sans danger pour l'auteur. Si la masse lisante s'e agrandie, la somme de l'intelligence publique n'a pas augmentée en proportio Malgré l'autorité de la chose jugée, beaucoup de personnes se donnent enco aujourd'hui le ridicule de rendre un écrivain complice des sentiments qu attribue à ses personnages; et s'il emploie le *je*, presque toutes sont tenté de le confondre avec le narrateur. *Le Lys dans la vallée* étant l'ouvrage le pl considérable de ceux où l'auteur a pris le *moi* pour se diriger à travers les sinu sités d'une histoire plus ou moins vraie, il croit nécessaire de déclarer ici qu ne s'est nulle part mis en scène. Il a sur la promiscuité des sentiments perso nels et des sentiments fictifs une opinion sévère et des principes arrêté Selon lui, le trafic honteux de la prostitution est mille fois moins infâme q ne l'est la vente avec annonces de certaines émotions qui ne nous appartie nent jamais en entier. Les sentiments bons ou mauvais dont l'âme fut agité la colorent de je ne sais quelle essence, et lui font exhaler des parfums q en particularisent la pensée; certes, le style des êtres souffrants ou foudroy ne ressemble pas au style de ceux dont la vie s'est écoulée sans catastroph Mais de cette physionomie sombre ou attendrissante, mondaine ou religieu joyeuse ou grave, à la prostitution des plus chers trésors du cœur, il est abîme que franchissent seuls les esprits impurs. Si quelque poète entrepre ainsi sur sa double vie, que ce soit par hasard et non par un parti pris comme ch J.-J. Rousseau. L'auteur, qui admire l'écrivain dans les *Confessions*, a horre de l'homme. Comment ce Jean-Jacques, si fier de ses sentiments, a-t-il libeller la condamnation de madame de Warens, quand il savait si bien plaid pour lui-même? Entassez toutes les couronnes de la terre sur sa tête, les ang maudiront éternellement ce rhéteur qui put immoler sur le triste autel de Renommée, une femme en qui s'était trouvé pour lui le cœur d'une mère l'âme d'une maîtresse, le bienfait sous la grâce du premier amour.

L'AUTEUR

LES DESTINÉES SENTIMENTALES

PORCELAINE DE LIMOGES[1]

I

Des saisons, des années avaient passé. Parfois Pauline oubliait la hantise d'inquiétude, étranges répits dans cette veillée sans fin d'une agonie imaginaire; elle ne savait plus où situer Jean, elle admettait que les choses étaient ainsi pour toujours, la gare, un endroit infernal où de loin en loin Jean surgit puis disparaît, l'avenir fermé, tous les êtres des fantômes. La peur constante s'atténue, on travaille, on sourit, et puis la patience s'use aussi.

La bonne ouvre les volets, Max traverse la chambre, sa serviette sous le bras, cherche son béret, descend, remonte.

Pauline s'habille et part pour son hôpital. Tous les matins,

1. Ce roman est la dernière partie de la belle trilogie de Jacques Chardonne ; *Les Destinées sentimentales*, dont nos lecteurs ont eu en primeur : *La femme de Jean Barnery* et *Pauline*.

Jean Barnery et Pauline se sont connus à Barbazac, en Charente, où l'on a vu naître leur amour, condamné au silence tant que le pasteur Jean Barnery était le mari de Nathalie. Jean a divorcé, confiant à Nathalie qui habitera Paris, sa fille Aline. Renonçant à son ministère et à sa fortune, il épouse Pauline. A Rens, en Suisse où le couple vit dans la solitude pendant plusieurs années, ils sont engagés dans une nouvelle épreuve, épreuve d'une signification tout intérieure, qui résulte de leur dessein : faire que l'amour soit aussi le bonheur. Pauline appartient à une famille de négociants en cognac (les Pommerel) et Jean est l'héritier de la fabrique de porcelaine *Barnery et C°* de Limoges. Malgré les résistances de Pauline, Jean accepte de quitter leur refuge pour prendre la direction de la fabrique. La guerre survient et nous avons quitté Jean lors de son premier combat en 1914. Pauline est restée à Limoges avec leur fils Max.

Copyright 1935 *Revue de Paris*.

assise sur un haut tabouret à la tête des malades parmi les vapeurs du chloroforme, elle endort des hommes épuisés qui s'anéantissent dans le sommeil ou se débattent contre leurs liens et crient même vaincus avec des paroles secrètes.

Elle éleva vers la lumière la plaque radiographique d'un blessé que l'on venait d'amener et regarda la feuille de clinique : *Fayet René, sous-lieutenant. Blessé le 23 avril 1917. Éclat d'obus dans l'œil gauche.*

Elle s'approcha du jeune homme étendu, dont une partie de la figure était bandée et dit en souriant :

— C'est moi qui vous endormirai... Soyez tranquille... N'ayez pas peur...

— Ce n'est pas de cela que j'ai peur... Je voudrais qu'on me dise... Est-ce qu'on peut enlever seulement les éclats?

— Sans doute... On verra pendant l'opération.

— Je souffre dans toute la tête. Peut-être que l'œil est perdu.

— Soyez calme... Après, vous serez soulagé.

— Vous resterez près de moi?

Elle vit l'effroi de l'homme encore enfant et le regarda avec tendresse.

— Oui, je serai là. Je ne vous quitterai pas.

Pendant que le chirurgien et son aide se lavaient longuement les mains en causant et que les infirmiers flambaient les plateaux et y disposaient les instruments, Pauline passait le cornet de chloroforme au-dessus du visage de René Fayet :

— Respirez bien, mon petit, — dit-elle, maintenant entre ses bras la tête qui tournait d'un côté et de l'autre.

Il lutta faiblement, se détendit, et contre sa poitrine Pauline n'avait plus qu'un visage abandonné, jeune et pâle.

Le chirurgien dit en retirant ses gants de caoutchouc :

— Avez-vous des nouvelles de votre mari, madame Barnery?

— Je n'en ai pas depuis longtemps, — dit Pauline à mi-voix. — Mais c'est naturel pendant cette offensive.

— On a gagné du terrain. Le communiqué est intéressant ce matin.

René Fayet se plaignait en se réveillant, avec sa grosse tête de ouate, tenant les mains de Pauline dans les siennes sans la voir. Par moments, son regard inquiet se fixait sur elle :

— J'ai soif... Ah! vous êtes là, madame... Je n'ai rien senti... Ne me quittez pas...

Elle humecta ses lèvres sèches, puis reprit sa place auprès de lui, silencieuse, immobile, tandis qu'il sommeillait. Craignant ses questions, elle aurait voulu prolonger cette torpeur.

Pauline se voyait dans ces mêmes rues, la guerre finie, marchant seule vers une maison vide. Sûrement, c'était un mauvais rêve. Elle allait trouver une lettre en arrivant. Déjà elle croyait distinguer sous la faible ampoule du vestibule l'enveloppe sur le plateau, si précise avec chaque détail, les jambages de l'écriture, les cachets...

Elle traversa le jardin, les yeux fixés sur un petit rectangle vitré en haut de la porte d'entrée où apparaissait la lueur du vestibule; elle entra et passa très vite devant le plateau vide, sachant d'avance qu'elle ne devait rien attendre.

Après le dîner, elle s'installa dans le fauteuil de Jean. Sur le guéridon, à la place des cigares, brillaient des aiguilles de métal piquées dans une paire de chaussettes. La gorge serrée, elle répondait aux questions de Max, puis elle monta avec lui, s'attarda à plier ses affaires, et se coucha aussitôt comme si elle avait grand sommeil. Mais elle garda sa lampe allumée, la tête appuyée sur le bois du lit qu'elle frappait à petits coups involontaires.

Le lendemain, elle aperçut le facteur devant la maison et se dit : « Si je me presse, si je le questionne, je serai déçue. » Mais son impatience l'emporta sur les superstitions. Essoufflée, les yeux agrandis, les ongles enfoncés dans son poing fermé, elle observait la vieille main noueuse qui fouillait lentement dans la sacoche.

Max rentrait du lycée, son béret de travers et sa serviette à demi ouverte sous le bras.

— Max! une lettre de ton père!

Elle n'osait ouvrir cette enveloppe timbrée qui ne venait pas du front, monta dans sa chambre, s'installa commodément dans un fauteuil; mais elle ne comprenait pas ce qu'elle lisait, se répétant : « Il est vivant! »

Jean disait qu'il n'avait pas écrit, pensant confier cette lettre à un permissionnaire. Il avait quitté son régiment et

se rendait à Eurefont, près de Saint-Dizier, où il allait suivre le cours des officiers de renseignements; il serait ensuite affecté à une division américaine. Pauline pouvait venir deux jours à Eurefont.

Elle mit la lettre dans son sac, descendit l'escalier, laissa retomber la grille sur ses gonds et se précipita chez Louise[1]. Elle voulait qu'on lui expliquât cette lettre.

— Alors, c'est fini!

— Ma chérie, je crois que pour toi c'est fini, — dit Louise en l'embrassant.

Tout de suite, Pauline s'occupa de son voyage, réunit les papiers nécessaires et se procura le laissez-passer pour la zone des armées, sous prétexte d'une visite à une parente qui habitait Saint-Dizier.

Elle examina ses robes les moins défraîchies, regardait les vitrines, entrait dans un magasin, essayait un modèle, reprenant goût à ces soins personnels et un peu mystérieux des jeunes filles de son temps, intimidées par toute outrance.

A cause de la difficulté des communications et de la réserve qu'elle observait devant les autres femmes, elle décida de passer par Paris où elle ferait ses derniers achats. Pour le voyage elle mettrait un vieux tailleur gris.

Dans son lit, heureuse cette fois de rester éveillée, elle se remémorait les instructions de Jean : elle doit rester dans le train jusqu'à Eurefont; s'il n'est pas à la gare, elle traverse le pont et suit la rue; il habite rue Adibert, à l'ouest de la ville, chez des ouvriers.

Elle ralluma sa lampe pour relire la lettre comme si à présent elle en saisirait tout le sens. « Il aurait pu ajouter qu'il était content! se dit-elle, mais ces Barnery ne sont pas expansifs. »

Elle ouvrit les yeux, étonnée de voir le jour dans les rideaux, s'habilla rapidement et embrassa Max qui dormait.

Auprès de la fenêtre d'un wagon, longtemps, sans bouger, elle regarda la campagne jadis familière, qui lui parut nouvelle, émouvante avec sa verdure molle, ses fleurs printanières, et d'où émanait comme un sentiment de paix oublié, à peine

1. Louise Barnery, cousine de Pauline.

interrompu par les petites stations désertes, les villages, les gares encombrées des villes.

Le soir, debout dans le couloir, elle cherchait la lueur de Paris; mais déjà les maisons hautes se massaient le long des rails multipliés et elle sentit toute proche la grande ville sombre et assourdie.

Elle prit une chambre à l'hôtel du quai d'Orsay. Ouvrant la fenêtre, elle aperçut dans les ténèbres le fleuve noir, des clartés timides sous l'abat-jour des réverbères, le va-et-vient des lanternes voilées; très haut un ronflement de moteur dominait le bruit étouffé des rues.

Mais le lendemain, elle retrouva la légèreté des matins de mai à Paris et le pas vif de sa jeunesse. Dans les rues brillantes, des officiers chamarrés, des aviateurs haut bottés se promenaient avec des femmes en robes claires, et Pauline voyait Jean rajeuni, gai, tout occupé d'elle. Aux étalages débordait une efflorescence de mousselines et de dentelles : des touffes de plumes, des fleurs de soies. Un peu grisée, Pauline s'arrêtait aux vitrines, choisissait, changeait d'avis, puis, rentrée à l'hôtel, avec une excitation de fiancée, elle plia dans sa mallette le linge enrubanné, les bas fins, les gants de Suède, la matinée de crèpe de Chine.

La foule montait et descendait l'escalier de la gare de l'Est; des soldats casqués couraient vers d'autres gares ou s'installaient en groupes pour manger. Bousculée, elle rejoignit son train, et, tout le jour, bloquée à sa place par des voyageurs changeants et bavards, elle entendit des récits de bombardements et d'incendies. Elle passa la nuit à Chaumont. Le matin, l'idée de retrouver Jean dans quelques heures effaçait toute autre émotion. Elle eut plaisir à sentir sur sa peau le linon frais; avec précaution elle passa la robe de taffetas noir achetée à Paris, le boléro garni de bouillonnés, une fleur de batiste rose au côté et qui se retrouvait sur la petite cloche de paille.

Encore une fois assise dans un train, elle plaça minutieusement dans son sac à main un mouchoir parfumé, le portebillets de moire où les coupures étaient retenues par des rubans croisés, les gants propres qu'elle mettrait en arrivant.

Elle approchait de cette région qu'elle avait tant cherché

à se figurer sur des récits inimaginables, mais la campagne était paisible. Parfois, sur une route, elle apercevait une longue file de camions qui semblaient vides et avançaient lentement comme des chenilles processionnaires. Elle regarda sa montre et se dit encore : « S'il n'est pas à la gare, je traverse le pont »... Elle fermait les yeux, frémissante de tant de choses à dire en si peu de temps, de celles-là que l'on ne peut écrire et qui sont justement l'essentiel...

Tout à coup, elle était arrivée. Un brouillard sur les yeux, le cœur battant, se retenant de respirer comme si elle avait peur, elle aperçut Jean sur le quai. Il fit un signe, mais disparut derrière un train de permissionnaires. On criait aux soldats : « Le train repart, ne descendez pas! » Tous descendirent, courant au buffet. Lentement le train se remit en marche, poursuivi par les soldats qui s'accrochaient aux wagons, des grappes de musettes et de bidons pendus autour d'eux.

Jean parlait à un officier joufflu et rouge en uniforme kaki. Il se retourna et embrassa Pauline.

— Tu as fait un bon voyage? Long... J'ai reçu ce matin ta lettre de Paris.

— Je devais arriver à Chaumont à sept heures, mais on s'arrêtait partout. Nous avons eu du retard.

— Où as-tu dîné?

— J'ai dîné à dix heures. On ne trouvait rien en route.

— Tu avais retenu ta chambre à l'hôtel?

— Non. J'ai cherché... j'ai demandé...

Il prit la valise de Pauline et entra dans la gare.

— Max va bien?... Je te laisse un instant. Attends-moi dans cette salle.

Elle s'assit sur un banc devant un gendarme qui l'observait avec méfiance. Soudain le silence avait remplacé le tumulte d'un fiévreux élan. Petite gare comme toutes les autres. Est-on vraiment près des armées? Tout est trop réel pour paraître vrai.

— Voilà, — dit Jean, — j'ai voulu expliquer à cet officier... Cela vaut mieux. Il a une permission pour Paris et venait s'informer des heures des trains...

— Tu n'auras pas d'ennuis?... Ce n'est pas imprudent?

— Non. C'est arrangé maintenant. Nous allons déjeuner chez les gens où je loge. Madame Julien aura préparé un repas dans ma chambre... Tu seras très aimable avec madame Julien.

Elle s'appuya un instant au bras de Jean, un bras qu'elle sentait épais et puissant, et regarda ses yeux gris bleus; ils avaient jadis, par intermittence, une singulière expression lucide, presque dure, qui était maintenant fixée et comme adoucie.

— Tu as engraissé...

Elle voulait exprimer ce sentiment nouveau de sécurité qu'elle éprouvait auprès de l'homme fort échappé à tant de périls; mais lui qui avait vu tant de corps broyés savait sa chair sans consistance et ses os fragiles.

— Il y a du rembourrage là-dessous... des tricots...

Sur le seuil de sa maison :

— Voici la dame à notre lieutenant, — dit madame Julien, s'adressant à un homme assis dans la cuisine.

Des morceaux de lapin mijotaient dans une casserole; la poêle était posée sur le bout de la table; à côté, une écuelle vide et des œufs dans une assiette creuse.

D'un geste précis, en femme qui a l'habitude de dépêcher la besogne pour aller travailler à l'usine, madame Julien s'empara du bagage de Pauline et entra dans la chambre. La table recouverte d'une toile cirée à carreaux rouges et blancs était tirée au milieu de la pièce, les livres et les papiers de Jean posés à terre, le pain sur une chaise. Par l'ouverture de la porte on entendait battre les œufs.

— Ils ont des œufs très frais, — dit Jean. — Ce sera excellent. Tu vois, la chambre est petite... Ah! merci, madame Julien... Une jolie omelette!...

Pauline regarda Jean manger avec gourmandise. Dans cet appétit, ces façons brusques, un peu animales, elle vit le signe d'un épuisement intérieur; soudain craintive, elle dit gravement :

— Je n'ai pas reçu de lettres de toi pendant longtemps... Tu ne pouvais pas écrire... Tu as été en première ligne?

Comme pour interrompre ses questions, il dit tout à coup :

— Il y a eu beaucoup de pertes. Le régiment a été dissous.

Il répondait par une phrase apprise, comme s'il n'avait rien vu.

— Vous avez avancé?

— Oui... Je ne sais pas... On a changé de place. Tu es mieux renseignée que moi, tu lis les journaux.

— Tu te souviens de Paul Giri, le fils d'Édouard. Sa femme est infirmière dans mon hôpital. Il est mort.

Jean se taisait, l'air distrait. L'idée qu'un gain de trois kilomètres n'avait aucune importance et que la mort elle-même était inutile produisait chez lui un état d'indifférence qu'il ne pouvait expliquer; mais vaguement Pauline le pressentit et, cherchant à le détourner de ces images, elle parla de la maison, de la famille, et dit vivement avec entrain :

— Jean, je voulais te demander un conseil. Tu sais que j'ai renvoyé Mathilde. J'ai condamné la salle à manger par économie. Nous vivons dans le salon...

Elle se tut à son tour, déconcertée par l'expression de malaise qu'elle aperçut dans les yeux de Jean. Il semblait dire : « Ne me demande pas de conseils, je ne peux pas prendre de décisions, tu as bien su t'arranger sans moi, jusqu'ici. »

Cet étrange regard doux et légèrement excédé, qui se rattachait à une pensée obscure, elle le retrouva plus tard mêlé d'une nuance d'étonnement et d'ironie, lorsque debout devant la glace elle arrangeait ses cheveux, appliquait contre son front sa frange sinueuse, puis enlevait son boléro, et que Jean fixait les yeux sur la blouse de soie transparente.

Tapotant l'oreiller et ramenant sur le lit la couverture de coton blanc, elle dit :

— Je n'ai pas bien compris ce que tu fais ici.

— Je suis à l'école des officiers américains, en attendant d'être nommé interprète... Il faut que je te quitte jusqu'à cinq heures. Va te promener au bord de la rivière près du Parc Tallemant des Réaux. Tu peux entrer dans le parc. Je t'y rejoindrai à cinq heures. Je te laisse la clef.

Pauline défit sa valise, prit un livre de Jean, s'assit sur le lit, s'allongea et s'endormit. Quand elle s'éveilla, il était quatre heures. Elle sortit, écouta un grondement incessant comme

un orage lointain, passa le pont et longea des maisons accolées l'une à l'autre, pareilles sous leurs toits d'ardoise. Des femmes vendaient des victuailles par toutes les fenêtres du rez-de-chaussée. On voyait des soldats remplir leurs musettes et partir à bicyclette, enveloppés de bidons pleins de vin, étranglés par les courroies. Elle aperçut un espace nu et clos par des grillages, quelques baraquements et partout des corps gris sale étalés par terre comme des cadavres. La maison des maîtres de forges apparut au milieu des pelouses et des cèdres. Plus bas, une étroite rivière traversait un pré lumineux; l'eau rapide et sombre glissait sur des roches noires avec de petits bouillonnements blancs et des coulées huileuses.

« Je ne m'habitue pas à être heureux, disait Jean, en Suisse. Comme il s'est bien habitué à souffrir! songeait Pauline. Mais on pourrait douter de ses souffrances quand il boit un vin âpre et boueux; c'est tout juste s'il ne claque pas la langue, ce délicat!... Jadis, il avait toujours l'air de penser, ou plutôt il semblait torturé par des subtilités. C'est maintenant qu'il est pensif... Est-ce qu'il pense?... »

Sans chagrin, comme invulnérable, elle considérait le détachement inconscient de Jean, ses appétits si courts, si vite rassasiés, son silence, et cette rudesse dans les gestes, dans le jugement, ces mots crus, cette envie de dormir qui dominait tout.

Les petites déceptions égoïstes qui font la douleur des amoureux et le sujet infini de leurs disputes, ne la touchaient plus. Jean vivra; qu'importait le reste? Pour la première fois, depuis des années, elle pouvait s'asseoir dans l'herbe au bord d'une rivière, sans penser à rien. C'était un grand bonheur.

II

L'été, après la guerre, Louise retourna à Belleanse. Le jardin de son chalet touchait au mur de la plage. C'était un carré de sable et d'herbe entouré d'une haie, la guipure d'un filet de pêche tendu entre deux arbres. On apercevait l'estuaire de la Seudre, le clocher de Marennes, et une mer calme, fermée par l'île d'Oléron.

Après une heure de marche vers le Galon d'Or à travers la forêt de pins, tout à coup dans une violente éclaircie surgit l'océan et ses longues vagues courbes. Mais à Belleanse on n'entend pas le bruit des eaux acharnées contre les dunes, sauf parfois les détonations lointaines du pertuis de Maumusson; on ne voit qu'une mer unie gris perle, ses reflets de vert indécis et d'ambre pâle.

Le flot se retire dénudant de grands espaces de sable et de vase, les bancs d'huîtres et leurs palissades de branchages noirs; puis de nouveau, sans vagues, rapidement, il revient battre le mur de la plage. Alors, dans les marais, autour de la Tremblade et de Marennes, secrètement, par de minces canaux, l'eau marine s'insinue et baigne les petits bassins découpés dans les herbages. Des barques chavirées sur les bords de la Seudre se redressent, tendent leurs voiles et voguent vers l'océan.

Dans son jardin caché par la haie, de son regard fixe d'apparence si tranquille, Louise contemplait tout le jour la plus belle lumière et cette mer qui seulement recule et retourne à ses rives, paisible dans la retraite ou la plénitude, avec la sourde richesse de ses tons gris, les nuances exquises, opalines, à peine avouées.

Le chalet était toujours plein de monde : des amis du mari, des cousins, Théodore, le fils aîné de Frédéric, des filles de Paul Desca, enfants de parents brouillés que Louise réunissait sans souci des querelles, René Fayet qu'elle avait soigné pendant sa convalescence à Limoges.

Elle vivait à l'écart, sans contacts avec cette race étonnante des hommes qui se lèvent de bonne heure, qui ont toujours à faire quelque chose d'intéressant, une pêche à préparer, un bateau à raccommoder, des vermisseaux à chercher dans la vase, et qui ont faim et qui dorment. Pourtant, si un jour elle s'absentait, la maison semblait vide et lorsque les hommes rentraient de la pêche, ils ne savaient plus à qui montrer leur butin.

Centre de cette petite société, souriant quand on s'approchait d'elle, n'ayant jamais rien à dire, elle était d'une modestie singulière, persuadée que sa pensée et ses goûts ne méritaient pas d'être exprimés. Seulement, elle se redressait sur son

fauteuil de toile avec une imperceptible animation lorsque les bateaux traversaient l'estuaire à marée haute. Sa lorgnette aux yeux, elle restait concentrée, comme adhérant de toutes ses forces à un point mystérieux du large. Elle connaissait toutes les voiles, la flottille des pêcheurs, le bateau qui fait le service entre Oléron et Belleanse, la voile rouge du bateau de René Fayet, la barque du baron Desrenaudes.

Lorsque toutes les chambres de son chalet étaient occupées, elle logeait ses hôtes à la Tremblade, dans la maison de son amie Blanche de Lacrousille, qui habitait la Rochelle depuis la mort de son frère Gaëtan, mais qui avait conservé à la Tremblade, pour l'amour du passé, la maison de son grand-père Oscar Dutrieux.

Léonard avait servi dans son enfance chez Oscar Dutrieux. Il savait que la salle à manger verte, son long buffet Louis XVI et les placards peints en vert, qui du haut en bas garnissaient un mur, n'avaient pas changé depuis l'origine. René Fayet s'intéressait aux aïeux de Blanche et questionnait souvent le vieux domestique qui répondait en découvrant son crâne, les yeux à demi fermés :

— Après le dîner, monsieur et madame Dutrieux traversaient le salon et rentraient chacun dans leur chambre... les deux chambres qui sont en face de celle de mademoiselle. Il n'y avait pas de tapis en ce temps-là. Mais c'est le même lit et la même table.

— De jolis meubles! — dit René. — Un Louis XVI très pur. Et ces boiseries?

— Ce sont les mêmes, monsieur. Rien n'a changé ici, excepté la galerie qui a été construite par le père de mademoiselle.

— Dans ma chambre, j'ai remarqué une bibliothèque au fond du cabinet de toilette.

— C'était la bibliothèque du gendre de M. Dutrieux, qui vécut ici, après lui. Il aimait la lecture.

« Quelle jolie maison! » disait René parcourant les pièces du long rez-de-chaussée, le couloir voûté blanchi à la chaux, la galerie, regardant les boiseries, les meubles grêles et bien patinés.

— Est-ce que mademoiselle arrive bientôt?

— Nous l'attendons cette semaine, — dit Léonard. — Nous attendons aussi madame Garansol qui est souffrante paraît-il, et madame Jean Barnery.

— Madame Jean Barnery?

— Oui, et madame Garansol. Madame Louise m'a dit que ces dames veulent prendre leurs repas ici. C'est entendu avec mademoiselle.

Celle que l'on nommait *mademoiselle*, Blanche de Lacrousille, avait passé soixante ans, mais très mince, avec ses bandeaux gris ondulés, ses yeux gris, sa grâce, on eût dit que rien chez elle n'avait défleuri. Faute d'un mari, la vie ne l'avait pas touchée. Partout, elle avait l'air d'une invitée, discrète, serviable, un peu rêveuse. Maintenant sans famille, elle avouait ses amours d'autrefois, mais on doutait de leur réalité. A l'entendre, l'amour était toujours exaltant et beau, et pour goûter la vie, il suffisait de s'en souvenir : « Aimer, c'est donner », disait-elle, confidente généreuse d'une éternelle jeunesse.

Elle était si romanesque que René Fayet se demandait si elle n'avait pas construit cette maison poétique vouée à un passé de son invention.

— Vous êtes bien sûr, Léonard, que ce plancher existait au temps de M. Dutrieux?

— Oui, monsieur, rien n'a changé ici. Il n'y a que la galerie qui a été construite par le père de mademoiselle.

***

Après le départ de Jean pour l'Amérique, Louise proposa à Pauline de venir à Belleanse. Mais elle est trop fatiguée pour se plier à des habitudes étrangères, s'astreindre à des politesses, parler, sourire. Elle ira dans un hôtel, n'importe où, mais seule et libre.

Malgré sa promesse, elle ne veut pas consulter un médecin. Sa maladie est sûrement trop subtile pour un docteur et ses remèdes. Saurait-il expliquer cette panique à l'idée d'habiter chez une cousine, ce besoin d'être absolument seule, de se coucher à son heure, d'aller et de venir sans aucune entrave?

Pourtant, depuis le départ de Jean, la maison est presque vide. Mais dans ces chambres persiste le souvenir d'un surmenage. Donner des ordres, s'inquiéter de Max, c'est encore trop pour elle. Cette courbature si aiguë, cet effroi des proches et de leur domination ne tiennent pas à une cause physique ni à une déception précise. Elle désire seulement ne plus s'occuper de personne et même oublier Jean, comme si elle avait trop pensé à lui pendant la guerre. Elle ne veut pas attendre ses lettres ni se demander si elles sont assez tendres et détaillées, s'il n'est pas revenu de la guerre très différent et reparti bien vite.

Dans la maison, tout réveillait cette bizarre fatigue, Max surtout, si grand, si fort. Quand il entre dans une pièce on dirait qu'il absorbe tout l'air respirable. Un bébé, c'est la vie d'une mère. Plus tard, un détachement salutaire se produit; du moins elle l'avait cru. Mais il est toujours son enfant, dont elle sent trop durement la vie dans sa propre chair, les courants qui le traversent, ses faiblesses, son obstination. On ne peut résister à la volonté des autres sans épuisement. La volonté des autres! voilà peut-être chez elle le point meurtri, la fracture secrète, qui lui rend pénible même une conversation avec la cuisinière.

— Max, tu m'avais promis de travailler pendant les vacances.

Il voulait travailler, il avait un programme, mais d'abord, il entendait faire un voyage à pied le long de la Creuse. On avait acheté une tente et des casseroles. Tout était prévu. Sur un ton posé, d'une voix sourde, il exposait ses plans.

— Quels vêtements emportez-vous?

— Quels vêtements? — dit-il de son air sérieux.

— S'il pleut, vous n'allez pas dormir tout mouillés?

— Bien sûr, il pleuvra quelquefois... Notre cuisinier est un communiste. Il est très adroit.

Pauline s'opposait à cette équipée conçue dans le rêve, avec une apparence de précision méticuleuse. Mais ses objections n'étaient pas moins vagues. Elle craignait surtout de s'inquiéter. Encore trembler pour un être! Encore un amour qui fera souffrir!

L'amour! elle l'avait connu d'abord comme une douleur,

une dissimulation étouffante; plus tard il amplifia tous les chocs de la vie, jusqu'à l'angoisse de la guerre. A la fin, le cœur est épuisé. Longtemps elle a désiré un autre enfant. Maintenant elle n'en souhaite plus.

Elle ne pensait à rien, par paresse, par besoin tout physique de repos. Elle songeait seulement à un hôtel isolé qu'elle rêvait à présent très peuplé : beaucoup d'inconnus autour d'elle marchent sans bruit sur le sable ou la mousse.

Louise insistait et lui offrait la maison de Blanche de Lacrousille. Elle y prendrait ses repas et irait à Belleanse quand elle voudrait. Tout à coup cette maison à la Tremblade parut à Pauline exactement ce qu'elle désirait.

***

Pauline longe le mur qui tient enfermé selon la coutume saintongeaise le jardin et l'habitation. Léonard ouvre le battant du portail et elle passe sous l'auvent. Une lampe éclaire la galerie dont les vitres brillent dans la cour. Elle entre dans sa chambre en soulevant un loquet de fer, ouvre un contrevent et regarde, à la clarté de la nuit, la voile d'une barque au bord de la route.

Le lendemain, au hasard, elle suit une ruelle entre des maisons badigeonnées de chaux, éclatantes au soleil, les volets à demi clos, et qui lui rappellent certains quartiers de Barbazac. Soudain apparaît une plaine triste sans arbres, d'un vert d'amande un peu jaunie, pointillée de cahutes noires et si vaste que l'on distingue à la fois deux ou trois villages comme de petits amas de coquilles d'huîtres.

Elle regarde le reflet du ciel dans un bassin encadré de petits talus. Le marais est couvert de plantes rudes que dépasse le panache ébouriffé des tamaris. Elle rejoint la route et aperçoit René.

— Madame Barnery, c'est la première fois que vous venez à la Tremblade, je serai votre guide. Cette route mène à la Seudre... Le canal aussi.

— Quel est ce clocher, là-bas?

— Le clocher de Marennes... le canal est vide parce que

la marée est basse. L'eau reste dans les claires. Les grandes marées viennent la rafraîchir. Remarquez la vase fauve qui enduit le canal et le bord des claires, comme elle s'irise à la lumière et s'accorde bien avec les tons passés de la végétation, les touffes de tamaris, la sanguenite...

Tournant les yeux vers le canal, Pauline effleura d'un coup d'œil la tête nue du jeune homme, son visage blond, un peu gras aux traits frais à peine marqués où seules semblaient bien dessinées et dans leur pleine force les dents très blanches.

— En suivant cette route, on atteint la Seudre à la Grève, en face de Marennes. Nous irons un jour à la Grève.

— Où est Belleanse?

— Belleanse est à trois kilomètres dans la forêt de pins, mais sur une autre route.

— Je vais rentrer. Je déjeune chez Louise. C'est le baron Desrenaudes qui m'y conduit en automobile. Qui est le baron Desrenaudes?

— Un original qui habite dans la forêt... Vous verrez. Il a une drôle de voiture, qui sert surtout à transporter des légumes... Prenez garde aux bicyclettes... fit-il en lui touchant le bras. Les gens d'ici circulent tous à bicyclette pour se rendre à leurs claires dans les marais, ou aux parcs à huîtres au bord de la mer, ou simplement pour faire vingt mètres... Et voyez quelle énergie! Comme ils trépignent sur ces vieilles machines rouillées!... Madame Garensol prétend que c'est de l'excitation, un effet du climat marin. On dit que les filles du pays sont terribles...

Pauline avait résolu en arrivant de rester huit jours étendue dans la galerie ou dans le jardin de Blanche, sans voir personne. Mais tous les jours elle allait à Belleanse chez Louise. Elle trouvait le chalet plein de jeunesse; soudain, la mer emportait tout le monde. Elle restait assise auprès de Louise, qui souriait de ses yeux jeunes, les joues roses, ses cheveux gris frisés sous son chapeau de paille. Parfois, elle portait à ses yeux sa lorgnette qu'elle tenait dans sa main potelée, brunie par le soleil.

— Tiens! Voilà Jacques!... D'où viens-tu, Jacques? Je te croyais à Limoges.

Se tournant vers Pauline :

— C'est Jacques, le petit-fils du commandant Surpierre. Tu ne le reconnais pas?

— Si je reconnais Jacques, — dit Pauline, distraite par la grosse figure rousse, qui rappelait tous les Surpierre défunts, riants dans ses yeux bleus.

— Tu veux de l'eau?... Ah! oui!... Vous campez!

La jeunesse triomphait dans ces premiers étés après la guerre, parmi les veuves trop vêtues au soleil et les hommes encore un peu agglomérés, qui se promenaient en troupe sur le port. Filles et garçons de Bordeaux, de Cognac ou de Paris, dispersés dans les collèges pendant l'hiver, se regroupaient aux vacances, avec l'appétit de vivre, non pour une cause, une idée, un être, mais pour la joie. Et quelle joie meilleure que de quitter la maison et de découvrir au détour d'une route inconnue l'emplacement dont on sera le maître d'un jour? La nuit vous surprend tapis au creux d'une dune. Après le repas croustillant de sable, on allume un feu sur la plage. A l'aube, le cri des mouettes vous réveille. On part dans la barque d'un marin; les garçons hissent la voile, les filles dévident les filets. On se baigne au large, suivant le bateau que secouent les remous de Maumusson.

Parfois la bande se désagrège : des jeunes filles sont enlevées en automobile pour l'après-midi, ou captives dans le grillage d'un tennis solennel. Alors les garçons vont rôder sur le port, causent avec les marins et rêvent de s'embarquer. Mais toujours la troupe se reforme sur la plage, à l'heure du bain, et le soir dans la grande allée où ils se tiennent tous par le bras.

Pour la première fois, comme libérée d'autrui, Pauline regarde le monde et découvre la jeunesse. Sa propre jeunesse, elle l'a traversée sans la voir, le cœur serré, flairant dans la vie on ne sait quoi d'ambigu et de lourd, le poids d'un homme et d'un seul amour; elle s'en dégage comme si elle sortait de la nuit, avec des yeux d'enfant et cette espèce d'innocence des épouses et des mères, fascinée par un visage lisse, approuvant tout, cette agitation, ces courses pour courir, ces rires, ce vide où elle trouve un sens auguste.

Cette façon de contempler la nature et la jeunesse, et aussi

un sentiment tout nouveau de la fuite du temps, une vision autre des choses qui semblent soudain éclairées d'un jour crépusculaire où certaines nuances prennent plus d'éclat, un esprit sans rapport avec sa vie d'autrefois a tout à coup remplacé chez Pauline sa pensée d'antan, alors que son visage conserve les mêmes traits, un peu plus vieillis.

— Voilà les enfants, — dit Louise, en se soulevant pour passer un sweater.

Dans le demi-jour on reconnaît des formes blanches, des voix.

— Nous sommes allés très loin, sur la plage, — dit une jeune fille.

Sur la route, des gamins sifflent et chantent, accompagnés par un accordéon qui joue une rengaine de jazz.

Deux garçons dans la véranda se lèvent, tendent les mains vers les jeunes filles et commencent à glisser sur le carrelage. Dociles à ces pressions discrètes, les jeunes filles avancent, reculent, en une marche régulière et souple, puis tournent lentement, leurs bustes minces un peu renversés sur les épaules des danseurs. Pauline allume la lampe suspendue au plafond. Les couples passent et se croisent sous la lumière bleue qui éclaire des chevelures brillantes, des vêtements légers, puis ils se perdent dans l'ombre pour reparaître bientôt, le visage paisible, balancés par la même cadence. La musique s'éloigne sur la route; les jeunes gens ralentissent leurs mouvements et se délient en riant.

***

— Qu'il fait bon ici, après la poussière de la route! Vous avez l'air reposée, — dit Pauline, s'adressant à Solange Garansol, qui était étendue sur une chaise longue, le regard perdu du côté du jardin, un livre ouvert sur les genoux.

La jeune femme se retourna brusquement, fixant sur Pauline ses petits yeux aigus et comme avides. C'était une divorcée à qui Blanche de Lacrousille avait offert sa maison de la Tremblade après une fièvre typhoïde. Solange se consolait de son inaction en racontant ses souvenirs d'infirmière pendant

la guerre, les frôlements des docteurs, les regards amoureux des blessés.

— Où est Blanche? — dit Pauline.

— Elle est dans le jardin avec Léonard.

Agathe, la fille de Léonard, apporta une tasse de cacao pour la convalescente.

— Agathe, je meurs de soif! un verre d'eau, je vous prie, — dit Pauline en s'asseyant, son chapeau de paille sur les genoux, ses joues pâles d'ordinaire rougies par la chaleur.

— Vous revenez de Belleanse? Qu'avez-vous fait aujourd'hui?

— Rien. Nous avons regardé la mer.

— Avec la lorgnette?

— Oui... Pourquoi?.. Nous avons vu le bateau de René. Il a été à l'île de Ré... Merci, Agathe, — dit Pauline, saisissant le verre et buvant par lentes gorgées. — Je ne comprends pas qu'un garçon borgne puisse diriger seul un bateau... Il a une vraie passion pour ce bateau.

— Ce n'est pas la seule.

— Il passe ses journées en mer.

— Une partie.

— Je me demande où il va quand il n'est pas en bateau; on ne le voit jamais ici.

Solange se retourna sur sa chaise longue comme incommodée et son mince visage angélique se crispa sous la douleur que les vivants infligent à une âme élevée.

— Vous ne le savez pas?

— Non. Il est amoureux? Il aime une jeune fille?

Solange se tut, embarrassée dans des sentiments contraires : la charité, la nécessité de dénoncer le mal.

— Ce n'est pas une jeune fille, c'est une vieille femme.

— Vous en êtes sûre?

Solange baissa son regard enflammé.

— Elle habite la Tremblade?

— Non.

— Belleanse?

Solange voulut effacer ses insinuations par une remarque générale et dit brusquement :

— Je trouve abominable l'amour d'une femme mûre pour un jeune homme. C'est une sorte d'inceste.

Pauline se souvint d'avoir prononcé autrefois une phrase semblable devant Louise qui n'avait pas répondu. Aujourd'hui c'était elle qui se taisait. Cette indulgence venait-elle d'une soudaine corruption de l'âge ou de trop de candeur? Elle s'en étonna et tourna la tête pour regarder Blanche debout dans le jardin entre les piliers de pierre qui bordent l'allée centrale.

Blanche s'avançait vers la maison, l'air absent et s'arrêta au milieu de la terrasse sablée. Tout à coup son visage s'anima. Elle tendait la main au baron Desrenaudes qui apportait deux bécasses et riait, ses longues dents pointant dans sa barbe.

***

Pauline rangeait son linge dans les tiroirs de la commode et vérifiait ses robes fraîchement repassées. Elle s'assit pour ajuster un col de piqué, et, par la fenêtre, aperçut René qui se promenait dans le jardin. On devinait à son allure, à son pantalon de toile blanche et à sa vareuse bleu marine, qu'il s'était vêtu sans hâte et ne savait que faire de sa matinée.

Pauline s'habilla en blanc, se pencha sur l'appui de la fenêtre et vit René assis sur un banc, ses cheveux blonds bien appliqués sur sa tête. Elle étendit les bras et rapprocha lentement les volets. René se leva et dit gaiement :

— Bonjour, madame. Il est tard. Voulez-vous faire une promenade?

— Quoi? pas de bain, pas de bateau ce matin?

— Non, rien. Je vous propose d'aller à la Grève.

— Je viens.

René noua autour de ses doigts les courroies d'un vérascope et se coiffa du petit chapeau blanc à bord relevé de la marine américaine.

Lorsque Pauline eut passé sous l'auvent d'un pas alerte, il referma le battant du portail et la rejoignit sur la route.

— Je ne vous ai jamais vue à Barbazac, madame Barnery...

— Quand j'habitais Barbazac, vous étiez un bébé.

— Maintenant, il y a moins de différence entre nous... Il n'y a pas de différence.

— Si, je suis une vieille dame.

— Vous avez vingt ans, et moi davantage.

Le ton était brusque, familier, un peu grave, sans aucune affectation de galanterie, et avant qu'elle eût protesté il désigna un carré d'eau :

— Les huîtres naissent dans la mer. Elles demeurent quelques années dans les parcs sur le rivage, puis elles font un séjour dans les claires où elles prennent leur teinte verte et je crois plus de saveur. Elles doivent ces vertus au mélange de l'eau de mer et de l'eau douce qui suinte des marais, et aussi à une algue inconnue. C'est une culture très simple, mystérieuse, et qui n'a pas changé depuis l'antiquité. Mais elle veut des gens du pays. Tous les étrangers même savants ont échoué. Il leur manque un instinct, l'œil qui sait distinguer le trou de crabe par où se vide une claire, le don héréditaire...

Pauline l'écoutait, amusée par ces explications si exactes. Il la croyait peu différente de lui et intéressée par ces détails. Auprès de ce compagnon fermé, si loin d'elle, qui avait la voix d'un homme et dont elle sentait l'enfantillage, elle pouvait prendre des attitudes improvisées, essayer des personnages nouveaux. Il ne la voyait pas, elle était libre, elle n'était plus réduite à soi-même, à l'être vrai, scruté, dont on ne peut se départir sous le regard de l'homme qui ne vous laisse pas de secrets.

— Il y a deux kilomètres jusqu'à la Grève, n'est-ce pas trop loin pour vous?

Non, elle peut marcher longtemps, avec ce sourire facile, disant des choses sans importance. On ira où elle veut, elle s'arrêtera s'il lui plaît, sans chercher à deviner ce que l'autre désire, le point qu'il ne faut pas dépasser, la direction où il incline. Ce qui fatigue, c'est de penser à l'autre, de s'accorder au pas de l'homme qu'on aime, c'est de prendre garde à ses paroles qui ont toujours trop de sens, à son silence que l'on veut comprendre.

— Vous paraissez bien renseigné. Voulez-vous vendre des huîtres?

— Non, je voudrais vendre de la porcelaine.

— Quelle porcelaine?

— La vôtre. La porcelaine anglaise est la plus belle qui soit. Mais c'est une porcelaine tendre. J'ignorais la porcelaine dure française avant d'avoir visité votre fabrique à Limoges. On ne montre aux Français que d'affreux modèles dans les magasins et les expositions. Il faut les instruire. Je voudrais installer un dépôt où j'offrirai votre porcelaine.

— C'est une très bonne idée, — dit Pauline. — J'en parlerai à mon mari, quand il sera de retour d'Amérique.

Elle voyait le haussement d'épaules de Jean, mais elle prit un air réfléchi, jouant le rôle de l'homme d'affaires :

— Où serait votre dépôt?

— A Paris, rue de la Paix, par exemple. Du moins j'aurais à Paris mon dépôt principal.

— On ne trouve pas facilement un magasin à louer en ce moment.

— J'en trouverai.

— Comment l'installerez-vous?

Il marchait vite, gesticulant, ou s'arrêtait tête baissée pour dessiner un croquis sur une enveloppe.

Un train stationnait sur un côté de la route.

— Voici la Grève.

Un large bac qui avait traversé l'estuaire abordait lentement. Il portait une charrette, des bicyclettes, trois automobiles avec leurs propriétaires assis au volant comme des jouets luxueux garnis de personnages bien imités.

— En face, sur l'autre rive, vous voyez Marennes et son clocher si élancé. Il sert d'amers, comme disent les marins. C'est un point de repère pour les navigateurs.

Pauline respirait profondément un air doux et pourtant vif, le visage tourné vers la mer bleuie au loin entre les lignes sombres de la Coubre et de l'île d'Oléron; puis elle regarda les berges du fleuve vernies de vase rousse, la plaine d'eaux et d'herbages nus, sous une lumière irisée qui touchait à peine le flot trouble, la végétation pâle.

René recula en dirigeant son vérascope vers Pauline.

— Ne bougez pas. Vous êtes très bien.

— Non! je serai affreuse au soleil! Je le sais. Les photographies à mon âge....

— Que vous êtes coquette!... Maintenant il faut vous reposer... Si, il le faut, — dit-il en la regardant. — Vous êtes fatiguée. Nous allons nous asseoir dans une auberge et manger des huîtres.

Elle fut surprise par cet air de bonté chez ce garçon qui semblait si indifférent aux femmes.

La voix caressante, avec ce léger accent anglais qu'elle prenait parfois lorsqu'elle était intimidée :

— Vous êtes gentil... je veux bien... des huîtres? Ce n'est pas la saison.

— Ici, c'est déjà la saison.

Ils s'assirent sur un banc devant une table près de la fenêtre. Une femme brune, les cheveux frisés, vêtue d'une blouse à carreaux, les jambes nues, apporta deux verres en les essuyant; puis elle posa sur la table une bouteille de vin blanc et des assiettes garnies d'huîtres rondes et luisantes.

— C'est le vin des vignes qui poussent à l'abri des dunes, — dit René. — Il est âpre, mais convient aux huîtres, comme une goutte de citron. Les huîtres sont meilleures encore à l'aube, dans un petit jour aigre... Ah! la première huître!...

Il respira voluptueusement, la mâchoire serrée :

— N'est-ce pas? quelle fraîcheur!... ce fruit salé...

Il versa du vin dans le verre de Pauline :

— Je suppose que les jeunes filles d'aujourd'hui vous scandalisent...

— J'ai peur pour elles.

— A Barbazac, vous avez reçu une autre éducation.

— Oui... Je crains que faute d'éducation, elles ne sachent pas aimer. Et, sans l'amour, vous verrez...

— Vraiment? on vous élevait pour l'amour?

— On nous le défendait. La vie n'enseigne rien, elle détruit. L'amour exige certaines préparations... une retenue... des réserves... une rêverie préalable, comme une religion qui a été très tôt déposée dans le cœur.

Ces mots puisés au plus profond d'un passé brûlant, elle les disait sur un ton légèrement affecté, insouciant, comme si elle n'y croyait pas, les yeux tournés vers la fenêtre découpée dans la paroi de planches. Elle voyait un tableau nacré, des voiles

immobiles parmi des prés d'argent, songeant au bateau d'André, à cette passion tenace pour un objet que l'on manie et qui vous contente.

— Vous parlez des amoureuses, — dit René. — Elles ont toujours été rares, même à Barbazac. Les mœurs n'y changent rien.

— Où est votre bateau?

— A Belleanse, près du ponton.

— Vous pouvez le conduire seul? tenir la barre, manœuvrer la voile?

— C'est très facile.

— Il y a des courants à Maumusson... et les tempêtes?... Ces vagues qui se dressent sur les bancs de sable!.. Vous emmenez des amis?

— Quelquefois.

— Quel est ce plaisir du bateau?... Le goût du danger? la manœuvre?... Plutôt la rêverie, je pense, une espèce de paresse... ou la liberté? C'est cela, n'est-ce pas, la liberté?... Il paraît que lorsque vous emmenez un ami avec vous, après l'avoir ramené à terre, vous retournez toujours seul en mer, un moment.

Il ne répondait rien; elle touchait à des secrets trop intimes et mal définis. Cherchant à les deviner, elle regarda les yeux de René en souriant sans savoir lequel était de verre.

Elle goûta le vin du bout des lèvres en contemplant le jeune homme affamé. Songeant à la femme qui l'aimait, elle se dit : « Sans doute elle le regarde ainsi pendant qu'il mange; elle fait tout ce qu'il veut, elle ne demande rien, elle donne... Elle l'aime comme on aime une chose dont on n'attend rien... Ce sont des rapports subtils... très purs... »

— Vous n'avez jamais eu d'accident en bateau? pas de naufrage?

— Non... Un jour, j'ai emmené Louise, et je ne sais comment l'ancre a coulé au fond. Nous sommes restés accrochés en pleine mer. C'était ridicule.

— Vous n'habitez plus Barbazac?

— J'habite Paris. Je suis à l'École commerciale. Je viens ici l'été parce que Louise m'invite. Elle a été très bonne pour moi pendant la guerre.

— Je me rappelle votre arrivée à Limoges...

Elle se tut, soudain gênée par le souvenir du visage pâle endormi dans ses bras.

Il paya le repas et médita sur la note, comparant les prix de Paris et ceux de la Tremblade. Sur le chemin du retour, il retrouva sa voix pour expliquer à Pauline pourquoi les petits propriétaires de la Tremblade avaient tort de se croire victimes des intermédiaires.

— Ils ne comprennent pas que c'est l'intermédiaire qui a fait leur fortune. Oscar Dutrieux est le véritable créateur de la prospérité du pays, qui date de 1880 environ. Oscar Dutrieux s'est servi des trains.

Il s'arrêta et dit :

— La marée monte.

Le canal s'emplit d'un flot rougeâtre, et l'on sentait dans les marais à travers les bassins par des conduits invisibles, une eau courante qui s'insinuait avec de faibles clapotis, baignant tous les trous jusqu'au rebord d'herbes et de plantes, dont le vert glauque et un peu soufré étend sur ces terres un ton triste de soie fanée.

Frôlée par une bicyclette, Pauline saisit le bras de René et dit :

— Que pensez-vous de Solange Garansol?

— Elle annonce souvent des nouvelles curieuses, mais il ne faut jamais la croire.

— Il ne faut croire personne. Et pourtant, tout ce que l'on entend a de l'importance, n'est-ce pas? Le pouvoir des paroles est étrange. Presque tout ce que nous prenons pour un goût, pour une décision, pour la sagesse, c'est une parole...

— Vous exagérez.

— Bien sûr.

***

Étendue sur une chaise longue, dans l'ombre fraîche de la galerie, Pauline ne parvenait pas à s'endormir. Elle écoutait le pas discret de Blanche, le grincement d'une persienne que l'on refermait. Le silence se fit dans la maison. Elle alluma

une cigarette, déplia un journal, puis renoua distraitement les lacets de ses souliers de toile. Devant la glace, elle regarda sa robe de voile à ramages verts, mit un chapeau de raphia tressé, ondula les larges bords, prit son sac à ouvrage et choisit une canne dans le haut cylindre de faïence.

La clarté d'une rue vide l'étourdit. Elle prit la route de Belleanse marchant lentement sur un côté du chemin où elle recherchait les points d'ombre. Elle ne savait où aller et s'assit près d'une haie sur l'herbe brûlée. Une voiture passa, une charrette chargée de paille, et elle entendit un pas jeune, décidé, sûr de sa direction. Elle pencha la tête, se replia, serrant ses coudes contre elle, mais d'un mouvement irréfléchi frappa deux galets avec sa canne. Le choc fit un bruit mat qui lui parut démesuré.

— Comment, madame, par cette chaleur, vous êtes ici?

— La maison dormait...

— Je vais au tennis, — dit René, montrant sa raquette.

— Moi aussi, j'avais besoin de mouvement.

— Vous allez à Belleanse?

— Louise n'est pas chez elle aujourd'hui.

Subitement résolue, elle ajouta :

— Je vais au Galon d'Or.

— Ah!... Vous y allez par la forêt, j'espère.

— Je ne sais pas. Je ne connais pas les sentiers.

— Prenez garde. Certains chemins mènent à la Coubre. Alors vous n'arriverez jamais.

Pauline s'était levée et marchait aux côtés de René.

— Ce n'est pas raisonnable, — dit-il.

Il lui prit le bras, l'arrêtant à la bordure de bruyère et indiqua la direction avec sa raquette :

— C'est là... Vous trouverez un sentier.

— Non, je vais rentrer ou m'asseoir n'importe où.

— Vous êtes capricieuse.

Il arrondit le bras et regarda sa montre. Pauline se dit : « Elle l'attend. C'est l'heure du rendez-vous. » Il hésita, puis dit soudain :

— Je vous accompagne. Vous ne trouverez pas le sentier... Venez.

Pauline se laissait conduire, s'arrêtant pour cueillir des

œillets et des immortelles, franchissant des touffes de bruyères, des ajoncs qui parfois s'accrochaient à sa robe et lui piquaient les chevilles; alors elle riait, retrouvant des sensations de jadis, pendant les promenades du dimanche à Barbazac.

— Asseyons-nous, voulez-vous?

— Vous êtes fatiguée?

— Oh! pas du tout. Et vous, pressé?

— Non. Asseyons-nous.

Elle s'installa dans l'ombre d'un buisson de genêts, tandis que René s'étendait au soleil.

— Vous avez apporté votre ouvrage? dit-il. Je n'aime pas les femmes qui cousent. Cela me rappelle ma mère qui ne pouvait rester un instant tranquille sans tirer quelques fils.

— Je n'ai pas envie de travailler. Mais ne croyez pas que l'on soit incapable de penser quand les doigts agissent.

— Oh! penser!... Pourquoi?... C'est tout le corps qui doit agir et après se délasser... Vous pensez?

— Beaucoup.

— Je voudrais bien savoir...

Pauline avait enlevé son chapeau et disposait des fleurs dans le ruban qui l'entourait.

— Ce n'est pas intéressant pour vous.

— Si. Je me demande souvent ce qui peut se passer dans la tête d'une femme. C'est difficile à comprendre.

— Vous n'essayez pas, peut-être.

— Ce serait peine perdue. Personne n'y entend rien. Mais ce que vous me direz je le croirai.

— Je suis comme les autres.

— Non... vous n'êtes pas comme les autres... Il fait trop chaud ici. Venez.

D'un bond il fut debout, prit la main de Pauline et brusquement la releva.

— Dans ce creux de sable, vous voyez des vignes. Nous avons bu le vin de ces vignes.

Les cosses de pin craquaient et des gousses de genêts éclataient au soleil. Une odeur de résine et de sève chaude se concentrait dans l'air inerte.

— Cela ressemble aux Landes, n'est-ce pas? — dit Pauline.

— Non, pas du tout. Les Landes n'ont pas ces vallonne-

ments de dunes sous les pins, cette végétation du sous-bois, ces petits acacias, ces genêts... Au printemps, imaginez tous ces genêts en fleurs... ces grandes hampes en flammes...

— Vous êtes venu au printemps?...

Pauline s'arrêta :

— Quel silence!...

Elle s'écarta de René, comme intimidée tout à coup par l'épaisseur de la forêt autour d'eux, sans un souffle; puis elle gravit un monticule glissant tout recouvert d'aiguilles de pin.

Elle avait voulu arracher René à un rendez-vous peut-être imaginaire, par curiosité, par jeu. Un instant, elle fut une personne toute différente d'elle-même, inexplicable, et qu'elle détestait maintenant.

Mais elle est rivée à son guide. Il faut le suivre où il veut aller à travers ce dédale silencieux dont il connaît les sentiers invisibles. Ils avancent, montant, descendant des pentes semblables sous les pins, sans distinguer un but, un progrès, dans cet embrouillement d'arbres où elle cherche, comme une fenêtre, la lumière de l'océan, cette déchirure avec la frange pâle d'une longue plage.

— C'est une chimère! — dit René. — Que vous êtes enfant! Le Galon d'Or est très loin. Il faudrait marcher deux heures. Je vous conduis à Belleanse.

— A Belleanse?

— C'est tout près.

— Non, je veux revenir.

— Nous arrivons. C'est l'heure de la marée. Je vous emmène dans mon bateau.

— Je ne veux pas aller en bateau.

— Si, nous irons vers Maumusson. Vous vouliez voir l'océan. Vous n'avez pas de manteau, mais il fait très chaud et nous reviendrons de bonne heure.

— On m'attend à la Tremblade.

— On ne vous attend pas. Vous étiez partie pour le Galon d'Or. Heureusement, je vous ai sauvée.

Sa résistance était inutile dans la forêt confuse. Il fallait suivre René qui se dirigeait avec sûreté entre les pins et les arbrisseaux, écartant les branches pour lui frayer passage.

Ils gagnèrent la baie de Belleanse et descendirent sur la

plage. Abritée par l'île d'Oléron, la mer était calme, mais on sentait la discrète expansion du flot qui déjà recouvrait les palissades noires des viviers. Entre la pointe du Galon d'Or et l'île, émergeait la crête claire d'un banc de sable, et, au-delà, l'étincellement des vagues qui écumaient contre le mince rempart rosé.

— Où est votre bateau?

— Venez.

Elle n'osait avouer qu'elle avait peur. Elle cherchait une excuse si plausible qu'il se résignerait. Il fallait donner une raison qui persuade, qui décourage, abolir la volonté adverse, trop forte tant qu'elle existe.

Une rencontre pouvait la sauver encore. Si elle apercevait Louise, elle serait tout naturellement détachée de son compagnon.

— Je ne vois pas votre bateau.

Elle marchait à la vive allure du jeune homme. Silencieusement, ils passèrent devant le chalet fermé de Louise. Sur la plage, sur la jetée, elle cherchait des yeux un ami. C'est le silence qui la livrait et cet acquiescement de son pas rapide. En parlant elle aurait trouvé une excuse.

— Où est votre bateau?... Là-bas? près du ponton, en pleine mer?... C'est impossible...

— Restez-là. Attendez-moi, — fit René, retroussant son pantalon de flanelle grise.

Il ramena un canot près du sable.

— Je ne peux pas aller jusqu'à ce canot... Le sable est mouillé...

Il la saisit dans ses bras et la portant comme endormie, il la déposa dans la frêle embarcation oscillante, où elle se trouva debout, soutenue par la main qui tenait son épaule; aussitôt elle s'assit sur un petit banc, tandis qu'il poussait le canot et tirait sur la chaîne.

JACQUES CHARDONNE

(*A suivre.*)

LE GÉNÉRAL DOUHET

Un officier italien a déployé une activité intellectuelle extraordinaire dans des domaines nombreux et variés. Sa carrière tourmentée a pu paraître manquée. Un brusque retentissement est venu faire connaître ses théories, qui tendent à bouleverser les traditions militaires les mieux établies. Malgré les contradictions les plus violentes, les théories ont fait leur chemin, recueillant peu à peu des adhésions retentissantes.

Chez le général Douhet, l'homme, l'écrivain, le penseur militaire méritent d'être étudiés.

I

L'HOMME

Douhet est né à Caserte le 30 mai 1869.

Lieutenant d'artillerie, à peine sorti de l'école de guerre, épris de nouveautés, il s'inscrit au cours supérieur d'électrotechnique, à l'Institut Polytechnique de Turin.

Capitaine à l'état-major de la division de Gênes, puis au commandement de la Spezzia, commandant un bataillon de bersagliers cyclistes, il reçoit vers 1912 le commandement du bataillon des aviateurs.

Cette époque de sa carrière est marquée par des travaux scientifiques nombreux. Il écrit une étude sur l'utilisation militaire de l'automobile. Ayant fait des recherches sur le

froid industriel, il est envoyé par le gouvernement italien au premier congrès international du froid, à Paris. Il donne à la Sorbonne une conférence sur la séparation de l'oxygène et de l'azote de l'air par la distillation fractionnée de l'air liquide. On lui doit également un précis d'électrotechnique.

En 1914, alors qu'il commande le bataillon des aviateurs, il reçoit de l'ingénieur Caproni la proposition de construire un avion puissant à trois moteurs. Le Ministère de la Guerre déclare que le projet n'est pas viable du point de vue technique; d'ailleurs l'appareil, si on pouvait le mettre au point, serait sans utilité militaire. Douhet ordonne cependant la construction, assumant toutes les responsabilités. A la fin de 1914, les essais ont lieu : ils sont particulièrement heureux. Douhet presse le Ministère de la Guerre de commander quarante appareils : il n'est pas écouté. Bien plus, au début de 1915, le commandement du bataillon des aviateurs lui est retiré. La guerre s'est chargée de démontrer la valeur des trimoteurs Caproni.

En mai 1915, quand l'Italie entre en guerre, il est lieutenant-colonel et chef d'état-major d'une division d'infanterie. Il propose au commandement suprême la constitution d'une armée aérienne de cinq cents trimoteurs, qui dès 1916 agira sur les communications autrichiennes en vue de couper la voie ferrée unique du Trentin.

1916 est l'année de l'épreuve. En juin, M. Bissolati, ministre sans portefeuille du cabinet Boselli, lui demande d'exposer dans un mémoire ses idées sur la guerre et sur l'aviation. Comprenant bien qu'il joue son avenir, Douhet n'hésite pas et envoie deux mémoires successifs : « Sur la conduite de la guerre jusqu'à l'offensive autrichienne de mai-juin 1916 » et « Examen de la situation créée par l'occupation de Gorizia et par une déclaration de guerre éventuelle de l'Allemagne... »

Les deux mémoires parviennent au commandement suprême. Leur effet fut singulier. Le colonel Douhet fut arrêté le 16 septembre 1916, et en décembre 1916 le tribunal militaire de Codroipo le condamnait à un an de réclusion militaire.

En 1917, de Fenestrelle, où il est enfermé, il envoie au chef du gouvernement un mémoire où il demande la constitution d'une armée aérienne interalliée, capable d'exercer sur le

territoire ennemi des attaques aériennes puissantes. La proposition n'est pas retenue. Mais, dans l'été de 1918, au moment où l'on n'était pas encore certain que la guerre finirait avant la fin de l'année, les Américains mettent à l'étude un projet analogue.

Douhet sort de Fenestrelle le 16 octobre 1917, quelques jours avant Caporetto, malheureuse mais éclatante confirmation de ses prévisions. Le jour même de Caporetto, il est mis en congé.

Au début de 1918, il est repris par le service actif et nommé Directeur central de l'aviation.

En août 1920, il introduit devant le Tribunal suprême de la Guerre et de la Marine un recours contre le jugement de Codroipo. Le 5 novembre 1920, le jugement de 1916 est cassé avec des attendus significatifs : « ... Douhet n'a pas été poussé à accomplir l'action qu'on lui reproche pour des motifs personnels ou pour des desseins répréhensibles, mais uniquement par amour pour la Patrie, c'est-à-dire par crainte que la façon de conduire la guerre ne mît en péril l'existence même de la Patrie. Ainsi, le but hautement recommandable atténue sans aucun doute la portée de l'acte accompli. Celui-ci, en substance, consiste à avoir sacrifié, au prix même de son intérêt personnel, les liens de la discipline au bien de la Patrie. »

A la suite de ce jugement, Douhet est remis à sa place sur l'annuaire et nommé général de division. Cependant, il quitte volontairement l'armée. « Il comprit, écrit le général Pantona, un de ses commentateurs, que si le Tribunal suprême dans sa haute sérénité avait pu l'absoudre, les hommes ne lui pardonneraient pas le tort grave d'avoir eu raison, seul contre tous. Pour éviter de se créer des embarras et d'en créer aux autres, il quitta l'armée. »

Alors commence pour lui une période d'activité exceptionnelle. En congé, il fonde le journal *le Devoir*, journal de bataille qui se propose de lutter contre le sabotage de la victoire. Le premier il a l'idée d'honorer un soldat inconnu.

En 1921, il publie *la Maîtrise de l'air*, point de départ de l'œuvre doctrinaire, qui a fait connaître son nom dans le monde entier. La publication en est faite sous les auspices du

maréchal Diaz : elle est patronnée par le Ministère de la Guerre.

En 1922, au moment où le gouvernement fasciste prend le pouvoir, il est nommé sous-secrétaire d'État à l'aviation. Il porte à d'Annunzio dans Fiume le salut du dictateur victorieux.

Il reprend vite sa liberté. Et, jusqu'à sa mort prématurée survenue en mars 1930, dans d'innombrables écrits, il expose ses idées, qui forment d'abord une doctrine de guerre aérienne, pour se hausser bientôt à une doctrine d'ensemble de la guerre.

Avant de mourir, il a pu voir, et ce dut être avec une joie profonde, le gouvernement national réaliser plusieurs de ses conceptions.

L'influence qu'il exerça dans le domaine des idées et dans celui des faits fut certainement plus importante que s'il était resté au service. Son esprit apparaît comme particulièrement clairvoyant : dans la complexité des faits de chaque jour, il voit la route à suivre, alors que tous hésitent. Son génie clarificateur et divinateur ressort davantage encore, si l'on s'attache à étudier plus spécialement l'écrivain.

II

L'ÉCRIVAIN

L'œuvre écrite laissée par Douhet est immense et variée.

Avant la guerre, il publie tous ses écrits scientifiques, fruit de l'éducation positive qu'il a reçue : « Le calcul des moteurs à champ tournant », le travail sur « L'utilisation militaire des automobiles lourdes », le « Précis d'électrotechnique » et la « Conférence en Sorbonne sur la séparation de l'oxygène et de l'azote de l'air par la distillation de l'air liquide ». C'est sans doute à sa formation scientifique qu'il doit ses idées claires et nettes, son habitude de construire les ensembles avant de travailler les détails, sa tendance à ne pas se payer de formules vides, son style magnifiquement dépouillé.

Cependant, dès 1904 à l'occasion de la guerre russo-japonaise, après 1909 à propos de la naissance de l'aviation, il

commence à faire œuvre de journaliste. L'examen d'écrits aussi anciens permet d'éclairer sa façon de raisonner et de montrer la profondeur de ses vues.

La guerre russo-japonaise éclate les 7 et 8 février 1904 à Port-Arthur et Chemulpo. En Europe, deux clans se forment : partisans des Russes et partisans des Japonais. Aucun de ces derniers n'est assez osé pour admettre que les Japonais pourront venir à bout du colosse russe. Au milieu des passions, Douhet, alors capitaine, raisonne avec calme. Le 14 février 1904, dans le *Caffaro* paraît un premier article. La victoire, y est-il écrit, sera pour le maître de la mer. L'insuffisance du Transsibérien place dans une situation périlleuse l'armée russe d'Extrême-Orient. Les 20 et 21 février, il formule deux prévisions. Il est probable que la lutte sur mer se terminera en faveur du Japon. Les opérations terrestres seront lentes : elles affecteront le caractère d'une lutte d'usure, et consisteront probablement en une lente retraite des Russes le long de la voie ferrée. Dans l'incertitude générale du début des hostilités, ces idées apparaissent comme profondément audacieuses. Elles furent confirmées par les faits.

En 1908, un avion vole pour la première fois et boucle le kilomètre. A cette époque, les journaux aéronautiques ont leurs colonnes remplies de discussions sur les mérites respectifs et l'avenir du plus léger et du plus lourd que l'air. Le Zeppelin est à son apogée, et toutes les nations travaillent le dirigeable, solution sûre, de préférence à l'avion, solution précaire et incertaine. Dès 1909, dans *la Preparazione*, Douhet expose sa pensée, après s'être voué de manière passionnée à l'étude du problème aéronautique. Il affirme que le dirigeable sera très difficile à perfectionner, et que l'avion au contraire est perfectible dans de larges limites.

Dans le même article (Les problèmes de la navigation aérienne), il examine l'influence de la navigation aérienne sur la guerre. Aux deux domaines de lutte anciens, la terre et la mer, un troisième domaine vient de s'ajouter, l'air. « Dans chacun d'eux, la lutte, bien que menée par des moyens différents, devra être coordonnée vers un but unique, toujours le même : vaincre. » La maîtrise de l'air sera aussi importante que la maîtrise de la mer. On luttera donc, et avec âpreté pour la

maîtrise de l'air. D'où, pour les armements aériens, une course incessante, freinée seulement par les contingences économiques.

L'armée et la marine ne doivent pas considérer l'avion comme un moyen auxiliaire capable de les aider dans des circonstances déterminées. Elles doivent se convaincre qu'un troisième moyen de lutte est né, et que s'il est moins ancien il n'est pas moins important.

Dans une conférence aux élèves du cours préparatoire pour l'aviation, le 29 janvier 1913, Douhet affirme : « Il est dans la nature humaine que, partout où l'homme peut rencontrer l'homme, il y ait lutte. Dès qu'il eut appris à voler, l'homme devait fatalement partir armé pour le vol. La guerre devait fatalement s'emparer dès sa naissance du nouveau moyen merveilleux... Une arme nouvelle est née : l'arme de l'air. Un nouveau champ de bataille s'est ouvert : le ciel. Un fait nouveau s'est accompli dans l'histoire de la guerre : le principe de la guerre dans l'air... Pour vous, le vol ne doit être qu'un moyen d'accomplir une action de guerre. »

En août 1914, la Grande Guerre éclate. Sous le pseudonyme de *Spectator*, Douhet publie dans la *Gazzetta del Popolo* de Turin une série d'articles. Dès le 7 août 1914 (*La Grande Guerre*), il pose en principe qu'il ne s'agit pas d'un choc d'armées, mais d'un choc de peuples. Le plan d'action des Empires Centraux ne lui paraît pas avoir beaucoup de chances de réussite, « parce qu'il résulte de conceptions trop purement stratégiques, et qu'il ne tient pas assez compte du fait qu'il s'agit plus d'une lutte de peuples que d'une lutte d'armées ».

Le 11 août (*Qui vaincra?*), Douhet donne une synthèse *a priori* de la Grande Guerre. La manœuvre par lignes intérieures, que vont employer les Empires Centraux, est un rêve destiné à faire faillite. Inévitablement, les Empires Centraux auront tôt ou tard affaire à la masse de l'Entente. Inévitablement, l'issue de la guerre leur sera fatale.

Le 20 août (*La guerre la plus barbare*) il note le caractère sauvage pris par la guerre : « Tout moyen est permis pourvu qu'il soit efficace. »

Le 13 septembre (*Le point d'inflexion*), en signalant la retraite allemande après la Marne, il pose la question : « Est-ce

pour les Allemands un point singulier, un accident négligeable dans l'économie générale de la lutte? Après cet accident, la courbe repartira-t-elle vers le sommet de la Victoire? » Et il prend parti audacieusement : « Je réponds : non. Et c'est avec sûreté que j'écris cette parole courte et sèche, coupante comme une lame d'acier : non! »

Après la stabilisation du front occidental, Douhet cherche à dégager les caractères nouveaux de la guerre. Le 21 octobre 1914 (*Offensive et défensive*) il écrit ceci : « Se précipiter tête baissée contre l'adversaire peut provoquer la décision dans un temps très court, mais il n'est pas dit que la décision soit toujours en faveur de celui qui s'est jeté tête baissée. » La défensive est devenue très efficace; il faut rayer des esprits l'idée qu'elle est un aveu d'impuissance.

Il pose les problèmes de préparation industrielle.

Surtout, il observe les prodromes de la guerre aérienne. Le 3 septembre (*L'outrage*), il signale que trois avions allemands ont survolé Paris, causant des dégâts matériels insignifiants, mais un sérieux dommage moral. Le 28 décembre (*La guerre aérienne*), il constate, que les 25 et 26 décembre les actions aériennes furent nombreuses. La guerre a gagné le ciel. « Tout ce qui se trouve en arrière de l'armée, tout ce qui la fait vivre est menacé : les convois de ravitaillement, les trains, les gares, les magasins, les laboratoires, les arsenaux, tout. Avec deux cents tonnes de bombes, lâchées de deux mille mètres, on peut obtenir sur les lignes de communications ennemies des résultats grandioses. » Le seul moyen de se défendre est d'abattre les avions ennemis; pour cela, il est nécessaire de conquérir la maîtrise de l'air.

En mars 1915, le lieutenant-colonel Douhet se voyait interdire la continuation de ses articles.

Les pronostics de Douhet relatifs à l'issue de la guerre russo-japonaise, à l'issue de la Grande Guerre, à l'avenir de la navigation aérienne sont-ils l'indice d'un véritable don de prophétie? Il s'en défend lui-même avec force. « Le métier de devin, écrit-il en 1928, je le laisse aux imbéciles. Je ne campe pas en l'air des affirmations; je les soutiens solidement par des arguments solides. Je ne me borne pas à

exposer des avis, j'expose le résultat de raisonnements. » La méthode consiste, sans faire fi du passé, à regarder autour de soi, et à raisonner avec un esprit exempt de préjugés, pour estimer les résultats à escompter de l'emploi de moyens connus, dont on cherche à obtenir le rendement maximum. C'est une méthode avant tout positive : observer, raisonner sur les faits observés, tel est le moyen de pressentir l'avenir. Les résultats auxquels il parvient, il les admet, même s'ils troublent profondément les traditions les mieux établies, « sans quoi, écrit-il, il faudrait nier la raison humaine ».

L'œuvre de guerre de Douhet n'est pas moins instructive. Ses notes prises au jour le jour dans son *Journal critique de guerre*, ont été, à des dates diverses, mais toujours pendant la guerre, placées sous scellés devant témoins. Sous une forme dure, quelquefois violente, elles contiennent la critique de la conduite des opérations.

Les deux mémoires de 1916, remis à M. Bissolati, sont une synthèse de ces critiques.

Le premier mémoire (mai-juin 1916) énumère les erreurs, qui pèsent lourdement sur les opérations de guerre en Italie. L'ennemi a été sous-estimé. Les avantages de la défensive n'ont pas été compris, malgré l'expérience des Alliés. L'armée est entrée en guerre avec une préparation matérielle et morale insuffisante. La mystique du mètre de terrain à conquérir a fait beaucoup de mal. Par suite des pertes, des promotions injustifiées et des exécutions sommaires, la valeur de l'armée a diminué. La vie humaine n'a plus été estimée à sa valeur. Les principaux ouvrages défensifs construits en temps de paix ont été désarmés. L'idée de l'attaque brillante a causé des pertes énormes. Le gouvernement s'est illusionné sur l'état de préparation de l'armée. Les opérations ont pris un caractère fragmentaire sans plan d'ensemble. Et pour conclure : « Dans cette guerre, il faut un organisateur. Le soldat doit être convaincu qu'on ne lui demande le sacrifice de sa vie que quand c'est nécessaire. »

Le second mémoire (23 août 1916) étudie la situation créée par la prise de Gorizia par les Italiens, et par la déclaration imminente de l'état de guerre entre l'Italie et l'Allemagne.

Après l'offensive autrichienne de 1916 dans le Trentin, la situation de l'Italie lui paraît plus périlleuse que jamais : absence de réserves, crise de munitions, toutes les forces engagées dans une offensive malheureuse vers Gorizia et menacées d'être prises à revers. De plus on doit craindre l'intervention d'un adversaire nouveau, l'Allemagne, qui peut rendre une offensive ennemie particulièrement redoutable. Devant cette situation de fait, il faut changer la répartition des forces, laisser à Gorizia quelques forces défensives, au lieu des quatre corps d'armée engagés dans l'offensive, reconstituer une réserve centrale et une réserve de munitions, afin d'être en mesure de repousser une attaque violente. En un mot, il faut rompre avec le système de guerre employé jusqu'ici.

Au cours de son procès, Douhet a écrit un long plaidoyer (*Ma défense*), où il explique ses angoisses devant les erreurs qui mettaient en péril l'existence même de l'Italie, et la nécessité où il s'était trouvé de faire connaître ses craintes et leurs raisons. Il termine en assurant que sa conscience est parfaitement tranquille parce qu'il n'a fait « qu'obéir à une loi suprême écrite au cœur de tous : celle qui ordonne de ne pas hésiter à passer par-dessus les contingences personnelles pour obtenir un bien commun ». Il affirme qu'il reste prêt à refaire demain ce qu'il a fait hier.

Les faits ont confirmé les prévisions de guerre de Douhet. En octobre 1917, huit jours après sa libération et le jour même de sa mise en congé, la grande offensive allemande qu'il avait tant redoutée se déclenchait à Caporetto. Pour les causes indiquées par lui, l'armée italienne ne pouvait pas résister : elle était contrainte à la retraite.

Après la guerre, et après sa réhabilitation de 1920, alors qu'il a quitté l'armée, Douhet commence une série de publications ayant pour objet de faire connaître ses idées sur la guerre aérienne et sur la guerre en général.

Il fait d'abord la synthèse des innombrables faits de la Grande Guerre. Ses deux ouvrages : « Regard synthétique sur la Grande Guerre » (*Popolo Romano*, 30 déc. 1919) et « Aspects probables de la guerre future » (avril 1928) contiennent des vues d'ensemble lumineuses sur les événements de 1914-1918. Réussite heureuse et rare, il lui suffit de reprendre la synthèse

a priori qu'il exposait dans la *Gazzetta del Popolo*, au début d'août 1914, et de montrer que les faits ont été conformes à ses prévisions.

Mais c'est l'avenir surtout qui l'intéresse. Dans *la Maîtrise de l'air*, en 1921, il expose sa doctrine de guerre aérienne. Depuis 1926, dans quelques articles synthétiques et dans de très nombreux articles de polémique, il combat pour la diffusion de ses idées. Sous les objections des contradicteurs, les théories se précisent, s'accentuent et en viennent à se hausser à une doctrine de guerre très générale.

Ici, la confirmation des faits n'est pas encore venue : l'avenir garde son secret. Mais l'adhésion du gouvernement fasciste à l'essentiel de la doctrine a été plusieurs fois affirmée, quelquefois avec solennité. Le 3 mai 1933, à la tribune de la Chambre des députés, le général Balbo disait : « Depuis sept ans, nous essayons de réaliser les idées de ce puissant écrivain militaire (le général Douhet), que les vicissitudes d'une vie tourmentée avaient rendu presque étranger dans une Italie non encore régénérée par le fascisme. »

Au service d'idées nouvelles, Douhet a mis avec une flamme jamais éteinte un talent indéniable et un style incomparable. Une clarté lumineuse, jointe à une certitude évidente des méthodes de raisonnement, forme un contraste saisissant avec l'étrangeté des conclusions. Ce contraste est certainement à l'origine du trouble que la première lecture de Douhet jette dans les esprits.

A côté de ses exposés si clairs, qui courent toujours à l'essentiel, ramènent le détail à l'ensemble, les objections de la plupart de ses contradicteurs sont de caractère fragmentaire et font pauvre figure. L'apôtre n'a pas trouvé l'adversaire de sa taille, capable de lutter contre lui à armes égales, de contredire sa pensée et de démolir sa doctrine.

III

LE PENSEUR MILITAIRE

La doctrine de guerre de Douhet a été établie pour l'Italie, et pour l'Italie seulement. Elle contient cependant des vérités

générales, applicables sous d'autres cieux. Dépouillées de tout ce qu'elles ont d'italien, elles sont d'une utilité certaine pour l'organisation de la défense nationale, dans d'autres pays.

L'immense mérite de Douhet a été, avant tout et indépendamment des solutions concrètes qu'il en a données, de poser correctement le problème général de la force armée. Il l'a posé dans son ensemble, à l'échelon le plus élevé, en prenant pour principe de remonter d'abord aux causes et aux sources, par l'observation attentive et consciencieuse des faits, puis de descendre aux conséquences sans tenir compte de l'état de choses existant, qui est peut-être le résultat de mauvaises déductions. C'est en somme une méthode d'enregistrement scrupuleux des faits, une méthode de table rase pour les conséquences à en tirer. Douhet n'accepte aucun schéma, aucune idée toute faite : avec lui, il faut s'attendre à voir remis en question à chaque instant tout ce qui est admis par tout le monde.

En cherchant à dégager de l'œuvre de Douhet ses leçons les plus générales, deux notions s'imposent parmi toutes les autres. L'une est la notion de force armée unique. L'autre est l'idée que l'aviation est une force d'emploi général, qui ne doit pas être spécialisée.

A) *La force armée unique.*

La fin de la guerre est unique : vaincre. Peu importe le procédé qui conduira à la victoire : c'est la victoire qui importe. Quand Douhet parle de la victoire, il s'agit de la Victoire finale, celle qui décide l'ennemi à venir devant le tapis vert pour la négociation du traité de paix, avec l'idée de tout accepter plutôt que de voir continuer la grande épreuve. Il faut éviter de confondre la Victoire, avec des victoires partielles, parfois qualifiées de décisives, et qui, ne décidant rien, rien au moins d'essentiel, laissent à peu près les choses en l'état, et obligent à redoubler d'efforts. La fin de la guerre est la Victoire, non des victoires.

Pour atteindre ce but unique, de quoi dispose-t-on? De moyens divers mettant en œuvre toutes les ressources des

nations : les ressources politiques, économiques et morales d'un côté, et de l'autre côté, la force.

Restreignant son étude à la force, Douhet pense que pour atteindre le but unique, la Victoire, la force, outil le plus efficace, doit être un outil unique.

En réalité, la force a des formes multiples. Les nations avaient jadis deux séries de forces, l'armée et la marine, qui agissaient dans deux domaines indépendants, ayant peu de contacts réciproques, et formant deux mondes séparés.

Depuis peu, l'aviation a ajouté une troisième catégorie aux deux forces anciennes. Pour Douhet, l'apparition de l'avion met en évidence l'erreur des organisations d'autrefois. La terre et la mer sont séparées par la nature, mais l'air baigne tous les territoires et toutes les mers. Certaines nations sont sans rivages, aucune nation n'est sans ciel.

Les trois catégories de forces, terrestres, navales, aériennes, ne doivent former qu'un tout : la force de la nation. L'unité leur sera donnée par une combinaison d'attitudes déterminées par une volonté unique. Il existe dans l'action un grand nombre de combinaisons différentes. Pour que l'action ait une unité, il importe que les actions des trois forces soient réglées en fonction du but unique. Les procédés mis en œuvre pour atteindre le but doivent constituer un ensemble coordonné.

La coordination est d'autant plus nécessaire que cet ensemble est avant tout l'émanation d'un budget toujours limité. Des efforts coordonnés sont assurés d'un rendement meilleur que des efforts indépendants. La notion du rendement est à la base de la doctrine : elle assure que la puissance maximum sera tirée des crédits affectés par la nation à sa sécurité.

1° *Les garanties.* — La combinaison d'attitudes n'est pas entièrement arbitraire : les choix ne sont pas complètement libres. Dès le début d'un conflit, certaines mesures ont un caractère d'importance et d'urgence vitales, certaines attitudes sont obligatoires.

Les attitudes obligatoires sont celles qui tendent à protéger le pays tout entier avec toutes ses ressources. Au début d'une guerre, la nation du temps de paix se livre à un immense travail pour se transformer en nation mobilisée. La force nationale se forme ou s'amplifie, et ses morceaux cherchent

à se souder. L'économie nationale doit se défaire et se reformer sur des données nouvelles. Le moral doit rester infrangible. A aucun moment du conflit, l'équilibre de la nation n'est plus difficile à maintenir, plus menacé et plus fragile. Le potentiel militaire, les ressources de toute nature, l'esprit national doivent, de toute urgence et de toute nécessité, être protégés à coup sûr contre les entreprises de l'ennemi. On y arrivera par la prise des garanties.

Les trois forces seront appliquées à résoudre ce problème des garanties, pour assurer la couverture de la nation.

Sur terre, l'armée de couverture progressivement renforcée, aura pour mission d'empêcher l'ennemi d'occuper le territoire national. L'invasion est la pire éventualité à redouter : tenir l'ennemi hors des frontières, ou au pis aller l'arrêter aux frontières, est un devoir de l'armée : pour elle, c'est le plus urgent, le plus nécessaire, celui qu'il faut remplir sous peine de mort.

La même mission incombe aux forces navales dans leur domaine, puisque le sol national peut être molesté par mer. Pour les nations qui tirent des ravitaillements de toute nature du commerce maritime, les garanties navales devront concerner non seulement la protection des ports où aboutissent les cargos, mais aussi la protection des routes maritimes et du commerce qui suit ces routes. Essentielle comme la garantie terrestre, vitale comme elle, la garantie navale revêt des caractères d'urgence variables suivant les conditions géographiques et économiques du pays.

La nation peut encore être attaquée par l'air. Danger nouveau et terrible, mal connu, redouté ou tourné en dérision, générateur de peurs irraisonnées chez les uns, de dédains imprudents chez d'autres, le danger aérien, menaçant directement et subitement la nation tout entière, doit être paré lui aussi. L'urgence de la garantie aérienne dépasse de beaucoup celle des autres : au premier jour, le péril aérien est seul à pouvoir être déchaîné en totalité avec la violence maximum.

Ces garanties obligatoires doivent jouer efficacement, si l'on ne veut pas compromettre d'un seul coup le salut du pays. Leur valeur relative est très variable.

Sur terre, l'attitude défensive est devenue relativement aisée. Le réseau de fil de fer, battu par l'arme automatique

constitue pour l'infanterie ennemie un obstacle infranchissable. Les perfectionnements des armes de petit calibre ont accru les propriétés défensives des armes de terre : une grande unité peut aujourd'hui arrêter des forces trois fois supérieures. Les avantages de l'attitude défensive ont pour Douhet un caractère stable, car tout perfectionnement de l'armement utilisé par l'assaillant pourra être employé par le défenseur, qui en tirera un rendement supérieur. Sur terre, tenir est une mission relativement facile à assurer : au moins les solutions techniques sont connues, il n'est que de faire l'effort nécessaire et de les mettre en œuvre en temps voulu.

Sur mer, l'attitude défensive est également facile. Les mers étroites d'Europe se barrent sans difficulté. Un débarquement est une opération malaisée et soumise à de nombreux aléas. Plus compliquée est la protection des routes maritimes, pour le cas où cette protection est jugée vitale, car c'est le sous-marin, arme jugée autrefois secondaire, qui a donné leur véritable caractère aux opérations navales.

En l'air, les garanties sont difficiles, presque impossibles à assurer directement. La défense contre les attaques aériennes est défavorisée, l'attaque a tous les avantages. Ici, les solutions techniques ne sont pas connues, les règles se cherchent, les problèmes élémentaires ne sont pas résolus. En l'air, on ne peut pas tendre d'obstacles semblables aux réseaux de fil de fer ou aux mines sous-marines. En l'air, on ne peut pas se poster pour creuser des tranchées en vue d'arrêter l'ennemi volant. En l'air, il est très difficile de trouver la force aérienne ennemie qui se porte à l'attaque. L'attitude défensive se propose en général deux buts : utiliser les armes au meilleur rendement, abriter les armes et le défenseur pour durer. L'aviation est par essence impropre à poursuivre ces deux buts. La défensive en l'air est inefficace.

La défense antiaérienne attachée au sol n'est pas un remède, c'est un palliatif : procédé passif, elle attend, disséminée, l'attaque ennemie. A toute attaque massive, elle ne peut opposer qu'un fragment de la puissance défensive.

Seule, la défense passive, qui se borne à protéger le territoire contre les effets des attaques aériennes, a une efficacité certaine quoique limitée.

En résumé, la garantie contre le danger aérien est essentiellement précaire. L'ensemble des garanties présente dans le rempart du pays une véritable brèche. Rien ni personne ne peut aujourd'hui la fermer. Cette brèche risque d'attirer les attaques ennemies.

La même brèche existe chez l'ennemi, tant que la cuirasse antiaérienne n'aura pas été trouvée. Douhet, qui a montré le premier l'inefficacité de la défense aérienne, a été tout naturellement attiré, en étudiant les actions offensives, à faire la part belle à l'offensive par l'air.

2° *L'offensive.* — Les garanties prises dans tous les domaines avec une efficacité variable ne suffisent pas pour mener la guerre à son issue. Il reste à briser la volonté de guerre du pays ennemi, afin de l'amener à demander la paix. Ceci ne peut s'obtenir que par l'offensive.

La valeur des différentes actions offensives est également différente dans les trois domaines : son étude sera la contrepartie de l'étude des garanties. Très difficile sur terre, difficile sur mer au moins pour l'attaque du territoire ennemi, l'offensive sera relativement aisée par l'air.

L'offensive aérienne peut atteindre le pays tout entier, sa force, et les sources politiques, économiques et morales de son potentiel de guerre.

Douhet donne en principe aux forces aériennes pour premier objectif la conquête de la maîtrise de l'air par la destruction des forces aériennes ennemies. Il obtient ainsi, comme premier résultat, d'aveugler pratiquement la brèche de la défense nationale, puisque l'ennemi ne dispose plus des moyens de guerre capables d'y pénétrer. Comme second résultat, il prive de moyens aériens auxiliaires l'armée et la marine ennemies, tout en réservant pour l'armée et la marine nationales l'emploi de moyens aériens auxiliaires. Un troisième résultat est de pouvoir développer sur le pays ennemi tout entier des attaques aériennes, qui passeront par la brèche béante dans les défenses de l'ennemi et que celui-ci n'a pas le moyen de boucher.

L'attaque aérienne a encore d'autres avantages. Elle vise des objectifs qui ne sont pas faits pour recevoir des coups, encore moins pour en rendre. Un certain tonnage d'explosifs

lancé sur une batterie aura des résultats donnés. Mais une batterie est un organisme discipliné, peu vulnérable et qui peut répondre. Au contraire, l'usine qui construit les canons, très vulnérable, non étudiée pour recevoir des coups, incapable d'en rendre, moins disciplinée, cesse le travail aux premières bombes et aux moindres dégâts. Il n'est même pas besoin d'envisager les grands objectifs démographiques et l'attaque du moral de la population pour constater la supériorité de l'offensive aérienne. Même limitée aux objectifs purement militaires, ou aux objectifs d'utilité militaire, l'offensive aérienne agit toujours du fort au faible, sur des organismes vulnérables, délicats, qui tous ont été établis avant l'existence du danger aérien ou au mépris de ce danger.

3° *Missions et organisation.* — La doctrine du général Douhet aboutit à fixer à chacune des forces des missions précises, qui sont résumées par la formule : « Résister sur la surface, et faire masse pour l'offensive aérienne. » Ainsi, il n'y aura plus trois forces, mais une seule. Les éléments séparés de cette force seront soudés par une volonté unique, qui les fait agir vers le but unique, et qui dose leurs missions pour obtenir de leur ensemble le rendement maximum.

Les conclusions tirées par Douhet de ces principes pour l'organisation de la force armée dérivent de l'unité qu'il réclame pour leur préparation et leur emploi.

La préparation sera l'œuvre d'un Ministère de la force armée, chargé surtout de répartir les ressources budgétaires, affectées par le pays aux dépenses de sécurité, entre les trois éléments de la force, en considérant la valeur relative qu'on veut leur donner, et les desseins que l'on poursuit.

L'emploi en sera confié à un commandant en chef de la force armée, chargé de fixer les missions de chacun des trois éléments de force, et de répartir les moyens entre eux.

Missions coordonnées en vue d'un but unique, par un commandement unique, dans le cadre d'un budget unique. On peut discuter la solution concrète préconisée par Douhet pour son pays, on peut soutenir l'opportunité d'arbitrages différents, mais il paraît difficile de contester la nécessité d'un arbitrage, et l'utilité des organes destinés à l'étudier et à l'ordonner.

Rien n'est plus funeste que l'absence de doctrine. Et si l'erreur de doctrine est à redouter, il faut donc instituer les organes responsables de la préparation et de l'emploi de la force dans son ensemble, et leur donner pour première tâche le devoir de créer la doctrine.

B) *L'aviation, force de réserve générale.*

L'air baigne toutes les terres et toutes les mers : l'arme de l'air a la propriété de pouvoir agir dans tous les domaines. C'est essentiellement une réserve générale. La spécialiser est dangereux.

L'idée de *Réserve générale* est née pendant la Grande Guerre. Vers 1916, le Haut commandement a voulu disposer de certains éléments ayant une organisation propre, indépendante de celle des grandes unités, et susceptibles d'être envoyés sur les parties du front terrestre où ils étaient le plus nécessaires. Pour s'en tenir aux principaux, parmi les éléments qui furent organisés de cette façon, on peut citer : les chars de combat, certaines formations d'artillerie et d'aviation.

Ces éléments furent mis par le commandant en chef à la disposition des armées pour les grandes batailles offensives et défensives de 1917 et 1918. Ils combattirent toujours dans le cadre des grandes unités : divisions, corps d'armée, armées.

La constitution de réserves générales répondait avant tout à une idée d'économie.

Une division d'infanterie peut combattre défensivement sur un secteur de dix à quinze kilomètres; attaquée, elle se resserre sur cinq ou six kilomètres et se renforce en artillerie; recevant la mission de rompre un front fortifié, elle réduit son front à deux ou trois kilomètres et reçoit des renforts de toute nature, en particulier des chars et de l'artillerie.

Pour étudier la meilleure organisation de l'armée, il semble qu'il faille étudier la meilleure organisation de la division, puisque l'armée se compose avant tout de divisions. La division doit alors comprendre organiquement tout ce qui lui est nécessaire en toutes circonstances, et en particulier dans le cas où elle reçoit la mission de rompre un front fortifié. La division ainsi constituée est un monde fermé, jamais dissocié,

jamais renforcé : ce sont les conditions d'action les meilleures.

Cette solution conduit cependant à un véritable gaspillage des ressources. Une division, qui a une mission défensive et qui a pu organiser le terrain, n'a pas besoin de chars, et n'a besoin que d'une faible proportion d'artillerie et d'aviation : les chars et une grande partie de l'artillerie organique deviennent inutiles. Le rendement de l'ensemble baisse.

La solution qui donne le meilleur rendement consiste à constituer la division en vue de l'opération qui demande le moins de puissance, la garde d'un front fortifié non attaqué. Les autres éléments sont groupés en réserves générales, placées sous l'autorité du commandant en chef, qui en dispose d'après la situation et suivant ses desseins.

L'économie procurée est une véritable économie de forces, c'est-à-dire un meilleur rendement de ressources toujours limitées.

Pendant la Grande Guerre, certaines unités d'aviation furent organisées en réserves générales : ce furent la chasse et le bombardement. Transposée sur l'ensemble de la guerre, cette notion aboutit à des résultats d'ordre très général.

L'aviation peut agir dans tous les domaines. Ses actions peuvent s'effectuer au profit des forces terrestres, au profit des forces navales ou dans l'air. Elle peut agir dans le ciel ami au profit de la défense aérienne du territoire, ou dans le ciel ennemi, en actions indépendantes des autres forces, contre le sol ennemi, au profit direct de la défense nationale.

L'arme de l'air rompt les anciennes cloisons qui séparaient autrefois les deux éléments de la force : armée et marine. L'universalité de ses interventions dans l'économie générale de la guerre rend son importance de premier plan. Non seulement elle peut agir au profit des forces anciennes, mais elle ouvre deux domaines nouveaux : le ciel ami où il importe de défendre le sol contre les entreprises des avions ennemis, le ciel ennemi où il convient d'attaquer le sol ennemi. Toutes les opérations de guerre sont intéressées par l'aviation, les unes parce qu'elle y est combinée aux forces de surface, d'autres, au contraire, visant le sol ennemi, où elle a le pouvoir d'agir seule, indépendamment des forces de surface. L'attaque du sol ennemi par l'aviation

est la seule opération de guerre qui puisse être considérée comme réellement indépendante de l'action des autres forces.

L'aviation doit être organisée et employée dans le cadre d'ensemble de la force armée. Se demander si une organisation déterminée de l'aéronautique terrestre (ou maritime) est compatible avec un bon rendement des forces aériennes, destinées à combattre avec l'armée (ou la marine), c'est mal poser la question. C'est commettre la même erreur que de chercher en soi et indépendamment du cadre général des forces terrestres, la meilleure composition organique de la division d'infanterie. Dans ces deux cas, on arrive nécessairement à des solutions particularistes, et on aboutit malgré les apparences à un mauvais rendement.

Pour toutes les forces, mais surtout pour les forces aériennes, la question correcte se pose ainsi : « Quelle est l'organisation des forces aériennes (ou terrestres, ou navales) qui assure le meilleur rendement de l'ensemble des forces armées du pays? »

Or l'aviation a deux façons d'agir. Elle peut combattre par l'attaque des forces aériennes en vol, ou par l'attaque du sol : c'est le rôle de l'armée aérienne. Elle peut rendre aux autres forces des services auxiliaires : reconnaître, observer, protéger. L'armée de l'air peut agir dans tous les domaines : elle ne doit pas être spécialisée. Pour les forces aériennes auxiliaires, une étroite spécialisation est au contraire nécessaire.

De cette première étude, Douhet conclut déjà que les aviations auxiliaires sont d'un rendement inférieur aux armées de l'air, puisque leur spécialisation rend impossible la concentration de la masse aérienne au profit d'un seul domaine d'opérations, si le besoin s'en fait sentir.

Mais le bouleversement est dû surtout à l'ouverture des deux nouveaux domaines : le ciel ami, le ciel ennemi. Les aviations auxiliaires ne constituent qu'un simple perfectionnement des méthodes anciennes de guerre. Sans nier leur importance, Douhet prétend que ce perfectionnement n'est qu'une évolution de caractère secondaire, à côté de la révolution produite par l'ouverture du ciel aux opérations de guerre.

La révolution consiste essentiellement en ceci : « Jusqu'ici les belligérants se couvraient avec une cuirasse et cherchaient

réciproquement à briser la cuirasse qui couvrait l'adversaire. Toutefois, tant que le cuirasse résistait, le cœur était en sûreté. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Aujourd'hui, les cuirasses ont perdu leur valeur protectrice, parce qu'elles ne peuvent plus protéger le cœur, que l'arme de l'espace peut atteindre. Aujourd'hui et non demain. »

L'air, qu'on ne peut barrer comme la terre et l'eau sera, d'après Douhet, le domaine décisif. Le maître de l'air soustrait son sol, ses côtes et les mers qui commandent ses ports, au danger aérien. Il fait peser son action et la menace de ses attaques aériennes sur tout le sol ennemi. Il assure les bases et les communications de l'armée, de la marine et du trafic maritime contre les attaques aériennes, tout en menaçant par l'air celles de l'ennemi. Il prive l'armée et la marine ennemies de tout concours aérien, et assure ce concours à sa propre armée et à sa propre marine. Ces avantages, convenablement exploités, procureront la décision par l'air. Cette idée est-elle erronée? La maîtrise de l'air n'est-elle pas par elle-même décisive? Douhet croit en ce cas que les avantages du maître de l'air seront décisifs pour la décision sur la surface.

La maîtrise de l'air ayant une telle importance doit être recherchée et conquise par priorité sur toutes les autres missions. Il est nécessaire de donner le maximum de puissance à l'armée aérienne, instrument destiné à conquérir la maîtrise de l'air. Il convient pour cela de supprimer les aviations auxiliaires de l'armée et de la marine, jugées inutiles, superflues et dangereuses. Inutiles, puisque hors d'état d'agir si l'ennemi est maître de l'air. Superflues, puisque, si l'on possède la maîtrise de l'air, on peut employer une partie de l'armée de l'air comme auxiliaire. Dangereuses, puisqu'elles distraient des moyens aériens du but principal, rendant ainsi plus difficile de l'atteindre.

Toutes les forces aériennes du pays seront groupées pour former une armée aérienne unique, dont le premier but sera en principe de conquérir la maîtrise de l'air, pour attaquer ensuite le sol ennemi en vue d'obtenir la décision. Les missions défensives attribuées aux forces de surface ont pour but d'empêcher l'ennemi d'atteindre la décision dans ces domaines,

pendant le temps nécessaire à l'armée aérienne pour arracher elle-même la décision.

L'armée aérienne de Douhet se compose d'avions, dits de bataille, intégrant une capacité de combat et une capacité de bombardement. Aptes à combattre par leurs armes portatives, mitrailleuses et petits canons, sans jamais vouloir la bataille aérienne, dont la recherche est illusoire et risque d'user en vain des forces précieuses, les formations de bataille se défendront par leur feu contre les formations ennemies, si celles-ci, après avoir résolu le difficile problème de les trouver en l'air, s'opposent à leur marche. Aptes à attaquer le sol par la bombe, couvertes en l'air par les tirs de leur armement de bord, les formations de bataille de Douhet iront droit sur leurs objectifs sans manœuvrer, attaquant conformément aux vieux principes de guerre : en masse et du fort au faible.

De ces principes, Douhet déduit les règles concernant l'emploi de l'armée aérienne et son organisation. Il étudie en détail la conduite à tenir en l'air par l'armée aérienne contre le sol, et contre les formations aériennes ennemies rencontrées en l'air.

Pour la défense aérienne du territoire, il préconise l'abolition complète de l'aviation de la défense, impuissante d'après lui à remplir sa mission, et ôtant à l'armée aérienne un matériel et un personnel précieux. La défense active au sol se composera uniquement de quelques batteries de canons contre avions, concentrées autour des grandes agglomérations et autour des objectifs les plus importants. La défense passive sera développée au maximum : comme il est impossible de garantir d'une manière absolue que le territoire, surtout au début du conflit, ne sera pas attaqué par des avions ennemis, il importe de protéger tous les objectifs contre les effets des attaques aériennes. C'est l'application d'une règle sans cesse répétée par Douhet depuis 1927 : « Il faut se résigner à subir les attaques de l'ennemi, pour utiliser tous les moyens disponibles à infliger le maximum de coups à l'ennemi. »

L'armée et la marine devront être instruites à combattre, alors que l'ennemi est maître de l'air. L'armée aérienne sera

instruite pour agir au profit de tous les domaines. Il est surtout nécessaire de créer l'état d'esprit résultant du principe de l'unité de la force armée. Le général Douhet a écrit : « Il y a des doctrines de guerre terrestre, de guerre maritime, de guerre aérienne. Ces doctrines existent, progressent, évoluent. Il manque complètement ou presque une doctrine de guerre... Il existe des officiers compétents pour la guerre terrestre, des officiers compétents pour la guerre navale, des officiers compétents pour la guerre aérienne. Il n'existe pas encore d'officiers compétents pour la guerre tout court. » Le général Douhet s'attache à la formation de ces officiers, à la création de la doctrine et à son enseignement.

Après avoir réglé l'ensemble, la doctrine s'attache ainsi à fixer l'organisation de détail, en mettant chaque chose à sa place dans le cadre choisi.

***

Telle est, dans ses grandes lignes, cette célèbre doctrine, soutenue avec une foi profonde et un talent incomparable. Elle a déchaîné en Italie pendant plusieurs années des polémiques acharnées et fort instructives. Elle a valu à son auteur à la fin de sa vie et après sa mort une renommée universelle. Elle a été signalée pour la première fois aux lecteurs de la *Revue de Paris* par le regretté J. M. Bourget dans un article du 15 mars 1932 intitulé : *L'aviation et la défense nationale*. L'exposé reste ici très incomplet : Douhet s'étudie dans le texte, il ne se résume pas.

Seul contre tous au début, restant fièrement sur ses positions, apportant des arguments sans cesse plus serrés et plus solidement fondés sur les faits et sur le raisonnement, le général Douhet a fini par recueillir des adhésions d'abord peu nombreuses, mais d'une rare qualité. Le maréchal Diaz a favorisé en 1921 la publication de *la Maîtrise de l'air*. En 1934, le maréchal Pétain a écrit que « de tous les grands doctrinaires d'après guerre, Douhet est le seul à avoir établi un système qui soit à la fois aussi solidement charpenté dans l'ensemble et aussi poussé dans le détail; il est le seul à avoir

établi une règle précise pour les proportions relatives à instituer entre les diverses catégories de forces[1]. »

Cette leçon paraît être la plus haute qu'on puisse tirer de cette œuvre grandiose. Doctrine de guerre, et non pas, comme on l'a dit souvent, doctrine concernant uniquement la guerre aérienne, l'œuvre de Douhet a une portée générale. Pour l'emploi de la force armée, une dans son but mais de forme multiple, un plan est nécessaire qui fixe ce qu'on veut faire, et qui décide comment l'outil à triple pointe doit être organisé pour le service qu'on attend de lui. Dans l'ensemble complexe de l'économie nationale, un premier arbitrage est à faire pour déterminer la part que l'État entend réserver aux dépenses de sécurité : ceci est une question de gouvernement. Un deuxième arbitrage est nécessaire pour déterminer la répartition du budget de sécurité entre les différentes catégories de forces. Entre le point de vue particulier de chacune des trois forces armées, et le point de vue d'ensemble de la Défense nationale, groupant toute l'activité de la Nation en guerre dans tous les départements ministériels, un échelon intermédiaire est nécessaire, qui aura pour objet de régler l'organisation et l'emploi de la force armée. Douhet résout le problème en temps de guerre par l'institution d'un Ministère et d'un commandement unique de la force armée. En temps de paix, le principe doit pouvoir être conservé et les attributions ministérielles sauvegardées par l'institution d'un chef d'état-major destiné à devenir commandant en chef de la force armée pour le temps de guerre : c'est ce qui existe en Italie depuis 1927, en Allemagne depuis 1935.

L'arbitrage nécessaire sera celui que préconise Douhet ou un autre. La doctrine, bien que particulière à l'Italie, contient cependant une grande part de vérité universelle.

Les garanties, telles qu'elles ont été définies, sont une nécessité absolue, vitale, urgente. « Résister sur la surface » comporte d'ailleurs des conséquences profondément différentes d'un pays à l'autre : la prise de cette garantie ne peut être envisagée de la même façon par l'Italie, par l'Angleterre, par la France. La faiblesse de la garantie contre les attaques aériennes

1. Préface de *La doctrine de guerre du général Douhet* (Berger-Levrault, éditeur).

est également un phénomène général, qui tient aux propriétés de l'arme de l'air. Malgré les apparences, l'apparition des engins blindés rapides, aptes à se mouvoir dans tous les terrains n'a pas provoqué pour la garantie terrestre les mêmes faiblesses que pour la garantie contre les attaques aériennes. La technique a dressé contre les chars un barrage composé d'armes antichars et de défenses actives et passives, mines et obstacles. Certes, si ce barrage n'est pas dressé, les engins blindés pourront obtenir la décision, de même que l'infanterie sans l'appui d'engins blindés peut l'obtenir, si l'on néglige de tendre et de défendre le barrage mortel constitué par le réseau de fil de fer, battu par l'arme automatique : mais il n'est que de vouloir utiliser les moyens que la technique met à la disposition du défenseur. La défense aérienne, au contraire, cherche encore sa technique. La différence est essentielle. Même si on le veut, le ciel ne se laisse pas barrer. En cas d'attaque brusquée, le sol national peut être fermé aux engins blindés de l'ennemi : qui trouvera le moyen d'interdire aux avions de l'ennemi le ciel national?

La règle de l'offensive en l'air pour arracher la décision a un caractère moins général. Ici, l'attitude offensive en l'air n'est pas en cause : c'est la seule attitude possible, puisque la cuirasse anti-aérienne n'existe pas encore. Ce qui est en cause, c'est la recherche de la décision par l'offensive aérienne, qui ne présente peut-être pas le même caractère de généralité que la prise des garanties. Toutefois, la nécessité de défendre le pays contre les attaques aériennes obligera à faire un effort sérieux dans le domaine de l'air. Si d'autres circonstances forcent certains pays à faire des efforts offensifs sur terre ou sur mer, il ne paraît plus possible d'imaginer une combinaison d'attitudes, qui ne comporterait pas de mission offensive, à caractère décisif ou non décisif, pour les forces aériennes. L'offensive par l'air est la meilleure, sinon la seule garantie de la surface (territoire, armée, marine) contre les attaques aériennes.

Ainsi, l'aviation est la cause d'une révolution profonde. Rétrécissant le monde, changeant les mœurs, elle apporte des bouleversements graves à l'économie de la paix et à la doctrine de la guerre. Elle changera la face du monde, concurrencera

le rail et la route, aboutira à modifier la disposition des villes et la construction des maisons pour leur permettre de résister au danger aérien. Les moyens de transport anciens, les moyens de guerre anciens ont pu croire, — si l'on ose ainsi s'exprimer — il y a vingt-cinq ans, qu'il leur serait possible, en se serrant un peu, de faire à la nouvelle venue une place, petite, dont elle se contenterait. L'aviation a brisé les cadres trop étroits que lui offrait notre vieille civilisation : reine du ciel, elle a l'orgueilleux destin d'être reine de la guerre, en attendant de tout dominer, la paix comme la guerre.

C'est ce qu'a montré de façon magistrale le général Douhet. Sa vie ne fut qu'un long tourment au service de ses idées, son œuvre un long effort pour faire prévaloir des conceptions, jugées au début scandaleuses, mais qui sont près aujourd'hui de triompher. Sa pensée, à la fois générale et concrète, a eu le mérite exceptionnel d'embrasser en même temps l'ensemble et les détails : elle s'est inspirée avant tout du fait révolutionnaire qui a représenté l'apparition des ailes dans le domaine militaire.

Pour la postérité, Douhet restera l'apôtre éblouissant de l'arme de l'espace, l'homme qui, en ayant compris l'importance décisive, a su le premier l'intégrer dans un système de guerre complet.

COLONEL VAUTHIER

GERTRUDE STEIN
POÈTE DE L'AMÉRIQUE

I

Dans un atelier de la rue de Fleurus, au rez-de-chaussée, sous un vitrage blanc, parmi des Picasso et des Braque, des vierges mexicaines faites dans des lampes électriques, des statues de Washington en savon, quelques meubles de la Renaissance italienne, des fauteuils anglais capitonnés, et face à un portrait de femme de Cézanne, siège une femme imposante qui porte sur ses genoux un caniche blanc aux yeux roses, tondu à la lion, et sur ses épaules un tout petit chien noir au poil ras et aux yeux bleus. Le dimanche, elle reçoit l'univers qui reflue chez elle de Jersey City à Yokohama. On y rencontre des étudiants chinois qui veulent voir les dessins de Picasso, des jeunes juifs américains que hantent le mystère du verbe, des poétesses anglaises qui viennent chercher la dernière mode de Paris, des Hongrois à la vocation picturale, des Espagnols fiers de se trouver chez une âme sœur, des Français émerveillés de visiter Paris, et jusqu'au sergent de ville du coin qui professe un attachement admiratif et naïf pour l'hôtesse de l'atelier. Mademoiselle Stein les accueille tous et, depuis 1903, le 27 de la rue de Fleurus a été ainsi tour à tour le premier musée de peinture cubiste française, le premier atelier de création littéraire américaine d'avant-garde, et le coin le plus amusant du « boulevard ». A tous les hommes et à toutes les idées, à toutes les œuvres d'art et à tous les artistes, l'atelier de

la rue de Fleurus a offert l'hospitalité. L'hôtesse ne leur a demandé que d'être et de venir, car elle aime la vie et adore son mouvement.

L'été, vêtue d'une robe de bure comme saint François d'Assise, mais souriante et solide comme le bébé Cadum lui-même, on voit Gertrude Stein déambuler à pied, par les chemins du Bugey, précédée de ses deux chiens, ou rouler à bonne allure dans sa Ford qui, telle une vitrine baroque, contient avec elle le chien noir et le chien blanc jappant et dansant. Dans son village de Bilignin, on l'aperçoit parmi les tas de paille et les mares aux canards, échangeant un mot aimable avec les cultivateurs, des conseils culinaires avec leurs épouses, des paroles cordiales et fermes avec leurs chiens, et des sourires avec leurs enfants. Dans ce coin de campagne, proche de la Savoie, proche de la Suisse, et d'autant plus français qu'il est à la frontière, parmi ces gens qui mangent bien, qui cuisinent bien, qui boivent bien, et qui parlent un français charmant, soigneux, presque trop littéraire, à la façon du XVIIIe siècle, Gertrude Stein a jeté tout un ferment de drôlerie, de pittoresque et d'agitation. Elle est la légende du village dont la séparent un simple mur et tout un univers de rêve; on a confiance en elle parce qu'elle est une voisine, et l'on n'est pas jaloux d'elle parce qu'elle n'est pas d'ici. On lui fait goûter le vin nouveau, on la prévient dès que paraissent les premières poires et les premiers raisins, on l'invite aux vendanges et on la tient au courant des grands événements du lieu, surtout de ceux qui ont un caractère littéraire. « Mademoiselle », disait l'an dernier le propriétaire voisin, « vous devriez voir notre institutrice! C'est la meilleure que nous ayons jamais eue! Celle d'avant ne valait rien, les enfants ne savaient ni dire bonjour, ni se moucher; maintenant au moins, quand on les rencontre sur la route, ils ont le nez propre, ils ôtent leur casquette et ils crient bonjour... cela fait une différence d'avoir une bonne institutrice! »

Entre M. Pernolet de Belley, qui est le roi de la cuisine française, et madame Bourgeois de Priay qui est la reine de la cuisine européenne, dans son castel de Bilignin, Gertrude Stein dominant l'horizon voit les montagnes du Bugey, écoute les sons qui montent de la vallée, bruits mêlés que font

les cloches des églises, les tirailleurs algériens manœuvrant dans la campagne, l'aboi des chiens au fond des prés, et la modulation douce d'un voiturier au loin qui conduit ses chevaux à l'abreuvoir. Ce qui monte vers elle, c'est un concert distinct et nuancé, que rehaussent les longues poses et les silences des nuits, et qui donne à son esprit cette sérénité harmonieuse où l'inspiration peut fleurir.

De la rue de Fleurus à Belley et de Belley à Broadway, Gertrude Stein a sauté en octobre 1934. Un beau jour, étourdie par la clameur de la ville, éblouie par les lampes d'argent des vingt journalistes qui la photographiaient, elle s'est trouvée sur le quai de la Compagnie Transatlantique où brillait et rutilait le soleil aigu de New-York l'automne. Gertrude Stein est retournée voir son pays après trente-deux ans, et tout de suite une merveilleuse complicité l'a unie à cette terre dont elle avait été si longtemps éloignée, sans jamais en être séparée. Depuis l'heure de son arrivée jusqu'à celle-ci, dans le tumulte des grandes villes, le bruissement des trains, le brouhaha des salles de conférences et le vrombissement des avions qui l'ont portée de New-York à Chicago, de Chicago à Washington, de Washington à Boston, de Boston à la Nouvelle-Orléans, de la Nouvelle-Orléans à Tucson (Arizona), de Tucson (Arizona) à San Francisco, et de San Francisco à New-York, Gertrude Stein n'a cessé de dialoguer avec ce pays, qui est son pays, auquel elle appartient, à qui elle rapporte, approfondi par le silence de Belley et avivé par l'excitation parisienne, ce goût de la vie et de la matière vivante qui fait d'elle le seul poète américain d'Amérique. Comme Gertrude Stein est à la fois l'esprit le plus gai, la sensibilité la plus vive et l'intelligence la plus créatrice de ce temps, comme elle est encore l'auteur qui accepte le plus franchement le monde tel qu'il est, parce qu'elle est capable d'y discerner tous les plaisirs qu'il recèle et de découvrir la joie qu'il dérobe aux faibles et aux jaloux, elle a ravi l'Amérique de 1935, avide de renaître à la vie, et curieuse de joie.

II

Cette merveilleuse rencontre d'un poète et de son pays a surpris et enchanté l'Amérique contemporaine. Nul ne l'aurait

cru il y a deux ans, quand Gertrude Stein passait encore pour l'auteur le plus difficile du monde entier, car les journalistes ne voyaient en elle qu'une sorte de magicienne qui prétendait faire de l'or, mais dont les produits n'étaient perceptibles pour aucun des sens humains. Elle intriguait tout le monde; chacun parlait d'elle, mais bien rares étaient ceux qui consentaient à s'arrêter; elle avait travaillé toute seule, et elle restait seule.

Durant des années, elle avait travaillé seule, parce que les gens qui inventent sont toujours seuls, et parce qu'à chaque époque les gens qui vivent dans la réalité de leur époque sont des isolés, tandis que la grande masse des hommes vivent dans l'atmosphère de l'époque précédente; la société humaine est faite d'habitudes, et seule l'intelligence, ou la divination, de l'individu lui permet d'inventer le présent.

Gertrude Stein appartient à cette équipe si restreinte mais si importante qui, depuis 1870, a compris que la parole humaine, pour garder son éternelle jeunesse et pour rester féconde, avait besoin d'un sang nouveau et d'un nouvel essor poétique. Rimbaud, Verlaine, Mallarmé, Stephan Georg, James Joyce, Valéry sont des témoins du même fait et les capitaines de la même croisade.

Dans un monde qui s'engourdit au bourdonnement de mots demi-morts, ces poètes ont voulu rendre au langage sa qualité créatrice et originale. Ils savent, eux, que le mot n'est pas seulement un instrument social qui sert comme une pièce de monnaie, à se procurer du fromage ou à échanger un lopin de terre contre une automobile, mais qu'il est aussi une partie de l'être humain. Le mot est fait d'humanité, et l'être de l'homme est fait de mots. Quiconque en doute n'a qu'à se promener par nos rues de Paris; et à écouter dans notre ville frémissante et tendue, l'incessant bourdonnement que font les promeneurs solitaires dans la foule; ils vont, en marmonnant à eux tout seuls de longues histoires point destinées à rien expliquer à autrui, mais simplement à affirmer à eux-mêmes leur présence sur cette terre. Et ceux qui ont connu la guerre se rappellent aussi dans les interminables nuits des ambulances, comment de jeunes hommes en qui la vie était en train de tarir, qui avaient déjà perdu la force de leur corps et son mouvement, la liberté de leur esprit et la faculté de

communiquer avec l'extérieur, ne gardaient plus en eux, dernière irisation de la vie, que quelques mots à peine distincts qui venaient à leurs lèvres et qui ne s'échappaient qu'avec leur dernier soupir.

Semblable à l'arbre dont les racines sont dans le sol et la frondaison en plein air, le mot est à la fois une partie de la vie sociale extérieure, et une partie de la vie psychologique intérieure. Tout mot qui cesse d'être un parasite de l'homme cesse d'être vivant, et, à l'instant où il perd sa vitalité, il perd aussi ce don mystérieux d'émouvoir les parties profondes de l'homme. Aucun langage n'était plus beau que le latin après le IIIe siècle, il avait atteint en dignité, en exactitude, en politesse et en stabilité un degré auquel nulle autre langue n'est jamais parvenue depuis; pourtant toutes les passions et tous les secrets que les générations humaines ont confiés au latin, entre le IVe et le XVIIe siècle, sont restés enfermés dans une gaine de marbre, sans pouvoir jamais en sortir. Des millions d'intelligences humaines avides, vibrantes et fécondes, ont confié au latin les mouvements de leur cœur, et l'élan de leur intelligence, mais cette langue était morte, car elle ne vivait plus à l'intérieur des sensibilités humaines, et les œuvres littéraires latines du Moyen Age sont mortes, tandis que les épopées populaires de France, d'Allemagne et d'Angleterre, rédigées dans des langues encore barbares, gauches et enfantines, ont survécu et parlent encore au cœur de l'homme; elles étaient faites de mots vivants.

Le XVIIIe et le XIXe siècle ont donné au français et à l'anglais une dignité analogue à celle du latin impérial, et les ont exposés à des dangers analogues. Avec leur immense domaine colonial, ces langues sont devenues impériales et administratives. Au lieu d'être parlé dans un pays limité, par des gens qui étaient nés au milieu des mots français, qui vivaient toute leur vie dans ce pays français, qui connaissaient le sens de chaque expression, et le contour de chaque formule, le français a été parlé par des millions d'individus dont les souvenirs d'enfance, les habitudes de penser, les gestes étaient associés avec d'autres vocabulaires, un autre climat et une autre logique. La force intérieure du français lui a permis de durer, et c'est une grande victoire, mais pour se maintenir

et pour régner, une langue impériale est obligée de se durcir. Elle sacrifie sa souplesse intérieure à son armature logique. Elle doit être, avant tout, régulière, systématique, bien définie.

Les habitudes administratives et l'instruction publique obligatoire qui tend à supprimer les patois et à imposer à tous les enfants le français seul, répandent la compréhension du français littéraire, et en diminuent les qualités littéraires. L'instrument délicat et subtil qu'était notre langue tant qu'elle n'était destinée qu'à un groupe restreint et raffiné, se transforme quand il doit être utilisé par des millions d'individus dont la majorité sont des maladroits. Il devient plus simple, plus gros, plus rudimentaire.

L'appauvrissement de la poésie suit immédiatement celui de la langue, il se fait sentir dès qu'une langue quitte le sol pour entrer dans les dictionnaires et dans les archives administratives, dès qu'un langage cesse d'être local pour devenir international. Le français si lucide du XVIIIe siècle, l'anglais si robuste de cette époque, sont des langues de prose. Le romantisme l'a vu et ce fut le vrai mérite de cette école, tant et si justement décriée par ailleurs; elle s'efforça de suppléer par la phrase à la défaillance du mot. Victor Hugo, qui savait unir à l'intelligence la plus grossière le génie technique le plus clairvoyant, l'a dit dans une de ses pièces des *Contemplations* : « J'ai dit aux mots : Soyez république, soyez la fourmilière immense, et travaillez, croyez, aimez, vivez[1]... » Il a cherché par tous les moyens à rénover le mot, mais la croisade romantique n'aboutit qu'à remplacer un vocabulaire desséché par des développements oratoires amples, sonores, émouvants, — et creux. Que l'on compare un sonnet du XVIe siècle, où chaque mot a le goût des champs et de la terre, avec les vastes pièces lyriques du XIXe siècle, où seule l'éloquence parvient à entraîner les images, et l'on sentira la déchéance que comporte pour la poésie cette transformation.

1. Plus loin il dit encore :

« Car le mot, qu'on le sache, est un être vivant...
Le mot tient sous ses pieds le globe et l'asservit...
Oui, tout-puissant, Tel est le mot, Fou qui s'en joue!..
Il est vie, esprit, germe, ouragan, vertu, jeu;
Car le mot, c'est le Verbe, et le Verbe, c'est Dieu. »

Le mal fut encore aggravé entre 1850 et 1910 par la tendance sociologique, qui dominait dans la littérature, et par le mirage des sciences qui fascinait tous les écrivains. Les auteurs ne pensaient qu'à jouer un rôle politique. Qu'il s'agisse de Lamartine, de Victor Hugo ou de Byron, tous étaient des apôtres. Tandis que le poète du XVIIe siècle ne songeait qu'à créer des vocables, des livres, des œuvres d'art, et que son principal souci était d'inventer — son art était son but — le poète du XIXe siècle voulut répandre des doctrines, des idées politiques — son art ne fut plus qu'un moyen. Les prophètes poétiques du XIXe siècle se préoccupèrent tant de créer des modes sociales, qu'ils ne cherchèrent point à faire de leur poésie un objet distinct et original.

Ils eussent été fiers, au contraire, de rapprocher la littérature de la science dont le prestige n'avait cessé de croître. Chez les réalistes et chez les naturalistes, on s'efforçait de donner à l'art le même caractère impassible, exact, objectif qu'avaient les mathématiques, et même en poésie, cette influence se fait sentir. A la fin du XIXe siècle, l'univers grisé de science, de progrès, d'industrie et de démocratie, ne voit plus dans les livres qu'une forme de l'activité sociale, et le mot, sous ces influences, s'appauvrit au point de perdre sa sonorité psychologique. La plupart des pays s'y résignent sans trop d'émoi, mais en France et dans les pays anglo-saxons, où une longue tradition artistique s'est maintenue, les poètes se révoltent. A Paris, les Décadents et les Symbolistes lancent une croisade qui doit rendre au mot sa valeur intime et son pouvoir d'évocation. Rimbaud veut rénover le « verbe » par la simple intensité psychologique, Verlaine en l'imprégnant de musique, Mallarmé en nouant en lui et autour de lui des associations d'idées et de sentiments originales; l'École Symboliste fait le plus audacieux et le plus clairvoyant effort pour arracher le français au sort du latin et à la décadence qui le menace.

Les Anglais considèrent cette initiative avec curiosité, et ils en parlent beaucoup; les Américains, dès le début s'y intéressent et participent au mouvement. Whistler fréquente Mallarmé, Stuart Merrill et Vielé-Griffin font partie de l'École Symboliste. C'est que l'Amérique avec la France, est le pays le

plus durement touché par cette crise verbale. Les foules multicolores et bariolées qu'elle contient et qui ont adopté l'anglais, sentent que dans leur existence quotidienne, cette langue pour laquelle ils ont un amour profond, est atteinte d'une maladie grave. Le nègre de Charleston qui vit, travaille, se marie et meurt avec deux cents mots d'anglais, n'en souffre point trop, mais le blanc, à ses côtés, a le sentiment de l'étouffement; dans ce climat stimulant, sous ce ciel étincelant, au milieu de cette vie jeune qui exalte tous les désirs, croît une population qui s'attache à l'anglais en un effort passionné, et qui ne veut point le laisser mourir, car de tous ses patrimoines c'est celui auquel elle tient le plus; c'est le seul bien qui rattache l'Américain à son passé, la seule règle à laquelle son intelligence soit toujours restée fidèle. Il y tient d'autant plus qu'il se trouve plongé dans un climat qui le dépayse davantage, et qui lui fait sentir plus brutalement le besoin de discipline anglo-saxonne, s'il veut rester lui-même. Il est naturel que les foyers de langue anglaise aux États-Unis aient été la Nouvelle-Angleterre aux longs hivers glacés, le sud torride, et l'étrange Californie au printemps éternel.

III

Gertrude Stein a grandi dans cette Californie du Nord parmi des petits Indiens, des petits Italiens, des petits Français, des petits Suédois, qui baragouinaient l'anglais de l'Ouest, en jouant le long des flots du Pacifique, face à la Chine lointaine je dos tourné à l'Europe. Enfant solitaire, dans une maison où le père, pris par son travail, et la mère, tôt enlevée par la maladie, ne pouvaient point s'occuper d'elle, quand elle ne courait pas avec ses camarades multicolores elle passait les soirées d'été, les soirées d'automne, les jours d'hiver, si longs quand on est jeune, à la Bibliothèque d'Oakland, et voracement elle y dévorait tous les livres qui tombaient sous sa main, depuis la Bible, l'Encyclopédie britannique et Shakespeare jusqu'aux traductions d'Alexandre Dumas, de Victor Hugo et de Rabelais. Entre la vie presque sauvage d'une bande d'enfants venus des quatre coins du monde, et que nul parent n'avait le temps de surveiller, et l'intense plaisir solitaire des lectures intermi-

nables, Gertrude Stein, sans rien apprendre, commençait tout de suite par tout savoir. Elle connaissait toutes les sonorités diverses que peut avoir une syllabe anglo-saxonne dans des bouches qui n'étaient point faites pour la prononcer; elle connaissait toute l'étonnante fécondité que peut avoir un mot anglais dont Chaucer s'est déjà servi, et qu'utilisent encore pour leurs réclames les commerçants chinois du quartier du port de San Francisco. Le soleil éternel et doux des côtes californiennes, les belles montagnes jaunes où seules les pluies d'hiver font fleurir un peu de verdure, la liberté d'une région neuve dans un monde nouveau, la tradition subtile d'une terre à l'aspect et au parfum espagnols, dans un continent passé au vernis anglo-saxon, les chants et les cloches lointaines des couvents catholiques, tout cela a formé les sens et l'intelligence de la femme la plus curieuse de sentir, de penser et d'être heureuse qu'ait jamais connue l'Amérique.

Jamais elle n'oublia la liberté de ces jours où les petits Français lui apprenaient à faire des crêpes à la française, où les petits Italiens l'entraînaient aux Vêpres du couvent voisin, où les petits Chinois lui jouaient des tours, et où ses frères, bons garçons, rudoyaient la fille garçonnière pour la renvoyer jouer avec les filles. Dans cette atmosphère où tout poussait : les cactus, le raisin, les cités immenses, les chemins de fer et un État nouveau, Gertrude Stein a trouvé ces plaisirs que l'Amérique seule a offerts au XIXe siècle : ceux des hasards féconds qui ne cessent d'abonder et d'une civilisation nouvelle qui, jetant ses racines dans un sol vierge, y répand ses fleurs sous un ciel nouveau. D'autres qu'elle le virent alors, mais elle a été formée par ce bonheur qui fut sa jeunesse et qui existe toujours en elle. Elle l'apporte partout, et elle l'a fécondé de tous les autres bonheurs qu'elle a rencontrés, elle l'a aiguisé par tous les malheurs de hasard que la vie lui a fournis.

La première fut la dispersion de sa famille qui brusquement détacha Gertrude Stein de la Californie pour la jeter à Radcliff, l'Université jumelle de Harvard, mais consacrée aux femmes. Après la vie libre du Pacifique, Harvard, installé auprès de Boston, dans le centre le plus vieux et le plus strict de la civilisation anglo-saxonne du Nouveau Monde, offrait à la

petite Californienne tout un musée de disciplines morales, intellectuelles et sociales. Dans cette Europe improvisée qu'est l'Amérique, Harvard seul donne l'impression d'une création systématique et réfléchie; la Rivière Charles qui s'arrondit autour de l'Université, parmi les bosquets de vieux chênes et les massifs de boules de neige, les dortoirs du collège en briques rouge sombre, aux lignes exactes, étroites et pourtant harmonieuses, cette existence régulière et blanche que des milliers de jeunes gens mènent entre les cours du matin qui leur sont donnés par des professeurs venus des quatre coins du monde, et l'entraînement sportif des après-midi qui les prépare fiévreusement à de grandes luttes contre Yale, l'université voisine, ou contre Princeton, la rivale presbytérienne, cette Salente calviniste au parfum païen avec des bibles qui s'étalent aux frontons de tous les bâtiments, et de jeunes corps d'athlètes nus qui apparaissent à toutes les fenêtres, devaie offrir à la petite sauvagesse de Californie une extraordinaire leçon de discipline intellectuelle, et de volupté puritaine. Elle, qui n'avait connu en Californie que les odeurs du sol et les instincts simples de la nature, que les appétits de l'intelligence et les fringales de la fatigue, devait connaître les délicats festins de la sagesse, aux mets bien ordonnés, et les exquises gourmandises du péché tel que le calvinisme sait l'apprêter, tel que l'optimisme américain sait l'assaisonner, avec son lyrisme, son silence et son âpreté.

A Radcliff, elle apparut comme un phénomène savoureux. Elle arrivait ignorante de tout ce que savaient les autres, au courant de tout ce qu'ils ignoraient, sans formation scolaire ni diplôme, mais peu curieuse d'en gagner, et universellement avide d'acquérir tout ce qui sollicitait son intelligence et sa sensibilité. Ses camarades lui firent fête et elle fut pour ses professeurs une délectation; plus ils étaient grands, plus grand était le plaisir qu'elle leur donnait. William James qui lui enseignait la philosophie était féru d'elle. Quand, en fin d'année, le moment des examens fut venu, et qu'elle se rendit à l'amphithéâtre pour l'écrit de la Philosophie, elle dut constater avec tristesse qu'elle ne pourrait point témoigner à William James de l'admiration qu'elle avait pour lui et du bénéfice qu'elle avait tiré de son cours, mais au moins voulut-elle lui dire la

vérité et, après avoir réfléchi quelques instants sur sa feuille d'examen, elle écrivit : « Monsieur le Professeur, vos questions sont très intéressantes, mais j'ai été à l'Opéra tous ces soirs-ci, et cette journée de Printemps est si délicieuse que je me sens incapable d'écrire un seul mot de Philosophie. J'en suis désolée et vous envoie mon respectueux souvenir. » Puis elle s'en alla, assurée d'avoir échoué à cet examen. Quelques jours plus tard, elle reçut un mot de William James ainsi conçu : « Chère Mademoiselle, Je suis entièrement de votre avis et j'approuve votre conduite. Votre bien dévoué, William James ». « Post-scriptum. Il est bien entendu que vous avez la note la plus haute pour votre examen. » Plus tard, elle devait rendre à James cette politesse. S'il lui avait donné le goût de la Philosophie, et s'il lui avait inspiré pour la Philosophie un respect philosophique, elle fut son introductrice dans l'appréciation des cubistes et de la littérature d'avant-garde. Mais entre temps elle l'avait quitté pour suivre le conseil qu'il lui avait donné d'aller étudier les Sciences, la Psychologie et la Médecine à la grande Université de Baltimore, « John Hopkins », qui était alors en Amérique le principal centre du haut enseignement scientifique et technique. Comme Baltimore était aussi la ville où avaient vécu ses ancêtres au XVIIIe siècle et que dans cette cité désuète et riche, installée à la charnière du Sud et du Nord des États-Unis, grouille une foule bizarre et cordiale d'hommes blancs, noirs, jaunes, gris rose, vert brun, tête-de-nègre, chocolat au lait, etc., elle s'y trouva fort heureuse. Entre les cours savants de l'Université et les ruelles bariolées de la basse ville, l'étudiante en Philosophie promena sa curiosité que le jargon scientifique rebuta vite, mais que stimula le spectacle varié des hommes.

L'Amérique était alors au début de son grand essor industriel et la démocratie américaine se croyait appelée à l'évangélisation du monde. A l'Université, les professeurs étaient convaincus qu'ils bâtissaient une science parfaite, fondée sur des principes inébranlables et destinée à une éternité que garantissait le Progrès. Parmi les étudiants régnait le zèle social; on parlait des « droits de la femme », de « l'avenir de l'humanité » et des « conquêtes de la Démocratie ». Tout le monde était sérieux, et les jeunes personnes, sous le chaud

soleil du sud, portaient des chemisettes de linon, à hauts cols soutenus par de petites baleines qui leur donnaient un air très sérieux. Gertrude Stein n'avait ni haut col, ni petites baleines, ni sérieux, ni convictions sociales. Les chemisettes, les convictions et les baleines l'amusèrent quelque temps, puis elles l'ennuyèrent. Les expériences psychologiques et psychophysiologiques des professeurs l'intéressèrent d'abord puis lui semblèrent un vain bavardage; le service d'accouchement où on l'avait mise lui parut un spectacle curieux puis assez rebutant. Elle aimait la vie humaine, son mouvement et ses mystères, mais elle n'en aimait pas la cuisine; elle aimait les idées, la compréhension, l'exactitude, mais le bric-à-brac de la Philosophie l'ennuyait et elle fut ravie quand un jeune professeur, pour faire du zèle et lui donner une leçon, refusa de lui accorder la moyenne indispensable pour obtenir le diplôme. Elle alla le remercier et lui dit que, grâce à lui, elle n'hésitait plus et partait pour l'Europe par le prochain bateau. C'est ainsi que Gertrude Stein dit adieu à l'Université, à la médecine, à l'obstétrique, aux États-Unis et aux convictions sociales.

En partant elle ne renia pas son pays, car elle chercha simplement un endroit où il fût possible de jouir de l'Amérique mieux qu'en Amérique. Elle commença par tâtonner à travers l'Europe. Londres avait trop de brouillard bien que les bibliothèques y fussent merveilleuses, mais Gertrude Stein n'aimait pas les femmes saoules à la porte des bars, et les écrivains élisabethains qui la charmaient ne lui laissaient pas oublier la misère sordide des quartiers populaires. L'Italie valait mieux avec le soleil sur toutes les collines de Toscane et les ravissants petits cochons roses que les vieilles femmes d'Assise conduisaient en laisse; mais l'Italie était trop pleine de gloires acceptées, de grands hommes défunts et de touristes. Cela allait pour un voyage d'Europe, cela n'allait pas pour Gertrude Stein, car elle n'avait point quitté l'Amérique pour voyager mais pour vivre. C'est donc à Paris qu'elle vint vivre, rue de Fleurus, n° 27, entre le Luxembourg et le boulevard Raspail, point trop loin de Montparnasse ni de la Sorbonne. C'est là qu'elle s'installa pour vivre, c'est-à-dire pour écrire.

IV

Elle vécut en France et dans Paris, elle vécut surtout au milieu de ces Parisiens venus des quatre coins du monde, qui, dans le Paris d'avant-guerre, inventaient des arts nouveaux. C'est alors qu'en face d'une toile de Cézanne, à côté de Picasso qui faisait son portrait, encore toute grisée des images californiennes qui vivaient toujours en elle, libérée de la servitude qu'impose la fréquentation quotidienne de collègues écrivains, illuminée par ces techniques qu'elle voyait fleurir dans les tableaux, les dessins et les sculptures du Montmartre fauve et cubiste, Gertrude Stein s'assit solidement à sa table italienne, et armée de son stylographe américain, écrivit les premières pages de la littérature contemporaine des États-Unis.

L'Amérique avait un langage que par les rues des grandes villes et sur les carrefours parlait la foule américaine. Il y avait des phrases américaines plus simples, plus directes et plus brutales que les phrases anglaises; on les voyait briller en une perpétuelle répétition sur les affiches lumineuses des rues marchandes des métropoles, on les trouvait en leur concision pittoresque et inintelligible pour un Anglais en tête des journaux. Il y avait un vocabulaire américain distinct du vocabulaire anglais, et composé de mots qui avaient gardé un sens plus ancien ou qui avaient acquis un sens plus nouveau, enrichi de termes qu'avaient laissés derrière eux les Indiens, qu'avaient apportés les émigrés français du XVIIIe siècle, les émigrants irlandais, allemands et slaves du XIXe et du XXe siècle[1].

Il y avait aussi une phrase et un paragraphe américains. Cette langue américaine à la période moins modulée mais plus nettement accentuée, à l'accent moins subtil mais au rythme mieux marqué et plus convaincant, est celle qui convenait à l'immense peuple de cent vingt millions d'êtres,

1. La locution « OK », en Amérique, remplace le « Well » anglais et correspond à un « oui » chaleureux; elle passe pour avoir une origine indienne; les mots « demi-tasse » (café) et « beau » (le danseur d'une jeune fille du monde) sont des importations françaises de la fin du XVIIIe siècle. Il y a beaucoup de mots français dans les vocabulaires élégants et techniques d'outre-mer.

dont les deux tiers environ avaient acquis cette langue pour laquelle ils n'étaient point nés.

Formés sous l'influence de la nouvelle Angleterre, les écrivains américains du XXe siècle ne se sont guère doutés que le XIXe siècle était fini, et que l'heure était venue pour eux de parler la langue du XXe et de leur pays. Tous leurs efforts ont tendu à suivre aussi exactement que possible, les règles et les modèles qui leur venaient d'outre-mer. Seule dans son atelier de la rue de Fleurus Gertrude Stein a imaginé que le vrai modèle pour un écrivain d'Amérique, c'était le ton de l'Amérique, et elle s'est mise à écrire toute seule des nouvelles américaines. Elle a composé ses *Trois vies*, histoires de servantes, récits simples, cordiaux et familiers, d'existences aux dehors très unis, aux arrière-plans très riches. Et elle a rédigé de but en blanc un de ses chefs-d'œuvre l'*Histoire de Mélanchta*, la petite négresse à la peau jaune rose, à l'âme sentimentale et à l'esprit brutal, dont elle traçait ainsi le portrait :

Mélanchta Herbert ne s'était pas fait une vie toute simple. Mélanchta n'avait pas trouvé facile de mettre d'accord ses désirs et sa vie.

Mélanchta Herbert perdait toujours ce qu'elle avait en voulant attraper tout ce qu'elle voyait. Mélanchta était toujours en train de planter là les gens ou d'être plantée là par eux.

Mélanchta Herbert aimait toujours trop ardemment, et elle aimait beaucoup trop souvent. Elle était toujours pleine de mystère, d'élan, de réticence, de vagues méfiances et de désillusions compliquées. Parfois Mélanchta se montrait spontanée, impulsive, effrénée dans un enthousiasme, puis venait une période de souffrance et elle se maîtrisait avec courage.

Mélanchta Herbert cherchait toujours le repos et le calme, et jamais elle ne pouvait arriver qu'à se jeter dans de nouveaux embarras.

En parlant de ces êtres frustes, Gertrude Stein s'était libérée des traditions imposantes du XVIIIe siècle, et de l'éloquence romantique de l'époque victorienne. Poussée par sa curiosité, et soutenue par le sujet même qu'elle traitait, elle était arrivée à faire l'éloge de ces vies, dont elle comprenait la richesse, et l'essai de ce langage, dont elle goûtait la fécondité. Les simples et les humbles ont à leur façon la connaissance de la crise verbale qui préoccupa Verlaine, Rimbaud, Mallarmé,

et, à leur façon, ils travaillent à lutter contre elle. Pour rendre au mot sa valeur de signification et d'émotion, leur procédé habituel est de le reprendre plusieurs fois de suite avec un accent différent et une insistance croissante. Gertrude Stein, dans ses *Trois vies*, a employé ce procédé où beaucoup de critiques ont cru voir une méthode de répétition, mais qui est en vérité une sorte de plastique verbale en même temps qu'un moyen de description psychologique. En ramenant devant l'esprit humain un même mot, qu'elle présente chaque fois dans un cadre différent, elle en fait voir les divers aspects et elle en précise le contour. On dirait un sculpteur qui pétrit de tous côtés un bloc de glaise ou encore qui prend par la main l'amateur et le fait tourner autour de sa statue. Par ce procédé Gertrude Stein rend aux mots leur réalité. Elle parvient du même coup à donner l'impression de cette intelligence particulière, à la fois forte et tâtonnante, qui semble animer l'Amérique, et elle s'élève jusqu'à cette vision, l'une des plus hautes qu'un écrivain contemporain ait exprimée de nos jours, et qui lui fait voir le monde comme une série d'efforts et d'élans indéfiniment répétés, où l'individualité humaine ne cesse de se conformer à des types qu'elle ne cesse de créer.

Ce premier stade de l'art et de la pensée de Gertrude Stein devait l'amener à une entreprise plus audacieuse, gigantesque même, son grand roman *Américains d'Amérique*, où elle voulait résumer en quelque mille pages l'aspect moral et les aventures des êtres qui, venus d'Europe avec leurs habitudes et leur vie antérieure, avaient colonisé un continent nouveau, pour y former une nation nouvelle et des êtres humains nouveaux. Elle prétendait en faire l'épopée des États-Unis et le résumé de l'expérience psychologique mondiale. Elle s'expliquait ainsi :

Chacun de nous ressemble à beaucoup d'autres personnes, et il me faut parler ici de toutes ces répétitions. Je dirai ce que signifie pour moi la répétition, l'amour que j'ai en moi pour la répétition. Chacun est « un » en lui-même, mais en même temps, il rappelle un être qui a vécu, vit ou vivra. On dit souvent d'une personne : « Elle me rappelle tel ou tel, je le vois. » Ainsi dans l'existence, tous se souviennent toujours de quelqu'un qui ressemble à celui qu'ils observent. Ils vont donc répétant « moi » en eux-mêmes, tandis qu'ils ressemblent à d'autres : ceci est toujours intéressant. Il y a mille manières de classer

les hommes et les femmes, et à chaque classement correspondent différentes manières de définir leurs ressemblances. Un jour, on connaîtra toutes ces méthodes diverses et l'histoire complète de tous les êtres. Il faudrait savoir aussi comment la répétition se manifeste en chacun de nous, dès notre plus jeune âge...

Chacun de nous porte en soi sa propre définition, et chacun de nous appartient à une catégorie donnée d'hommes ou de femmes. Et lentement, cela ressort de chaque personne, grâce à la répétition, inlassable compagne de toute vie. Cela se révèle en toutes les créatures, jusqu'à la plus délicate nuance, jusqu'à la saveur la plus ténue, selon la manière dont elles se répètent...

Depuis toujours la vie ne m'est apparue que sous la forme de la répétition. Je voudrais tenter d'expliquer comment on apprend à tirer de toutes ces répétitions une compréhension de plus en plus parfaite des hommes.

Elle s'engagea dans sa grande œuvre avec la griserie qu'une nature aussi riche éprouve à entreprendre une tâche écrasante. Après avoir reçu toute la journée et accueilli, pêle-mêle, dans son atelier des artistes qui venaient lui conter leurs déboires et leurs amours, des amateurs qui venaient feuilleter ses dessins ou s'étonner de ses toiles, des voyageurs, des grandes dames et des critiques que la curiosité entraînait chez elle, passé minuit, elle fermait sa porte, elle éteignait son gaz et, dans la seule compagnie de sa lampe à pétrole, elle rédigeait jusqu'à l'heure où le jour venait troubler son recueillement et où le ramage des oiseaux venait briser le chant intérieur de sa poésie romanesque. Jour après jour, semaine après semaine, elle écrivit. Toutes les connaissances, toutes les impressions et toutes les expériences de sa vie américaine passaient dans ses pages qui ne cessaient de s'enfler comme un vaste fleuve. Sa phrase s'était élevée au-dessus du langage populaire et moderne américain pour devenir une construction lyrique. Bien avant Joyce et bien avant Proust, elle composait des phrases, qui formaient de véritables organismes, des symphonies d'impressions et d'idées; elle traitait la grammaire non comme une loi rigide mais comme un procédé esthétique, permettant de mettre en relief certains mots qui, abandonnés à eux-mêmes, ne seraient que des paquets d'étoupe. On aura l'idée de la richesse et de la subtilité de ce travail à considérer la période suivante :

Nous qui vivons, nous nous considérons toujours comme de jeunes gens et lorsque, pénétrés de ce sentiment, nous reportons notre pensée sur ceux qui nous mirent au monde, nous les voyons soit comme de vieilles gens, soit comme des enfants. Nous avons beau dire, il est bien rare que nous nous voyions comme des vieillards ou des enfants. Ces parties extrêmes de l'existence sont rarement présentes à la conscience. Au contraire, lorsque nous songeons à ceux qui nous mirent au monde, nous les considérons comme de vieilles gens ou comme des enfants; mais nous nous sentons toujours aussi jeunes. Il est facile de voir en soi-même, et en toute sa génération des jeunes hommes et des jeunes femmes qui ont avancé dans la vie, mais, même en se donnant de la peine, on n'arrive pas à sentir en soi la vieillesse ou l'enfance.

Vers 1908, elle avait donc révélé à son pays le rythme d'une prose nationale et avait annoncé aux écrivains d'outre-mer les possibilités nouvelles du langage anglo-saxon. Elle devait être suivie. Toute cette école si vivante de Sherwood Anderson, de Hemingway, de Faulkner... devait trouver chez elle l'inspiration et la recette qui leur permettraient de composer ces romans et ces récits au caractère artistique, populaire et hardi, qui font l'honneur de la littérature contemporaine des États-Unis. Dans sa préface à l'édition de *Geography and Plays*, Sherwood Anderson l'a dit, et il a écrit sur Gertrude Stein une de ces pages sincères et généreuses que l'on trouve trop rarement dans l'histoire littéraire, d'ordinaire si sordide, des grands pays d'Europe.

L'œuvre de Gertrude Stein me semble être une rénovation — une reconstruction complète de la vie — dans le domaine des mots. Ne serait-ce pas un geste ironique et charmant des dieux si à la fin l'œuvre de cette artiste étrange s'imposait comme la plus durable et la plus importante de toute cette génération de marchands de mots.

Après avoir lancé la littérature d'avant-garde en Amérique, Gertrude Stein aurait pu en profiter et exploiter une formule désormais acceptée, mais elle avait pris goût à l'invention et elle était poète. Il ne lui suffisait pas de rénover le mot anglais en faisant plonger ses racines dans le terroir américain, comme elle en avait donné l'exemple dans ses *Trois vies*, ou de rebâtir la phrase moderne par un travail audacieux, comme elle avait fait dans *Américains d'Amérique*, elle voulut encore connaître toutes les possibilités qu'offrent à l'artiste chaque espèce de mot, chaque genre de phrase, et toutes les diverses

sortes de paragraphes. Elle composa des poèmes et des pages de prose qui parurent en anglais sous le nom de *Tender Buttons* et de *Geography and Plays*, etc., et qui révèlent une originalité et une audace de technique telles qu'elles résument les expériences faites de Gérard de Nerval à Paul Valéry. Soit qu'elle brise la phrase pour employer le mot seul, à la façon d'une note de musique, soit qu'elle utilise le mot comme un guitariste fait grincer la même corde indéfiniment, soit qu'elle groupe en des ensembles contrastés des propositions et des conjonctions qui forment une sorte d'arsenal verbal, Gertrude Stein suit toujours un instinct qui l'oblige à créer avec une croissante hardiesse, et à rechercher sans cesse des richesses inexplorées.

Ce goût des mots chez Gertrude Stein n'est pas fait du dégoût des choses; le mystère de cette œuvre n'est point fait de mépris pour les idées; bien au contraire. C'est la force même de sa compréhension, et, si l'on peut dire, l'excès de son réalisme, qui rend son œuvre énigmatique et surprenante pour beaucoup d'esprits. Chaque expression qu'elle utilise est la traduction fidèle d'un fait intérieur, et, comme son esprit est très souple, très direct, très ironique, sa sensibilité très ouverte et intarissable, le contenu de chacun des mots qu'elle emploie est très riche; pour un public qui traite les mots comme des monnaies à la frappe effacée, et dont la vie intérieure n'est qu'une série monotone de velléités vagues, cet art original présente un aspect insolite et fantastique; il irrite par son mystère, il heurte par sa solidité. Mais sa supériorité résulte de ces qualités contrastantes. Tandis que les autres innovateurs de la poésie ont été des esthéticiens et des mystiques qui, loin des hommes et des choses, créaient une « alchimie du verbe » toujours abstraite, parfois creuse, l'invention de Gertrude Stein a pour base son sens psychologique et son instinct « psycho-verbal »; elle aboutit à des œuvres concrètes, pleines de sens. Pour elle, chaque mot est une réalité humaine et chaque être un synthèse de mots. Elle a pu faire, au moyen de mots, des portraits d'êtres vivants qui ont une intensité merveilleuse. Personnages, paysages et pays frappent son intelligence et se gravent en elle, ils y deviennent une symphonie verbale. Cet art si libre regorge de vie, il est nécessaire

et réel, comme nulle autre forme de la littérature contemporaine.

Juchée sur ce sommet, l'étrange poétesse n'a point perdu le contact de son siècle ni le goût de son temps; elle l'a prouvé en publiant l'autre année ses mémoires : *L'Autobiographie d'Alice Toklas*, qui charmèrent l'Amérique, qui firent d'elle un auteur populaire et lui donnèrent l'occasion de visiter son pays. Elle y reçut cet accueil triomphal dont tous parlent en ce moment, elle y fut accueillie par les foules et les élites, fêtée par les journalistes et les universités, honorée par les villes et les États. On lui offrit un goûter à la Maison Blanche et un banquet à Hollywood, la ville de San Francisco lui donna une clef d'or et l'État de Kentucky fit d'elle une colonelle. Partout elle fut comblée de cette popularité chaleureuse et gaie que l'Amérique sait prodiguer à ses héros. Ainsi elle rénova avec son peuple tout entier ces liens précieux qui font d'elle le plus Américain des écrivains d'Amérique.

BERNARD FAÏ

ENQUÊTE
SUR LA RÉFORME ÉLECTORALE

On sait que la question de la réforme électorale renaît de ses cendres, avec régularité, dans les derniers mois des législatures. Cette fois, l'intérêt qu'elle suscite est purement platonique puisqu'il apparaît que les loisirs manquent au Parlement pour voter toute modification du scrutin avant les élections de l'année prochaine.

Néanmoins, l'agitation politique et la crise économique qui secouent la France ont inspiré à beaucoup de personnalités le regret qu'il soit trop tard pour essayer de limiter les effets, souvent « artificiels » ou « obscurs », du scrutin actuel en lui substituant un système de représentation traduisant peu clairement les volontés du pays.

On verra plus loin, dans l'article de M. François Leuwen, quelle a été la position prise par le parti radical au cours de son dernier congrès : à l'égard de la réforme électorale il n'était pas sans intérêt de rechercher, dans les divers partis, les courants d'opinions provoqués par cette attitude. C'est pourquoi j'ai été consulter certains personnages marquants qui ont tenu un rôle dans les débats sur la réforme électorale ou qui, comme chefs de parti, ont eu l'occasion d'étayer leurs préférences par l'expérience.

M. HERRIOT

En dépit de ses soucis, et de ses responsabilités, M. Herriot a bien voulu nous donner son opinion sur la réforme électorale. Bien que ce sujet le laisse froid, il a trouvé le loisir d'exprimer avec son esprit habituel, un scepticisme bien senti à l'égard de la question. Ses quelques répliques furent remarquables de détachement et de bonne humeur. De temps en temps, il s'arrêtait au milieu de son exposé; son œil gris et amusé cherchait dans l'air quelque chose qu'on ne voyait pas; ses lèvres se retroussaient comme pour raconter une de ces petites histoires savoureuses, qui changent l'air, au milieu d'un récit austère. Tout en parlant, il avait le regard ami, la bouche souriante, une sincérité bon enfant dispersée parmi tout le visage.

— Les gens, disait-il, qui périodiquement ramènent sur l'eau la question du scrutin, me font penser à ceux qui renvoient leur cuisinière parce qu'étant las de sa cuisine, ils trouvent qu'elle cuisine mal. Ils vont d'incident en incident, jusqu'à ce qu'un guérisseur infaillible leur dise : « Soignez votre estomac! »

» Je n'ai personnellement pas de préventions contre la proportionnelle; mais je n'en ai pas non plus contre l'arrondissement. Je constate seulement que dans les pays où il est appliqué, le système de la proportionnelle a introduit une sorte de statique dans la vie politique. Or, j'estime qu'un scrutin doit être dynamique et non statique. La majorité et la minorité sont aussi nécessaires à un pays libre, que la différence de niveau dans le cours des fleuves... Au reste, tout ça ne me passionne guère. »

Et dans une moue caractéristique, M. Herriot ajoute :

— Il y a des gens qui font des mots croisés et qui boivent du café sans caféine. La réforme électorale est un sujet inépuisable de passe-temps et d'entretiens à perte de vue. Autant faire ça qu'autre chose. Je n'aime pas les théories qui sont fondées sur le calcul des possibilités. Je suis empirique et d'ins-

tinct en méfiance contre tout ce qui n'est pas vérifié par l'expérience. La vérité est qu'on n'est jamais content de ce qu'on a, ni de sa cuisinière. On cherche toujours autre chose! »

M. P.-E. FLANDIN

Long, flexible et légèrement voûté, M. P.-E. Flandin évoque le souvenir de ce lutteur plus souple mais moins vigoureux que fut Alexandre Ribot. Il a un regard direct, froid et tranchant comme l'acier. Un pli dur ferme les lèvres, mais il se transforme joliment quand elles s'ouvrent. Une sorte de détachement sceptique qui caractérise son attitude disparaît quand il parle. Alors tout change : le visage se durcit étrangement. La parole, dolente d'abord, se détache; les mots qui sortaient sans fracas, sont martelés avec une puissance qui en transforme l'expression. Sans se nourrir de pessimisme, la pensée de M. P.-E. Flandin ne s'entretient que de réalités qui ne sont pas gaies. Ses premiers mots seront pour dire :

— Je suis pour la proportionnelle, parce qu'elle seule peut rajeunir le parlementarisme et lui donner un autre aspect que celui qu'il a en ce moment. Il faut enfin permettre aux partis de réaliser leur programme. Comment admettre qu'un électeur socialiste vote pour un révolutionnaire, alors que les élus de son parti ont soutenu certains cabinets bourgeois?

» Les cabinets de trêve et d'union nationale ne sont pas normaux. Ils sont parfois justifiés, mais incompatibles avec les nécessités d'une démocratie. Il faut laisser aux partis la responsabilité qu'ils prennent en appâtant le public avec des programmes. Or, cette responsabilité aujourd'hui est nulle : l'électeur qui vote pour le candidat élu sait qu'il n'appliquera pas son programme et celui qui vote pour le candidat battu le sait aussi. Ce n'est pas le moyen de sauver le parlement des discrédits périodiques qui, en s'aggravant, peuvent mener aux pires conflits entre l'opinion et les assemblées.

— Est-ce que la proportionnelle, telle qu'elle fut appliquée en 1919 et 1924, n'a pas laissé un mauvais souvenir chez l'électeur?

— On a compliqué la proportionnelle, il la faut simple et dans le cadre du département. L'utilisation des restes serait attribuée au candidat du parti dans le cadre national ou régional. Comme cela, l'électeur saura que son vote a servi et les rapports entre les partis seront plus nets puisqu'ils ne seront pas tentés de rechercher à gauche ou à droite les appoints qui leur manquent.

— Pourquoi, monsieur le Président, préférez-vous la proportionnelle départementale à la proportionnelle régionale?

— La région pour les élections d'ensemble est trop compliquée. Elle serait surtout efficace dans l'utilisation des restes. L'avantage d'avoir des élus régionaux dans une Chambre, est que l'on est sûr d'avoir des représentants affranchis de tout électoralisme.

— N'a-t-on pas dit, monsieur le Président, que la représentation proportionnelle rendrait le gouvernement plus difficile?

— On l'a dit, mais c'est le contraire qui est exact. Le jour où les partis délibéreront sur la constitution d'un gouvernement, il leur faudra un programme net. On ne verra plus de ces lâchages improvisés, ni de ces conversions opportunes récompensés parfois par un simple ou un demi-portefeuille. Et l'on ne verra plus les partis combattre leurs chefs siégeant au gouvernement.

— On a aussi reproché à la proportionnelle de compliquer la carrière des personnalités de premier plan, des hommes de valeur?...

— Si le cadre électoral n'est pas trop large, un homme qui a une valeur personnelle trouvera toujours le moyen de s'imposer. Dans tous les cas, il a la ressource de se présenter comme candidat isolé.

» Mon système n'admet pas le panachage, pas plus qu'il n'accepte qu'on raye un candidat sur la liste. Si, en effet, on en reste à la représentation des personnes, il faut renoncer aux idées et aux doctrines. «

M. FROSSARD

M. Frossard est devenu ministre après s'être fait désirer longtemps. Ce n'est pas si maladroit, à une époque où les événements s'ingénient à compliquer la carrière des plus malins. Pour avoir attendu son heure, en laissant dire partout qu'elle était proche, personne ne s'est étonné d'apprendre qu'il n'appartenait plus au parti socialiste et qu'il était devenu ministre dans le cabinet Laval.

Dirons-nous que cette expérience a démontré qu'il savait être plus utile au Gouvernement que dans l'opposition? C'est qu'il a plu beaucoup sur le parapluie de M. Frossard. Le rôle de perpétuel critique que sa situation dans le parti socialiste lui imposait, a dû lui révéler bien souvent la joie qu'il éprouverait à construire si les événements s'y prêtaient.

Il porte aujourd'hui cette joie avec un mélange d'esprit et de gravité qui fait redouter ses mots sans nuire à ses avis. Sa silhouette est robuste et lente en ses mouvements. Sa tête au crâne nu penche un peu vers le sol. Il a une voix au timbre dur et accentué qui ne semble pas faite pour exprimer les finesses et les subtilités d'un manœuvrier politique. A la longue, elle accuse les contrastes de son personnage. Ses rudes apparences de Vosgien et sa vie mouvementée de militant ne se retrouvent jamais dans l'expression de ses pensées sous des formes amères. Elles ne surprendraient pas cependant, car il est de ceux qui ont bu jusqu'à la lie le calice socialiste.

— Vous êtes revenu, monsieur le Ministre, de l'arrondissement à la proportionnelle et ce retour a surpris beaucoup de gens?

— C'est exact. C'est même moi qui ai soulevé cette année la question de la réforme électorale, en déposant sur le bureau de la Chambre un projet de résolution invitant le commission du suffrage universel à rapporter dans le plus bref délai un texte qui instituerait le scrutin de liste avec représentation proportionnelle, sans prime ni panachage dans le cadre de la région.

» Je n'ai du reste pas obtenu gain de cause. Le projet a été repris plus tard, mais aucun débat ne s'est ouvert jusqu'ici.

— Mais, monsieur le Ministre, quelles sont les raisons qui vous ont amené à changer d'opinion sur le mode de scrutin?

— Je considère que c'est une question d'opportunité. J'ai été pour le scrutin d'arrondissement contre le parti socialiste jusqu'à cette législature. Dans cette législature, je suis pour la proportionnelle qui est un scrutin d'immobilité, les mouvements de l'opinion ne s'exprimant pas, grâce à lui, avec une sensibilité extrême. Dans les périodes calmes, il y a un avantage certain à ce que les mouvements se traduisent aussi clairement que possible. Dans les périodes agitées, c'est le contraire. En outre, la représentation proportionnelle a le gros mérite de libérer les partis sur le plan électoral.

— Vous entendez par libération, « l'affranchissement » de l'élu?

— L'affranchissement de l'élu et aussi celui de l'électeur qui sacrifie trop souvent ses idées faute de ne pouvoir les défendre qu'à moitié ou pas du tout quand, entre deux maux, il est obligé de choisir le moindre, c'est-à-dire, s'il est socialiste, de voter pour le radical ou le communiste, s'il est radical ou communiste de voter pour le socialiste.

» C'est aussi l'affranchissement de l'élu vis-à-vis du gouvernement et de l'électeur. Prenez par exemple la majorité qui soutient le cabinet Laval. Les radicaux sont indispensables à cette majorité. Mais, parmi eux, beaucoup ont bénéficié de voix communistes et socialistes. S'ils obéissent à la discipline en votant pour le ministère, ils mécontentent leurs électeurs extrémistes et risquent d'être battus.

» Le seul moyen d'avoir une majorité solide et par conséquent un gouvernement stable, c'est de libérer les partis de leurs alliances. Ce n'est possible qu'avec la proportionnelle. En effet, supposons que les prochaines élections aient lieu sous le régime de la proportionnelle : que se passera-t-il? Les radicaux voteront pour la liste radicale, les socialistes pour la liste socialiste etc. Les mélanges et les associations de partis ou d'idées sont irréalisables. Le député qui, dans ces conditions, appartiendra à un parti de la majorité n'aura pas peur de perdre des électeurs en donnant sa voix au gouvernement. Et le gouvernement ne sera pas constamment menacé de chute parce que les députés qui le soutiendront n'auront

pas à redouter le désaveu des appoints qui assurent leur réélection.

— Vous êtes partisan, monsieur le Ministre, de l'application de la proportionnelle dans le cadre de la région?

— Oui; dans le cadre du département la proportionnelle manquerait son but, jouerait défectueusement. Plus la région sera étendue, et moins la pression des intérêts particuliers sera puissante.

» Député de la Franche-Comté, il m'est indifférent que tel ou tel groupement d'intérêts particuliers m'intime l'ordre de voter ceci ou cela : mais député de Lure, ma réélection dépend en partie de ma docilité dans l'accomplissement de ces mandats. A une époque où les intérêts particuliers ont pris une puissance inusitée, aucun mode de scrutin autre que la proportionnelle ne peut mieux leur tenir tête.

— En somme vous êtes venu à la doctrine socialiste, — du moins sur ce sujet au moment où vous quittiez le parti?

— La question de scrutin est considérée, assez faussement du reste comme une question doctrinaire, alors que ce n'est qu'un problème de sociologie. Du reste, s'il est exact que les militants du parti socialiste sont partisans de la proportionnelle, ce n'est pas le cas de la grande majorité de leurs élus qui sont résolument fidèles à l'arrondissement.

— On a objecté contre la proportionnelle, l'inadaptation de la psychologie française à ce genre de scrutin. Le Français, dit-on, vote pour quelqu'un qu'il connaît, qu'il voit, à qui il parle, qu'il salue dans la rue. La proportionnelle exclut cette intimité entre l'électeur et l'élu.

— C'est exact, partiellement, mais pas complètement. Les sénateurs sont bien élus dans le cadre du département, et jusqu'ici, que je sache, le mode de scrutin des élections sénatoriales n'a jamais fait l'objet de critiques sérieuses. Cette intimité de l'électeur et de l'élu comporte du reste de sérieux inconvénients. Un député, comme le pauvre Totor Le Guen, qui vient de mourir, se serait difficilement maintenu avec la proportionnelle. Mais l'arrondissement, à cause de cette intimité qui faisait de lui le commissionnaire scrupuleux de ses électeurs, l'a gardé aussi longtemps qu'il a rempli son rôle avec ponctualité.

— Vous ne pensez pas, monsieur le Ministre, que les élections de 1936 se feront avec la proportionnelle?

— Je ne le pense pas; la Commission n'a pas rapporté le projet et si elle ne le rapporte pas, c'est qu'elle lui est hostile. Du reste, la rentrée des Chambres se fera avec la discussion du budget. Puis la campagne électorale commencera : il sera trop tard pour voter un changement du mode de scrutin. Le gouvernement, du reste, serait bien en peine de prendre une attitude à l'égard de la réforme électorale; MM. Marin et Flandin sont pour la proportionnelle; MM. Laval, Mandel et Herriot contre. Ça ne rendrait pas l'accord très facile. »

M. PAUL FAURE

L'étroit bureau où me reçut M. Paul Faure, au siège du *Populaire*, respire la paix recueillie et la méditation assidue. Il est comme une calme oasis au milieu du bruit désordonné que fait naître, à cette heure, la création spontanée d'un journal.

La silhouette de M. Paul Faure est, dans le monde politique, une de celles que le public reconnaît le mieux. Mais on est généralement plus disposé à lui donner pour toile de jour les tribunes tendues d'écarlates des meetings ouvriers que le paisible abri du journaliste.

En vérité, ce visage grave, au profil bien découpé, solidement posé sur des épaules robustes, sur un corps nerveux et tendu, ne reflète pas que de l'intérêt pour tout ce qui touche à la vie et au mouvement des idées. On y lit un scepticisme mélancolique que je n'avais pas distingué, il y a dix ans, quand M. Paul Faure dénonçait avec feu dans une interview publiée par la *Revue de Paris*, les méfaits du premier cartel. Sa foi socialiste sans doute n'est pas moins sincère, mais elle a perdu son duvet. On retrouve le signe de cet apaisement amer dans les propos de M. Paul Faure.

— La proportionnelle! me dit-il. Certes! Je suis pour la proportionnelle, mais vous connaissez la réponse de Clemenceau à quelqu'un qui lui demandait son avis sur la Société des Nations :

— Est-ce que vous y croyez, vous, à la Société des Nations?

» Je pourrais presque vous renvoyer la réplique du Tigre en vous donnant pour raisons de mon scepticisme que les radicaux qui étaient hier arrondissementiers sont devenus proportionnalistes et que les socialistes qui étaient hier proportionnalistes sont devenus arrondissementiers. Ce qui indique évidemment que le sens de l'opportunité n'est pas tout à fait étranger à l'inversion des doctrines.

— Vous faites allusion aux articles d'Albert Milhaud sur ce sujet?

— J'ai lu Milhaud à travers Blum. Il ne les a pas écrits sans être d'accord avec Herriot.

— Quelle est votre position personnelle à l'égard de la proportionnelle?

— Je suis partisan à fond de la proportionnelle. Je l'ai toujours été. J'ai éprouvé comme candidat les effets d'une proportionnelle incomplète, et ceux de l'arrondissement. Même incomplète, la proportionnelle donnait à l'élu vis-à-vis de l'électeur plus d'indépendance que ne lui en donne l'arrondissement. Bien avant d'être battu, j'avais déjà cette opinion parce que c'est le seul moyen d'assurer la victoire d'une doctrine politique. Dans ces moments troubles que nous traversons, avec les ligues, les groupements, les associations, les Croix de Feu, les agrariens et les contribuables qui se substituent aux doctrines et aux luttes de principes, le seul moyen de remettre un peu de clarté et d'honnêteté dans la vie politique est d'adopter la proportionnelle intégrale.

— Est-ce que le Front populaire pourrait s'unir sur un programme constructif?

— Nous y travaillons, mais ce n'est un secret pour personne qu'il est très difficile d'unir tous les partis du Front populaire sur un programme unique. Il n'est pas aisé de dire d'avance ce que nous pourrions faire ou proposer en commun à l'électeur si la proportionnelle jouait aux élections de l'année prochaine. Dans tous les cas, la proportionnelle a pour effet d'exclure toute possibilité de coalition et d'imposer à chaque parti une personnalité et une physionomie propres.

» Ceux que la proportionnelle gêne, sont les cavaliers seuls, les grandes vedettes de la politique. Leur personnalité est

réduite ou limitée par la discipline de la liste et, s'ils se présentent seuls, leurs chances sont plus aventurées.

— Irons-nous aux prochaines élections avec l'ancien scrutin?

— C'est vraisemblable et je le regrette, car plus la situation est grave, plus la nécessité d'avoir des doctrines s'impose. La garantie de l'ordre, ce sont les grands partis organisés. Regardez plutôt l'Angleterre...

— Et comment concevez-vous la proportionnelle? Dans le cadre de la région ou du département?

— Plus le cadre s'élargit, plus la proportionnelle joue avec succès. Le système allemand qui avait pour principe : les élections dans le cadre de la province et l'utilisation des restes sur le plan national, était excellent d'autant plus que pour l'utilisation des restes, l'électeur votait pour le parti, et le parti désignait l'élu.

— Que répondez-vous à l'objection de ceux qui attribuent à l'électeur l'irrésistible besoin de connaître son candidat et une incapacité totale à voter pour quelqu'un qu'il n'a jamais vu?

— L'objection ne tient pas. En 1919 et 1924 l'électeur s'était parfaitement adapté à la proportionnelle et, en Saône-et-Loire, le courant en faveur du système avait été très ardent. Ce qui déroutait l'électeur, c'étaient les primes à la majorité! Sinon, il n'eût pas trouvé le système si éloigné que cela de sa psychologie!

GEORGES SUAREZ

JUDITH[1]

VII

Quand Tavline partit pour les vacances de Noël, il n'était pas plus socialiste que lors de son explication avec Choura.

Il avait lu, avec beaucoup d'attention, le livre prêté par Sosso. Il en avait lu ensuite un autre et un troisième, tous interdits, cela va sans dire, par la censure. Ces livres ne le persuadèrent pas : il les trouvait trop abstraits et leurs doctrines inapplicables à la société et à la vie russes — telles qu'il les connaissait.

Il avait une réponse pour chaque ligne de ces ouvrages. Mais cette réponse, il ne la faisait à personne. Dans ses conversations avec Choura, il observait beaucoup de réserve, en évitant toute question qui aurait pu aboutir à une discussion de principes.

On lui avait arrangé un rendez-vous avec Podgouh. Mais il s'était gardé de soumettre la moindre objection au chef de Golochvile. Cependant, il y avait eu dans son attitude, une involontaire réticence, qui avait fait dire à Podgouh, après leur entretien :

— Pas trop commode, celui-là...

Cette ligne de conduite paraissait réussir auprès de Choura, qui n'admettait pas la possibilité de perdre son « fiancé ». Tavline ayant repris ses occupations, elle le voyait plus rarement, et devenait jalouse de ses études. Elle courait l'attendre

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre.

à la sortie de l'université, et, lorsqu'il disait qu'il lui fallait rentrer pour étudier les œuvres de Karl Marx, elle était jalouse de Marx lui-même.

Tavline venait la voir presque toujours aux heures où Natacha se trouvait là, et, lorsque cette dernière, avec sa délicatesse habituelle, s'apprêtait à les laisser seuls, il la retenait :

— Vous aurez encore le temps de faire vos courses. Pourquoi vous sauvez-vous aussitôt que je franchis le seuil de votre porte?

Il arrivait souvent que Choura, rentrant à la maison, le trouvât en train de causer avec Natacha, et elle se rendait compte que l'animation de cet entretien tombait quand elle arrivait.

Ce fut au tour de la pauvre fille de sentir sa vie bouleversée. La femme luttait contre la socialiste. Elle avait commencé de s'habiller presque avec élégance, elle tâchait de se trouver le plus souvent possible avec le jeune homme, et de rester seule avec lui. Une fois, elle avait même cherché son baiser. Mais leur tête à tête avait été brusquement interrompu par l'arrivée d'un camarade.

Alors, insensiblement, en elle-même, elle avait commencé à faiblir... Son horizon s'élargissait aussi, elle comprenait déjà que le monde ne finissait pas aux limites de l'étroite doctrine, dont, jusque-là, elle avait été l'adepte passionnée. Elle n'avait plus de haine pour personne, elle se sentait adoucie. Et aux moments où elle croyait que Tavline ne l'aimait plus, elle était malheureuse.

Jean se rendait compte de ce changement. Encore un peu, et il triompherait. Mais — chose étrange! il n'en éprouvait pas de joie. De nouvelles questions surgissaient. Son mariage avec Choura était-il réalisable? Même si la jeune fille lui cédait, si elle consentait à devenir son épouse devant la loi, qu'est-ce que cela donnerait, en somme? Lui, plus jeune qu'elle, ayant encore trois années d'études devant lui... Se marier étant encore étudiant : ses parents lui diraient, sans aucun doute, que c'était une folie! Que diraient-ils, ensuite, en apprenant que sa fiancée était une fille de domestique? Et son nom?... Mariée et détachée du socialisme, elle ne s'appellerait plus Choura, elle redeviendrait Mathurine...

La voyant maintenant qui courait après lui, Tavline avait pitié d'elle, mais il sentait bien qu'il ne l'aimait plus comme autrefois. Comment avait-il disparu, ce sentiment? Il n'eût pas pu le dire. C'est dans cet état d'esprit qu'il partit pour sa ville natale. Sa « fiancée » l'avait accompagné jusqu'au bateau. Il faisait froid, les eaux du port étaient à demi glacées, le vent de la mer coupait la respiration. Choura était taciturne, et de temps en temps, portait la main à ses yeux, en disant que c'était pour les préserver contre la tempête. Au dernier instant, elle passa les bras autour du cou de Tavline et se colla à sa bouche, comme si elle voulait lui transmettre, dans ce baiser, toutes ses pensées, toute son âme.

— Ma petite!... — dit-il seulement, en se séparant d'elle.

— Tu ne m'oublieras pas?

— Mais non, mais non. Dans quinze jours, on se reverra.

Il vit encore longtemps sa mince silhouette restée seule sur le quai. Ensuite, lorsque le bateau eut passé devant le phare à la sortie du port, il se retourna vers la haute mer et respira à pleine poitrine.

Était-ce un soupir de soulagement?

VIII

La vie des étudiants reprit au mois de janvier dans une atmosphère troublée. Dans toutes les grandes villes de Russie, la jeunesse universitaire était en émoi. Il n'y avait eu, récemment, aucun événement extraordinaire, cependant beaucoup d'esprits étaient échauffés. Certes, la grande masse des étudiants restait inerte — preuve qu'il n'y avait pas de quoi s'agiter, — mais certains cercles déployaient une activité fébrile. Les réunions se succédaient, les orateurs, dans de véhéments discours, réclamaient le renversement immédiat du tsar et la constitution d'une république socialiste. La plupart des professeurs considéraient leurs étudiants comme des ennemis. Cependant, certains d'entre eux n'auraient pas été fâchés de participer, eux-mêmes, aux meetings révolutionnaires.

Dès le début de cette campagne, Tavline décida de se tenir

sur ses gardes. Son bon sens lui disait que le mouvement était artificiel. On essaya d'exercer une pression sur lui, et ce fut Golochvile qui ouvrit le feu, saisissant le prétexte d'une grande réunion, qui devait avoir lieu à la faculté des sciences.

— Tu dois y participer, — disait-il. — C'est une réunion générale, très importante. Toute notre organisation y sera.

— Je n'appartiens pas encore à votre organisation, — répondit Tavline.

— Mais c'est l'ordre du parti!

— Il ne me concerne pas.

— C'est honteux, ce que tu dis. C'était bien la peine de lire Karl Marx!

— Karl Marx traite des relations entre les employés et l'employeur, mais il ne parle pas des étudiants.

— Ne fais pas l'imbécile. Nous devons appuyer les travailleurs, parbleu!

— Nous les appuierons quand nous aurons achevé nos études. L'appui sera plus efficace qu'à présent.

— Je ne te comprends plus, — dit Sosso. — Il y a quelques mois, lors des élections du staroste, tu avais l'air d'un homme décidé. Maintenant, tu raisonnes comme un gendarme.

Après Golochvile, ce fut le tour de Bronner. Celui-ci rencontra Tavline dans les couloirs de l'université, et lui dit :

— Vous n'allez pas à la réunion de demain? Je vous conseille de ne pas la manquer.

— Pourquoi?

— Par camaraderie.

— La plus grande partie des étudiants n'y sera pas, comme d'habitude. Alors, les absents seront de mauvais camarades?

— Je ne comprends pas pourquoi vous vous entêtez dans votre refus. Que perdrez-vous en y allant?

Plus on essayait de décider Tavline, plus il se sentait disposé à résister.

« Quel troupeau de moutons! — pensait-il. — On leur donne un ordre, et ils le suivent aveuglément. Cela s'appelle-t-il agir consciemment? »

Le même soir, Choura vint lui parler.

Ils se voyaient moins souvent. Il restait entendu qu'ils s'appartiendraient un jour, de telle ou telle manière. Depuis

le retour de Tavline, que Choura avait appris deux jours après, ils éprouvaient de la gêne en présence l'un de l'autre. On eût dit que tous deux ne faisaient qu'attendre le dénouement, et aucun n'avait le courage de mettre fin à une situation qui ne paraissait plus avoir de sens.

— Je suis venue pour te parler de cette réunion... celle de demain...

— Ah! — fit-il. — On m'en a déjà parlé. Qu'est-ce qu'il y a?

— J'espère que tu y participeras?

— A quoi bon?

— Tu pourrais y prendre une part active.

— Ce serait bien difficile, étant donné que je n'en comprends même pas la portée. Ces bavardages, à la fin du compte, ne servent qu'à nous faire perdre du temps

— Jean, qu'est-ce que cela veut dire? Ne m'avais-tu pas promis de faire tout ton possible pour adhérer à notre mouvement?

— L'étudier, c'était cela que j'avais promis. Mais ce que tu me demandes aujourd'hui, c'est déjà une activité manifeste. Je... je ne sais pas si j'y arriverai un jour.

Il prononça la dernière phrase avec effort. Choura devint toute pâle.

— Alors, c'est fini? — s'écria-t-elle.

Il hésitait à dire : — oui. Un mot encore, et il ne la reverrait plus...

— Jean, c'est la fin?

— Non... — dit-il. — Non. Ne t'énerve pas. Tu insistes absolument pour que j'y aille?

— Je n'insiste pas : je te le demande, je t'en prie, je t'en supplie...

Il y avait des larmes dans la voix de la jeune fille.

— Bon... j'irai. Mais si tu attends que j'y prononce un seul mot...

— Merci, Jean, merci, — fit-elle en se levant brusquement et en s'approchant de lui. C'est un sacrifice que tu fais pour moi, je le sais bien. Mais tu auras ta récompense.

Elle s'était rappelée les conseils que Podgouh lui avait donnés avant qu'elle se rendît chez Tavline.

« Tâchez de prendre le dessus », avait dit le chef. Il avait même fait comprendre que si, pour emporter l'adhésion de Jean, elle devait devenir sa maîtresse, elle devait y consentir. « Car, avait-il précisé, il est bien temps d'en finir, avec toute cette histoire. »

— ... Je te récompenserai, Jean... Veux-tu?

Elle lui tendait les bras.

Si Tavline avait déjà connu les femmes, ou bien si les paroles de Choura avaient été prononcées quelques mois plus tôt, il n'eût peut-être pas hésité.

— Pas maintenant, je te prie, — balbutia-t-il, en se couvrant des mains le visage. — Je... je ne demande pas à être payé. J'irai à la réunion.

Les bras de la jeune fille retombèrent le long du corps. Elle baissa la tête.

— Alors... au revoir, — murmura-t-elle d'une voix à peine distincte.

Il ne répondit pas, et elle sortit, la tête toujours baissée.

Le lendemain il se rendit à la réunion. Il s'y fit voir de Golochvile, de Bronner, de Nikitenko. Puis il s'empressa de quitter l'assemblée — juste au moment où Podgouh montait à la tribune pour haranguer les assistants.

Le soir, il eut la visite, assez inattendue, de Danovitch.

— Excuse-moi d'être entré sans frapper, — dit celui-ci, en refermant soigneusement la porte. — Je voulais te parler au sujet de la journée de demain.

L'étonnement de Tavline fut d'autant plus grand, que c'était la première fois que son ancien camarade venait chez lui, bien qu'il fût son voisin. Il se tenait à l'écart des autres pensionnaires de madame Goubkine.

— La journée de demain? — fit Jean. — En quoi cette journée sera-t-elle remarquable?

— Tu ne sais donc pas? A la réunion, on a décidé de faire la grève. On commencera demain à midi.

— Hein?

— Il faut que tu comprennes, avec ça, ma situation. Nous, les médecins, nous faisons des études pratiques. Demain, une autopsie aura lieu dans notre amphithéâtre; il faut absolument que j'y sois, cela m'est indispensable pour mon écrit

d'ostéologie. Mais comment faire? L'autopsie aura lieu à deux heures précises...

— Pourquoi hésites-tu?

— Et la grève?. ..

— Laisse-la faire aux autres. Chacun sera libre, je suppose.

— Pas tout à fait. Si, par exemple, il y a obstruction? Ou bien, si les camarades m'aperçoivent et portent mon nom sur leur liste noire? Je ne veux pas passer pour un jaune, vois-tu.

— Noir... jaune..., — fit Tavline. — Je ne sais même pas, au fond, ce que cela signifie. Nous sommes ici pour faire nos études, et non pour nous débrouiller dans des couleurs politiques. Pour moi, personne n'a le droit de m'empêcher de travailler.

— Alors toi, demain, tu iras écouter tes professeurs?

Tavline donna un coup de poing sur la table.

— Eh bien, oui! Je ne veux pas appartenir à ce troupeau, j'en ai assez! Et si quelqu'un a l'idée de m'en empêcher, on verra bien!

— Oh! — fit Danovitch. — Mais tu es un vrai combattant! Peut-être, après tout, as-tu raison. Essayons, demain. Plus tard, on verra.

Après son départ, Tavline ramassa tous les livres prêtés par Sosso, et se rendit chez le Caucasien.

— Tiens, — dit-il. — Je te rapporte tout. J'ai tout lu.

— Bon. La grève est pour demain, le sais-tu?

— Oui, je le sais.

La matinée du lendemain se passa tranquillement à l'université, mais, vers midi, des groupes d'étudiants affluèrent au grand vestibule de la faculté des sciences. Tavline n'en savait rien, car il se trouvait dans le bâtiment de sa faculté. Il remarqua seulement que les salles étaient désertes. Vers une heure, il s'apprêtait à se rendre au cours, comme d'habitude, lorsqu'il aperçut sur le palier, deux jeunes étudiants inconnus de lui. L'un d'eux lui demanda.

— Vous ne pouvez pas me dire où est le cours de droit romain?

C'était justement celui qu'allait écouter Tavline. Il sentit son cœur battre :

— Les voici, les grévistes! — pensa-t-il.

Et il répondit, avec un air de défi :

— J'y vais, moi!

Contre toute attente, un sourire éclaira le visage de son interlocuteur.

— Quelle veine! Allons-y ensemble. André! — dit-il en se retournant vers son ompagnon. — Voilà un camarade qui y va. Nous serons donc trois, au moins.

Tavline s'aperçut que les deux jeunes gens se ressemblaient; deux frères, certainement. Il remarqua, aussi, qu'ils portaient un uniforme très élégant.

— Je dois vous avouer, — continua celui qui s'était adressé à Tavline, et qui devait être l'aîné, — je dois avouer, que c'est la première fois, depuis l'automne, que nous nous rendons au cours. Nous ne sommes venus que pour manifester contre la grève.

— Enchanté..., — dit Tavline, en lui tendant la main.

— Vichroff, Paul, — prononça l'aîné.

— Vichroff, André, — ajouta le second.

— Dépêchons-nous, — dit Tavline. — Le cours doit commencer dans cinq minutes.

Ils firent quelques pas vers l'escalier, et à ce moment, Tavline aperçut Sosso, qui venait du vestibule.

— Où vas-tu? — demanda-t-il à Jean.

— Écouter le cours du droit romain.

— Tu es fou? La grève a commencé.

— Ta, ta, ta, — fit André Vichroff. — Lorsque vous serez ministre, vous fermerez l'université à votre gré. Mais pour l'instant, fichez-nous la paix.

Ils montèrent l'escalier, tous les trois. Golochvile resta un moment immobile, à les regarder.

Quelques heures plus tard, il entrait dans le logement de Choura et de Natacha.

— Aujourd'hui, la grève a été entravée par les jaunes, — dit-il. — Tavline était avec eux. Demain, l'obstruction commence.

— Tavline! — s'écrièrent les deux jeunes filles. — La voix de Natacha exprimait l'épouvante, tandis que Choura n'émit qu'un gémissement.

— Oui. On l'a mis en quarantaine. Désormais, personne

ne lui tendra la main, ni ne le saluera dans la rue. Un gendarme, quoi! Je l'avais toujours pensé. Il est sans doute à la solde de la police, c'est ce qui lui permet d'occuper une chambre à lui seul... Mais qu'avez-vous, Choura? Où allez-vous?

Le menton de la jeune fille tremblait :

— Laissez-moi, ne me parlez pas... Je vais prendre l'air...

Golochvile haussa les épaules. Il resta encore assez longtemps avec Natacha, sans avoir l'air de remarquer qu'elle aussi était troublée.

— Choura ne rentre pas... — observa-t-il, enfin, avec mécontentement. — Il est déjà tard. Nous aurons beaucoup de travail demain. Je m'en vais.

Choura ne rentra que vers minuit, chancelante de fatigue. Elle grelottait de froid, on voyait bien qu'elle avait passé tout le temps dehors. Ses yeux étaient enflammés, et sa main droite enveloppée dans son mouchoir de poche.

— Natacha... — fit-elle faiblement. — Tu dors? Dis-moi, est-ce que nous avons chez nous de la teinture d'iode?

— Oui... pourquoi? Tu t'es fait mal?

— Un peu... ce n'est rien. Aide-moi, s'il te plaît.

Elle dénoua le mouchoir. Natacha poussa un cri :

— Tu as été mordue par un chien?

— Non. C'est moi-même qui me suis mordue... Ne fais pas attention.

IX

L'obstruction, annoncée par Golochvile pour le second jour de la grève, fut une obstruction « chimique ». En entrant dans le vestibule de sa faculté, Tavline sentit une odeur légère mais très désagréable, qu'il n'eût pu qualifier. Et plus il approchait de la salle de cours, plus cette odeur emplissait ses narines. Dans l'amphithéâtre, c'était une insupportable puanteur. Les deux Vichroff étaient déjà là. En le voyant entrer, ils se mirent à rire :

— Quelle tête vous faites, camarade! Les voici, les agréments de la grève...

— Mais qu'est-ce que c'est? — demanda Jean.

— Dieu seul le sait! Une substance liquide que les grévistes jettent partout, et qui se volatilise. Dis donc, Paul, comment cela s'appelle-t-il?

— Marcantan, mercaptane, je n'en sais rien.

— C'est dégoûtant, — fit Tavline. — Il y a de quoi se trouver mal.

— Tant pis. Nous restons là, malgré tout. Et vous?

— Moi aussi, bien sûr. Ce qu'ils sont gentils, pourtant, nos camarades... Des empoisonneurs!

— Si l'on pouvait seulement en attraper un... — commença André, — mais à ce moment le professeur entra et s'installa dans la chaire.

— Nous ne sommes pas nombreux, hein? — fit-il.

— Que faire, monsieur? — répondit Paul. — Demain, on sera peut-être davantage.

Le professeur renifla :

— Ça sent bien mauvais, ici!

— C'est la même odeur dans toute la faculté, dit Paul. J'ai cherché un autre amphithéâtre, moins empesté : il n'y en a pas.

Le professeur descendit de sa chaire, et vint s'asseoir à côté des étudiants.

— On ne peut pas travailler sérieusement dans cette atmosphère, — observa-t-il. — Causons, cela sera plus agréable.

L'heure s'écoula rapidement. Au cours de la conversation, Jean apprit que les Vichroff appartenaient à une famille très riche et fort connue dans la ville.

— ... Écoutez-moi, mes enfants, — dit André lorsque le « cours » fut terminé. — Je cours jusqu'à la maison chercher un antidote à cette sale odeur. Attendez-moi.

Il rapporta un gros flacon d'eau de Cologne et deux vaporisateurs. Malheureusement, cela ne servit à rien. L'air restait empesté. Un autre cours commença. Le professeur essaya de lire son cours. Mais il finit par éternuer, tousser, cracher. Vichroff, l'aîné, lui tendit le flacon :

— Un peu d'eau de Cologne, monsieur?

Le professeur retira le bouchon et approcha son nez du goulot.

— Pas la peine! — dit-il, en repoussant le flacon. — Cela ne sent déjà plus l'eau de Cologne.

Vers la fin de cette seconde heure, Tavline sentit des nausées, et dut quitter l'amphithéâtre. Dans les couloirs, il rencontra Sosso qui lui jeta un regard de fauve. Jean sortit dans la cour, huma l'air, et, au bout de quelques instants, regagna la salle.

Ainsi se passa la seconde journée de la grève. Le soir, Tavline apprit de Danovitch, que les choses étaient allées encore plus mal à la faculté de médecine. Au lieu de mercaptane, on y avait pulvérisé de la vératrine. Les étudiants prenaient froid en un instant. L'un d'eux avait eu des spasmes et on l'avait transporté à l'hôpital.

— Demain, je ne reviendrai pas, — dit Danovitch. — J'en ai assez!

— Eh bien! Moi, je ne céderai pas! — s'écria Jean.

— Fais comme tu veux, c'est ton affaire.

Très tard dans la soirée, madame Goubkine vint faire une scène à Tavline, au sujet de l'infecte odeur qu'il avait apportée avec lui de l'université. Il avait beau expliquer que la faute n'en était pas à lui, mais aux grévistes, elle ne voulait rien entendre.

— Jusqu'ici, — s'écria-t-elle, je n'ai eu que des locataires corrects!

Il fut très difficile de calmer la respectable dame.

Le lendemain, en se rendant à l'université, Tavline rencontra Choura, qui le regarda dans les yeux, avec un air de défi. Il fit un pas vers elle, — elle détourna la tête.

— Tant mieux! — se dit-il. Mais en même temps, il sentit son cœur se serrer.

« Il ne faut pas y penser. Cela ne pouvait finir autrement »...

Quelques pas plus loin, il rencontra Bronner. Le petit juif fut, visiblement, très gêné. Il effectua un détour assez maladroit pour ne pas affronter son ami d'avant-hier... Après avoir tourné le coin de la rue, Jean vit Natacha, qui baissa les yeux.

— Natacha, — dit-il en l'abordant. — Seriez-vous, vous aussi, capable de ne pas me reconnaître?

Elle le regarda d'un air terrifié.

— Pourquoi avez-vous fait cela? — demanda-t-elle d'une voix plaintive. — Pourquoi avez-vous fait cela?

— Mais qu'ai-je fait, après tout? Chacun a le droit de disposer librement de sa personne.

— Pourquoi l'avez-vous fait? Ne pouviez-vous pas rester chez vous pendant quelques jours? Maintenant, tout est fini : on ne peut plus vous voir, on ne peut plus vous parler... Ne vous approchez pas de moi! Si quelqu'un m'apercevait ainsi!

Elle s'éloigna d'un pas rapide. Tavline resta éberlué un moment, puis il tapa du pied :

— Mais c'est idiot, à la fin! On me traite comme un criminel... On s'en prend à ma liberté, on m'empoisonne — et c'est moi encore qui suis le coupable!

Ce jour-là, il y eut plus d'auditeurs à l'université que la veille, mais les gaz empestés ne s'étaient pas dissipés. On attrapa un collègue porteur d'un flacon suspect, et on lui administra une correction.

Le lendemain, l'université fut fermée pour quinze jours, par ordre du conseil des professeurs.

Une nuit, Tavline fut réveillé par un bruit de pas lourds et un cliquetis d'armes. Il ouvrit la porte et aperçut une demi-douzaine d'agents dans le couloir.

— Qu'est-ce qu'il y a? — demanda-t-il.

— Police! Habillez-vous, mais ne sortez pas de votre chambre. Et allumez la lampe.

Il entendit, de loin, la voix de madame Goubkine en pleurs. On perquisitionnait chez Golochvile.

— Emportez ce livre, ordonnait une voix. Celui-là aussi... Qu'est-ce que c'est? Ah, ah!

Un quart d'heure plus tard, deux agents entraient chez Tavline.

— Eh bien, jeune homme, montrez-nous vos papiers... Étudiant? socialiste, bien sûr. La grève, hein?

Jean éprouvait un sentiment de répugnance devant la police, comme, d'ailleurs, tous les intellectuels russes de son temps. Les policiers ne reçurent pas de réponse.

— Qu'avez-vous là?

— Mes livres d'études.

— Et ici?

— Cahiers de notes.

— Où donc gardez-vous les tracts de propagande?

Le jeune homme haussa les épaules :

— Cherchez-les...

— C'est très mal, monsieur l'étudiant, — dirent les agents après avoir fouillé la pièce. — Pourquoi ne pas nous avoir dit que vous n'aviez pas de tracts?

— Parce que vous ne m'auriez pas cru.

— Bon. Vous pouvez dormir tranquille... Mais prenez garde à la prochaine fois, hein?

Après le départ des policiers, Jean apprit que Golochvile avait été emmené au commissariat.

Il n'en revint que deux jours plus tard, à midi. Vers trois heures, madame Goubkine entra chez Tavline.

— Je vous prie, — dit-elle sèchement, — de ranger toutes vos affaires et de quitter ma raison.

— Pourquoi?

— Je n'aime pas ces histoires-là.

— Quelles histoires?

— Vous devez comprendre... Oui, jusqu'ici vous aviez été un excellent locataire, et je ne disais rien. En général, je ne cherche pas à savoir d'où vient l'argent de mes clients, pourvu qu'ils payent... Mais alors qu'on me laisse tranquille. Je ne veux pas que cela se répète.

— Mais quoi donc? expliquez-vous.

— C'est inutile, je ne vous dirai qu'une seule chose : jamais encore de ma vie, je n'avais vu la police chez moi. J'ai les nerfs bouleversés, mes locataires sont arrêtés... non, non! Même si vous vouliez payer votre chambre trois fois plus cher, je n'y consentirais pas!

Tavline sentit tout son sang affluer aux joues.

— Comment! — s'écria-t-il. — Vous osez m'accuser de...

— Je ne vous accuse de rien, je vous prie seulement de débarrasser cette pièce. Je suis libre d'en disposer comme il me plaît. Demain, à midi, vous partirez, voilà tout.

Elle lui tourna le dos. Tavline la rejoignit dans le couloir.

— Mais écoutez-moi donc, — supplia-t-il. — Quelques mots seulement vous suffiront...

La silhouette de Golochvile surgit, tout près :

— Voulez-vous, *monsieur*, laisser cette dame tranquille? Elle a déjà eu assez d'émotions!

Quelques portes s'ouvrirent et les locataires montrèrent leurs têtes. Tavline comprit qu'il se trouvait seul au milieu d'ennemis, et qu'il n'y avait rien à faire. Il se rendit chez Danovitch.

— Explique-moi ce que tout cela signifie? — demanda-t-il. — Pourquoi la patronne me met-elle à la porte?

Danovitch avait un air gêné, et évitait de le regarder :

— Je ne sais pas... Va le lui demander... Ce n'est pas moi qui ai répandu ces bruits.

— Mais quels bruits? explique-toi, pour l'amour de Dieu!

— Je n'en sais rien, je t'assure... Excuse-moi, mais je n'ai pas le temps... Je ne fais pas de politique, comme toi, et c'est tout...

Tavline resta un moment debout, en clignant des yeux.

— Ah! — fit-il enfin. — Je comprends, tu as peur d'*eux*...

— Bon, je déménagerai. Au revoir.

Il fit un geste pour tendre la main à son ancien camarade, mais celui-ci eut l'air de ne pas s'en apercevoir.

Le matin suivant, Jean s'installa à l'hôtel.

Après la réouverture de l'université, il se sentit seul, abandonné de tous. La grève ne recommença pas, et les Vichroff disparurent aussi subitement qu'ils étaient venus.

Le reste de l'année scolaire s'écoula tristement pour le jeune homme, en pleine solitude morale. Aucun de ses anciens amis ne semblait le reconnaître. Seul, Bronner, lorsqu'il n'était pas accompagné, le saluait à la dérobée, et Natacha, en le rencontrant dans la rue, s'approchait de lui, pour lui souffler :

— Pourquoi avez-vous fait cela?...

Après avoir passé ses examens avec beaucoup de succès, Tavline rentra chez ses parents. La famille s'installa, pour l'été, à la campagne, où Jean se reposa en chassant. La société des voisins ne l'intéressait pas. Il errait dans les champs, seul, pensif et triste, — et sa mère, inquiète, lui demandait souvent :

— Qu'as-tu, Jeannot? Tu es malade!

Elle touchait son front pour s'assurer, qu'il n'avait pas de fièvre. Et lui se rappelait alors, involontairement, sa première séance chez Golochvile et la pièce de Nikitenko.

X

— Bonjour, cher ami. Comment allez-vous?

André Vichroff tendait la main à Tavline. C'était le lendemain de la rentrée à l'université, au mois de septembre.

— Tiens! — fit Jean. — Comment se fait-il que vous soyez là? Vous n'apparaissez que les jours de grève. Or, aujourd'hui, tout est calme.

— Les temps ont changé, cher ami. On n'a rien fichu l'année dernière — vous le savez bien — et par conséquent, on n'a pas passé son examen. C'est-à-dire qu'on ne s'y est même pas présenté. Cela nous a coûté une petite explication à la maison, et... enfin! Il est bien temps de devenir sérieux. J'ai l'intention de fréquenter tous les cours.

— Ce n'est pas la peine, — dit Jean.

— Comment donc? Je suis plein de bonne volonté, voudriez-vous déjà me décourager?

— Laissez-moi m'expliquer. Il existe des cours polycopiés et beaucoup de professeurs ne disent rien de plus que ces cours. De sorte que...

— Attendez, — fit Vichroff, en l'interrompant. — Expliquez-moi d'abord ce que l'on fait dans cette pièce-là, d'où vient le brouhaha des camarades israélites?

— C'est le fumoir.

— Et là-bas?

— Un autre fumoir.

— Quelle richesse! Le second est, à ce qu'il paraît, moins fréquenté. J'ai une idée : si l'on établissait là un autre centre, vous comprenez, un centre contre-révolutionnaire, un centre patriotique ? Qu'en pensez-vous?

— Je pense qu'il vaudrait mieux ne pas mêler la politique à nos études.

— En êtes-vous bien sûr?

Tavline fut très content de retrouver les Vichroff. Maintenant, au moins, il ne serait plus seul. Les Vichroff lui seraient un soutien moral.

Les premiers jours d'études confirmèrent cette impression d'une façon inattendue. Bronner, l'ayant rencontré dans

l'auditoire, s'approcha de lui, lui serra cordialement la main et lui parla sur un ton amical. Tavline se hasarda à lui demander :

— Dites donc, vous n'avez plus peur de me parler?

— Oh! pourquoi?

— Mais cette histoire de l'année dernière...

— Peuh! laissez donc, c'est déjà oublié.

— J'ai plus de mémoire que vous, dit Tavline, en se rappelant son départ de chez madame Goubkine. Il y a des limites, qu'il ne faudrait jamais dépasser. Et je crois que mon ancien copain, Sosso Golochvile...

— Ne vous en faites pas... C'est un sauvage. Tel est, du moins, mon avis, et celui du camarade Podgouh, aussi.

Choura demeurait invisible. Elle devait avoir changé de domicile. Quinze jours se passèrent avant que Tavline rencontrât Natacha.

— Est-ce vous? — dit-elle, en s'arrêtant devant lui et en écarquillant les yeux. — Ce que vous avez changé! Vous avez grandi, le savez-vous?

Jean se sentit ému par l'affectueuse admiration qu'il lisait dans le regard de la jeune fille. Il lui prit les deux mains :

— Je suis content de vous parler, Natacha. Ce qui m'a été le plus pénible, dans ma quarantaine, c'était que vous ne vous laissiez plus approcher.

Elle baissa les yeux et retira les mains.

— C'est un compliment, n'est-ce pas? — dit-elle.

— Un compliment sincère. Je suis heureux de savoir que tout est fini. L'histoire de la grève est oubliée?

— Hem... Il y en a encore qui s'en souviennent.

— Oui, fit Tavline en rougissant — Je comprends... Choura... Que fait-elle? On ne la voit plus.

— Tenez-vous absolument à la rencontrer?

— Pas précisément, mais cela arrivera, un jour ou l'autre. Si, par exemple, j'avais l'intention d'aller vous voir...

— Comment? Vous viendriez me voir, moi?

— Pourquoi pas? A moins que vous ne me le défendiez...

— Non, certes! Je vous le permets. J'habite toujours au même endroit, mais ne craignez pas de rencontrer Choura chez moi. Je suis seule.

— Tiens!

— Oui, elle habite ailleurs... Je ne sais pas s'il faut que je vous dise où...

— Il y a donc un mystère là-dessus?

— Mystère, non... Pas précisément. C'est assez simple. Elle s'est mise avec Sosso.

— Quoi?

— Ah! Vous êtes devenu tout pâle. Cela vous fait toujours quelque chose?

— Oh, non. Mais c'était si inattendu...

— Que voulez-vous? Cela arrive à bien des jeunes filles qui habitent, comme nous, une grande ville, toutes seules. Choura, comme vous devez le savoir, n'avait pas de préjugés. Qui sait? Peut-être que moi aussi...

Elle regarda Tavline furtivement.

— ... Moi aussi, peut-être, je ferai cela un jour...

— Oh, Natacha!

— Quoi! je plaisantais!... Donc, au revoir — chez moi, j'espère?

— Oui, oui.

« Voilà ce que valent les paroles d'une femme, pensait Tavline, après cette conversation. Ne m'avait-elle pas dit, que, si nous rompions, elle continuerait son chemin toute seule, sans l'appui d'un homme? J'imagine ses entretiens avec Golochvile : on a parlé politique, cela va sans dire. Les oppresseurs du peuple, la vie consacrée à la lutte... après quoi elle l'a embrassé; lui, il a répondu, il n'a pas été aussi bête que moi. Ensuite... C'est assez simple, comme dit Natacha. »

Et le jeune homme, blessé dans son amour-propre, fut distrait pendant quelques jours.

Une nouvelle intrusion de la politique dans la vie universitaire lui apporta d'autres préoccupations. Cela commença comme l'année précédente : par des tracts de propagande, des discours, des réunions. Mais cette fois, la masse ne se laissait plus faire. On entendait souvent des murmures de désapprobation, et aux séances politiques, l'unanimité ne se faisait plus, quand il y avait des décisions à prendre. Les Vichroff s'intéressaient vivement à cette opposition naissante, et André répétait souvent :

— Croyez-moi, il y aura une véritable explosion... Pour la provoquer, il ne faut qu'une petite étincelle!

Un jour, les Vichroff se trouvaient avec Tavline dans le grand fumoir, où traînaient sur toutes les tables des tracts socialistes. La pièce était à peu près déserte, une grande réunion — pareille à celle qui avait déclenché la grève — ayant lieu au même moment à la faculté de médecine. Un étudiant de grande taille s'approcha d'une table, saisit un tract de propagande, le parcourut et le jeta loin de lui, avec un geste de mépris.

— Le centre local... — murmura-t-il. — Un centre de waters, oui!

André se pencha vers lui.

— Elle vous déplaît, cette sale littérature, n'est-ce-pas? — demanda-t-il.

— Sale littérature, c'est bien ça... Je ne comprends même pas, comment on peut la tolérer ici?

— Moi non plus, — dit André. — Parfois, j'ai envie de mettre le feu publiquement à une de ces feuilles.

— Rien de plus facile, — observa l'étudiant. — Voulez-vous?... On va faire un petit essai.

Il mit la main dans la poche. Paul et Tavline, qui avaient entendu la conversation, s'approchèrent.

— Un instant, camarade, — fit Tavline. — Vous allez brûler cette feuille? Très bien. Mais préparez d'abord la réponse que vous ferez lorsqu'on vous demandera les raisons de votre geste.

Le grand étudiant haussa les épaules :

— Je m'en fiche...

Il frotta l'allumette. Le tract flamba.

— ... Qui vous a autorisé à faire cela? — entendirent-ils crier derrière eux.

Deux gaillards se tenaient devant eux, fous de rage.

— Répondez tout de suite : qui vous a autorisé?...

Paul Vichroff les affronta :

— Et vous ? Êtes-vous autorisés à élever la voix?

Il avait crié si fort que les vitres résonnèrent. Les deux gaillards changèrent d'attitude immédiatement :

— Ce n'est pas à vous que nous nous adressons. C'est à ces deux-là...

— Je suis avec eux! C'est mon frère! Après?

— Mais saisissez-vous la portée de votre geste?

— J'ai brûlé une sale feuille, — dit le grand étudiant, — voilà tout. Je l'ai brûlée au lieu d'en faire un autre usage. Et je n'ai pas besoin d'en rendre compte au premier goujat venu.

— C'est bon, — dit l'un des deux gaillards. — Nous allons rapporter tout ceci à la réunion de la faculté de médecine.

— Allez, dépêchez-vous, — dit Tavline.

— Soyez tranquille, nous y allons. Vos noms, messieurs?

Tavline s'aperçut que Paul Vichroff était sur le point d'éclater pour la seconde fois, et le retint par la manche :

— Pour les noms, adressez-vous à la surveillance... Cela vous déplaît? Tant pis...

— Espèce d'idiots! imbéciles! — envoya le grand étudiant, comme les deux mouchards quittaient la pièce.

La réunion à la faculté de médecine battait son plein. De nombreuses personnes, étrangères à l'université, y étaient présentes. Golochvile occupait la chaire, et, comme c'était la première fois qu'il se présentait en public, sa voix tremblait d'émotion :

— Ce moment, camarades, est unique. C'est un moment décisif de la lutte contre le régime. Soyons prêts à affronter, enfin, les gendarmes de toute espèce, qui...

Un mouvement se produisit tout à coup dans la foule, et le Caucasien s'aperçut qu'on ne l'écoutait plus.

— Interruption, — s'écria Podgouh qui dirigeait l'assemblée. — On demande la permission de faire une communication extraordinaire!

Quelqu'un monta sur une chaise :

— Camarades, — dit-il d'une voix forte. — J'arrive directement de la faculté de droit. Il y a dix minutes, quelques énergumènes, réunis dans le fumoir, ont eu l'audace de brûler, en public, un tract de propagande, émanant du Parti socialiste-démocrate. Ces énergumènes sont des étudiants de notre université. Lorsque je leur ai demandé des explications, ils m'ont répondu par des insultes!

Il y eut un instant de silence, puis les cris déferlèrent :

— Quelle honte! Les noms! Les noms!...

— Vichroff André! Vichroff Paul! Tavline!

— Infamie! Au jugement les traîtres! Il faut les passer à tabac! — hurlait la foule.

Une idée traversa l'esprit de Golochvile.

— Attention, camarades! — s'écria-t-il, en reprenant la parole. — Il est impossible que quelques vauriens, de leur propre initiative, et sous leur responsabilité personnelle, osent faire une insulte pareille à la jeunesse universitaire! Non! Ils doivent faire partie de quelque grand organisme secret, d'une Ligue puissante, qui les appuie. C'est contre elle qu'il faut lutter d'abord et sans merci. Le combat sera dur, mais nous en sortirons vainqueurs... A bas la Ligue!

La séance fut levée à l'instant même. Et durant que les spectateurs quittaient la salle, on n'entendait plus que les noms de Tavline et des Vichroff, avec ce mot mystérieux et redoutable :

— La Ligue!...

XI

L'autodafé du tract provoqua divers mouvements, le lendemain, à la faculté de droit. Il y eut très peu de monde aux amphithéâtres. Les étudiants se tenaient en groupes sur les paliers et dans les couloirs. Quand Tavline et les Vichroff arrivèrent, on entendit le chuchotement :

— La Ligue!

A peine Tavline eut-il fait quelques pas dans le vestibule, que deux étudiants l'abordèrent :

— Permettez-nous de nous présenter... Nous sommes avec vous, nous admirons votre courage...

— Merci, messieurs, — fit Jean. — Mais vraiment, l'admiration, c'est un peu excessif...

Il se sentait confus.

Les Vichroff étaient très entourés.

— Il était bien temps d'en finir, — disait André, planté au milieu d'un groupe. — Ils doivent comprendre qu'on n'a plus peur d'eux! L'incident d'hier n'est que le commencement. Vous allez voir.

Un autre groupe, visiblement hostile, se tenait à proximité, et cherchait à entendre ce qui se disait à côté.

Au grand étonnement de Tavline, Bronner s'approcha de lui, pour lui dire :

— C'est magnifique! On ne parle plus que de vous. Une vraie popularité, quoi!

— Mais dites donc, c'est, je crois, votre tract que nous avons incendié? Il était signé par le « Centre local ».

— Je comprends! Vous êtes notre ennemi, bien sûr, mais cela ne m'empêche pas de vous exprimer ma considération. J'aime les gens convaincus. Et puis, quel courage!

— ... Dites à ce métèque, que, s'il continue de me suivre, je lui casserai la gueule!

C'était la voix du grand étudiant de la veille, qui parlait à quelqu'un derrière lui. Il s'approcha de Jean, lui serra la main, fit une grimace en apercevant Bronner, et continua :

— Qu'est-ce qui se passe? Je ne peux plus bouger sans qu'on me suive, un carnet à la main. J'en suis, vraiment, très flatté, mais, comme je n'ai pas l'intention de prononcer un discours, il me semble inutile de sténographier ce que je dis... J'en ai marre!

Bronner s'était éclipsé. Tavline jeta un coup d'œil autour de lui et, pour la première fois, s'aperçut que les ennemis tenaient des papiers sur lesquels on les voyait écrire fiévreusement.

— C'est très drôle, en effet, — dit-il. — Il me semble qu'ils notent toutes les personnes qui nous parlent.

— C'est possible. Mais avez-vous entendu dire quelque chose, au sujet de la Ligue?

— Non... rien du tout.

— Moi, pourtant, depuis que j'ai franchi le seuil de la faculté, je n'entends parler que de cela.

Il haussa les épaules.

— Attention, camarades! — s'écria quelqu'un à côté de l'escalier.

C'était la voix de Golochvile. Lui aussi tenait un papier.

— ... On porte à la connaissance des étudiants la première liste des membres de la Ligue. Conseil supérieur : Paul Vichroff, Tavline, Lipinsky, André Vichroff. Membres actuels : Rodionoff, Fédoroff, Bronner, Savoluc... Qui a noté Bronner?

— C'est moi, dit une voix.

— Vous vous êtes trompé, camarade : Bronner ne peut pas faire partie de la Ligue... Je continue : Savoluc, Kostanaki, Panoff...

André Vichroff s'approcha de Tavline.

— Mes félicitations, mon cher, — dit-il. — Membre du conseil supérieur... Quelle brillante carrière!

— Vous y comprenez quelque chose?

— Rien du tout.

— Mais qui est ce Lipinsky? — demanda Paul.

— C'est moi, — dit le grand étudiant.

— Voilà une manière originale de faire connaissance... Voici donc notre Conseil *in corpore*. Délibérons : ces messieurs veulent absolument que nous fassions une ligue — faisons-en une! C'est d'autant plus facile qu'on nous donne déjà la liste de nos adhérents.

— Je ne me rappelle pas exactement tous les noms, — observa Tavline.

— Moi non plus, — ajouta Lipinsky.

— Cela ne fait rien, nous allons les rassembler tout de suite, — dit André.

Puis, à haute voix, en se retournant :

— Les personnes dont les noms viennent d'être proclamés, sont invitées à se rendre immédiatement au second fumoir pour une discussion d'urgence.

Il indiqua le fumoir du doigt.

— Allons-y les premiers, — dit Lipinsky.

Une quinzaine de jeunes gens furent bien vite rassemblés dans la petite pièce. Le groupe de Golochvile fit une tentative pour les y rejoindre.

— Ah, non, — fit Lipinsky. Il faut les en empêcher.

Il s'adressa au plus robuste des leurs :

— Camarade... Comment vous appelez-vous?

— Savoluc.

— Eh bien, monsieur Savoluc, voulez-vous bien m'aider?

Il s'approcha du seuil de la porte, déjà occupé par Golochvile, et, sans hésiter, demanda au Caucasien :

— Qu'est-ce que tu veux?

— Je ne vous parle pas, répondit Sosso.

— Tu ne me parleras pas, mais tu t'en iras... Allez, ouste! Sans cela...

Il porta le poing au nez de Golochvile, qui recula d'un pas. Cela suffit à Savoluc pour refermer la porte.

— Allons-y, vite maintenant, — dit Lipinsky. — Ils essaieront peut-être de forcer l'entrée... Monsieur Vichroff, qu'aviez-vous à nous dire? Soyez bref, je vous en prie.

— Messieurs, — dit Paul. — Si, vraiment vous approuvez notre action d'hier, je vous invite à venir chez moi, ce soir, à huit heures pour nous entendre sur un programme d'action.

— Voici notre adresse, — ajouta André en écrivant sur un vieux journal qui traînait sur la table. — Veuillez la passer à tout le monde.

— Et n'oubliez pas, — dit Tavline, — que vous n'avez plus le choix. Il vous faut entrer dans cette « Ligue », qui, à vrai dire, n'existe pas encore. Sans quoi, les camarades vous poursuivront, vous boycotteront, vous accuseront de toutes les infamies possibles. Il n'y a qu'un moyen de les maîtriser, c'est de leur faire peur. Pour cela, il faut être unis. L'union fait la force.

— Ils approchent! — s'écria Savoluc qui était resté auprès de la porte.

— Bon, cela suffit. Ouvrez-leur.

En un instant, le fumoir fut envahi par une trentaine d'étudiants qui criaient et gesticulaient.

— Vous n'aviez pas le droit de vous enfermer!

Paul Vichroff leva le bras pour montrer qu'il demandait la parole. Un calme relatif survint.

— Veuillez agréer nos excuses, — dit-il. — D'ailleurs, nous ne nous sommes pas enfermés pour beaucoup de temps. A présent, laissez-nous sortir librement. N'oubliez pas que vous avez affaire aux...

— A la Ligue, — l'interrompit Lipinsky d'une voix imposante. Avez-vous bien compris? LA LIGUE! Elle ne plaisante pas!

Il tourna le dos à ses adversaires et sortit majestueusement. L'évacuation de la pièce se fit dans un profond silence.

Les nouveaux associés décidèrent de quitter le bâtiment de la faculté sans attendre un seul instant.

— Il faut les laisser ébahis — dit Lipinsky. — Il faut qu'ils n'en reviennent pas. Si nous restons, l'impression déjà produite serait fichue.

En sortant dans la rue avec son groupe, Tavline aperçut de loin une jeune fille qui lui faisait des signes. Il reconnut Natacha.

— Excusez-moi, — dit-il à ses compagnons. — Je suis occupé... A ce soir.

— Enfin! — fit Natacha, lorsqu'il se trouva auprès d'elle. — Je vous attends ici depuis plus d'une demi-heure.

— Voilà quelque chose qui me surprend, — répondit Jean. — Je croyais, au contraire, que nos relations seraient rompues à nouveau depuis l'événement d'hier.

— Oui, vous avez recommencé... Aviez-vous pensé à moi, en le faisant?

— Mais, Natacha...

— J'étais folle d'inquiétude, lorsque je l'ai appris! Savez-vous dans quel jeu vous vous lancez? Ce n'est plus de la résistance passive, comme l'autre fois, c'est une offensive...

Tavline se redressa.

— Eh bien, oui! et si vous voulez le savoir! ce n'est encore que le début. Cette fois, je ne suis pas seul, et déjà, nos ennemis ont peur de notre union.

— Pourvu qu'il ne vous arrive rien! Tous les moyens seront employés pour vous combattre. Méfiez-vous de tout le monde!

— Même de vous, Natacha?

— Oh, moi... — fit-elle d'une voix affaiblie. — Je suis si contente de vous voir sain et sauf! Si vous saviez quelle nuit j'ai passée après la nouvelle d'hier... Je vous voyais tué, ensanglanté!

Jean se pencha vers elle pour voir ses yeux.

— Elle m'aime, — se dit-il. Il n'y a plus de doute...

Sans la moindre hésitation, il se pencha encore et l'embrassa sur la bouche. Elle rendit le baiser avec un tel emportement, que le jeune homme oublia tout pour un instant : ses amis et ses adversaires, le tract brûlé, la Ligue, les scènes à l'université.

— Natacha?... — prononça-t-il d'une voix étonnée.

— Grand Dieu! — fit-elle, en portant la main à sa tête. —

Que pensez-vous de moi maintenant? Pour qui allez-vous me prendre?

— Pour une amie, Natacha. Pour une véritable amie, qui m'aime plus que la politique.

Elle saisit sa main, pour la baiser :

— Merci, merci...

— Que faites-vous? Nous sommes dans la rue. N'avez-vous pas peur d'être aperçue par vos camarades militantes?

Elle reprit haleine :

— Je n'y ai pas pensé... Mais après tout, vous avez raison, et il faut que j'aille à mes cours, on m'y attend. Seulement, avant de nous séparer, je vous prie encore une fois d'être prudent. Rappelez-vous, que s'il vous arrive quelque chose, il y aura un être malheureux de plus, c'est moi... Oui, je ne vais plus vous le cacher : je vous aime depuis la première fois que je vous ai vu.

— Comme c'est simple, ce que vous dites, et sincère! Vous savez qu'il n'y a pas encore bien longtemps — quelques mois seulement — j'en aimais, ou je le croyais plutôt — une autre... Mais cela a été un sentiment bien différent de celui que j'éprouve maintenant à votre égard. Cette autre... plus je la connaissais, plus je me sentais éloigné d'elle. Avec vous...

Il n'acheva pas, et l'embrassa encore une fois.

— Assez, assez, — dit-elle, enfin. — Il y a du monde, on nous regarde.

Puis, en s'en allant, elle lui demanda :

— Vous viendrez bientôt chez moi? J'ai tant de choses à vous dire!

Jean la regarda longtemps pendant qu'elle s'éloignait.

XII

Paul et André étaient en train de préparer la réception des futurs membres de la « Ligue ».

Leur cabinet — grande pièce confortablement meublée — était transformée en salle de séance : vingt chaises étaient rangées devant le bureau de bois sculpté. On poussa dans un coin l'harmonium d'André et le clavecin de Paul. Les deux

frères aimaient à faire de la musique à leurs heures de liberté.

Les grands pots de palmiers, qui ornaient les fenêtres, furent emportés dans une autre pièce.

— Je crois que tout est en ordre, — dit Paul. — Allons encore faire une petite inspection à la salle à manger.

Le couvert était mis pour vingt personnes. Des plats de hors-d'œuvre étaient rangés sur la nappe, et cinq bouteilles de vin y élevaient leurs cols de papier d'argent.

— Rappelle-toi bien, André, au sujet du vin...

On entendit le timbre électrique.

— Les voilà qui arrivent, — dit André.

Les frères se précipitèrent vers l'entrée, où un imposant valet de chambre se préparait à ouvrir la porte.

— Fédor, vous êtes libre pour ce soir... Nous ouvrirons.

Tavline était le premier.

— Figurez-vous que tout est déjà arrangé, — déclara André, tandis que le jeune homme se débarrassait de sa capote. — Nous avons consulté papa, et...

— Tais-toi, — s'écria Paul. — Il ne faut rien dire avant la séance... Soyez le bienvenu, monsieur Tavline. J'espère qu'à partir d'aujourd'hui nous vous reverrons chez nous bien souvent.

Un nouveau coup de timbre retentit. C'était Savoluc, accompagné de deux étudiants, que les Vichroff ne connaissaient pas encore.

— Je m'excuse, — dit-il, — d'avoir amené ces camarades, qui n'avaient pas participé à notre courte consultation dans le fumoir. Mais, comme ils nous approuvent...

— Vous avez très bien fait.

Au bout de dix minutes, le vaste cabinet fut plein de monde. On était, évidemment, bien plus de vingt. Lipinsky se présenta en uniforme d'apparat, l'épée au côté.

— Eh, là-bas! Membre du conseil supérieur! — l'appela André, en riant. — Veuillez occuper votre place au bureau.

— Je crois qu'on peut commencer, — souffla Tavline à Paul.

— Oui. Asseyez-vous, messieurs, — dit celui-ci. — Il me semble qu'il manque quelques sièges. Nous ne pensions pas que nous aurions tant de monde.

— Tavline! — dit André. — Aidez-moi à apporter des chaises du salon.

Ils passèrent dans une grande pièce, faiblement éclairée. Une dame à cheveux gris vint à leur rencontre.

— Maman, permets-moi de te présenter monsieur Tavline, notre meilleur camarade... Il nous faut encore des chaises, maman. Nous sommes plus nombreux que je ne l'aurais cru.

— Faites, faites, — dit la dame, tandis que Jean lui baisait respectueusement la main. — Ce soir, toute la maison est à vous.

Après un remue-ménage de quelques minutes, tout le monde se trouva assis autour de la table. Paul commença :

— Messieurs, il nous faut élire le président de la réunion.

— C'est vous, le président, — dit Lipinsky, — puisque vous avez pris l'initiative de l'assemblée. Je pense que tout le monde est d'accord sur ce point.

— Oui, oui, certainement, dirent des voix.

— Alors, je commence... — fit Paul, légèrement embarrassé. — Nous avons parlé aujourd'hui de la « Ligue » à notre père. Il connaît très bien les lois. Il nous a expliqué qu'il ne pourrait être question d'une ligue proprement dite. Par contre, il a découvert un règlement qui permet aux étudiants de s'organiser en corporations, en vue d'instruction et de développement mutuels. Les organisations de ce genre peuvent même posséder un local dans le bâtiment de l'université, leurs membres portent, s'ils le veulent, un signe extérieur sur leur uniforme. Pour constituer un pareil organisme, il faut que les membres fondateurs soient au moins dix. D'autre part, aucune corporation ne peut comporter plus de trente personnes comme membres actifs, et autant d'adhérents.

— Cela nous suffirait, — observa Lipinsky. — Soixante hommes bien résolus et organisés, c'est quelque chose.

— Le statut de la corporation doit être approuvé par le ministère... C'est tout, je crois.

— Très bien, — fit Tavline. — Il nous faut donc élaborer le texte de ce statut.

— Ce n'est pas la peine, — répliqua André. — Le texte en est déjà rédigé par notre père. Il ne reste que quelques points à préciser.

— C'est cela — confirma Paul. *Primo* : le but de la corporation.

— Vous l'avez déjà exposé, dit l'un des assistants : l'instruction mutuelle.

— Oui, mais peut-être voudrait-on y ajouter quelque chose?

— Je veux bien, — dit Lipinsky. — Je dirais : l'instruction dans l'esprit de patriotisme. De cette manière, nous mettrions un abîme entre nous et les révolutionnaires.

— Ne pourrait-on pas ajouter encore : et de fidélité à l'empereur? — demanda Savoluc.

— Bravo, bravo, — entendit-on dans les rangs.

— Avis contraire? — demanda Paul. — Accepté à l'unanimité. Seconde question : comment s'appellera-t-elle, notre corporation?

— A bas les métèques, — proposa Lipinsky.

— Non, non, pourquoi? ce n'est pas sérieux... Si un étranger exprimait le désir d'entrer dans nos rangs... On l'accepterait, n'est-ce pas?

— ... Dites donc, messieurs, — proposa un jeune homme dans les derniers rangs. — On pourrait bien prendre comme devise, les belles paroles que notre camarade là-bas avait prononcées devant nous, dans le fumoir.

— Tavline?... Qu'est-ce qu'il avait dit?

— Il a dit : l'union fait la force. Voici le nom de la corporation, tout trouvé.

Les Vichroff se regardèrent.

— Épatant! — s'écria Lipinsky.

Paul reprit :

— Avis contraire?... accepté. Troisième question, la dernière : voulez-vous établir un signe extérieur de la corporation? une breloque? un ruban?

— Ce serait cher, la breloque... — observa quelqu'un.

— Ruban, alors? de quelle couleur?

— Couleurs nationales, proposa Tavline : blanc, bleu, rouge.

— Non! — s'écria Lipinsky. — Je vous propose mieux que cela : blanc-jaune-noir. Les couleurs de l'étendard impérial. Monsieur le président, voulez-vous mettre ma proposition au vote?

— Oui, — répondit Paul. — Ceux qui sont d'accord lèveront le bras.

.....

— Avis contraire?...

.....

— Accepté à la majorité des votants contre deux. C'est fini, messieurs. Je vais vous donner la lecture complète de notre statut. Après quoi, vous voudrez bien le signer.

La procédure terminée, Paul dit :

— Passons maintenant à la salle à manger, on fera mieux connaissance.

— Messieurs! — s'écria André, lorsqu'on fut à table. — nous ne nous sommes pas réunis ici pour nous griser — donc, il n'y aura qu'un verre de vin par personne. Veuillez vous contenter d'une seule gorgée à chaque toast. — Paul, à toi la parole.

Le garçon se leva, visiblement ému, son verre à la main.

— Messieurs, — dit-il, — dans les réunions publiques on commence habituellement par boire à la santé de l'empereur, et c'est un toast officiel, obligatoire. Je vous prie, cette fois, de lever votre verre avec un sentiment de gravité, comme pour manifester la profondeur du sentiment que nous éprouvons...

La voix de Paul trembla :

— ... A la santé de notre adoré monarque!

Un formidable hourrah fut la réponse.

André se leva, à son tour :

— Le second toast — pour notre corporation, pour sa victoire dans la lutte contre les révolutionnaires : *vivat, floreat, crescat!*

— Je demande la parole, — dit Tavline, lorsque les cris cessèrent.

— Allez-y.

— Vous ne vous doutez pas, messieurs, que je connais, un peu plus que vous, les mœurs et les habitudes de nos adversaires. Il y a un an, j'ai eu l'occasion d'assister à quelques-unes de leurs réunions. Je dois vous dire qu'ils ne parlent que du peuple... Or, ils ne le connaissent pas, ils ne le comprennent pas, et ils le rendraient malheureux s'ils réussissaient à prendre

le pouvoir — car ils raisonnent selon des doctrines abstraites, inapplicables dans la pratique. Moi, ici, je veux aussi parler du peuple, je ne veux pas l'oublier. Car, si nous faisons nos études, si nous écoutons nos professeurs, si nous passons nos examens, dans quel but le faisons-nous? Dans celui de nous rendre aptes à servir notre peuple, dont nous sommes tous les enfants, sans égard à la situation sociale de nos parents. La prospérité du peuple doit toujours rester le but principal de notre existence.

Une vague d'enthousiasme souleva l'assemblée. Plusieurs convives quittèrent leurs places pour serrer la main de Tavline. Lipinsky l'empoigna dans une forte étreinte.

— Tu es un chic type! — s'écria-t-il. — Excuse-moi, mais je ne peux plus te dire vous!

André eut une idée :

— Messieurs! — s'écria-t-il au milieu du tumulte général, — Écoutez-moi. Nous buvons, en plein silence, les restes du vin dans nos verres, jusqu'à la dernière goutte. Après quoi, on se tutoie. Ça va?

— Oui! oui!

— Reprenez vos places, — commanda Paul. — Attention, silence! Un... deux... trois. Buvez.

.....

— Maintenant, selon la coutume, que chacun dise un gros mot à son voisin!

Et l'on entendit prononcer, à mi-voix :

— Espèce d'idiot...

— Imbécile...

On n'avait bu chacun qu'un seul verre, mais tout le monde se sentait gris. On entonna une chanson populaire dans un coin de la table.

— Ah, non! — s'écria André. — Si vous voulez de la musique, repassons au bureau. Nous allons vous accompagner, Paul et moi.

Il était déjà très tard, lorsque les nouveaux amis quittèrent la maison des Vichroff. Tavline et Lipinsky sortirent ensemble. A peine avaient-ils fait quelques pas dans la rue qu'un agent de police les aborda :

— D'où sortez-vous, messieurs?

— De chez des amis, où nous avons passé la soirée.

— Vous savez que les réunions des étudiants sont généralement interdites, en dehors de l'université.

— Écoutez-moi, mon ami, — dit Lipinsky en s'arrêtant. — Nous ne sommes pas de ceux qui n'ont pas le droit de se réunir. Nous sortons de chez les Vichroff — vous connaissez ce nom, peut-être? Notre réunion a été une réunion patriotique. De sorte que vous pouvez ne pas vous déranger.

L'agent se grattait la nuque avec embarras.

— Bon, vous rapporterez le fait à votre supérieur. Moi, je m'appelle Lipinsky, lui — Tavline. Cela vous suffira, peut-être?

— Oui, messieurs, — fit l'agent d'un ton peu assuré, en s'éloignant.

— Pauvre diable! — observa Lipinsky. — Il ne sait pas à quoi s'en tenir avec des individus comme nous. C'est la première fois, bien sûr, qu'il reçoit des réponses pareilles...

Pendant la route, ils ne cessèrent d'échanger leurs impressions. Lipinsky dit, enfin :

— Me voilà arrivé. J'aurais bien voulu te prier d'entrer, mais c'est impossible, excuse-moi. J'habite ici avec une amie, très gentille, elle m'attend... Une autre fois, si tu veux, mais pas aujourd'hui. Il est trop tard.

Pendant que Jean se dirigeait, seul, chez lui, son excitation de la soirée tombait peu à peu. Il se mit au lit, pensif, rêveur. En fermant les yeux, il songea à Natacha.

— Demain, j'irai la voir, — décida-t-il. — La vie est belle...

Puis il s'endormit.

XIII

Les quinze jours, qui s'écoulèrent avant que parvînt la réponse du ministère au sujet de la corporation, furent des plus pénibles pour les nouveaux ligueurs.

Le groupe de Golochvile continuait à épier ses adversaires dans le bâtiment de l'université, sans relâcher sa surveillance un seul instant. Lipinsky prétendait que cette opération se poursuivait aussi dans la rue, et qu'il ne pouvait faire un pas

en dehors de son domicile, sans être suivi par quelque individu suspect.

Une seconde liste des « membres de la Ligue » fut proclamée à la faculté de droit. Les camarades socialistes s'écrièrent qu'après tout, l'ennemi n'était pas aussi nombreux qu'on l'avait cru tout d'abord. Ils commencèrent à se montrer de plus en plus arrogants, éclatant de rire à la vue des Vichroff et de Tavline, lançant des menaces à l'adresse de Lipinsky et de Savoluc, lorsqu'ils les rencontraient dans les couloirs. On commença aussi de parler d'un certain tribunal, qui serait formé pour examiner l'affaire du tract et châtier les coupables.

Les futurs membres de la corporation se trouvaient assez embarrassés.

— Nous devons attaquer nos adversaires, — disait André Vichroff. — Au lieu de cela, que faisons-nous? Nous avons perdu toute notre liberté d'action. Déjà, nous n'osons plus montrer le nez à l'université autrement qu'en groupe — de peur qu'on ne nous fasse quelque sale coup. Est-ce cela, l'union qui fait la force?

— Patience, — répliquait Paul. — La corporation n'existe pas encore. Il faut être loyal. N'imitons pas les révolutionnaires. Attendons la réponse du ministère.

Tavline approuvait ces paroles. Par contre, Lipinsky était avec André.

La seule manifestation qu'on s'était permise était le ruban — et encore!... On ne le portait que dans le fond de la casquette.

Venir à l'université devint bientôt une corvée pénible. On ne s'y rendait plus que pour montrer aux adversaires qu'on n'avait pas peur d'eux. Il n'était plus question d'aller écouter les professeurs, et Tavline abandonna ses études pour la seconde fois...

La maison des Vichroff devint le centre de la future organisation. C'est chez eux qu'on se réunissait tous les jours, et l'on y était admis même en absence des maîtres de la maison. On passait son temps à échanger des nouvelles, à discuter des démarches à faire, et, lorsque Paul et André se trouvaient là, on faisait aussi de la musique, ou de l'escrime. Mais l'impatience gagnait tout le monde.

Tavline, Lipinsky et Savoluc se rapprochèrent surtout des Vichroff, qui les invitèrent plusieurs fois à aller avec eux à l'opéra, dans la loge de leur mère. Un soir, la loge voisine se trouva occupée par le consul d'Angleterre qu'accompagnaient quelques amis. André et Paul parurent fort intéressés par la conversation de leurs voisins. A l'entr'acte ils entraînèrent leurs camarades au buffet.

— Savez-vous de quoi on a parlé dans la loge du consul? — demanda André, en prenant un sandwich.

— De nous, je crois, — dit Tavline. — On jetait des regards dans notre direction.

— Tu ne te trompes pas. On avait aperçu nos rubans dans les casquettes, et l'on a parlé de la « Ligue ». Le consul prétend que c'est une organisation très puissante. Quelque chose dans le genre de la franc-maçonnerie.

— En voilà, au moins, un qui le croit, — fit Savoluc avec un soupir. — J'aurais mieux aimé que ce fût ce diable de Caucasien, qui nous poursuit à l'université.

— Attends encore un peu, et ça viendra, — dit Tavline.

Depuis plusieurs semaines, il partageait son temps entre la maison des Vichroff et le domicile de Natacha. Le lendemain de leur explication, il alla la voir. Elle voulait lui dire « bien des choses », comme elle l'avait promis — mais ne dit rien d'essentiel. Ils passèrent leur temps à s'embrasser et à se regarder amoureusement. Pour la première fois, Tavline se rendait compte que cette jeune fille lui appartenait — corps et âme — et qu'il en pourrait faire tout ce qu'il voudrait. Son cœur battait, et l'instinct mâle s'éveillait en lui, mais il n'osait pas... Il couvrit de baisers le visage et le cou de Natacha, et s'affaissa, enfin, sur une chaise, suffoquant d'une émotion qui lui donnait le vertige. Elle aussi respirait difficilement.

— Encore un peu, et j'aurais eu peur... — avoua-t-elle, en arrangeant sa coiffure. Son regard, pourtant, n'exprimait pas la crainte, mais l'extase et la tendresse...

Tavline revint le jour suivant, et les choses allèrent bien plus loin que la veille... Mais la jeune fille arrêta Jean dans son emportement :

— De grâce... — fit-elle. — Rappelez-vous que je suis une jeune fille. Je vous supplie...

Il s'éloigna d'elle avec confusion.

— Vous ne me pardonnerez jamais, — murmura-t-il, en essayant de ne pas la regarder. — Natacha, c'est mon tour de vous demander : que pensez-vous de moi, maintenant?

— Que puis-je vous répondre? — fit-elle. — C'est à peine si j'ai eu la force de vous résister... Je ne vous croyais pas comme ça.

— Et vous ne m'aimez plus?

Un faible sourire éclaira le visage de la jeune fille.

— Regardez-moi bien, — dit-elle, en rougissant.

Il vit ses yeux, et comprit qu'elle lui appartenait.

— Natacha! — s'écria-t-il. — Si tu savais, comme je t'aime, moi! Pardonne... Je ne sais ce que j'ai eu aujourd'hui...

MICHEL DE POURICHKÉVITCH

(*A suivre.*)

VÉRITÉ ET ILLUSION FINANCIÈRES

Dichtung und Wahrheit, tels sont les deux pôles entre lesquels oscille perpétuellement l'opinion. Lorsque le pays a été trop longtemps enivré par des marchands d'espoirs qui ne lui ont porté que déceptions, il chasse brusquement les illusions et préfère examiner de sang-froid la situation telle qu'elle est, sans fuir la vérité, et même en appréciant sa dureté : c'est l'heure des décrets-lois avec leur cortège d'obligations et de sacrifices, et, au bout, le salut.

Mais lorsque l'horizon paraît bouché, et que l'on sent la lassitude d'un travail acharné et ingrat, on est prêt à se laisser entraîner à nouveau par les enjôleurs qui décrivent un monde idéal et inaccessible : c'est l'heure des programmes alléchants et prometteurs, l'heure où les barytons de la politique essaient de parer d'un peu de nouveauté leur vieille chanson. Alors apparaît le Front populaire...

Aussi, bien qu'il s'agisse de deux plans différents, faut-il comparer les résultats tangibles obtenus par l'œuvre créatrice des décrets-lois, et les promesses inconsistantes du Front commun et des tribuns qui s'en inspirent.

***

Le budget de 1936 donne la mesure complète du péril que couraient nos finances et de l'efficacité des dispositions qui ont été prises.

Les recettes prévues pour l'année 1935 qui s'achève s'élevaient à 47 milliards environ. Au 30 septembre de cette

même année, l'insuffisance des recettes par rapport aux prévisions, pour les seuls impôts indirects et pour les monopoles, atteint 3 500 millions. A ce chiffre il convient d'ajouter l'insuffisance qui apparaîtra pendant le dernier trimestre, et la moins-value à attendre, pour toute l'année, des impôts perçus par rôle. De plus, certaines sources de recettes existant en 1935 disparaîtront en 1936, notamment le bénéfice sur la frappe des monnaies d'argent : soit 900 millions.

L'équilibre se présentait donc, pour l'année 1936, dans des conditions particulièrement difficiles si l'on voulait l'aborder de front sans ruser avec le problème.

Ruser avec le problème, c'était accepter pour les prévisions de recettes de 1936 les résultats connus de 1934 qui sont très supérieurs à ceux de 1935. En ayant ainsi l'apparence de suivre les règles de la sagesse budgétaire, on se serait donné du champ. Mais c'était courir au-devant de nouvelles difficultés, analogues à celles qui nous ont assaillis au printemps de 1935, les résultats devant être de toute évidence en opposition absolue avec des prévisions aussi aveuglément optimistes.

Le gouvernement a adopté, pour évaluer les recettes de 1936, l'interpolation des derniers résultats connus, c'est-à-dire ceux de 1935, en les corrigeant même d'un coefficient de crise qui suppose la continuation du fléchissement observé. Il en est résulté que les recettes espérées pour l'année prochaine sont de 5 500 millions inférieures à celles qui ont permis l'équilibre comptable du budget de 1935.

D'autre part, le déplorable automatisme dans la progression des dépenses qui entraîne des charges croissant d'année en année par le seul fait de l'application de lois imprudemment votées, exigeait des relèvements de crédit s'élevant à 1 100 millions. L'augmentation du service de la dette représente à elle seule 712 millions, dont 280 pour rémunérer les emprunts qui ont comblé l'insuffisance du fonds commun des chemins de fer.

La situation était donc aggravée par la baisse des recettes et par l'accroissement des dépenses, et l'on pouvait redouter la faillite des finances publiques qui eût été le commencement du chaos.

Les résultats des différents décrets pris pour la sauvegarde du franc et du budget se résument en deux chiffres : comme 1 milliard de recettes exceptionnelles disparaissait, on a créé pour 1 057 millions de recettes nouvelles. Comme, d'autre part, le fléchissement des recettes régulières était de 5 500 millions environ, les décret-lois ont organisé une série d'économies budgétaires devant permettre de compenser l'insuffisance des ressources et qui, effectivement, représentent, pour l'exercice 1936, 5 150 millions pour le budget général et 400 millions environ pour les divers budgets annexes. On peut dire ainsi qu'au total la répercussion des mesures budgétaires comprises dans les différents décrets-lois se chiffre par un effort de 6 600 millions en faveur de l'équilibre.

Le budget ordinaire se trouve ainsi ajusté en recettes et dépenses aux environs de 40 milliards. En même temps le budget extraordinaire est ouvert pour faire face aux dépenses d'armement, d'outillage et d'avances sur travaux, et il s'élève à 6 230 millions. Indépendamment de la nécessité inéluctable où nous sommes de maintenir à tout prix notre sécurité, il faut, pour être équitable, comparer cette possibilité d'emprunt que comprend le budget de 1936 au montant des amortissements qui seront faits pendant le même exercice par le jeu de la Caisse d'amortissement et qui représentent 3 500 millions.

Ainsi l'équilibre budgétaire est obtenu sur des bases qui sont, autant que l'on puisse juger, éloignées de tout optimisme de commande et aussi près qu'il est possible de la réalité. Par ailleurs, le recours à l'emprunt n'est pas écarté, mais il représente un accroissement d'endettement en capital qui ne devrait guère dépasser 2 700 millions. C'est là tout de même un résultat inappréciable. Sans doute pour l'obtenir a-t-il fallu se livrer dans la hâte à des opérations toujours arbitraires, souvent injustes, et parfois maladroites. Mais c'est la rançon de toute œuvre improvisée lorsqu'on est au bord de l'abîme. « Les décrets au péril de la banqueroute », pourrait-on dire d'eux, en reprenant la formule des marins évoquant l'événement providentiel qui les a sauvés du naufrage.

Nous allions droit à la cessation des paiements et à la fermeture des caisses publiques. L'établissement du budget de

1936 le montre avec plus d'évidence que jamais. Le franc n'était pas en question par lui-même, mais parce qu'il était la monnaie d'un pays dont les finances allaient s'effondrer. Il faut, à notre avis, une singulière mauvaise foi pour ne pas se rendre à pareille évidence. Et il y a, paraît-il, des gens, qui, de nouveau, prennent facilement leur parti de pareille éventualité.

Les décrets-lois comportent du bon et du mauvais. Mais ils ont ce mérite incontestable d'avoir évité l'effondrement financier de notre pays. Nous avons fait les réserves les plus expresses sur la superfiscalité épuisante qu'ils instituaient. Mais nous avons vu, et nous voyons toujours, dans la discipline qui les a acceptés un hommage rendu à l'intérêt national. Et puis enfin on ne discute pas en pleine tempête et, lors même qu'on croirait avoir raison, il faut imposer silence à son propre jugement pour donner, chacun à son rang, le coup de rame qui doit redresser la barque si tout le monde obéit.

***

Ayant vu ce qui a été fait, voyons maintenant ce qu'on nous propose.

Le programme économique et financier du Front populaire s'impose à l'attention puisqu'il est l'expression d'un groupement nouveau qui prétend prendre le pouvoir et associer à cette fin toutes les forces populaires. Nous ne sommes donc pas ici en présence d'un texte préparé par des théoriciens, mais bien d'un programme d'application pratique; sa critique ne relève pas de la doctrine, mais bien de l'utilitarisme le plus précis.

Le Front populaire propose essentiellement deux séries d'opérations : l'une pour déclencher la reprise économique, l'autre pour réaliser l'équilibre budgétaire par d'autres voies que celles des économies et pour financer la reprise économique sans peser sur le budget.

Nous apprenons en premier lieu que la crise résulte du fait que les marchandises ne se vendent plus parce que les masses n'ont pas les moyens de se les procurer. Cette diminu-

tion du pouvoir d'achat résulterait de la direction déplorable donnée aux affaires publiques, et il dépendrait donc du Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour le reconstituer. C'est dans cet esprit que l'on demande la réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire, de façon « à rétablir les capacités d'achats des masses ouvrières, à accroître la masse des salaires, à résorber le chômage ». Diverses mesures devraient tendre au même but, en donnant des secours aux chômeurs non inscrits et aux agriculteurs en détresse. De même il conviendrait d'annuler sans délai les décrets-lois concernant les économies faites sur le service des rentes, des traitements et des pensions d'anciens combattants, en tant du moins que ceux-ci méritent la qualification de « petits », c'est-à-dire qu'ils sont dignes de la protection des pouvoirs publics. Ces dépenses nouvelles doivent être génératrices d'une reprise d'activité qui profitera au budget, mais en attendant il faut bien reconnaître qu'elles exigent des décaissements immédiats. Ceux-ci n'ont, paraît-il, rien d'inquiétant en raison du jugement qui est porté sur la situation économique générale et sur la situation budgétaire.

On reste confondu de la simplicité avec laquelle est décrit le mécanisme de la crise actuelle comme la manifestation de l'expropriation du travail par le capital. Il est vraiment étrange que l'on puisse fermer les yeux à la constatation pourtant évidente de ce fait : la stérilité actuelle du capital.

Il n'est pas question ici de discussion politique. Il est normal que le capital serve d'amortisseur entre les remous occasionnés par les variations de prix et de stabilité relative nécessaire à la rémunération de la main-d'œuvre. Il ne faut pas plus s'étonner de la baisse momentanée de ses profits que s'indigner des bénéfices exceptionnels qu'il peut faire dans une période de surexcitation économique. Mais, aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une dépression momentanée et relative : la vérité est qu'il n'y a presque plus dans le monde de capitaux rentables. On peut même se demander si le rapport des investissements déjà accomplis est suffisant à leur entretien, c'est-à-dire à leur amortissement.

Il n'y a, dans cette constatation, place pour aucune recherche de moralité, c'est-à-dire ni approbation, ni blâme. Il

en résulte seulement que l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire de création, est physiquement impossible dans un milieu économique tel que l'ensemble du capital existant est déjà condamné à l'improductivité.

C'est un spectacle étonnant que celui d'un outillage formidable comme celui dont nous disposons, devenu incapable de soutenir une activité productrice saine, c'est-à-dire sans perte. En ignorant ce fait, on installe un contresens comme base de la renaissance économique que l'on annonce.

Le Front populaire prétend en effet compenser les dépenses budgétaires qu'exigera son programme par la création de recettes budgétaires « certaines et chiffrables ». Laissons les chiffres, car leur fantaisie est trop évidente pour qu'on s'y arrête; nous nous contenterions de ce que les recettes promises fussent certaines, même si elles n'atteignaient pas les montants annoncés.

Il s'agit, en l'espèce, d'abord de supprimer la fraude, puis de remanier le système fiscal. La suppression de la fraude est un des points sur lequel tout le monde est d'accord, mais encore faudrait-il s'entendre. Si nous comprenons bien, il ne s'agit plus ici de supprimer la fraude, mais bien de supprimer la matière imposable, en lui déclarant une guerre ouverte allant jusqu'à la confiscation fiscale.

La lecture du programme financier a quelque chose de pénible : l'antinomie y éclate à chaque ligne entre, d'une part, l'aspiration plus ou moins voilée vers un régime qui nie la propriété, qui nationalise le capital et qui supprime toute liberté économique et, d'autre part, des moyens tirés du régime économique présent, lesquels par conséquent ne s'en accommodent que pour le dévorer.

Nous mettons hors de toute discussion les buts généreux que se proposent les rédacteurs du plan : tout le monde souhaite la diminution du chômage, l'amélioration du sort commun (avec cette différence que nous ne désirons pas compenser l'amélioration des uns par la ruine des autres) et la moralité dans les affaires. Le tout est de choisir des voies qui y conduisent et non pas des voies qui en éloignent. Que dire alors de la réforme fiscale que l'on nous propose?

Le régime « immédiatement applicable et élaboré dans

tous ses détails techniques » comporte : 1° la suppression de tous les impôts cédulaires sur les revenus; 2° l'impôt progressif unique sur le revenu; 3° un impôt assis sur le capital (nous négligeons d'ajouter que cet impôt doit être de taux modéré : tous les impôts sont de taux modéré lorsqu'on les institue).

Pratiquement, les impôts cédulaires sont ceux auxquels il serait fou de renoncer, d'abord parce que, en eux-mêmes, ils sont faciles à saisir et empêchent toute fraude, et ensuite parce que, sur leur existence on peut bâtir l'édifice de l'impôt général sur le revenu, tandis que, sans eux, ce dernier s'effondre. On n'ose qualifier un programme dit pratique qui juxtapose ces deux propositions contradictoires : poursuivre la fraude, supprimer les impôts cédulaires. Si l'on prend les choses au sérieux et si l'on pense qu'un programme proposé aux partis dits de gouvernement est autre chose que du vent, on ne peut qu'être épouvanté par les horizons qu'ouvrent de semblables improvisations. Notre système fiscal est assez compliqué et hétéroclite. Mais il existe encore quelques pièces qui tiennent et grâce auxquelles on peut tout de même, vaille que vaille, et malgré un rendement déplorable, prélever sur le pays qui travaille les sommes nécessaires au fonctionnement d'un État hypertrophié. Détruire ces procédés de succion des revenus privés et ne les remplacer par rien, pour le plaisir, et afin de satisfaire à on ne sait quelles chimères de l'esprit, cela donne la mesure d'une aptitude totale pour le désordre, mais nulle pour le gouvernement.

Il est commode de jongler avec des idées toutes faites quand on méprise le monde réel au milieu duquel on vit. La réapparition d'un impôt sur le capital dans la France de 1935 est un symptôme inappréciable de désarroi intellectuel. Pendant une période de dépression économique comme celle que nous traversons, les revenus sur lesquels vit le pays ne sont presque jamais basés sur l'usage d'un capital qui soit capable de fournir une rente; ils proviennent soit de la consommation de ce capital, soit surtout des opérations d'intermédiaires qui, en dépit ou à cause de leur caractère parasitaire, prennent une importance proportionnelle croissante quand les moyens normaux de vivre disparaissent. Imagine-t-on un prélèvement

sur la propriété agricole, alors que son exploitation est déficitaire, et veut-on soulever à coup sûr les paysans? Ce sont là des vérités d'évidence pour ceux qui regardent sans parti pris les choses. Mais cette vision ne s'accommode évidemment pas du jugement porté par le Front populaire : « L'imposition des pauvres réduit la consommation; celle des riches réduit la thésaurisation et l'accumulation en valeurs d'armement ou similaires. » Vraiment, on n'a pas envie de plaisanter quand la vie du pays est en jeu, ainsi que le pain quotidien de millions d'ouvriers, de paysans, et malheureusement de chômeurs, et on ne sait comment juger le cynisme et la légèreté avec lesquels on défigure la vérité pour des fins exclusivement politiques.

***

Est-ce à dire qu'avec des décrets-lois tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes? Point du tout. La situation financière elle-même reste difficile et précaire. Nous n'avons pas à redouter de crise de trésorerie, au sens précis du terme, parce que les bons du Trésor sont pour leur majorité dans les caisses d'organismes publics qui les renouvellent régulièrement et que les bons de la Défense nationale sont tous à deux ans, ce qui donne à leurs échéances mensuelles un volume assez faible. Mais le Trésor sera condamné l'an prochain encore à emprunter sur le marché des capitaux à long terme : si l'épargne souscrit aux emprunts, tout ira; si elle refuse, découragée par les fantaisies destructrices du Parlement, c'est de nouveau la menace de faillite.

Du point de vue budgétaire on peut penser que deux points sont acquis : le budget est équilibré sans artifice, et l'on reconnaît la nécessité de ne pas se servir de manipulations monétaires pour résoudre le problème des finances publiques ou ranimer l'économie. Ces deux décisions sont d'importance primordiale, mais elles restent si l'on peut dire négatives! Nous n'avons ainsi retrouvé que les « instruments de notre redressement ». Celui-ci reste à faire; et c'est à quoi s'est employé le Gouvernement avec les quelque 600 décrets-lois qu'il a pris depuis que le Parlement lui en a donné le droit par la loi du 8 juin 1935.

Parmi ceux-ci un grand nombre visent des réformes d'une évidente utilité. Pour nous en tenir aux questions financières, signalons : la réforme du régime des sociétés anonymes; la présentation des bilans; le rôle des commissaires aux comptes; la responsabilité des administrateurs; les droits des obligataires; la réglementation du démarchage; le financement des marchés de l'État; la réforme des assurances sociales, etc. Il appartenait au Parlement de les réaliser depuis longtemps si celui-ci avait rempli son rôle au lieu de le négliger systématiquement pour se vouer presque exclusivement au kriegspiel passionnant qui consiste à détruire successivement les ministères. Et c'est un triste signe des temps qu'il ait fallu recourir à une procédure exceptionnelle[1] pour prendre la plupart de ces mesures incontestablement opportunes.

Les autres décrets semblent avoir été inspirés par la volonté d'atteindre la source même de la dépression économique. Pour cela il faut ranimer les échanges intérieurs et rendre à nouveau possibles les échanges extérieurs.

Tout ce que le pays compte de démagogues, et il en est malheureusement un nombre imposant, prétend que pour ranimer les échanges il faut rétablir les pouvoirs d'achats précédemment distribués par le Trésor public. Cela est absurde, puisque le budget peut seulement, par ses impôts ou par ses emprunts, prélever sur les particuliers des pouvoirs d'achats préexistants pour les transférer à de nouveaux détenteurs. Si aucune inflation de crédit n'accompagne les ponctions fiscales ou les emprunts, ceux-ci sont incapables de changer la situation dans son ensemble; on peut seulement porter ainsi un nouveau coup aux puissances de travail et d'épargne, c'est-à-dire que l'on peut diminuer le potentiel général de la nation.

Le Gouvernement, lui, déclare dans son exposé des motifs qu'il veut « consolider le pouvoir d'achat des classes agricoles » grâce à la revalorisation des produits du sol. Nous croyons qu'il s'approche ainsi de la vérité et qu'il ne faut pas,

1. Nous ne voyons pas cependant de lien entre le maintien du franc invoqué dans les attendus de chaque décret et « la protection des enfants naturels », « la sauvegarde des sites » et « la réglementation de la colombophilie », si ce n'est peut-être une touchante sollicitude pour tous les êtres sans défense.

sur la foi des apparences, confondre un accroissement prétendu du pouvoir d'achat national par des largesses fiscales, ce qui est impossible, et l'accroissement de ce même pouvoir d'achat national par une hausse locale de certains prix.

Les produits et les services s'échangent contre des produits et des services. L'expression nominale des prix ne change rien à la masse des produits et des services offerts à un moment donné. Mais dix paysans ayant chacun un tas de blé se trouvant en face d'un fabricant d'automobiles ayant construit une voiture, peuvent rester les uns et les autres dans l'obligation de stocker leurs marchandises si le blé n'est pas à un cours tel par rapport à l'automobile, que le paysan puisse en vendant son blé acheter l'automobile, ce qui doit avoir comme corollaire nécessaire que l'industriel, parce qu'il a vendu son auto, est également en mesure d'acheter du blé. Si les prix respectifs du blé et de l'auto ne permettent pas ce troc, les deux parties doivent stocker : le fabricant ne mange pas, et l'agriculteur n'achète pas l'auto. Des économistes à idées simples déclarent que cette misère dans l'abondance est une absurdité. Ils ne voient pas qu'elle est au contraire inévitable dans un régime qui a enlevé toute souplesse à l'adaptation des prix. Le mécanisme automatique des prix est précisément fait pour mettre en communication les diverses marchandises en créant des circuits *possibles* d'échanges. Lorsque l'État fige les prix, il brise lui-même ces circuits indispensables; les produits s'accumulent, et la consommation n'est pas satisfaite.

Nous ne pouvons, en vérité, nous rallier le moins du monde aux principes de l'économie dirigée parce que ceux-ci violent les nécessités primordiales de l'existence économique pour leur substituer des théories mathématiquement exactes mais mortes. Le stockage bilatéral est précisément la triste rançon de l'intervention étatiste dans la fixation des prix.

Les prix, dans un régime de liberté contrôlée (le contrôle devant veiller à ce que le système conserve sa liberté, et briser les entraves qui pourraient naître), tendent naturellement vers l'échelle relative des valeurs qui permet la plus grosse masse possible de satisfactions. Les États-Unis en ont fait une curieuse application dans les contrats d'échange d'énergie électrique. La notion abstraite des prix de revient s'efface

devant la recherche pragmatique du meilleur prix possible à chaque instant donné, prix fixé de telle façon qu'un excédent momentané des productions puisse trouver un emploi rémunérateur dans une zone déterminée. Cette « adjudication continue[1] » qui détermine les prix est seule susceptible d'assurer la satisfaction du maximum de besoins au prix le plus avantageux, celui-ci n'étant d'ailleurs ni le prix de revient, ni le prix résultant d'une convention rigide, mais le prix optimum variable chaque jour et à chaque instant de la journée.

C'est pourquoi la valorisation des produits agricoles nous paraît une nécessité en France, indépendamment des procédés par lesquels elle aura lieu. Et s'il est nécessaire pour qu'elle se produise de recourir à des mesures arbitraires, c'est parce que, par ailleurs, l'intervention étatiste maintient d'autres prix à des niveaux excessifs, ce qui entraîne un décalage général du système. Quoi qu'il en soit, il semble bien que la hausse des prix agricoles, s'effectuant seule dans un ensemble de prix variant peu, augmentera le pouvoir d'achat du pays, puisqu'elle rendra possibles de nombreux échanges qui, sans cette hausse, seraient souhaités par les deux parties, mais impossibles pour chacune d'elles.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, il n'est pas exact que la France soit universellement défavorisée par des prix de revient excessifs. Il est par contre incontestable que les accords commerciaux de contingentement et de réciprocité sont des plus défavorables à notre pays. D'autre part, l'étranger paie beaucoup plus aisément les achats qu'il fait en Angleterre, aux États-Unis, ou en Allemagne, que ceux qu'il fait en France à cause des facilités financières qu'il trouve dans ces divers pays. L'industrie française renonce actuellement et fréquemment aux commandes qu'elle reçoit de l'étranger, parce qu'elle ne peut accorder à son acheteur les facilités de paiement que celui-ci trouve auprès d'autres pays mieux outillés du point de vue du crédit. Le problème est certes très difficile, car le risque d'engagements à long terme avec l'étranger est grand. On peut toutefois penser que la formidable puissance

1. Nous empruntons l'expression à une étude de M. Jacques d'Harcourt sur l'interconnexion aux États-Unis.

de crédit, qui résulte pour notre pays d'un stock d'or sans précédent, devrait nous fournir les moyens d'un réescompte international par lequel nos industries exportatrices retrouveraient la vie.

Les efforts du Gouvernement paraissent montrer qu'il a compris l'importance primordiale de ces questions : on vient de réorganiser le Ministère du Commerce. On fait depuis peu un effort incontestable pour améliorer les accords de compensation. On est entré dans la voie de l'escompte des traites extérieures qui apportera un soulagement à nos exportateurs. Mais, à vrai dire, tout cela paraît encore assez timide.

On voit trop souvent proposer d'utiliser l'or déposé en France, mais en négligeant les données fondamentales du commerce bancaire. Par contre, s'il est un usage possible pour l'or, c'est bien de servir de base à un escompte commercial. Si la France n'a pas de besoins de crédit interne qui ne soient satisfaits, elle a, par contre, des besoins de crédit externe qui, eux, ne le sont point. Elle est, de ce point de vue, en concurrence avec des pays infiniment moins riches qu'elle en or et en épargne, mais dont l'organisation du crédit, souvent d'ailleurs trop audacieuse, apporte à l'exportation un appui inappréciable.

***

Voilà en vérité les questions essentielles à résoudre, lesquelles dépassent de loin le problème budgétaire. Une critique qui voudrait être objective, et profitable au pays, reconnaîtrait dans les récents décrets-lois un effort incontestable et positif. Ceci dit, on serait en droit de critiquer ce qui est évidemment critiquable et de chercher à l'améliorer.

On sait qu'il n'en est rien. L'opposition politique demeure ce qu'elle a toujours été, c'est-à-dire injuste, aveugle et centrée exclusivement sur des batailles partisanes. Si nous-mêmes avons dû nous étendre longuement sur les résultats budgétaires des décrets-lois, c'est-à-dire sur la partie cependant la moins contestable, c'est parce que l'opinion politique ne s'attache qu'à cette portion, et recommence sur ce terrain la bataille incessante qui use tous les gouvernements et qui, malheureusement, derrière eux, use et ruine notre pays.

On ne se donne même pas les apparences de discuter l'œuvre de rénovation générale qui s'impose. A peine reconnaît-on la nécessité pour toute œuvre d'expansion future d'avoir ces bases solides et au-dessus de toute discussion que sont l'équilibre budgétaire et une monnaie saine. Passant par-dessus tout cela, le négligeant ou l'ignorant, on se borne à exploiter les souffrances qu'entraîne tout retour à la santé. On propose de démolir sans construire. On promet l'incertain à qui abandonnera le certain. Qu'importe si le malade meurt pour lui avoir arraché trop tôt le pansement qu'il avait sur sa blessure? Ce n'est pas de sa santé qu'il s'agit dans ces débats.

Une pareille incompréhension des nécessités vitales et générales du pays est désolante. Le genre d'activité de la Commission des finances de la Chambre est un défi à l'intérêt national. La France a en mains les instruments de sa renaissance. Mais elle est lasse des discussions verbales, c'est-à-dire des neuf dixièmes de ce qui fait l'agitation politique quotidienne. Elle aspire à retrouver la prospérité et la dignité de grande nation. Elle s'afflige de voir tant d'obstacles inutiles accumulés arbitrairement sur la voie difficile qu'elle doit suivre. Au fait, c'est le Président du Conseil lui-même qui termine l'exposé des motifs du budget de 1936 par des mots si évidemment sages que nous ne pouvons que les reproduire en en déplorant la vérité. « Un chancelier dont l'esprit de réforme n'avait pu prévaloir, déclarait à Louis XVI : « Si le Roi veut perdre sa couronne, il en est le maître. » Mais les temps ont changé. Et si le souverain d'aujourd'hui veut perdre son pouvoir, la France, elle, ne veut pas qu'il lui en coûte l'existence.

ED. GISCARD D'ESTAING

GABRIELLE D'ESTRÉES[1]

Cependant, la demande pour l'annulation du mariage de Gabrielle avec d'Amerval avait été lancée. Il eût été régulier de s'adresser à l'official de Noyon, dans le diocèse où le mariage avait été contracté et où l'époux avait son domicile habituel, mais l'évêque était François-Annibal, frère de Gabrielle, et son autorité pouvait être récusée. D'ailleurs la ville était tombée, le 30 mars 1593, au pouvoir de la Ligue, après un siège vigoureusement soutenu par Antoine d'Estrées qui avait reçu du roi, en récompense, le gouvernement de l'Isle de France.

Le 27 août 1594, madame de Liencourt avait donc adressé sa supplique à l'évêque d'Amiens. Elle y déclarait « qu'étant âgée seulement de dix-huit ans, elle avait par force et contrainte, été mariée par son père et autres ses parents », que son mari était impuissant et que sa famille, « voyant ce peu de commerce ou pas du tout », l'avait engagée à s'adresser à l'official. Elle demandait que les deux époux fussent entendus « aux fins de séparation et nullité dudit mariage ». Pour compléter cette requête, elle invoqua l'existence d'un empêchement dirimant, son cousinage avec la première femme de Nicolas d'Amerval, Anne Gouffier.

D'Amerval, qui résidait à ce moment tantôt à Amiens, tantôt dans sa seigneurie de Jumelles, était fort embarrassé. Il lui répugnait d'avouer son impuissance, mais il fallait craindre l'irritation du roi. Sous prétexte de discuter les conditions de la capitulation de Noyon, celui-ci était venu s'ins-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre.

taller à Amiens, d'où il allait souvent visiter Gabrielle et « lui donner les violons » au château de Picquigny.

Voici la solution singulière à laquelle s'arrêta le mari perplexe. Par un testament secret, il légua à ses filles Charlotte et Marie tous ses meubles et immeubles, « en quoi, disait-il, j'entends être compris ce qui a été acquis par dame Gabrielle d'Estrées, ma femme, depuis que nous sommes ensemble alliés par le mariage. Et parce que, pour obéir au roi et de crainte de la vie, je suis sur le point de consentir à la dissolution du mariage, je déclare et proteste... que c'est contre ma volonté et par force pour le respect du roi, n'étant véritable l'affirmation... que je pourrais être impuissant et inhabile... Et en témoignage de ce que dessus, j'ai signé ce mien testament et cette déclaration... de laquelle j'entends ici, après, que moi et les miens nous pourrons nous servir pour faire annuler ce qui sera fait et ordonné par ledit official à mon préjudice et de mon dit mariage... ». Il data du 12 décembre, signa, plia et cacheta la feuille qu'il fit parapher au dos par deux notaires, et la conserva.

Au cours de son interrogatoire, il avoua, plus ou moins aisément, la réalité des faits articulés par sa femme : il ignore si Antoine d'Estrées a usé de violence pour contraindre sa fille à l'épouser; il avoue que, par suite d'un accident de cheval qui lui est survenu pendant son veuvage, sa femme et lui n'ont jamais « familièrement hanté ni conversé ensemble, encore que quelquefois ils se soient vus et ayant quelque temps demeuré ensemble »; il reconnaît que Gabrielle est parente de sa première femme et qu'il ne s'est pas muni, pour l'épouser, des dispenses nécessaires; il déclare enfin que personne ne l'a contraint à faire ces déclarations.

A cette observation assez spécieuse de l'official qu'elle ne devait pas désirer l'annulation « pour autre affection », Gabrielle, embarrassée à son tour, fit cette réponse ambiguë « qu'elle n'entendait pas s'être mariée pour cela ».

Chose curieuse : le juge ne réclama pas l'acte de célébration du mariage, qui devait faire mention de la dispense; il n'interrogea pas davantage le père sur la contrainte qu'il aurait exercée, et qu'un seul témoin, le sieur du Fay, avait affirmée. L'official était un habile homme. Il sut plaire au roi

sans paraître complaisant et rendit une sentence inattaquable. Il déclara simplement le mariage « attentatoire aux lois et statuts de l'Église, nul dès le commencement (*ab initio*) et par conséquent n'ayant pas existé ». La sentence fut signée le 24 décembre 1594.

D'Amerval ne fit pas appel et n'exhiba jamais son testament secret, dans lequel il paraît bien avoir altéré la vérité. En effet, Marguerite d'Autun, qu'il épousa peu après le procès, fit annuler leur mariage cinq ans plus tard, par l'official de Paris, qui interdit toute nouvelle union à ce candidat obstiné contre toute espérance.

III

Dès que la sentence d'annulation eut été signifiée aux procureurs des deux parties, Gabrielle fut reconnue comme maîtresse en titre. Elle eut place à la cour et reçut les hommages des magistrats, des ambassadeurs, des plus grands seigneurs du royaume.

En janvier 1595, le roi signa les lettres de légitimation de César. Il y déclarait avoir relevé le pays « proche d'une quasi inévitable ruine »; il espérait que sa force et son courage seraient héréditaires chez ses descendants et ajoutait : « Puisque Dieu n'a pas encore permis que nous en ayons en légitime mariage, pour être la reine notre épouse depuis dix ans séparée de nous, nous avons voulu, en attendant qu'il veuille nous donner des enfants qui puissent légitimement succéder à cette couronne, rechercher d'en avoir d'ailleurs en quelque lieu digne et honorable, qui soient obligés d'y servir... Pour cette occasion, ayant reconnu les grandes grâces et perfections, tant de l'esprit que du corps, qui se trouvent en la personne de notre chère et bien-aimée, la dame Gabrielle d'Estrées, nous l'avons ... recherchée comme le sujet le plus digne de notre amitié », avec moins de scrupules, puisque son mariage était nul, et cette dame ayant « après nos longues poursuites et ce que nous avons apporté de notre autorité, condescendu à nous obéir et complaire », un fils est né, appelé jusqu'à présent César Monsieur, et « ses vertus précoces nous décident, en l'avouant et reconnaissant notre fils naturel, de lui accorder nos lettres

de légitimation ». Ce fils, étant exclu de toute prétention à la succession des couronnes de France et de Navarre et de tous autres biens et revenus de notre patrimoine, serait en très mauvaise condition si la légitimation ne lui permettait d'acquérir, de tester et de recevoir toutes donations, charges, dignités et offices. — Le Parlement enregistra ces lettres sans protester.

L'année suivante, Henri compléta la légitimation de César en donnant à Gabrielle la garde-noble de son fils et la succession éventuelle de tous ses biens. De même, César fut autorisé à hériter de sa mère.

A partir du mois de mars 1595, Gabrielle prit le nom de marquise de Montceaux. Le château de Montceaux en Brie[1] dépendait de la succession, fort obérée, de Catherine de Médicis. Après la soumission de Meaux (1er janvier 1594), Henri résolut de l'acheter aux créanciers de la reine défunte à l'intention de sa maîtresse qui vint s'y installer, quelques mois après, avec son fils[2]. Par la suite, il devait y faire de fréquents séjours, soit pour y prendre quelque repos, soit pour y donner des fêtes, y recevoir ses favoris, ses ministres, des visiteurs de marque et même des ambassadeurs étrangers.

Des salons de réception, avec un bel appartement pour Gabrielle, y furent aménagés avec un luxe dont le roi n'était pas coutumier : meubles de velours rouge cramoisi — couleur réservée par les ordonnances aux princes du sang —, vaisselle plate, service en nacre, pièces d'orfèvrerie rehaussée de pierreries. Des chambres étaient réservées à quelques commensaux habituels, comme le poète des Yveteaux, plus tard précepteur de César, et Porchères-Laugier, « intendant des plaisirs nocturnes », qui gagnait une pension de douze cents écus en composant des ballets et en rimant péniblement de fastidieux sonnets sur les yeux et les cheveux de la maîtresse du logis. Mais une grande partie du château, d'ailleurs « peu logeable », demeurait vide et les invités de marque devaient passer la nuit à Meaux.

Dès son entrée à Paris, le roi avait installé Gabrielle à

1. A dix kilomètres à l'est de Meaux ; il n'en reste que quelques vestiges.

2. La terre fut adjugée, le 26 avril 1596, au prix de 39 000 écus, et érigée en marquisat par lettres patentes de septembre 1596.

l'Hôtel du Bouchage, au coin de la rue du Coq[1]. C'est là qu'eut lieu, à la fin de 1594, sur la personne du roi, l'attentat commis par un fanatique de vingt ans, Jean Châtel. Henri ne fut atteint que légèrement, à la lèvre supérieure, par le coup de couteau.

Deux ans plus tard, il acheta pour son amie, rue Fromenteau, le long des fossés du Louvre, l'hôtel de Schomberg[2] qui communiquait avec le palais par une entrée particulière. Mais, en l'absence du roi, elle habitait d'ordinaire chez sa tante, madame de Sourdis, dans la maison du doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois[3].

Cette intimité ne plaisait pas toujours au roi, qui n'avait qu'une médiocre estime pour madame de Sourdis. Comme celle-ci se plaignait un jour qu'il eût cassé quelques compagnies de son mari et lui eût ainsi fait « beaucoup de déshonheur », il releva ce propos « fort promptement et de bonne grâce, et lui dit que, pour le regard du déshonneur, jamais personne ne lui ferait autant que M. le Chancelier (de Cheverny) lui en avait fait! »

Cependant, il accepta de tenir, avec son amie, sur les fonts baptismaux de Saint-Germain-l'Auxerrois, un fils que madame de Sourdis devait, disait-on, au zèle intempestif du chancelier. Gabrielle était vêtue d'une robe de satin noir « tant chargée de perles et pierreries qu'elle ne se pouvait soutenir et à laquelle on disait que mesdames de Nemours et de Montpensier avaient servi de chambrières ». Le roi « ne cessa de rire avec elle et la caresser, tantôt d'une façon, tantôt de l'autre ».

***

Cependant, l'année 1594 avait été fructueuse pour le rétablissement de l'autorité royale. Maître de Paris, Henri IV avait lutté avec succès contre l'indépendance à laquelle s'étaient accoutumés villes et seigneurs, petits et grands, protestants ou catholiques. Habilement, tous les moyens furent employés :

1. Cet hôtel fut acheté ensuite par les Pères de l'Oratoire.
2. Sur l'emplacement actuel de la porte Visconti.
3. Sur l'emplacement actuel de la mairie du 1er arrondissement.

l'or, la persuasion, la force. Laon fut pris, Amiens et Lyon ouvrirent leurs portes. La plupart des princes de la maison de Lorraine cédèrent aisément aux arguments financiers : Guise rendit la Champagne; Elbeuf, le Poitou; Lorraine, Toul et Verdun. Ces « accommodements » avaient été préparés par Gabrielle, qui avait reçu fort aimablement, d'abord au camp devant Mantes, puis à Paris, la duchesse de Guise, veuve du Balafré, sa fille, la future princesse de Conti, et la duchesse de Montpensier, enfin guérie de sa fièvre ligueuse.

Cependant, pour obliger les derniers récalcitrants à se décider entre la France et l'étranger, peut-être aussi, prétend d'Aubigné, pour conquérir la Franche-Comté que Gabrielle souhaitait pour son fils, Henri IV déclara la guerre à l'Espagne. Philippe II fit envahir aussitôt les deux provinces qu'il convoitait; Velasco se joignit à Mayenne en Bourgogne, mais la victoire de Fontaine-Française rejeta les Espagnols en Franche-Comté. La guerre eut le résultat désiré : les derniers ligueurs hésitèrent. Le nouveau pape Clément VIII, dont l'absolution était nécessaire pour valider la messe de Saint-Denis et le sacre de Chartres, se montra plus clairvoyant que son prédécesseur. Le 16 septembre 1595, en présence des évêques du Perron et d'Ossat, il leva l'excommunication prononcée contre le roi. Gabrielle n'avait pas été étrangère à ce succès.

Ainsi tombait le dernier prétexte à l'opposition des ligueurs. Mayenne, Joyeuse, Epernon entrèrent en pourparlers. Le premier ne fut pas facile à convaincre et réclama, suivant de Thou, l'intervention de Gabrielle : il lui aurait promis, — si le roi l'épousait et donnait ainsi à ses enfants la grande légitimation, — de se déclarer pour ceux-ci et de leur assurer le trône, à l'exclusion de tous les princes du sang.

Le 31 janvier 1596, Mayenne se rendit à Montceaux pour faire sa soumission. Désireuse de présenter au roi le repentant et d'adoucir à ce dernier l'amertume de sa démarche, la marquise était arrivée la veille avec sa sœur Diane, suivie d'une troupe exercée de musiciens, de comédiens et de cuisiniers. Ceux-ci se mirent à l'œuvre dans l'instant; les autres se logèrent chez les habitants du village, avec ordre de ne paraître qu'au dernier moment.

Mayenne arriva vers midi à cheval avec six gentilshommes.

Il était si gros et si lourd qu'il fallut trois écuyers pour l'aider à mettre pied à terre. Gabrielle le reçut gracieusement à la porte et le mena par la main jusqu'à la chambre où Sa Majesté l'attendait, assise sous un dais. C'est après cette première entrevue qu'eut lieu la fameuse promenade où l'alerte et malicieux Béarnais entraîna dans le parc, d'un pas rapide, son hôte époumoné : « Touchez là, mon cousin, lui dit-il ensuite, vous ne recevrez jamais d'autre déplaisir de ma part. » Dans un pavillon voisin, la marquise fit servir à Mayenne de ce vin d'Arbois qu'il préférait à tous. Deux petits canons tonnèrent pour annoncer le commencement de la fête. Le temps était magnifique. Tout à coup, le parc se peupla de divinités, de bergers et de bergères, chantant les louanges des deux héros de la journée.

A deux heures, on servit le dîner sur deux tables en potence : à l'une, le roi et Gabrielle; à l'autre, le duc et Diane. Henri leva son verre : « A la perdurable amitié de moi le roi avec mon cousin du Maine! A l'éternelle paix de mon royaume! A la gloire et au bonheur d'icelui! » Suivit la représentation d'une comédie allégorique et mythologique. Puis, souper et feu d'artifice.

Au traité de Folembray[1], Mayenne obtint de larges concessions, mais il allait rester fidèle à ses serments. Ainsi Gabrielle aidait le roi à se faire des amis. Joyeuse et d'Epernon avaient fait dans le même temps, leur soumission.

Seuls demeuraient rebelles Aumale et Mercœur. Aumale s'était joint en Picardie au comte de Fontaine. Ham, le Catelet, Doullens et la Fère étaient tombés au pouvoir des Espagnols, qui mirent le siège devant Cambrai. Jean de Balagny[2], bâtard de Montluc, gouvernait la ville. Hardi aventurier, poussé par son ambitieuse épouse Renée d'Amboise, sœur du « brave Bussy », il avait profité des troubles de 1587 pour se déclarer prince indépendant. En 1594, il avait gagné les bons offices de Gabrielle en lui offrant la suzeraineté de Cambrai et obtenu ainsi de Henri IV, contre sa soumission, le titre de prince, la promesse du bâton de maréchal et 140 000 écus. Gabrielle n'avait tiré aucun bénéfice personnel

1. Le traité de Folembray fut signé le 24 janvier 1596.
2. Neveu du fameux Blaise de Montluc.

de son intervention. Pendant le siège, elle plaida cependant avec succès pour Balagny, quand les habitants demandèrent au roi le remplacement de ce gouverneur détesté pour ses exactions. La place, mollement défendue, capitula le 9 octobre et madame de Balagny mourut de désespoir le jour même, dans la citadelle où elle s'était enfermée. Quatre mois plus tard, Balagny se remariait avec Diane d'Estrées, en présence de madame Catherine (17 février 1596).

Après ces noces, qui furent magnifiques, Catherine et Gabrielle revinrent au château de Folembray, d'où le roi continuait le siège de la Fère. La ville capitula le 22 mai. Le commandement en fut donné à Annibal d'Estrées, le second des fils d'Antoine, qui, à la mort de son frère aîné, tué sous Laon deux ans plus tôt, avait troqué la crosse pour l'épée et pris le titre de marquis de Cœuvres.

Cependant, à acheter villes et provinces, à solder tant de troupes, le trésor s'épuisait. Tandis que Rosny faisait, à travers le royaume, une « tournée militaire » et forçait les comptables « à rendre gorge », Henri convoqua les notables à Rouen pour remédier à ses embarras financiers. Afin d'impressionner la population, longtemps réfractaire, de la ville, il voulut s'y entourer d'une cour nombreuse et brillante.

La marquise de Montceaux arriva la première, dès le 10 octobre 1596 et descendit au palais abbatial de Saint-Ouen, où Claude Groulart, premier président du Parlement de Normandie, dut venir la saluer. Le 16, le roi fit son entrée solennelle avec une escorte chamarrée : princes, maréchaux, grands officiers de la couronne, gouverneurs de province et de villes, suivis de quelques solides corps de troupe. La plupart des grands seigneurs amenaient toute leur maison. La ville était encombrée de monde; on n'y trouvait qu'avec peine à se nourrir et à se loger.

La municipalité fit au roi une réception grandiose, où le populaire prenait allégrement sa part. Partout des arcs de triomphe, des statues allégoriques, des rochers artificiels, des obélisques. Au soir, sur l'ordre du gouverneur Montpensier, brillèrent à tous les carrefours « de longues chandelles dans de grandes lanternes d'étamine », illuminations magnifiques pour l'époque. On préparait, sur la Seine, des fêtes nautiques

où galères et vaisseaux ronds s'affrontèrent dans un combat furieux. Le légat, les ambassadeurs, le haut clergé, la noblesse, les présidents des cours souveraines, les magistrats vinrent successivement rendre hommage au roi et faire leur cour à la marquise.

Le 4 novembre, Henri IV ouvrit l'Assemblée par sa fameuse harangue, courte et brusque, à son habitude : « Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver leurs volontés, mais pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, bref, pour me mettre en tutelle entre vos mains... » Dissimulée derrière une tapisserie, Gabrielle avait tout entendu : « Ah! sire, lui dit-elle ensuite, comment avez-vous parlé à ces gens-là de vous mettre en tutelle entre leurs mains? — Ventre-saint-gris, répondit-il, il est vrai, mais je l'entends avec mon épée au côté! »

Le 11 novembre, Gabrielle accoucha d'une fille : Catherine-Henriette. Le baptême fut célébré le 17, avec tout le cérémonial usité pour les filles de France. Les quatre poêles traditionnels étaient dressés dans l'église. Le personnel figurait au grand complet : pages, gardes du roi, gardes suisses, tambours, trompettes et musiciens avec tous les violons. Les maréchaux de Matignon et de Retz, les ducs d'Epernon, de Nevers, de Nemours, de Montpensier portaient, qui le cierge, qui la salière, qui le bassin, le vase, la serviette ou le cresmeau. Le prince de Conti tenait l'enfant couvert d'un drap d'argent doublé d'hermine mouchetée avec une queue longue de six aunes, que portait mademoiselle de Guise. Le cardinal de Gondi célébrait l'office.

Madame Catherine, venue pour la circonstance, était représentée comme marraine, en raison de sa religion, par les duchesses de Guise et de Nevers. Le parrain était le connétable de Montmorency, père lui-même, tout récemment, d'un gros garçon. Le roi qui l'aimait fort, voulait déjà marier les deux bébés : « Mon compère, lui écrivait-il quelques jours plus tard, je me porte très bien, Dieu merci, comme fait César et la petite mademoiselle de Montmorency... J'ai juré qu'elle serait dame de Montmorency et de Chantilly. Croyez-le, mon compère à qui je donne le bon soir. » Catherine-Henriette fut légitimée trois mois plus tard.

Henri se plaisait fort à Rouen et songeait à s'y faire construire une résidence. Il courait la bague, jouait à la longue et à la courte paume, chassait le cerf avec bonheur dans les superbes forêts voisines. Tous les jours il allait voir sa fille et « la regardait remuer ». L'hiver, fort animé, se termina par des noces brillantes : Georges de Villars-Brancas, frère du ligueur qui avait défendu Rouen contre le roi, épousa Julienne-Hippolyte d'Estrées, sœur de Gabrielle. Celle-ci fit nommer son nouveau beau-frère lieutenant-général au gouvernement de Normandie.

L'empressement des seigneurs et des dames auprès de la maîtresse du roi, si charmante et si raisonnable fût-elle, dépassait évidemment la mesure. Les échevins lui firent porter des présents. Le chapitre de la cathédrale montra plus de retenue et put inscrire sur le registre de ses délibérations : « Est à noter qu'il ne fut délivré à madame la marquise de Montceaux, grande amie de S. M., ni pain, ni vin, pour certaines causes lors alléguées, à présent celées. » Le roi ne quitta Rouen que le 6 février 1597, avec sa sœur et Gabrielle; une députation de la municipalité les accompagna jusqu'à Franqueville.

A Paris, les fêtes continuèrent. En raison de la dureté des temps et de la parcimonie du roi, l'esprit et la gaieté en faisaient tout le luxe. On était loin de la magnificence et des raffinements de la cour des Valois : ni contrainte, ni étiquette; on se contentait, au dehors, de feux d'artifice et de mascarades à cheval; à l'intérieur, la comédie italienne, les ballets, les danses béarnaises faisaient fureur.

Le carnaval fut joyeux. Comme de bons bourgeois, Henri et Gabrielle se rendirent à la foire le mercredi des Cendres. « Le roi marchanda longuement, auprès d'un joaillier portugais, une bague de 800 écus qu'il n'acheta pas ». Il donna au petit César « un drageoir mathématicien, où étaient gravés les douze signes du ciel » et débattit les prix avec d'autres marchands, mais sans plus délier sa bourse.

Le premier dimanche de carême, Henri organisa une mascarade de sorciers et, escorté par cette troupe grimaçante, alla visiter avec la marquise, « les diverses compagnies de Paris ». Ils firent irruption chez la présidente de Saint-André, chez le financier Zamet et chez bien d'autres, qui ne les attendaient

pas tous. Les bourgeois, très flattés, leur faisaient grand accueil. A chaque visite, Gabrielle démasquait le roi et l'embrassait devant tous. Ils coururent la ville toute la nuit et ne rentrèrent au Louvre qu'à huit heures du matin.

Le 5 mars, le légat procéda au baptême du fils du connétable. Gabrielle assistait à la cérémonie, parée d'une magnifique robe verte. Le roi, qui était parrain, riait et discutait avec elle, disant « qu'elle n'avait pas assez de douze brillants dans les cheveux et qu'il lui en fallait quinze ». Le festin plantureux offert à cette occasion fut suivi de ballets et de mascarades.

Le 12 mars, veille de la mi-carême, madame Catherine, qui habitait les Tuileries, offrit un ballet au roi et à la marquise. La cour était « à rire et à baller » quand survint un courrier qui annonça la surprise d'Amiens par les Espagnols : « C'est assez faire le roi de France, dit Henri, il est temps de faire le roi de Navarre. » Puis, se tournant vers Gabrielle : « Ma maîtresse, il faut quitter nos plaisirs et monter à cheval pour faire une autre guerre. » Le jour même, il se rendit à Pontoise, où il passa la nuit à rédiger ses instructions pour le connétable.

Comme les ressources promises par les États de Normandie n'étaient pas encore disponibles, Gabrielle réunit en hâte tout l'argent qu'elle put se procurer, cinquante mille livres environ, et les remit au roi. Puis elle partit en litière une heure avant lui, avec les premières troupes de secours, peu soucieuse de rester seule au milieu des Parisiens qui l'accusaient, bien à tort, d'empêcher le roi de faire son devoir, et pouvaient la rendre responsable d'un échec éventuel.

On sait combien la campagne fut rude et périlleuse. Démuni d'argent et de troupes, souffrant de la gravelle, en butte aux réclamations des protestants qui profitaient de ses embarras, le roi se déclarait lui-même « assailli de tant de nécessité et de faix », qu'il ne savait « quasi à quel saint se vouer pour sortir de ce périlleux passage ». C'est à lui-même, à son courage ingénieux, à son ascendant sur les troupes, à son activité prodigieuse qu'il dut enfin le succès marqué, le 25 septembre, par la reprise d'Amiens.

L'habile et laborieux Rosny l'avait bien aidé, mais, comme

dit Richelieu, « ses mauvais procédés aliénaient à son maître plus de personnes que son administration ne lui amassait de testons ». Quant à Gabrielle, elle l'avait suivi partout, l'entourant de soins dévoués et supportant avec vaillance les fatigues et les dangers de la campagne. En même temps, elle négociait adroitement avec les protestants et contribuait à les maintenir dans le devoir.

La passion du roi ne faisait d'ailleurs que grandir. Toujours il voulait la voir à ses côtés, même à la chasse où elle le suivait « à cheval, montée en homme, tout habillée de vert ». C'est qu'elle savait à merveille l'égayer dans ses moments de soucis et l'occuper pendant ses loisirs. C'est aussi que sa beauté avait pris plus encore de finesse et d'expression; sa beauté — non pas académique, ni fascinante — mais claire, harmonieuse et mobile; sa beauté bien française, où tout était mesure et spiritualité.

Pas un jour de séparation ne s'achevait sans la plus tendre correspondance. « Mes chères amours, il faut dire vrai : nous nous aimons bien. Certes, pour femme, il n'en est point de pareille à vous; pour homme, nul ne m'égale à savoir bien aimer. Ma passion est toute telle que quand je commençais à vous aimer; mon désir de vous revoir, encore plus violent qu'alors. Bref, je vous chéris, adore et honore miraculeusement. » Ou encore : « Mon menon, je ne vous verrai de dix, jours, c'est pour en mourir! »

Il avait adopté, pour lui écrire, un chiffre mystérieux : une S traversée par un trait (Estrées). Ce rébus enfantin se retrouve au commencement ou à la fin de ses lettres et se voit sur les lambris de Fontainebleau. C'est de ce moment que datent les fameux vers qu'il déclara, tout fier, avoir « dictés, non arrangés », et qui feraient si bien autour d'un mirliton :

Charmante Gabrielle,
Percé de mille dards,
Quand la gloire m'appelle
A la suite de Mars :
Cruelle despartie,
  Malheureux jour;
Que ne suis-je sans vie
  Ou sans amour!

Inévitablement, l'influence de la favorite se faisait sentir dans l'attribution des charges. Le président Groulart conte que le roi lui dit un soir, en lui montrant madame de Sourdis : « Voyez-vous cette dame? Elle est bien fâchée, car son bon ami le chancelier s'en va. Je baillerai les sceaux au bonhomme de M. de Bellièvre, qui s'en acquittera mieux, et si c'est du consentement de ma maîtresse. »

Cependant, Gabrielle avait acheté, en Champagne, les terres que la duchesse de Guise avait dû vendre pour payer ses dettes : le comté de Beaufort, la baronnie de Jaulcourt, la seigneurie de Largicourt. Henri IV érigea ces domaines en duché-pairie, en faveur de Gabrielle « et de ses hoirs, successeurs et ayants cause, tant mâles que femelles ». Les lettres patentes furent signées le 29 juillet, au camp devant Amiens. Elles invoquaient les futures vertus de César, dont l'éducation soignée devait compléter le bon naturel. De la nouvelle duchesse de Beaufort, elles disaient : « ... Tout ce qu'elle a de biens et de grandeur reviendra à ceux de sa race; ... elle est de son chef digne de tous les titres... sans que ce duché puisse, par défaut d'hoirs mâles, être réuni à la couronne, condition et dérogation sans lesquelles ladite dame n'eût voulu aucunement accepter nos libéralités. »

***

Après la prise d'Amiens, que suivit, à Vervins, l'ouverture de négociations pour la paix avec l'Europe, un seul prince demeurait irréductible : Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur. C'était, par son père, le demi-frère de Louise de France, veuve de Henri III. Ce dernier s'était entiché de lui, lui avait fait épouser Mademoiselle de Martigues, fille unique de Sébastien de Luxembourg et de Penthièvre, et l'avait nommé gouverneur de Bretagne et duc de Mercœur. Tant de bienfaits ne l'avaient pas empêché de se jeter dans la Ligue, dans l'espoir de soutenir ainsi les prétentions de la maison de Penthièvre sur le duché de Bretagne.

Les négociations entamées par Henri IV avec lui traînaient en longueur. Dans son impatience, et d'ailleurs sur l'invitation des États de Bretagne, le roi se mit, dans les premiers

jours de 1598, à la tête d'une belle armée pour forcer la soumission du duc. Voyage triomphal : devant lui, toutes les portes s'ouvrirent et la noblesse bretonne lui fit, sur sa réputation, un chaleureux accueil.

En même temps, Henri faisait pressentir le duc au sujet d'un mariage entre sa fille unique Françoise et le petit César. C'était, pour les Mercœur, le moyen d'échapper à la répression et d'obtenir des conditions de paix favorables. De son côté, Gabrielle ne pouvait que souhaiter l'union de son fils avec la plus riche héritière de France. Mais, en habile négociatrice, elle voulait se faire prier. Arrivée à Angers avant le roi, et prévenue que la duchesse s'y rendait aussi pour la rencontrer, elle refusa de la recevoir et fit fermer devant elle les portes de la ville. Décontenancée, madame de Mercœur dut attendre aux Ponts-de-Cé la venue du roi, et lui exprima des sentiments de parfaite obéissance. Alors, seulement, Gabrielle vint à sa rencontre, et toutes deux rentrèrent à Angers dans la même litière.

Le traité fut heureusement conclu : le duc renvoyait ses auxiliaires espagnols et faisait pleine et entière soumission, mais il conservait son gouvernement de Bretagne, recevait une indemnité de 4 millions et donnait son consentement au mariage projeté.

Le 3 avril, Henri IV fit don à César du duché-pairie de Vendôme « à cause de son affection pour lui et aussi à cause du mariage projeté avec la fille de monsieur et de madame de Mercœur ». C'était un ancien apanage de la maison de Bourbon, qu'il venait de réunir à la couronne. Cette cession portait atteinte à l'inaliénabilité du domaine royal et le Parlement s'y refusait. Le roi leva toutes les difficultés en ajoutant au bas des lettres de jussion : « Croyez que, faisant ce que je vous demande pour mon fils, vous me serez très agréables, et d'autant que c'est chose que j'ai fort à cœur et que j'affectionne. » Comme le duché était de « fort petit revenu », la plupart des terres seigneuriales ayant été aliénées ou hypothéquées pour couvrir les frais de la guerre, le roi s'engagea à payer, avant quatre années, les dettes qui le grevaient. Si César mourait sans postérité, le duché reviendrait aux autres

enfants du roi et de Gabrielle, et de préférence aux mâles[1].

Le contrat fut signé le 5 avril. Le mariage devait être effectué aussitôt que les futurs époux — deux enfants de quatre ans — auraient atteint l'âge pour le consommer.

Le roi promettait à César, avec le duché, 200 000 écus en biens propres. De leur côté, les Mercœur donnaient à leur fille 50 000 livres de rente et revenu annuel à prendre sur le duché de Penthièvre et sur la principauté des Martigues, plus, lors de la consommation du mariage, 100 000 écus d'argent et 50 000 écus en pierreries. Le duc cédait à Sa Majesté son gouvernement de Bretagne « pour en pourvoir, s'il lui plaît et comme elle en est suppliée très humblement, ledit duc de Vendôme, son futur gendre ». En récompense, le roi s'engageait à payer dans deux ans au duc de Mercœur 200 000 écus pour être convertis en terres et seigneuries et revenir à Françoise. D'autre part, « haute et puissante dame Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort, mère dudit duc de Vendôme », déclarait le tenir pour son vrai et principal héritier et lui donnait le duché de Beaufort, la terre et la seigneurie de Vaudeuil, les terres d'Assy et de Saint-Lambert. Enfin, le contrat prévoyait un dédit de 300 000 écus à la charge de celui des futurs époux qui, le moment venu, refuserait d'accomplir le mariage.

Les fiançailles furent immédiatement célébrées par le cardinal de Joyeuse dans la chapelle du château d'Angers, où résidaient alors Henri IV et Gabrielle, « avec autant de magnificence et de pompe, dit Mézeray, que si c'eût été un fils de France ». Toute la cour y fut conviée, ainsi que la noblesse de Bretagne et des régions voisines.

La reine Louise, qui avait fait beaucoup pour hâter la soumission de son demi-frère, intervint peu après pour augmenter encore les « espérances » du jeune couple. Le château de Chenonceaux avait été, comme celui de Montceaux, saisi par les créanciers de Catherine de Médicis, mais, pour éviter la vente judiciaire de cette belle propriété, Gabrielle avait acquis les droits hypothécaires qui la grevaient. A l'occasion des fiançailles, la reine et le duc de Mercœur s'entendirent pour la

1. La donation fut confirmée le 27 août 1601, après la naissance du Dauphin.

désintéresser, à condition que le château reviendrait aux jeunes époux, la reine en conservant seulement l'usufruit.

Le 15 avril, Henri et Gabrielle se rendirent à Nantes où, quatre jours après, naquit leur troisième enfant, Alexandre, qui devait être légitimé l'année suivante et qu'on appela le chevalier de Vendôme. Gabrielle séjourna quelque temps dans la région pour se rétablir et pour montrer aux Bretons leur nouveau gouverneur, auquel le roi venait encore de donner la capitainerie du château de Nantes et le gouvernement de la ville.

Ce petit César, si largement pourvu, était un joli enfant. Le roi, charmé par sa hardiesse et sa vivacité d'esprit, l'appelait « le capitaine César » et s'amusait à jouer avec lui. Comme « il s'ébattait un jour, dit l'Estoile, à lui faire les cheveux », madame de Mercœur lui demanda en riant « s'il était possible qu'un grand roi comme lui fût bon barbier? — Pourquoi non, ma cousine? répliqua-t-il. C'est moi qui fais la barbe à tout le monde. Voyez-vous point comme je l'y ai bien faite, ces jours passés, à M. de Mercœur, votre mari! »

Il se hâta de faire enregistrer par le parlement de Rennes les lettres patentes qui nommaient l'enfant gouverneur de Bretagne : « Mes chères amours, écrivit-il à Gabrielle, le pouvoir de mon fils a été vérifié avec un extrême applaudissement. » Il se montrait fier de ses trois enfants et se plaisait à se reconnaître en eux : « Guichard m'a apporté des nouvelles de mes ouvrages charnels et de pierre. »

L'intervention de Gabrielle paraît avoir été fort heureuse au cours des négociations qui précédèrent l'Édit de Nantes (13 avril 1598). Grande était la puissance du parti protestant, solidement organisé à l'intérieur et favorisé par l'Angleterre et les Provinces Unies; plus grandes encore étaient ses prétentions. On connaît la sagesse avec laquelle Henri IV, moyennant de larges concessions politiques et territoriales, sut mettre un terme aux guerres de religion qui, depuis quarante ans, désolaient le pays. On connaît moins l'adroite activité avec laquelle la duchesse de Beaufort se plaça comme intermédiaire entre les deux partis.

La sympathie que son grand-père avait témoignée à la Réforme, l'étroite amitié qui la liait à madame Catherine et

à la princesse d'Orange, la largeur de ses vues et, disons-le, la tiédeur de ses sentiments catholiques, lui avaient donné l'estime et la confiance des plus zélés protestants. Elle sut en profiter pour diminuer leurs exigences. A la cour, elle recruta des partisans aux idées de tolérance préconisées par le roi et fort nouvelles pour l'époque. Elle eut plus de mal, semble-t-il, avec le Parlement : au président Séguier, venu protester auprès d'elle contre l'accession des huguenots aux charges publiques, elle répliqua sévèrement que le roi en avait fait de même pour les ligueurs, « qui toutefois avaient levé et porté les armes contre Sa Majesté ». Le duc de Bouillon, qui se posait en chef des protestants depuis la conversion du roi, vint la remercier de ses efforts.

Le traité de Vervins fut conclu avec l'Espagne le 2 mai suivant. Rome devenait la meilleure alliée de Henri IV. Enfin, la paix était rétablie, à l'extérieur comme à l'intérieur du royaume.

IV

L'ascension de Gabrielle atteignait son apogée. « Les appâts de cette dame, dit Dupleix, étaient si puissants et si attrayants que la passion amoureuse du roi, croissant avec la jouissance de son objet (contre les maximes ordinaires de l'amour lascif), il ne s'en pouvait séparer... Elle possédait entièrement le cœur du roi et pouvait régenter comme reine. »

Elle recevait des honneurs quasi souverains. Son hôtel communiquait avec le Louvre. On observait à son lever une étiquette rigoureuse et ses parents lui donnaient la chemise. A table, elle avait deux archers derrière elle. L'Estoile conte qu'à la collation donnée, le 23 juin, pour la saint Jean, à l'Hôtel de Ville, « Madame de Guise servit la duchesse de Beaufort, lui présentant les plats avec force révérences. Elle, d'une main, prenait ce qu'elle trouvait plus à son goût et baillait son autre main à baiser au roi, qui était près d'elle ». A la réception des ambassadeurs espagnols venus pour la ratification du traité de Vervins, le roi la fit démasquer « pour qu'ils la puissent voir tout à leur aise ». Les fêtes se succédaient à Montceaux. C'est là que fut conclu le mariage de madame Catherine avec Henri de

Lorraine, duc de Bar. C'est là qu'après une maladie du roi fut donné un magnifique ballet, pour égayer sa convalescence.

Gabrielle avait acquis, dit encore Dupleix, un grand empire sur le roi, de sorte que, « la plupart des affaires de cour s'expédiant par son entremise et faveur, Sa Majesté ne l'éconduisait de chose quelconque ».

Elle abusait d'ailleurs bien rarement de sa puissance et régnait plus par le charme et par le dévouement que par la hauteur ou la tyrannie. Aussi, « la plupart de ceux qui désiraient pouvoir la haïr se sentaient forcés de l'aimer ». Pierre Mathieu crit : « J'ai ouï-dire à un grand personnage que, puique le roi ne se pouvait passer d'aimer, il n'eût su aimer autre objet dont l'amour fût moins dommageable ni à lui, ni à son peuple ». Et, dans « Le grand Alcandre », on lit : « Ceux qui ne la voulaient pas aimer ne pouvaient s'en empêcher. Elle commandait à tous les cœurs avec la plus grande douceur, obligeant tous ceux qu'elle pouvait. »

C'est ainsi qu'elle avait entièrement subjugué les dames de Guise, bien que Louise, la future princesse de Conti, eût un instant rêvé de ceindre la couronne. Elle réussit à faire accepter aux fières duchesses de Nemours et de Montpensier l'humiliation de l'accompagner au jeu, au bal et à la promenade et de s'asseoir derrière son fauteuil, sur de simples tabourets. La reine Louise sut lui témoigner sa gratitude, tout en gardant la plus parfaite dignité : elle se retira dans son apanage du Bourbonnais, menant au milieu des communautés de Capucines qu'elle protégeait, une vie de prières et de bonnes œuvres.

Quant à la reine Marguerite, elle lui adressait des protestations d'amitié qui n'étaient pas toujours désintéressées : « Je vous prierai trouver bon que je vous parle librement et comme à celle que je veux tenir pour ma sœur et que, après le roi, j'honore et j'estime le plus. »

Tout en se faisant des amis parmi les anciens ligueurs, tout en s'efforçant de gagner les parlementaires, elle avait eu l'adresse de garder la confiance des protestants. Ceux-ci connaissaient les sentiments d'estime et d'amitié qui la liaient à madame Catherine et à la princesse d'Orange; ils comptaient sur l'influence de la sœur du roi qui vivait à Paris, entourée de ministres protestants, et qui tenait le prêche, même au

Louvre. D'Aubigné, l'austère, le bourru, si sévère pour Henri, fait un portrait sympathique de « cette duchesse, dont le roi avait de très agréables enfants ». Il nous la montre aimable, populaire, avec une tenue aussi décente que le permettait une situation fausse, et digne de l'amour du roi. Il dit même qu'en 1594, les réformés assemblés à Sainte-Foy avaient proposé de servir une pension de 10 000 livres à « l'amie du roi, qui était de la Religion en son âme ».

Parmi les relations de Gabrielle, une place à part doit être donnée au baron de Rosny, le futur duc de Sully. Il ne saurait être question de discuter la sagesse politique, la clairvoyance ingénieuse ou la courageuse fermeté du grand ministre qui, dans une situation presque désespérée, sut magnifiquement rétablir l'économie politique et financière du royaume. Mais le rayonnement de sa gloire ne doit pas nous empêcher d'apercevoir, dans cette noble figure, bien des traits mesquins, bien des ombres déplaisantes.

Qu'il se montrât raide et même bourru, comme Colbert le sera plus tard, ce n'est point pour nous étonner : la grâce et l'affabilité s'accordent mal avec les fonctions de grand argentier. Mais il était égoïste, orgueilleux, vindicatif et jaloux : il ne faut pas l'oublier quand on lit les « Économies ». Au cours de cet ouvrage[1], terminé dans l'amertume de la disgrâce, il n'hésite jamais, pour mieux présenter son propre personnage, à tronquer et même à imaginer des textes, à inventer de toutes pièces des conversations ou des lettres. Après Marbault, Bazin et Iung, Loiseleur a mis en évidence le caractère tendancieux de ces Mémoires.

Sully s'y montre constamment injuste et méprisant pour Gabrielle. Pourtant, c'est à celle-ci qu'il dut peut-être, en partie, sa fortune. A la mort d'O, le surintendant des finances, Rosny et Sancy sollicitèrent la charge. Or, ce dernier s'opposait nettement au mariage du roi et de Gabrielle. Si l'on en croit Tallemant, il aurait dit au roi que « p... pour p..., il aimerait mieux la fille de Henri II que celle de madame d'Estrées, qui était morte au b... », et, à Gabrielle même, « que

1. Il s'agit des deux premiers volumes, dont la 1re édition, manuscrite, est de 1617 et qui furent édités en 1638. L'édition complète ne parut qu'après la mort de Sully, en 1662.

toujours un bâtard serait fils de p... ». Que ces propos vigoureux aient été — ou non — tenus, il paraît certain que celle-ci intervint, en 1694, pour écarter Sancy et faire entrer Rosny au conseil des finances.

Il est vrai qu'en 1697, la charge de Grand Maître de l'artillerie, briguée par Rosny, fut attribuée à Antoine d'Estrées sur les instances de la favorite : « A force de larmes et de prières je me suis laissé vaincre », écrivit le roi. Cette charge, Antoine « la méritait bien, dit Brantôme, car il l'entendait bien, pour l'avoir bien apprise de son brave père ». Mais ce fut, pour Rosny, une amère déconvenue, dont il garda toujours rancune à Gabrielle, une rancune plus forte que la mort.

Il connaissait, d'ailleurs, toute la violence de la passion du roi. Après nous avoir décrit sa pâleur et son émotion au récit d'un accident de voyage, auquel la duchesse de Beaufort venait d'échapper en rejoignant le roi sous Amiens, il ajoute : « A ces mouvements que je ne lui avais jamais remarqués dans les plus grands dangers, il me fut facile de juger de la grandeur de sa passion pour cette femme. » On juge que, dans ces conditions, prudent et fin comme il l'était, il ne risqua jamais son prestige dans une lutte ouverte contre l'idole. Dans les vives remontrances qu'il prétend avoir faites au roi à son sujet, il ne faut donc voir qu'imagination et fanfaronnade.

Quelles que fussent d'ailleurs la discrétion et la bonne grâce avec lesquelles Gabrielle usait de son crédit, il était inévitable que sa situation lui suscitât bien des censeurs, des envieux, des ennemis. Naturellement, les gens « en place » ou en passe de s'accommoder se contentaient de la vilipender en sourdine, tandis que les libellistes abusaient de leur incognito pour se livrer à des attaques le plus souvent odieuses et ineptes. Selon l'Estoile, le peuple y allait plus franchement. A la fin de 1694, un imprimeur venu pour affaires de Genève à Paris et voyant passer Gabrielle au Louvre, demanda le nom de cette dame si brillante et si fort accompagnée : « Mon ami, lui dit un archer de la garde, ce n'est rien qui vaille : c'est la p... du roi. »

Les gens de guerre protestaient à leur façon : ils risquaient leur vie pour le roi, non pour sa favorite. Au siège d'Amiens, la présence de celle-ci souleva murmures et quolibets : le

maréchal de Biron dut en aviser le roi, qui la pria aussitôt de s'éloigner.

On l'accusait communément de dilapider le trésor royal; c'était fort exagéré. Jamais le roi ne lui donna plus de 1 000 écus par mois : il devait en faire bien plus pour la marquise de Verneuil. Il est vrai qu'il lui fit de nombreuses donations immobilières. Elle était très rangée, mais adorait les bijoux, engageant les anciens pour en acquérir d'autres.

En juin 1598, le roi rencontra, dans les bois de Saint-Germain, un pauvre homme qui menait vendre une vache pour payer la taille : il l'interpella, compatit à sa misère, insinua qu'on avait donc un méchant roi. « Si n'est-il des pires, ainsi qu'on dit, répliqua le croquant. Mais il a une belle Gabrielle qui le gratte, qui nous gâte tout! » Henri se mit à rire et lui fit donner 12 écus pour payer ses impôts.

A la fin de la même année, le roi, revenant de la chasse, presque seul et fort crotté, rentrait au Louvre par le bac du port « Mal-acquest ». Il se plut à faire parler le batelier qui, ne reconnaissant pas son souverain, se mit à dauber sur la conduite et la prodigalité de la duchesse : « Elle a tant de belles robes et tant d'affiquests que cela ne finit pas, et c'est nous qui payons ça! » Le lendemain, le bonhomme fut tout surpris de se voir mandé au palais et tout tremblant de s'y trouver en présence du roi, qui lui fit répéter, devant Gabrielle, ses propos de la veille. Henri se divertit beaucoup de la colère de celle-ci, rassura l'imprudent batelier, et l'exempta d'impôt pour son bateau.

D'autre part, si attaché qu'il fût à son amie, le roi ne savait pas toujours résister à sa fringale amoureuse. C'est ainsi qu'il goûta les charmes de madame des Fossés, pendant son voyage à Rennes, de mademoiselle Havart de Senantes, très belle fille de la maison de Gabrielle que celle-ci s'empressa de chasser et de mademoiselle de Haraucourt. Mais aucune de ces diversions ne menaça sérieusement le crédit de la maîtresse en titre.

***

Henri IV eut-il vraiment l'intention d'épouser Gabrielle et la mort seule a-t-elle enrayé ce projet? Question mille fois

agitée, à laquelle il convient, selon nous, d'apporter une réponse affirmative.

Gabrielle songea-t-elle, dès les premières années de sa liaison, à s'élever jusqu'au trône? En tout cas, elle parut agir méthodiquement dans ce sens. Elle engagea le roi à se réconcilier avec le pape, qui pouvait seul annuler son premier mariage. Elle se libéra elle-même en se détachant d'Amerval. Elle se fit, comme on l'a vu, des alliés chez les ligueurs, tout en sachant garder la confiance des protestants. Ces derniers eussent préféré le règne du jeune Condé, fils et petit-fils de calvinistes, ou le mariage de Henri IV avec une princesse anglaise ou allemande, mais ils redoutaient surtout une reine italienne ou espagnole. Les jésuites, expulsés après l'attentat de leur élève Châtel, obtinrent leur rappel en 1598, en partie grâce à son intervention. Comme les « politiques » et les parlementaires semblaient les plus hostiles à ce projet, elle fit mainte avance à Groulart, premier président du parlement de Normandie, et l'invita plusieurs fois à Montceaux : efforts vains; le sévère magistrat ne fut jamais de ses partisans.

Mais elle avait des atouts dans son jeu : les princes lorrains, le vieux chancelier de Cheverny, qu'elle s'apprêtait d'ailleurs à abandonner, Brulart de Sillery, Biron, la duchesse d'Angoulême, le princesse de Conti. Par les lieutenants de César, elle tenait la Bretagne, Laon, la Fère et, par ses parents, le reste de la Picardie. On peut croire qu'elle ne négligea rien pour se faire épouser. « Et certes, dit Mézeray, elle n'était pas tout à fait indigne de cet honneur, sans les inconvénients qui eussent pu s'ensuivre. » Or ces inconvénients étaient graves.

Depuis 1685, Henri IV était séparé d'une femme qui ne lui avait donné aucun espoir de paternité. Dès 1592, le cardinal de Gondi, négociant un empunt à Florence, hasarda l'idée d'un mariage du roi de France avec Marie de Médicis si elle apportait en dot un million d'écus d'or, ce qui parut intéresser beaucoup le grand-duc de Toscane et... facilita la conclusion de l'emprunt. Au début de l'année suivante, comme Duplessis-Mornay exposait à Henri tous les dangers auxquels il exposait sa santé, son âme et sa réputation par ses intrigues multipliées, il répondit : « Pourquoi ne pense-t-on pas à me marier? »

Les ministres étaient justement désireux d'assurer sa succession et d'éviter au pays les désordres qui avaient suivi la mort de Henri III : l'héritier régulier était le fils unique et posthume de Henri Ier de Bourbon, prince de Condé; sa légitimité était douteuse, il avait dix ans à peine et ses oncles, Conti et Soissons, étaient bien ambitieux. Ils l'engagèrent à se séparer de Marguerite, lui parlèrent de l'infante d'Espagne et de Marie de Médicis et lui présentèrent leurs portraits.

Était-ce une coïncidence? L'idée d'une séparation parut intéresser le roi davantage quand la grossesse de Gabrielle se précisa. Dès lors, il forma le projet d'annuler à la fois le mariage de sa maîtresse et le sien. Érard, maître des requêtes du roi, fut chargé de faire des ouvertures à la reine Marguerite. Il lui offrait une pension, avec le paiement de ses dettes. La reine marchanda, réclama une abbaye, quelques charges pour ses amis : elle se disait d'ailleurs en sûreté dans le château d'Usson, où elle n'avait « rien à redouter qu'un siège qui, par sa longueur, ferait faillir les vivres ».

Elle consentit, dès l'été de 1594, à signer une procuration destinée à ceux qui devaient postuler l'annulation. Une correspondance plus aimable que jamais s'échangea entre les époux : il la remerciait de sa bonne grâce, elle le chargeait de mille amitiés pour Gabrielle : « Je veux témoigner à cette honnête femme combien j'aurai toujours de volonté de servir à son contentement et combien je suis résolue d'aimer et honorer toute ma vie ce que vous aimerez. »

Mais, quand fut levée l'excommunication du roi, ces lettres se firent plus rares : Marguerite ne voulait pas faciliter à Gabrielle le chemin du trône. Quant au roi, il craignait de se laisser entraîner à un mariage politique, qui ruinerait ses amours. En fait, il interrompit pendant deux ans les négociations de son divorce.

C'est seulement au début de 1598 que Henri IV aborda résolument la question de son remariage. Les princes, le Conseil royal, les Parlements de Paris et de Rouen, le clergé l'en pressaient depuis longtemps. Le 21 février, il écrivit au chancelier de Bellièvre : « Ce pensement est entré en mon esprit, depuis quelques jours, plus avant qu'il n'avait encore

fait depuis mon règne, avec intention et désir d'en faire éclore les effets. »

En mai se place le fameux entretien qu'il eut à Rennes avec Rosny, et que celui-ci rapporte avec plus de souci de se donner un rôle avantageux que de respecter la vérité : « A la veille de la restauration du royaume, dit Henri, je ne vois en tous ces beaux et magnifiques desseins qu'un seul défaut, qui est de savoir qui en profitera... si je ne donne des enfants venus de moi à la France... Je ne me jetterai pas dans le plus grand des malheurs de cette vie qui est, selon mon opinion, d'avoir une femme laide, mauvaise et despote... L'infante d'Espagne est vieille et laide; la nièce du duc de Florence est d'une maison bien peu ancienne et de la même race que la reine mère, qui a fait tant de maux au pays. Pour les princesses d'Allemagne, les femmes de cette religion ne me reviennent nullement, et penserais-je, si j'en avais épousé une, de devoir avoir toujours un lot de vin couché auprès de moi. En France, des deux filles de la maison du Maine, l'une est bien noire et toutes deux trop jeunettes... Catherine de Rohan est huguenote... Il y a bien ma nièce de Guise, qui serait une de celles qui me plairait le plus, nonobstant ce petit bruit que quelques malins esprits font courir qu'elle aime mieux les poulets en papier qu'en fricassée... » Il lui faudrait une femme belle, d'humeur complaisante et capable de lui donner de beaux enfants... Et, comme Rosny faisait la sourde oreille : « Oh! la fine bête que vous êtes, s'écria le roi impatienté. Ah! que savez bien, si vous voulez, voir celle-là même que je pense! »

Ainsi mis au pied du mur, le confident aurait nettement critiqué le projet du roi, exposant que ses enfants, les uns adultérins, les autres légitimes, n'auraient pas les mêmes droits à sa succession, et lui rappelant même les bruits fâcheux qui avaient couru sur la naissance de César. Assurément, Rosny exagère : voit-on Henri IV, « si aveugle de sa passion de père », comme dit Richelieu, accepter froidement si verte mercuriale?

Invraisemblable aussi sa prétendue lettre du 13 avril 1598, où il aurait, le premier, engagé Marguerite à se séparer du roi, alors que les négociations étaient entamées depuis cinq ans et que la reine avait signé une première procuration.

Invraisemblable encore, au moins dans sa forme, cette lettre du 20 septembre, qu'il aurait montrée au roi, et dans laquelle la reine acceptait l'idée du « démariage » : mais, « si c'était pour mettre en sa place une femme de si basse extraction et qui aurait démené une vie si sale et si vilaine comme était celle dont on faisait courir le bruit, elle ferait tout le contraire et ne quitterait rien du sien pour voir le roi si mal colloqué... » Jamais Marguerite n'aurait commis pareille imprudence; elle tenait trop à l'amitié de Gabrielle, qu'elle gratifiait d'ailleurs, deux mois plus tard, de son duché d'Étampes. Jamais, surtout, Rosny n'aurait mis pareille lettre sous les yeux de son maître!

Cependant, dès cette époque, le roi paraissait avoir pris son parti. Se promenant, un soir de juillet, dans les jardins de Montceaux, entre Gabrielle et Groulart, il confia au grave président qu'il allait « renouveler la race des princes du sang de plus forts et vigoureux qu'il n'y en a ».

De la même époque date une lettre du conseiller d'État de Cornac, abbé de Villeloin, au cardinal de Givry, résidant à Rome. Cette lettre, fort longue, relate un entretien secret que le roi eut, ou aurait eu, à Saint-Germain avec trois de ses conseillers intimes, sans doute Rosny, Villeroy et Sillery. Le premier conseillait l'alliance avec une famillle régnante, le deuxième indiquait comme héritier le prince de Condé. Le dernier, craignant l'ambition des oncles de ce prince, souhaitait que le roi eût des héritiers directs et que, doutant de la fécondité d'une nouvelle union, il fît annuler son premier mariage et légitimât les fils de la duchesse. Cornac est un personnage grave et digne de créance, mais cet entretien n'est relaté par aucun des trois conseillers mis en cause : a-t-il eu lieu réellement? Il semble plutôt que cette lettre fut inspirée par le roi pour être communiquée au pape, afin de le pressentir en faveur de Gabrielle.

Henri tenait d'autant plus à ce mariage, dit Cheverny, que son premier médecin, La Rivière, désireux de garder la faveur de Gabrielle, lui déclarait qu'en raison « d'une certaine carnosité qu'il avait et qui avait failli l'emporter à Montceaux, en octobre 1598, il pourrait, par la suite des temps, devenir moins habile à avoir des enfants ». Sa vigueur fléchissait, la

goutte le tourmentait, il redoutait le sort de Henri III qui, faute d'héritiers directs, fut en butte aux persécutions des princes du sang. D'autre part, les droits à la couronne de ses fils légitimés lui semblaient à l'abri de toute attaque. Aussi écrivait-il à Sillery que, la paix étant rétablie dans le royaume, il devait « penser à ses héritiers et à conserver le prince qu'il avait procuré à son peuple ». Et sa passion pour Gabrielle ne faisait que croître : « Vous me conjurez, mes chères amours, lui écrivait-il le 29 octobre, d'emporter autant d'amour que je vous en laisse. Ah! que vous m'avez fait plaisir! car j'en ai tant que, croyant avoir tout emporté, je craignais qu'il ne vous en fût point demeuré... »

Avec le château d'Usson, les négociations furent reprises. La « reine Margot » a été largement vilipendée, en particulier par le huguenot l'Estoile. Sa préciosité, ses innombrables intrigues, ses galanteries forcenées ne doivent pas faire oublier l'esprit, la bonté, la générosité, la grâce incomparable de la « vraie perle des Valois ». Fille, sœur, épouse de rois de France, il nous paraît impossible, comme le dit Saint-Poncy, qu'elle n'ait pas eu souci de la transmission régulière de la couronne et de l'avenir du pays. Aussi comprenait-elle que, désormais incapable de donner au roi un héritier, elle devait s'effacer, pour laisser le champ libre à de nouveaux espoirs.

Qu'elle ne nourrît pas, pour son heureuse rivale, de bien tendres sentiments, c'est trop naturel. Surtout il lui répugnait de faciliter l'accès du trône à « cette décriée bagasse », selon l'expression que Rosny lui prêtait trop généreusement. Mais que de belles compensations lui offrait-on : en plus du paiement de ses dettes, une dotation princière, l'autorisation de résider à Paris, une position honorable à la cour, avec le titre de reine et de duchesse de Valois. Refuser tout accommodement, c'était continuer sa vie de recluse à Usson, dans la gêne et dans l'ennui; c'était peut-être s'exposer, de la part d'un époux irrité, à des poursuites pour adultère. Il lui fallait composer : tout accorder au maître, et faire bon visage à la favorite en s'efforçant, sous-main, de ruiner ses ambitions.

C'est elle qui reprit alors les relations épistolaires avec Gabrielle, lui disant « quelle peine lui a causée la privation de ses nouvelles et de celles du roi un si long temps ». Elle se

déclarait soumise à leurs volontés : « J'en parle en commun, les estimant si unies que, me conformant à l'une, je le serai aussi à l'autre. » Elle désirait « lui parler librement, et comme à celle que je vous tiens pour ma sœur et que, après le roi, j'honore et estime le plus ». Le 3 février 1599, elle envoya « une façon de procuration » destinée à permettre au roi d'agir en cour de Rome.

Le président Brulart de Sillery était parti pour l'Italie dès le 20 janvier, avec le titre d'ambassadeur extraordinaire. Il avait à négocier avec le pape, choisi comme arbitre par Henri IV et le duc de Savoie et, subsidiairement, à s'employer en faveur de la fameuse annulation. Suivant Mézeray, Gabrielle lui avait promis les sceaux en cas de succès, et l'avait engagé à laisser, au besoin, le marquisat de Saluces à Charles Emmanuel Ier qui devrait en échange engager son allié, le roi d'Espagne, à plaider pour elle en cour de Rome : c'est ce qui allait advenir au traité de Lyon (17 janvier 1601), où le roi de France reçut d'ailleurs d'intéressantes compensations.

Sillery devait porter au pape une lettre pressante de Henri IV et lui dire combien il importait que le roi « pût avoir des héritiers et donner à ses peuples des princes sous lesquels ils pussent vivre en quelque repos ». Il était même autorisé, dit-on, à confier au Saint-Père les doutes qui s'élevaient sur la légitimité du jeune Condé. Il se concerta avec les prélats français résidant à Rome et surtout avec le cardinal d'Ossat qui remplissait, en l'absence des titulaires, les charges d'ambassadeur et de protecteur des affaires du royaume.

La validité du mariage pouvait être attaquée, car il lui manquait le consentement de Marguerite, qui avait en effet exprimé sa répugnance; le visa canonique de l'ordinaire, qui aurait dû être apposé sur la dispense pontificale levant l'empêchement de parenté; enfin la dispense relative à la parenté spirituelle, Henri de Navarre ayant eu Henri II pour parrain.

Clément VIII avait travaillé non sans bonheur, depuis son élévation, au rétablissement de l'ordre en France et de la paix dans la chrétienté. Il avait absous Henri IV et contribué à la conclusion du traité de Vervins; il venait d'être choisi comme arbitre entre la France et la Savoie. Fondant de grands espoirs sur Henri IV qui, disait-on, projetait une alliance de tous les

princes chrétiens contre les Turcs, il devait s'employer à consolider son pouvoir en assurant la perpétuité de la dynastie, et par suite à favoriser l'annulation. Mais comment le roi useraît-il de sa liberté reconquise?

Le grand-duc Ferdinand de Toscane, fort de sa grande fortune et de l'ancienne alliance des Médicis et des Valois, manifestait le désir de marier sa nièce Marie à Henri IV. Il espérait ainsi trouver un solide appui contre la politique envahissante de l'Espagne. La cour de Venise le soutenait.

Le pape — un Aldobrandini, d'origine toscane — appuyait la politique du grand-duc et ne pouvait que favoriser l'alliance projetée avec le roi de France. Au contraire, la perspective d'avoir à bénir le mariage et le couronnement de la favorite ne pouvait lui agréer : « Ce serait, aurait-il dit, chose extravagante, le peuple de France n'ayant pas l'habitude de supporter des taches sur ses rois. » Aux sollicitations pressantes et même aux objurgations des envoyés français, il répondait que le mariage du roi avec la duchesse de Beaufort ne saurait assurer une paisible transmission de la couronne, car les enfants légitimes à naître prétendraient toujours l'emporter sur leurs frères légitimés. D'autre part, Marguerite l'avait informé confidentiellement qu'elle refuserait son consentement si le roi devait épouser sa favorite. Il savait enfin qu'une vive opposition se dessinait en France contre l'ascension de Gabrielle : la noblesse se sentait humiliée de voir des bâtards succéder à la couronne au détriment des princes du sang; « les vrais serviteurs du roi, écrivait Groulart, avaient de l'appréhension infinie et de la douleur très grande »; le peuple narguait « la duchesse d'ordure » et l'accusait de prodigalités ruineuses. Mais fallait-il, en heurtant de front la volonté du roi, s'exposer à un schisme, tel qu'il s'était produit en Angleterre?

La grande ennemie de Gabrielle — ennemie sournoise et venimeuse — fut donc la cour de Florence. Dès l'entrée de Henri IV à Paris, elle y entretint un agent secret, le chanoine Francesco Bonciani qui fit partie d'abord, comme simple clerc, de la maison du cardinal de Gondi, évêque de Paris, d'origine toscane, lui aussi, et demeuré fort attaché à la cour de Florence. Bonciani prit plus tard, publiquement, la qualité d'agent de la Toscane.

Sa mission principale était de préparer, sous-main, le mariage : il s'y attacha passionnément. Dès le 29 mars 1596, il écrivait à sa cour que le crédit de la marquise de Montceaux augmentait et qu'il fallait « prévoir quelque inconvénient si le roi pouvait se délivrer de la reine de Navarre ». Ses alarmes, un moment apaisées, se réveillèrent au baptême du deuxième enfant de Gabrielle : à cette occasion, Gondi crut devoir s'excuser auprès de lui d'avoir dû figurer à la cérémonie. La perte d'Amiens et les embarras financiers de Henri IV refroidirent Bonciani, mais le légat lui déclara que le pape approuvait toujours le projet d'alliance et pourrait annuler le mariage de Marguerite avec le roi, si celui-ci renonçait à Gabrielle.

Le 14 mars 1598, ce fut au tour de Bonciani de réclamer l'intervention de la cour florentine auprès du pape afin de faire cesser « la détestable vie » que le roi menait avec sa favorite. Après le traité d'Angers, c'est encore lui qui releva les espoirs du grand-duc découragé et lui démontra l'intérêt que l'union projetée présenterait pour renforcer sa situation vis-à-vis de l'Espagne. Le 20 juin, il écrivait à Rome que, « sans madame de Montceaux, avant quatre mois on traiterait du mariage ». Le 27 septembre, il déclarait avoir entamé, pour cet objet, des négociations secrètes avec Villeroy. Enfin, le 2 décembre, il faisait prévoir, non sans consternation, le mariage imminent du roi avec Gabrielle : « Toujours s'accroît l'amour du roi pour sa dame; cela deviendra un mal incurable si Dieu *no si mette la sua sancta manos.* » Espoir, prédiction, menace? Brusquement, sa correspondance s'arrête là.

Tant de précautions avaient entouré les démarches de Bonciani que le roi ne soupçonnait pas la source des résistances qu'il rencontrait à Rome. Au mois de décembre, recevant le légat en audience de congé, il lui fit part sans mystère, dit Mézeray, de son projet d'épouser la duchesse de Beaufort et le pria de hâter, en conséquence, la dissolution de son premier mariage. Le légat répondit « fort froidement » que le pape ne l'avait envoyé qu'à l'occasion de la paix, qui se trouvait heureusement conclue. S'apercevant de son imprudence, Henri lui fit dire plus tard par Sillery « que cette fantaisie lui était passée » : simple précaution, semble-t-il, pour lever les

obstacles à l'annulation réclamée. Mais « c'était chose bien certaine, affirme le président Groulart, qu'il avait décidé d'épouser sa maîtresse ».

Si le roi, désireux d'obtenir d'abord sa liberté, évitait d'annoncer officiellement ses intentions futures, Gabrielle, au contraire, pour le lier davantage autant que pour préparer le public, cherchait à en répandre le bruit. Sa faveur, du reste, allait toujours croissant.

En décembre fut célébré à Saint-Germain le baptême de son second fils, Alexandre Monsieur, né le 13 avril précédent. Le cérémonial fut le même que pour les enfants de France. Toute la cour y assista. Le comte de Soissons et Diane de France, duchesse d'Angoulême, étaient parrain et marraine. Sully prétend avoir fait au roi, au sujet de l'éclat donné à cette cérémonie, de justes remontrances : celui-ci aurait avoué que ses ordres avaient été dépassés et fait mander Gabrielle sur-le-champ, afin de la morigéner : « J'aime mieux mourir, aurait-elle répondu, que de vivre avec cette vergogne de voir soutenir un valet contre moi, qui porte le titre de maîtresse! » Mais Henri aurait mis fin brusquement à ses récriminations : « Je vous déclare que, si j'étais réduit à cette nécessité de choisir à perdre l'un ou l'autre, je me passerais mieux de dix maîtresses comme vous que d'un serviteur comme lui. » Belles paroles royales, assurément, mais récit manifestement arrangé, comme le pense Marbault. Gabrielle était toute-puissante sur le cœur du roi, elle attendait son quatrième enfant, le mariage était décidé, et d'ailleurs le même cérémonial, auquel Rosny se serait si témérairement attaqué, avait été suivi deux ans plus tôt, pour le baptême de Catherine-Henriette.

Le mardi gras, 2 mars 1599, le roi fixa la date du mariage aux environs de Quasimodo. On espérait, d'ici là, le retour de Sillery, porteur de la ratification signée par le pape. Au doigt de la belle favorite, Henri IV passa la bague, ornée d'un diamant taillé en table, « avec laquelle lui-même avait épousé la France au jour de son sacre ». Il lui remit en outre une pièce d'orfèvrerie donnée par la ville de Lyon, figurant son triomphe sur le lion de la guerre et de la discorde, et, dans une boîte d'argent à son chiffre, un morceau d'ambre gris de quatre livres.

Tout était prêt pour la cérémonie, les robes étaient faites,

un magnifique ameublement de velours cramoisi était déposé chez madame de Sourdis, au doyenné de Saint-Germain-l'Auxerrois. Gabrielle habitait au Louvre, du moins pendant la présence du roi.

Henri, sujet depuis quelque temps à des accidents douloureux et graves, voulut assurer sa situation, en cas de régence. Biron devait être le pivot de la combinaison. Il aurait d'importantes dotations, les comtés de Bigorre et du Périgord, et l'épée de connétable après Montmorency. On le marierait avec la plus jeune sœur de Gabrielle. Comme lieutenant, il aurait l'adroit et énergique Annibal d'Estrées, qui épouserait la fière mademoiselle de Guise et celle-ci, devenue la belle-sœur de la reine, apporterait aux enfants légitimés l'appui de sa puissante maison. Quant aux princes du sang, on les couvrirait d'or : pour sa part, le jeune Condé recevrait de fastueux bénéfices et le chapeau cardinalice.

Gabrielle avait déjà pris des gardes; un de leurs capitaines l'escortait dans ses sorties, en litière ou en carrosse. Son lever et son coucher étaient de véritables cérémonies où parentes et amies — en attendant les duchesses — lui présentaient la chemise. Les princesses de Lorraine la coiffaient et l'habillaient. Le roi lui présentait princes, ministres, ambassadeurs. Elle s'apprêtait à lui donner son quatrième enfant. Encore quelques jours et la race des Vendôme devenait royale. « Dieu seul ou la mort du roi peuvent arrêter ma fortune », disait la radieuse favorite.

Et cependant, plus approchait le grand jour, et plus de noirs pressentiments l'agitaient. La mort apparaissait dans ses rêves. Elle était superstitieuse et se plaisait à interroger les devins qui pullulaient à cette époque et dont les prophéties préoccupaient les plus sérieux de ses contemporains. Étaient-ils gagnés par ses ennemis? Tous voyaient l'avenir sous les plus sombres couleurs : elle ne serait mariée qu'une fois — une personne de son entourage lui jouerait un mauvais tour — un enfant l'empêcherait de réaliser ses espérances — il n'y aurait pas de couronne pour elle, ni pour ses enfants — elle mourrait jeune. Le vieux controversiste Palma Cayet, alchimiste à ses heures et tireur d'horoscopes, lui annonça que sa dernière grossesse ne lui porterait pas bonheur. Le 31 janvier,

suivant l'Estoile, le fameux devin piémontais Bizacasser prédit « que jamais ce mariage ne se ferait, voire bien que la duchesse ne verrait point le jour de Pâques... ».

Cependant, le mois d'avril était commencé et le pape, inquiet et tourmenté, n'avait pu se résoudre à prendre une décision. Un jour, après avoir prescrit un jeûne, afin de réclamer l'assistance divine, on le vit s'agenouiller devant son crucifix et s'abîmer dans une longue méditation. Soudain, il se releva le visage éclatant et s'écria, d'un air inspiré, devant ses familiers stupéfaits : « Dieu y a pourvu! »

V

Avril commence à fleurir, la cour est à Fontainebleau. Le vieil abbé Benoist, curé de Sainte-Eustache et confesseur du roi, invite son illustre pénitent à se séparer de la favorite à l'approche du temps pascal : que celle-ci, public objet de scandale, donne le bon exemple avant de monter sur le trône et s'en aille faire ouvertement ses dévotions dans sa paroisse de Paris. Tous deux comprennent la sagesse de ce conseil et la nécessité de s'y conformer. Mais, si courte que doive être la séparation, c'est pour eux un cruel déchirement.

Gabrielle n'est plus cette jeune femme insouciante, paisible, joyeuse de se sentir belle et fêtée, qui, devant tous, sautait gaiement au cou de son royal ami. Tant de soucis, d'intrigues et de dangers l'ont mûrie, ses trois maternités ont quelque peu alourdi sa taille et empâté son charmant visage. Depuis quatre ou cinq mois qu'elle attend son quatrième enfant, sa santé est ébranlée. Elle est anxieuse, impatiente, surexcitée. Frappée par les prédictions des devins interrogés, de sinistres pressentiments l'assaillent. Elle vient de rêver que le feu prenait dans ses appartements, que ses pieds, rivés au sol, l'empêchaient de fuir et qu'elle voyait, penché sur elle à travers les flammes, le visage du roi impuissant et désespéré. Réveillé comme elle, en sursaut, Henri a fait le même songe effroyable : tous deux s'étreignent avec émotion.

Le départ est fixé au lundi saint, 5 avril, dans la matinée. Le cheval et le carrosse étant interdits à la duchesse par son

état de santé, elle monte en litière. Le roi chevauche à ses côtés avec quelques familiers : le jeune et hardi Bassompierre, à peine arrivé en France et déjà en grande faveur à la cour; Montbazon, capitaine des gardes; Fouquet La Varenne, plat courtisan monté, à force d'habiles reptations, des cuisines de Madame Catherine à l'antichambre et au cabinet du roi. A Melun, où la petite troupe s'arrête pour souper, Henri règle la fin du voyage : « Bassompierre, ma maîtresse vous veut demain mener avec elle dans son bateau à Paris; vous jouerez ensemble par les chemins. »

Après avoir passé la nuit à Savigny, on repart au matin pour Corbeil, où la duchesse prendra le coche d'eau pour Paris. Henri IV l'escorte jusqu'à l'embarcadère. Mais, au moment de la séparation, elle perd tout son courage; elle, qui ne pleure jamais, fond en larmes, proteste qu'elle ne verra plus le roi. Tout ému, le bon Henri parle de la ramener à Fontainebleau. Enfin la raison l'emporte; elle s'arrache à ses bras après lui avoir fait mille recommandations au sujet des enfants, des serviteurs, des constructions entreprises à Montceaux.

Dans l'après-midi, vers trois heures, son bateau accoste le quai voisin de l'Arsenal : c'est là qu'elle descend souvent chez sa sœur, la maréchale de Balagny, quand elle séjourne à Paris en l'absence du roi. Le maréchal, le marquis de Cœuvres, la duchesse et mademoiselle de Guise, la duchesse de Retz et ses filles, quelques autres encore, l'accueillent à son débarquement. Elle entre à l'Arsenal, s'y installe et se dérobe aux visites.

Après quelques instants de repos, elle se fait conduire rue de la Cérisaie, près de la Bastille, à l'hôtel du fameux Zamet. C'est un ancien cordonnier florentin, arrivé en France avec la suite de Catherine de Médicis et devenu, par son adresse et sa belle humeur, par l'usure et par le jeu, un des plus gros financiers de Paris, mais qui n'a jamais pu obtenir de Rosny une situation officielle. Avec Gondi et Bonciani, c'est encore un agent, au moins un partisan, du grand-duc de Toscane. On va volontiers chez lui en parties fines : le cadre est luxueux, la chère exquise, les jardins mystérieux à souhait; mais la société y est si mêlée qu'une femme seule n'y peut guère

séjourner sans compromettre sa réputation. En servant les amours du roi, en prêtant à ses maîtresses et à ses familiers, Zamet a conquis sa faveur et reçoit de temps en temps sa visite et celle de Gabrielle.

Sachant plaire à son ami, la duchesse se fait donc mener chez le financier par Fouquet La Varenne. Elle y reçoit Rosny, sa femme et la princesse de Conti et prend une légère collation. Après avoir absorbé un cédrat ou « poncire », sorte de citron, elle se sent indisposée, prend congé de son hôte et se fait conduire au doyenné de Saint-Germain-l'Auxerrois, chez sa tante de Sourdis, qui se trouve absente. Sa nervosité augmente. Avant de se coucher, elle écrit à sa tante, à Chartres, pour la prier de venir la rejoindre. Mais celle-ci est en déplacement et ne pourra, même en faisant toute diligence, rentrer à Paris que le samedi, après une seconde lettre de sa nièce.

Mercredi, Gabrielle se trouve mieux. Elle se rend officiellement à l'hôpital du Petit Saint-Antoine où doit se donner, après l'office des Ténèbres, un concert spirituel. Montbazon et ses archers escortent sa litière. Les princesses de Lorraine et de nombreuses dames suivent en carrosse. Le temps est magnifique, le printemps très avancé; le peuple se rend en foule à l'église. On a réservé à la duchesse et à sa suite une chapelle particulière. Pendant l'office, elle montre à mademoiselle de Guise, assise auprès d'elle, des lettres de Rome, fort encourageantes pour l'issue du procès, ainsi que deux missives reçues du roi le jour même, remplies de tendresse et d'espoir.

Mais bientôt la chaleur l'incommode; elle éprouve des douleurs de tête, des éblouissements. Dès la fin de l'office, elle se retire au plus vite, en priant mademoiselle de Guise de la rejoindre au doyenné. A peine rentrée, elle se plaint d'un grand mal de tête et se fait déshabiller. Une convulsion la prend dont elle revient « à force de remèdes ». Elle se fait excuser auprès de Zamet, qui l'attendait pour souper. La nuit est calme.

Jeudi matin, elle va faire ses Pâques à Saint-Germain-l'Auxerrois. Vers deux heures, les malaises la reprennent; elle se remet au lit. Les médecins, convoqués en toute hâte, sont fort inquiets, n'osant employer, à cause de son état, les remèdes les plus actifs. A quatre heures se manifestent les signes pré-

curseurs d'un accouchement avant terme. Les premières douleurs s'accompagnent d'accidents effrayants, de convulsions, de mouvements désordonnés, qui durent jusqu'à huit heures du soir.

Le sacrifice de sa vie est fait : il n'y a plus d'espoir en son cœur que pour les siens. Dans la journée, elle a écrit au roi pour l'aviser de ces accidents et le prier de trouver bon qu'elle reprenne le bateau pour le rejoindre, « espérant, dit Marbault, qu'il la viendrait voir aussitôt et qu'il l'épouserait avant qu'elle mourût, en faveur de ses enfants ». Bernard de Peichpeyroux, baron de Beaurain, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, part aussitôt à franc étrier et remet la lettre à Henri, dans la soirée.

Cependant l'inquiétude s'empare des adversaires de Gabrielle et surtout des tenants du grand-duc de Toscane : il s'agit pour eux d'empêcher à tout prix un mariage *in extremis* — si la bulle d'annulation, qu'on croit signée, arrive à temps — et en tous cas la légitimation des enfants. La Varenne est leur homme : d'accord, semble-t-il, avec le maréchal d'Ornano, Bassompierre et le chancelier de Bellièvre, il part, lui aussi, pour Fontainebleau, où il arrive presque en même temps que Peichpeyroux.

Le roi, tout ému à la pensée du danger couru par sa bien-aimée, n'hésite pas un instant. Il éconduit La Varenne et se décide à partir le lendemain, au petit jour : son premier écuyer, Beringhem, saute à cheval à l'instant même et voyage toute la nuit pour annoncer son arrivée au doyenné, tandis que Peichpeyroux est chargé de tenir prêt, pour le passage prochain du roi, le bac des Tuileries. Sur leurs talons, La Varenne repart aussitôt pour tenter de contrecarrer ces projets.

Vendredi saint, l'état de Gabrielle empire. Elle est à bout de forces. Les médecins la délivrent d'un enfant mort-né, mais ne peuvent attirer « le second flux d'après le fruit ». La sage-femme se montre maladroite. La malade est saignée trois fois, reçoit trois clystères et trois suppositoires. Les douleurs et les convulsions ne la quittent pas; « elle s'afflige elle-même au visage et aux autres parties de son corps ». Les médecins, apothicaires et chirurgiens qui l'assistent n'ont jamais rien vu de pareil.

Dans son entourage, les uns s'affolent, les autres conspirent. La Varenne imagine une odieuse machination : il court à Saint-Germain-l'Auxerrois, où d'Ornano et Bassompierre écoutent le sermon de la Passion, leur déclare que la duchesse vient de mourir et les supplie d'aller au-devant du roi pour empêcher sa venue. Les deux hommes le suivent aussitôt et sautent à cheval. Sur la route, ils rejoignent le carrosse de Bellièvre qui, alerté par une lettre de La Varenne, va de sa maison de Villeneuve à Fontainebleau.

Cependant, en sens inverse, Henri « vient sur des courtauds à toute bride » : il a déjà rattrapé Peichpeyroux et l'a « gourmandé fort de n'avoir fait plus de diligence ». Près de Juvisy, il croise les trois hommes. Bellièvre lui annonce la mort de la duchesse. « Ah! s'écrie le roi, c'est encore ici un coup du ciel! » Si violente est son émotion qu'on doit le faire entrer dans une abbaye voisine. Dans les transports de sa douleur, il se jette sur un lit, puis se relève, crie qu'il veut au moins voir son amie morte, la serrer encore une fois dans ses bras.

Survient Beringhem : il assure que la duchesse respire encore, mais qu'elle a perdu l'usage des sens et qu'elle est à l'agonie. Henri veut courir à son chevet. Bellièvre cherche à l'en dissuader, lui remontrant « le tort qu'il ferait à sa réputation, et que ses actions sont vues de tout le monde ». D'Ornano et Bassompierre l'appuient. D'abord révolté, le roi se rend à leurs raisons, renvoie Beringhem à Paris, et, désolé, la tête basse, suivi de Bassompierre et de quelques autres, rentre le soir même à Fontainebleau : « Bassompierre, vous avez été le dernier auprès de ma maîtresse : demeurez aussi auprès de moi pour m'en entretenir. » Au dire de l'ambassadeur de Venise, « il reconnaît, regardant le ciel, que Dieu aime cet État et ne le veut perdre ». Il s'en va rêver au pavillon solitaire du jardin des Pins, fait appeler le petit César, s'émeut de voir couler les larmes de l'enfant.

Quant au jeune Condé, précoce courtisan, il « contrefait naïvement le fâché » et se couvre le visage de son manteau. Mais lorsque sa mère, ignorant encore les événements, lui demande le motif de sa peine, c'est en riant qu'il lui répond : « Madame la duchesse est morte! »

Cependant, la malheureuse Gabrielle se tord sur son lit de

douleurs, appelant de tous ses vœux la venue de son roi bien-aimé. Les crises se succèdent, si brutales et si répétées qu'il est impossible de lui administrer le saint viatique. Ses femmes, ses familiers, les médecins, tout le monde a perdu la tête; on laisse entrer dans sa chambre bon nombre de curieux. Une des femmes qui l'assistent, tout en lui parlant du paradis, lui « tire ses beaux anneaux des doigts, si subtilement qu'elle les a déjà accommodés au bout de son chapelet », quand une religieuse s'aperçoit enfin du larcin. A partir de six heures, elle perd peu à peu la parole, l'ouïe, la vue, et demeure anéantie pendant le reste de la nuit.

Le samedi matin, la malade ne sort du coma que pour retomber dans de nouvelles convulsions. Dans la violence de ses tourments, elle a le visage « quasi-tourné du devant derrière ». La belle Gabrielle est devenue « si hideuse qu'on ne peut la regarder qu'avec peine ». Le médecin lui-même, La Rivière, ne peut supporter cet horrible spectacle et s'enfuit en criant : *Hic est manus Domini!*

A cinq heures du matin, après une effroyable agonie, elle exhale enfin son dernier souffle.

Au doyenné, le désarroi est complet. Personne ne sait où donner de la tête. L'hôtel est envahi par la foule des curieux qui s'en vont horrifiés, chuchotant que la duchesse a dû se donner au diable, qui lui a rompu le col. A la faveur du désordre, la Mayneville, servante de Gabrielle et son mari, chef des archers, font main basse sur les bijoux[1]. Madame de Sourdis arrive enfin à deux heures : c'est pour tomber en pâmoison comme vient de le faire mademoiselle de Guise, devant le lit de douleur.

On procède le jour même à l'autopsie. On trouve « le poumon et le foie gâtés, une pierre en pointe dans le rognon et le cerveau offensé »... Les médecins disent qu'un citron mangé chez Zamet par la duchesse lui fit mal, mais ils se prononcent pour l'apoplexie. Cependant, la triste nouvelle s'est vite répandue : on vient donner l'eau bénite. Vernhyes trouve mademoiselle de Guise encore évanouie « et madame de Guise, sa mère, aux grands pleurs et hurlements ». L'ambassadeur de Venise

1. Ce vol leur vaudra six années de Bastille. La Mayneville est sans doute « la Rousse » des « Économies ».

apprend qu'on prépare des funérailles comme pour une princesse du sang.

***

A Fontainebleau, le roi, profondément affligé, se désole de n'avoir pu, par sa présence, adoucir les derniers moments de sa tendre amie. C'est Beringhem qui est venu, le matin de Pâques, lui donner les tristes détails en lui remettant la liste, dressée par Bellièvre, des joyaux trouvés au doyenné. Son affection pour son fils redouble : il pense à le désigner pour succéder à la couronne, mais Villeroy réussit à l'en dissuader.

Parmi les marques de sympathie qui lui sont prodiguées, il est surtout sensible à celles que lui apporte le connétable, dont la jeune femme est morte récemment dans des conditions analogues. A sa sœur Catherine, il répond : « La racine de mon cœur est morte et ne rejettera plus... Cependant, puisque Dieu m'a fait naître pour ce royaume et non pour moi, tous mes sens et mes soins ne seront plus employés qu'à l'avancement et conservation d'iceluy. » Contrairement à la coutume de ses prédécesseurs, il prend le deuil en noir pendant quelques jours, puis en violet pendant trois mois. La cour l'imite fidèlement.

Le marquis de Cœuvres, atteint dans ses intérêts comme dans son affection, est malade de chagrin. Madame de Sourdis part pour Fontainebleau et demande au roi de lui confier l'éducation des enfants. Quant au père de Gabrielle, dit Vernhyes, « il ne fait paraître aucun signe de tristesse et se console avec les meubles » qu'il fera chercher, rue Fromenteau, par de grands chariots. Ministres et parlementaires voient dans cette mort un événement heureux pour le pays : « Ainsi, dit Vernhyes, en une heure, Dieu a dissipé tant de conseils, retenu le roi de courir à sa perte, à laquelle il se précipitait, à sa ruine et de l'État. » La prédiction du pape s'est réalisée : « Dieu y a pourvu ! »

Le samedi 17 avril, les funérailles sont célébrées suivant le cérémonial usité pour les princesses du sang. Pendant quatre jours, l'effigie de la duchesse reste exposée dans le vestibule de son habitation particulière, rue Fromenteau, assise sur le grand lit qu'elle a fait faire pour le Louvre, à l'occasion de son prochain mariage. Le masque en cire, modelé sur sa face, porte

la couronne ducale; un manteau de satin blanc la couvre; un baldaquin de velours cramoisi, rehaussé de passements d'or et d'argent, surmonte le tout. Le corps, allongé dans son cercueil, est dissimulé sous le lit.

Le vestibule est tendu de riches tapisseries prêtées par le roi. Autour du lit, se tiennent les parents en grand deuil et les gentilshommes servants. Deux hérauts à cottes d'armes noires semées de fleurs de lis d'or présentent l'eau bénite aux assistants. Des archers de la garde du roi prennent, tour à tour, leur faction. Devant deux autels dressés, à droite et à gauche, des religieux se relèvent pour réciter perpétuellement les prières des morts.

Après ces quatre jours de parade, le service mortuaire est célébré à Saint-Germain-l'Auxerrois. Puis le convoi, accompagné d'une foule de seigneurs et de dames, à cheval ou en carrosse, se dirige vers Saint-Denis où a lieu un service solennel. Enfin, l'on se rend au couvent de Maubuisson, près de Pontoise, dont l'abbesse est une sœur de Gabrielle : c'est là que les corps réunis de la mère et de l'enfant descendent dans le caveau.

Au milieu de la désolation officielle circulent, sur Gabrielle, ses frères, ses sœurs et Balagny, fils de l'évêque de Valence, ces vers cruels :

J'ai vu passer par ma fenêtre
Les six péchés mortels vivants
Conduits par le bâtard d'un prêtre
Qui tous ensemble allaient chantant
Un *requiescat in pace*
Pour le septième trépassé.

***

La mort de Gabrielle est-elle due à des causes naturelles? Le coup fut si brutal, si inattendu; il vint si opportunément briser le principal obstacle opposé à l'ambition des Médicis, qu'on voulut y voir le résultat de leurs criminelles intrigues. Et, tout naturellement, la légende s'est attachée à ce dénoument dramatique.

Le projet de mariage de Gabrielle avec le roi rencontrait en effet, nous l'avons vu, une opposition vive, quasi générale

et fort justifiée, mais elle-même avait peu d'ennemis personnels. Le parti le plus hostile était celui des « politiques », composé de bourgeois, de magistrats, gens honorables et pacifiques, qui n'avaient ici en vue que l'intérêt général du royaume et ne pouvaient songer à recourir au crime. Qui donc avait un intérêt immédiat et personnel à la disparition de Gabrielle? Le clan des Condé et la cour de Toscane. Mais l'élimination des Vendôme ne suffisait pas à assurer la couronne au jeune Condé, le roi étant décidé, de toutes façons, à se remarier : en fait, aucun soupçon n'atteignit jamais les princes du sang. Le grand-duc pouvait voir en Gabrielle le seul obstacle à son ambition : nous verrons ce qu'il faut penser du rôle de ses agents.

Au moment du drame, aucun soupçon ne s'éveilla, aucune enquête ne fut ordonnée. Ni le roi, ni le père de Gabrielle, ni sa tante de Sourdis, ni son frère le marquis de Cœuvres, n'émirent le moindre doute. Impossible de prendre au sérieux les stupides calomnies dirigées contre madame de Sourdis, et même contre le roi.

Les mémorialistes antérieurs à Sully — à l'exception d'un seul — n'ont fait aucune allusion à une tentative criminelle : ni Cheverny, ni Palma Gayet qui invoque l'apoplexie, ni Legrain qui parle de pleurésie, ni Dupleix, ni l'Estoile, ni Pierre Mathieu, ni le président Groulart, ni la princesse de Conti dans les « Amours du Grand Alcandre », ni Bassompierre. Le président de Vernhyes, familier de la maison de Gabrielle, fait au duc de Ventadour, après avoir interrogé les médecins, un récit fort circonstancié de la maladie, à laquelle il ne trouve que des causes naturelles. Enfin, Contarini écrit au doge : « Le corps ouvert, il ne se trouva pas le moindre signe qui pût donner le moindre soupçon d'empoisonnement. »

Seul, d'Aubigné insinue : « Les nécessités de l'État furent les ennemies (de la duchesse de Beaufort); ce de quoi je laisse comme une chose douteuse à chacun son explication. » Et il attribue la mort à l'absorption de ce citron après laquelle « elle sentit quand et quand un tel feu au gosier, des tranchées à l'estomac ». Mais ce farouche prédicant, alors relégué dans son gouvernement de Maillezais en Poitou, n'en parle que par

ouï-dire. Devenu l'ami de Gabrielle, il n'avait jamais pardonné au roi son abjuration et demeurait, pour lui et pour ses conseillers, un censeur intraitable. Tout ce qui favorisait l'alliance du roi avec une Médicis, alliée aux Aldobrandini, devait heurter sa foi et provoquer, tout naturellement, ses soupçons.

Sully, écrivant vers 1635, expose les faits d'une manière nettement tendancieuse et imagine une lettre de La Varenne qui, d'après Marbault et Loiseleur, serait de sa façon : l'auteur y laisse soupçonner un empoisonnement chez Zamet et prétend avoir éloigné le roi pour lui épargner un douloureux spectacle.

D'après l'auteur des « Économies », Gabrielle lui fit chez Zamet, au sujet de son prochain mariage, des insinuations qu'il feignit de ne pas entendre. Elle froissa beaucoup madame de Rosny en l'invitant à venir à son lever et à son coucher quand bon lui semblerait, obligations que la noble dame ne se reconnaissait qu'envers sa souveraine. Le conseiller engagea sa femme à la prudence, tout en lui exprimant l'espoir que le mariage ne se ferait pas : « La duchesse verrait beau jeu et bien joué si la corde ne rompait. » Et, le samedi matin, il fut la trouver dans son lit : « Ma fille, la corde a rompu! »

Sully croit devoir assimiler le cas de Gabrielle à celui de la connétable de Montmorency, morte en couches au milieu des mêmes tourments, après avoir reçu la visite terrifiante d'un mystérieux gentilhomme, tout de noir habillé... Toutes deux, dit-il, s'adonnaient à la magie. Sully tient si fort à se poser comme le principal opposant au mariage de Gabrielle et par suite comme le sauveur de la dynastie, qu'il n'hésite pas à laisser supposer un crime, sinon conçu, sinon facilité, du moins prévu par lui.

Sur son témoignage, beaucoup d'historiens ont accueilli plus tard la version du poison. Mézeray l'admet d'abord et s'appuie sur ce mot de La Varenne : « Je ne sais quelle main, mais certes bien méchante (quoique les suites de ce coup fussent salutaires à l'État) trancha le nœud de toutes ces difficultés. » Sismondi accuse la cour de Florence : « Gabrielle meurt dans une maison italienne, et Ferdinand n'en était pas à son premier empoisonnement. » Michelet admet la même solution

et voit dans ce crime une vengeance de Zamet envers Rosny qu'il appelle, bien à tort, « l'homme de Gabrielle ».

Or, Zamet doit être mis hors de cause. S'il fut, comme financier, bridé par Sully, il devait tout à Henri IV qui lui garda sa confiance après l'événement, lui donna, le surlendemain, le contrôle des bâtiments et la lieutenance de la capitainerie de Fontainebleau, et vint, trois mois plus tard, loger chez lui. D'ailleurs, la duchesse devait à Zamet de fortes sommes, dont 70 000 écus empruntés pour l'achat des terres de Beaufort : eût-il souhaité la mort de sa débitrice?

On peut négliger Capefigue, dont les conjectures sont d'ordinaire sans fondement ni subtilité; il attribue la mort de la duchesse au dépit que lui causa l'annonce, par Rosny, du prochain mariage du roi avec Marie de Médicis.

Dans sa récente biographie de Henri IV, M. P. de Lanux trouve moyen de concilier, avec la responsabilité des Florentins, l'innocence reconnue de Zamet : c'est Bonciani, l'agent zélé de Ferdinand, qui a fait le coup : il a pu s'entendre avec le Père Coton pour faire venir Gabrielle à Paris; il a pu, à l'insu de Zamet et peut-être du grand-duc, faire préparer le fruit empoisonné dans l'hôtel du financier, dont il connaissait bien les aîtres et où cuisiniers et majordomes étaient surmenés. Hypothèse ingénieuse, mais peut-être un peu aventurée. Bonciani n'a jamais été suspecté par ses contemporains. Le Père Coton ne fut présenté au roi que le 29 mai 1603, à Fontainebleau et ne fut chargé de sa conscience qu'en 1608 : c'est le simple et bon abbé Benoist, curé de Sainte-Eustache, qui assumait alors auprès de lui la tâche — la rude tâche — de confesseur. Sans se livrer à aucune intrigue, il était tout naturel — et même traditionnel — qu'il éloignât, au temps pascal, la maîtresse du roi. Et surtout, rien n'est moins constaté que le fait de l'empoisonnement. Les premières convulsions ne furent ressenties que vingt-quatre heures après l'absorption du fameux citron : pas de vomissements, pas de lésion de l'estomac. Rien ne permit à l'entourage de supposer cette origine à la maladie.

Comme l'ont fait les témoins du drame, la plupart des contemporains et, de nos jours, des historiens comme Loiseleur, Desclozeaux, Vaissière, et un spécialiste comme le

docteur Cabanès, il faut conclure à une lésion du cerveau, résultat d'une congestion amenée par l'éclampsie. Il n'y eut pas de crime. Il n'y eut qu'une coalition pour empêcher le roi d'épouser Gabrielle *in extremis*.

***

Henri s'était cru, de bonne foi, inconsolable. Mais dit Cheverny, « Sa Majesté s'occupait ordinairement à la chasse et à l'amour. Et comme elle était grandement encline de tout temps à cette passion amoureuse... les plus grands et les plus sages de son royaume et de son conseil lui conseillaient le mariage, pour lui et pour l'État; d'autres personnes, plus familières, lui parlaient de prendre une autre maîtresse qu'il choisirait à son plaisir parmi les plus belles dames de son royaume ». C'était prêcher, si l'on peut dire, un converti!

Deux mois après la fin tragique de sa bien-aimée Gabrielle, il se prenait aux filets d'Henriette d'Entragues, future marquise de Verneuil, fille de Marie Touchet, l'ancienne maîtresse de Charles IX. Encore deux mois, et il lui écrivait :

« Le cœur blessé, les yeux en larmes,
Ce cœur ne songe qu'à vos charmes. »

Deux mois de plus, et, incorrigible, il jurait de l'épouser « au cas que, dans six mois, à commencer du premier jour du présent, elle devienne grosse et qu'elle accouche d'un fils... ». C'était le début de cette liaison véhémente, traversée douloureuse, qui allait durer neuf ans.

D'autres distractions sollicitaient d'ailleurs le Vert-Galant. Il semble avoir écarté Julienne-Hippolyte d'Estrées, duchesse de Villars, qui s'offrait à succéder à sa sœur, mais il s'éprit un instant de leur cousine Marie Babou de la Bourdaisière, fille d'honneur de la reine mère, puis de deux femmes de magistrats, madame Quelin et Isabelle Potier, non sans rencontrer de temps en temps, chez Zamet, une « belle garce » nommée la Claude.

Dans le même temps, ses conseillers poursuivaient en cour de Rome au sujet de son « démariage » auquel ni le pape ni Marguerite ne s'opposaient plus, et à Florence, en vue de son

union avec la nièce du grand-duc. Le 31 août 1599, la cour de Rome admit le principe de la séparation. Le pape s'en remit de l'examen de la cause à une commission qui prononça, le 17 décembre, la nullité du mariage contracté en 1572. Un an plus tard, Marie de Médicis montait sur le trône de France.

***

Gabrielle d'Estrées fut pour Henri IV, pendant ses rudes années de royauté vagabonde, une compagne douce, aimante et désintéressée, qui prit la place abandonnée par l'épouse légitime, partagea gaiement les soucis et les dangers du roi, facilita sa tâche, lui fit des amis, et lui donna ses premiers enfants. « Complètement femme, dit Sainte-Beuve, dans ses goûts, dans ses ambitions, dans ses défauts mêmes... ce fut son art et son charme d'avoir su mettre, dans cette existence plus qu'équivoque et affichée, une sorte de dignité et quelque air de décence. » Par sa bonté, sa grâce, la prudence de sa conduite et la noblesse de ses façons, elle n'était « pas tout à fait indigne de régner ».

Sans sa mort prématurée, la couronne passait aux Bourbon-Vendôme, race de soldats épicuriens et rudes, qui n'eût pas, sans doute, égalé la sagesse d'un Louis XIII ou la grandeur d'un « roi soleil », mais à qui n'eût manqué ni la force, ni le prestige, ni même, aux occasions, la flamme.

E. DE LANOUVELLE

DU NOUVEAU AU SAHARA

A vrai dire, le mot de nouveautés est peut-être choquant. Il s'agit de très vieux faits, vieux d'un nombre de millénaires inévaluable. Des découvertes archéologiques viennent de les exhumer, à la manière dont l'archéologie, sur tant d'autres points de la planète, déchiffre à rebours le passé oublié, et lui restitue sa place dans les cadres de l'histoire.

Il s'agit de faits sahariens de signification transsaharienne. A travers le désert, ils intéressent la Méditerranée blanche et le Soudan noir. Le Soudan est si mal connu du grand public qu'une petite digression s'impose.

***

Entre nos colonies françaises s'intercale en coin une colonie anglaise, la Nigeria, ainsi nommée parce qu'elle englobe le cours inférieur et le delta du Niger. C'est sur cette Nigeria qu'on voudrait attirer l'attention un peu défaillante du grand public.

Sur la carte, la Nigeria semble d'importance médiocre puisqu'elle est de dimensions relativement exiguës, comparée à notre A. O. F. et à notre A. E. F. qui couvrent des superficies immenses. En réalité humaine, la Nigeria à elle toute seule est deux fois plus peuplée que toute notre immense Afrique noire; environ 20 millions d'habitants contre 10 millions. La densité atteint 45 habitants au kilomètre carré; dans nos colonies noires et d'ailleurs aussi au Congo belge, elle oscille

autour de 3. Je dis bien 3 et 45 respectivement au kilomètre carré. La Nigeria a 9 villes de plus de 50 000 habitants, parmi lesquelles il en est plusieurs qui atteignent et dépassent 100 000, 200 000 habitants. Je dis bien 200 000 nègres municipalement organisés à la nègre. La métropole indigène de notre Afrique noire, Tombouctou, a environ 10 000 habitants.

Ce déséquilibre énorme entre la Nigeria et les colonies européennes voisines, personne ne l'attribue à l'administration anglaise, si excellente qu'elle puisse être. Il lui est très antérieur. C'est un phénomène purement nègre, d'une antiquité séculaire, millénaire. Dans le partage de l'Afrique, l'Angleterre s'est réservé la Nigeria parce que c'était un morceau de choix.

La question passionnante serait de comprendre les causes profondes d'un fait parfaitement évident. Qu'a-t-elle donc de particulier cette Nigeria pour être dans le monde noir une sorte de monstre de peuplement dense, d'organisation ancienne, de prospérité économique séculaire?

Aucun avantage de sol ni de climat. C'est la même terre et le même ciel que les autres côtes du golfe de Guinée qui voisinent avec elle, et qui sont à la fois si semblables et si inférieures. Aucun avantage de race. Les noirs de Nigeria sont des nègres comme les autres, les mêmes que les sauvages misérables épars dans la grande forêt de la Côte d'Ivoire ou du Congo.

Voulons-nous incriminer cette grande forêt équatoriale écrasante pour l'homme isolé? Mais la Nigeria, de nature, est grande forêt équatoriale elle aussi. Ce qu'elle a de particulier c'est qu'elle seule, parmi ses voisines, a violenté la nature; elle a conquis la grande forêt, l'a jardinée, forcée de nourrir l'homme au lieu de l'étouffer. Elle a réalisé cette besogne immense silencieusement à travers les siècles. Tout le problème est là, il n'est ni de race, ni de climat, ni de sol; de pure évolution historique.

Pour en entrevoir la solution, il suffit de songer aux fameux bronzes du Bénin, qui sont l'orgueil du Trocadéro et de tous les musées européens. Le Bénin est la côte de la Nigeria. La Nigeria, en effet, au plateau de Baoutchi, a une mine d'étain célèbre, dont l'exploitation remonte à un passé insondable.

Les indigènes de Nigeria sont les seuls de tout le monde noir qui savent et qui aient toujours su faire du bronze, qui connaissent les proportions de l'alliage, qui savent couler le métal en appliques, en statuettes, par le procédé artistique délicat de la cire perdue. C'est par les bronzes du Bénin aussi que la Nigeria est un monstre unique. N'a-t-on pas le droit de formuler ce fait incontestable en des termes qui ne le travestissent nullement? La Nigeria est le seul point de tout le monde noir où l'âge du bronze méditerranéen ait fait sentir son influence.

Cela nous conduit hypothétiquement aux puissances de la mer d'il y a deux millénaires, qui approvisionnaient d'étain le monde méditerranéen, et au principal transitaire, le mieux connu historiquement, c'est-à-dire Carthage. L'explication de cette Nigeria mystérieuse, ce serait que des germes d'influences étrangères, méditerranéennes, y auraient pénétré depuis deux millénaires, et auraient levé en civilisation. La Nigeria serait ce qu'elle est parce que ancienne colonie carthaginoise. Nous avons besoin de cette hypothèse pour grouper et rendre intelligibles les faits nouveaux relevés au Sahara.

***

A l'autre bout de cette chaîne de faits constatés et de présomptions, qui rattacherait la Nigeria au monde méditerranéen, il y a Carthage, dont on croit indispensable, pour éclairer la lanterne, de dire quelques mots.

Il semblerait que ce fût inutile. Nous avons sur Carthage une foule de souvenirs scolaires et littéraires. Mais ils se rapportent aux guerres puniques, le drame ultime, la mort de Carthage. Sur sa vie, nous ne savons rien.

Qu'était-ce donc que cette Carthage si redoutable? Où a-t-elle puisé les éléments de sa grandeur? On ne nous l'a jamais dit.

L'empire carthaginois s'était développé et épanoui silencieusement depuis un millénaire, lorsqu'il a croulé bruyamment sous les coups de Rome en 140 avant Jésus-Christ. Un millénaire, il faut se représenter par l'imagination ce que cela signifie. Un millénaire! Toute l'histoire de France y tiendrait

depuis Charlemagne jusqu'à M. Laval. Et sur ce millénaire de Carthage, nous ne savons rien du tout.

Carthage ne s'est pas racontée elle-même. Il est possible que des documents puniques aient été perdus. Il n'est pas sûr qu'ils aient existé. Le Punique, en dehors de ses préoccupations religieuses, était un négociant concret et secret, un homme sérieux : ce qui l'intéressait, c'était l'argent, la puissance et les jouissances qu'il donne. C'est le Grec et non pas le Punique qui était intellectuel et littéraire. Une maison de commerce garde dans ses archives les rapports de ses agents : renseigner le public, ce serait renseigner la concurrence.

Et pourtant, nous avons un document, un seul, qu'on appelle le Périple d'Hannon, qui doit son importance à son caractère unique.

Nous n'avons pas l'original en langue punique.

Notre texte est une traduction grecque dont rien ne garantit l'exactitude originelle. Elle est vieille de plus de deux millénaires; elle a été recopiée maintes et maintes fois par des copistes qui ont dû être souvent incompétents et négligents. Il est certain que notre texte est tronqué et obscur. C'est le seul document un peu détaillé que nous ayons sur l'empire colonial africain de Carthage.

Tel qu'il est, le Périple d'Hannon a fait couler beaucoup d'encre : nombre d'érudits éminents y ont un peu perdu leur grec. Aujourd'hui et depuis peu, nous voyons nettement le terrain, l'Afrique occidentale, et la connaissance du terrain éclaire le texte.

La place manque ici pour une analyse détaillée. La conclusion sommaire, c'est que l'Afrique occidentale a été colonie carthaginoise. Les Puniques avaient des établissements stables et des colons à demeure. Ils trafiquaient de l'étain, de l'or, et de tout ce que la Méditerranée pouvait demander à la forêt équatoriale. D'escale en escale, leurs navires le long des côtes dépassaient assurément le grand volcan du Cameroun, le « char des Dieux » du Périple, dont Hannon a vu le sommet en feu toucher le ciel. Il faut songer que ce contact avec le monde noir a duré des siècles, peut-être un millénaire. Rome n'était ni commerçante ni maritime, elle n'a pas accepté la partie atlantique de l'héritage carthaginois.

Nous savons maintenant ce que la victoire de Scipion Émilien a coûté en perte de temps à l'exploration de l'Afrique. Exactement quinze cents ans : il a fallu attendre Vasco de Gama.

***

Ce qui a sombré avec la ville de Carthage, ç'a été la communication maritime avec le golfe de Guinée. Mais non pas la voie commerciale par terre.

Le commerce punique, devenu politiquement romain, trop bien outillé pour mourir, s'est attaché d'autant plus à la voie transsaharienne qu'il avait perdu la maritime.

L'érudition moderne l'a toujours su, ou du moins entrevu, soupçonné, mais jusqu'ici nous n'en étions qu'au soupçon. Les découvertes de ces dernières années nous apportent des confirmations et des précisions sur le tracé et le fonctionnement des pistes caravanières.

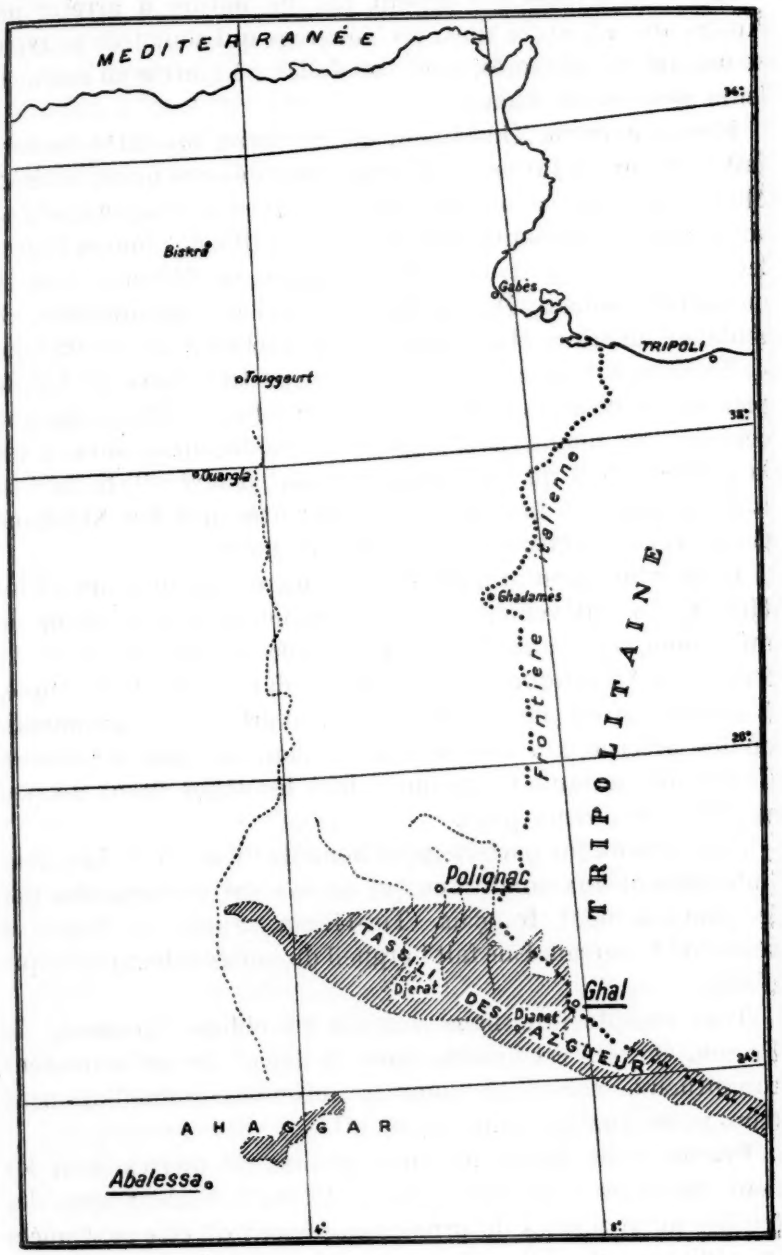
***

La première découverte remonte à une dizaine d'années; elle a été fortuite et absurde.

En 1925, le gouvernement français a autorisé au Sahara une mission franco-américaine, dont l'initiative et les frais revenaient à M. le comte de Prorok, — un homme qui s'est montré très américain, malgré son nom et son titre hongrois.

Le lieu de la découverte est Abalessa, une oasis minuscule au Hoggar, c'est-à-dire au cœur du Sahara. Il y avait là un gros tas de pierres que les indigènes, c'est-à-dire les Touaregs, appelaient le tombeau de la reine Tin-Hinan, « notre aïeule ». Les Touaregs ne peuvent avoir d'aïeux que du sexe féminin, parce que la seule descendance légale chez eux est en ligne maternelle.

Le tombeau était bien connu. Les officiers et les sous-officiers de Tamanrasset l'avaient constamment sous les yeux. Ils n'y touchaient pas. Ce dont ils avaient la charge après tout, c'était l'ordre public. Ils ne se souciaient pas de l'aventurer en dérangeant dans son dernier sommeil la vieille grand'mère.


MEDITERRANÉE
Biskra
Gabès
TRIPOLI
Touggourt
Ouargla
Frontière italienne
Ghadamès
TRIPOLITAINE
Polignac
TASSILI
Djenat
DES
Djanet
AZGUEUR
Ghal
AHAGGAR
Abalessa

Ces considérations n'étaient pas de nature à arrêter un Américain; et, après tout, les Touaregs qui sont très pauvres se montrèrent disposés, pour des dollars, à mettre en sommeil leurs sentiments filiaux.

Prorok exhuma Tin-Hinan, un fort beau squelette en parfait état, qui en lui-même n'aurait pas présenté grand intérêt. Mais Tin-Hinan avait été enterrée avec ses bijoux, d'une somptuosité étonnante pour ce pays pouilleux : lourds bracelets d'or et d'argent, colliers aux grains en filigrane d'or, et en pierres taillées. Par surcroît, ce qui est considérable, ce mobilier funéraire était daté par une monnaie de Constantin.

Le Sahara tout entier est couvert de tombeaux en tas de pierres par dizaines de milliers; on en a fouillé beaucoup, une centaine au moins, avec des résultats décourageants. C'est la première fois qu'une fouille a donné des résultats pareils. L'Académie des Inscriptions, représentée par feu Stéphane Gsell, s'émut légitimement et discrètement.

L'Amérique s'émut aussi, à sa manière. Prorok enleva Tin-Hinan; un enlèvement fort honorable pour une dame de mille cinq cents ans, si bien conservée qu'elle fût. Il lui fit franchir l'Atlantique, et la promena dans toute l'Amérique, à grand renfort de conférences et d'articles sensationnels, où les précisions archéologiques étaient un peu déformées. Ce fut une réclame magnifique dont les échos firent un peu sourire notre vieux pays.

Mais Prorok fut parfaitement honnête : il se conforma scrupuleusement aux conditions qui lui avaient été imposées par le gouvernement français. Tin-Hinan, après sa fugue, a réintégré le bercail. Elle fait l'orgueil du musée ethnographique d'Alger.

Tout compte fait, nous sommes les obligés du comte de Prorok. On s'en est aperçu, après le départ de cet animateur tumultueux, car nous sommes retombés immédiatement dans notre apathie coutumière.

Prorok avait fouillé un angle du tas de pierres dont les neuf dixièmes restaient intacts. Il était évident que des fouilles aussi pleines de promesses eussent dû être continuées immédiatement. Elles l'eussent été indubitablement dans d'autres pays, au Sahara italien par exemple. Chez nous, il

s'écoula près d'une dizaine d'années sans qu'on donnât un coup de pioche.

Le tombeau de Tin-Hinan cependant ne resta pas abandonné à lui-même plus de quelques années. Il y eut des protestations timides, une agitation minuscule appuyée par le sentiment que l'effort financier à faire était très faible. En juillet 1932, un comité parisien réuni par les soins de l'Académie des Sciences coloniales prit l'initiative d'une mission officielle et trouva l'argent nécessaire.

Dans l'hiver 1932-33, ce fut M. Reygasse qui conduisit les fouilles sur le terrain. Dans la mission franco-américaine, c'est lui qui avait représenté l'élément français : comme directeur du musée ethnographique d'Alger, il est le gardien de Tin-Hinan : nul n'était plus qualifié que lui.

Cette fois, le tombeau de Tin-Hinan fut fouillé dans toute sa masse, jusqu'au sol naturel, et il livra tous ses secrets.

L'aspect d'un tas confus de cailloux est dû à l'écroulement de murs en pierres sèches, constituant un monument régulier. On a retrouvé les ferrures des portes et du toit, et ce que le temps et les termites ont laissé subsister des poutres et des planches. La chambre funéraire, la seule que Prorok eût ouverte, était une des onze chambres du monument, qui n'était donc pas simplement un tombeau. Sa situation et sa disposition indiquent une sorte de blockhaus, fossé circulaire, murs épais sans fenêtres; sur le pas de la porte, au poste présumé des sentinelles, on a trouvé des pointes de flèches. Le monument était sous la double protection d'un cadavre sacré et d'une petite garnison d'archers.

Les dix chambres pratiquement vides autour de la salle funéraire n'étaient pas seulement chapelle et corps de garde, elles devaient être pour une part à usage de magasin; on y a trouvé ce qui a paru être des restes de matières alimentaires.

Le mobilier des fouilles Reygasse confirme les indications des premières fouilles. Du point de vue de la date, une lampe romaine est de la catégorie qui était en usage au IVe siècle après Jésus-Christ, au temps de Constantin. Assurément, le monument est contemporain du Bas-Empire Romain. Il n'était pas romain.

Le mobilier cependant atteste une influence méditerra-

néenne qui est inattendue si loin de la côte, tout à fait en dehors des frontières de l'empire : monnaie, lampes, vase en verre gravé. Il est vrai que ce mobilier est mixte, les bijoux et les grains de collier semblent du travail nègre.

On est bien forcé de songer qu'Abalessa est une étape importante sur la route traditionnelle des caravanes entre la Méditerranée et le Soudan : et que les Touaregs, qui revendiquent Tin-Hinan comme leur ancêtre, ont toujours été les intermédiaires de ce trafic. Le mot de gîte d'étapes vient naturellement à l'esprit, bureau de péages. Si le monument de Tin-Hinan n'était pas cela, on ne voit pas bien ce qu'il a pu être.

***

Tel fut le résultat des fouilles de 1933. Succès oblige; la mission continua ses recherches dans l'hiver de 1934 et dans celui de 1935. Mais le champ d'action se déplaça, ce ne fut plus le Hoggar, où Tin-Hinan avait dit son dernier mot. On fut attiré au Tassili des Ajjers[1] par les renseignements que donnaient les officiers de méharistes.

Le Tassili est un massif montagneux, habité ou plutôt parcouru par la tribu touareg des Ajjers, très différente et très ennemie de la tribu des Hoggar, sa voisine et sa sœur. Les Ajjers disaient à Duveyrier en exploration sur leur territoire : « Si tu rencontres dans ce coin-ci des Touaregs, ça ne pourra être que des Hoggars. Tire dessus ». Relations normales au Sahara entre frères.

Le Tassili est au nord du Hoggar, beaucoup plus rapproché de la Méditerrannée, presque la banlieue de Radamès. Aussi les Ajjers sont-ils de tous les Touaregs ceux qui ont été étudiés les premiers sous le second Empire par l'explorateur Duveyrier.

Mais, depuis Duveyrier, le Tassili a été oublié jusqu'aux belles explorations de Conrad Kilian.

C'est aussi qu'il voisine avec la frontière tripolitaine, qui fut longtemps turque, et dans ce temps-là elle était de tout repos : mais qui est devenue la frontière de l'Italie mussolinienne, et ceci a réveillé l'attention. Dans ces dix dernières

1. Ou Tassili des Azgueur.

années, nous avons donc découvert à nouveau le Tassili des Ajjers. Il nous ménageait des surprises.

***

La principale peut se définir sommairement en quelques mots.

Tout le monde connaît les peintures et gravures préhistoriques dans les grottes de la Vézère, affluent de la Dordogne : bisons, rennes, figurations humaines. Feu Jullian, dans le premier tome de son *Histoire de la Gaule*, qualifie ces grottes de la Vézère de capitale préhistorique de la Gaule.

On vient de découvrir au Tassili un équivalent de la Vézère.

Dans le canyon d'un oued du Tassili, qui s'appelle l'oued Djerat, sur les assises et les parois de grès et au plafond des grottes, les gravures et les peintures à l'ocre sont groupées sur une longueur d'une quinzaine de kilomètres, avec une telle profusion que l'idée d'une cité préhistorique s'impose. Dans un coin, un tambour de pierre, d'une conception primitive et curieuse, en grès indestructible, bien vivant; son grondement s'entend au loin, signal, appel, ordre impérieux, avis téléphonique, âme aérienne de la cité.

Dans l'hiver de 1934, le signataire de cet article, en compagnie de M. Reygasse, a vu cette cité. La reproduction, qui doit être méticuleuse, d'un aussi grand nombre de figures, excédait les forces de deux hommes, disposant d'un petit nombre de semaines. Dans l'hiver de 1935, on a fait appel à de nouveaux collaborateurs : un géographe, M. Robert Perret, accompagné d'un missionnaire du Muséum, M. Lhôte : M. Reygasse, ardent, infatigable, qui a consacré au Sahara préhistorique depuis une dizaine d'années un effort si fructueux, était accompagné cette fois d'un ami, peintre bien connu, M. Rigal.

Les résultats de 1934 ont eu un petit stand particulier l'an dernier à l'exposition du Sahara au Trocadéro. Les résultats de 1935, ont fait l'objet d'une petite exposition dans ce même Trocadéro. On aboutira, dans un délai qu'on voudrait bref, à la publication d'un album avec commentaires. En atten-

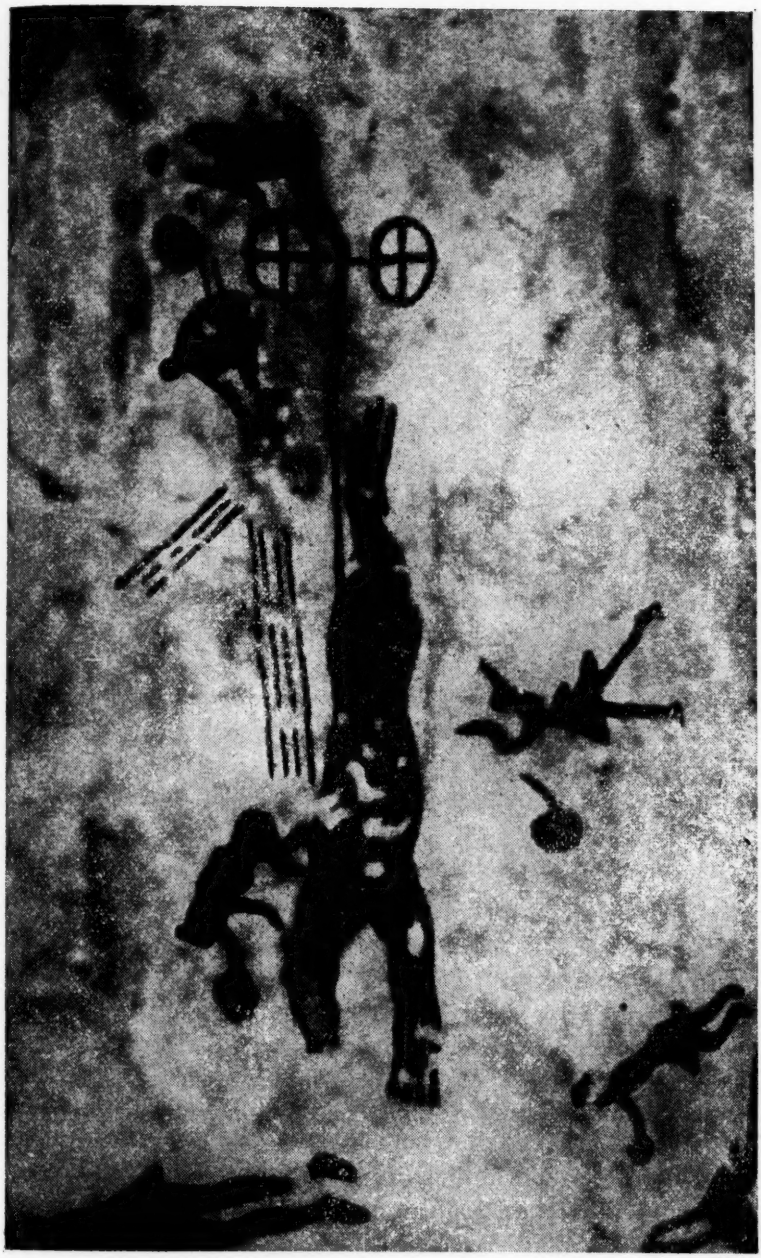
dant, essayer de faire voir des figures avec des mots serait une besogne ingrate.

Mais certaines grandes lignes du commentaire apparaissent déjà.

Un point important est que la cité de l'oued Djerat est datée approximativement par les chars de guerre qui y sont figurés. On sait que cette arme de guerre antique, la « charrerie », a été éliminée par l'arme nouvelle, la cavalerie, vers le IVe siècle avant Jésus-Christ. Les chars de guerre ont dû disparaître au Tassili à peu près à cette date.

Mais quand y sont-ils apparus, et d'où venaient-ils? La technique du dessin ne les apparente pas avec les chars des bas-reliefs égyptiens. Les chars de guerre des pharaons sont traînés par des chevaux corrects, majestueux, qui trottinent ou qui piaffent. Les chevaux des chars au Tassili sont lancés à un galop frénétique; exactement comme ceux des chars asiatiques, mycéniens, égéens. Les égyptologues en effet connaissent les « peuples de la mer », venus de la mer Égée, qui ont été pour les pharaons, sur la frontière occidentale de l'Égypte, alternativement des ennemis dangereux et des mercenaires, au milieu du deuxième millénaire avant Jésus-Christ. Il semblerait donc que les chars ont été importés au Tassili par l'invasion des « peuples de la mer », à une date aussi reculée que 1500 ans avant Jésus-Christ. Mais avant cette date reculée, la cité a eu certainement un très long passé. Les chars de guerre attestent par la technique de leur dessin, et par leur patine relativement fraîche, qu'ils ne sont assurément pas les plus anciennes des manifestations artistiques.

Les assises et les parois de grès du canyon sont gravées à profusion d'animaux, qui furent probablement objet d'un culte. Les uns appartiennent à la faune actuelle, méditerranéenne, mais les autres à la faune soudanaise : girafes, éléphants, rhinocéros, et même hippopotames. Gravures superbes de grande taille, de belle exécution, à patine épaisse; évidemment plus anciennes que les chars de guerre. Plus anciennes dans quelle mesure, c'est la question en suspens. Les animaux soudanais refouleraient l'imagination dans un passé formidable, géologique, jusqu'à l'époque quaternaire où le Sahara n'était pas encore le désert. Au quaternaire pourtant, l'oued



CHAR PEINT A L'OCRE (0 m. 26 SUR 0 m. 10).

Le galop furieux, envolé, n'a pas de rapport avec l'allure tranquille, majestueuse, des chevaux attelés aux chars sur les monuments égyptiens, Il a au contraire le rapport le plus étroit avec les figurations de chars mycéniens, egéens, asiatiques. Les chars de guerre dans l'antiquité apparaissent vers 1500 et disparaissent vers 400 ans avant J.-C. (Calque et photographie Raoul Perret.)

Djerat n'a pas pu être autre chose qu'un torrent d'eau vive. Or les gravures les plus belles et les plus anciennes sont dans le lit même, que le torrent quaternaire d'eau vive aurait balayé; au moment où elles ont été gravées, il est clair que l'oued avait déjà à peu près la figure saharienne que nous lui voyons.

Il faut renoncer apparemment au rêve séduisant d'un passé géologique. La cité de l'oued Djerat n'est pas aussi ancienne que celle de la Vézère qui est de l'âge du renne.

Mais s'il faut nous contenter d'un passé historique, la marge d'hésitation reste considérable.

Parmi les gravures les plus belles et les plus anciennes, sur le lit de l'oued Djerat, nous avons sous les yeux la représentation grandeur nature de rois (?), ou de héros (?). Ils portent une ceinture à laquelle sont attachés, par derrière une queue postiche, peut-être une queue de chacal; par devant un étui phallique, le Karnata des Égyptiens. Ces attributs appartiennent à l'Égypte en effet, à l'Égypte préhistorique, antérieure aux premières dynasties, une Égypte que les égyptologues étendent de 7 500 à 3 500 avant Jésus-Christ.

7 500 ans ou même 5 000 avant Jésus-Christ, c'est un saut assez impressionnant dans le passé. Et un saut mal déterminé. On flotte à quelques millénaires près. A propos d'une découverte qui est d'hier, on n'attend pas qu'il ne subsiste déjà plus de points litigieux.

Un autre mystère est celui des peintures à l'ocre. On ne les connaît pas en Algérie, ni d'ailleurs au Fezzan Tripolitain. En revanche, on les retrouve, très semblables à elles-mêmes, dans l'Espagne néolithique, où l'abbé Breuil s'attache à leur reproduction; on les suit au Tibesti, en haute Égypte, et jusqu'en Afrique Australe chez les Boschimans du Kalahari. On a l'impression d'une traînée de refoulement, et les Boschimans en effet sont de toute évidence des refoulés. Le mystère pourtant ne s'étend pas à tout. Si nous nous bornons au passé proche, disons les deux derniers millénaires, un coin du voile se lève lorsque nous feuilletons les auteurs anciens depuis Hérodote, contemporain des dernières charreries.

Les Garamantes, dit-il, vont donner la chasse aux Éthiopiens troglodytes dans des chars attelés de quatre chevaux.

Le nom des Garamantes est tiré de leur capitale Garama, la Djerma actuelle du Fezzan. Un grand peuple puissant, dit Hérodote; et Tacite : une tribu indomptable de pillards.

Les Romains les châtièrent plusieurs fois, sous Auguste, sous Vespasien. Parmi les villes dont la conquête a valu les honneurs du triomphe à Cornelius Balbus figure Oppidum Rapsa. Les habitants de Rhat s'appellent Kel Rafsa; et Rhat est à l'angle sud-est du Tassili, chez les Touaregs Ajjer.

Les Éthiopiens troglodytes, d'après Pline, étaient à dix-sept jours de marche de la grande Syrte, dans la direction du coucher du soleil au solstice d'hiver. Comme Gsell le fait observer, cela nous mène à peu près à Radamès. Rhat et Radamès sont aujourd'hui les oasis capitales du Tassili.

Nous avons le droit de dire évidemment que la vieille cité de l'oued Djerat a été garamantique. Et c'est une petite satisfaction que de pouvoir lui donner un nom ethnique.

Mais nous ne trouvons dans les auteurs anciens que la mention toute sèche des Garamantes. Dans la cité de l'oued Djerat, nous les voyons vivre en gravures et en peintures rupestres. Nous voyons leur armement, non seulement la « charrerie », mais l'infanterie en pleine charge, avec son uniforme, justaucorps à jupe évasée, probablement en peau, petit bouclier de poing, javelot; l'arc subordonné probablement réservé à la chasse; la coiffure en grandes plumes d'autruche. Il y a sûrement deux races d'hommes, très distinctes. Des Éthiopiens au nez épaté, prognathes, stéatopyges; avec parfois leur mobilier; un escabeau de forme très spéciale est encore en usage au Soudan. Des Méditerranéens à profil fin, nez droit, barbe noire en pointe. Le dessin des figures est le plus souvent particulier, avec une stylisation propre qui a sa beauté. Il y a cependant des dessins en petit nombre qui pourraient être l'œuvre d'un artiste grec ou égyptien.

Ici comme dans le mobilier de Tin-Hinan, nous retrouvons un mélange d'influences méditerranéennes et soudanaises.

Les Garamantes des auteurs anciens en effet n'étaient pas seulement des guerriers pillards. La guerre et le commerce vont de pair au Sahara. Les auteurs anciens ont très bien su que les Garamantes allaient au Soudan. Ils y ont mené un

général romain, Julius Maternus, d'après Marin de Tyr et Ptolémée, à la fin du Ier siècle après Jésus-Christ.

Pour traverser le Sahara, les Garamantes n'avaient pas de chameaux. La bête de somme était le bœuf, attelé peut-être à des chars. Aujourd'hui encore, le bœuf zébu soudanais traverse le Sahara; on le trouve au Hoggar, au Tassili, où c'est lui qui tire l'eau des puits. Comme bête de somme, le zèbu assurément ne vaut pas le chameau. Lorsque le chameau apparaît, vers le IVe siècle après Jésus-Christ, on ne dit plus Garamantes, on dit Touaregs, mais c'est un peu la même chose; le tableau n'est pas essentiellement changé.

Les figures humaines du Tassili ont une particularité : l'absence de faces. Tantôt le personnage n'a pas de tête sur les épaules, tantôt il a une tête d'animal, souvent de chien : acéphales et cynocéphales, dit déjà Hérodote : parfois la tête est casquée, masquée, voilée. Les faces nues sont très rares. Il faut admettre qu'il y avait chez les Garamantes un tabou religieux de la face. Les Touaregs actuels ont précisément ce même tabou, ils portent constamment un voile de cotonnade bleue ou blanche, qui a un nom au Sahara, le litham. C'est le trait qui frappe davantage l'étranger : gens du litham disent les Arabes : people of the veil, dit un explorateur anglais : les voilés.

***

Tombeau de Tin-Hinan, gravures et peintures du Tassili, ce sont les archives monumentales de la piste transsaharienne. Il s'ouvre là un champ nouveau de recherches archéologiques, dont l'exploration continuera. Dès maintenant, nous entrevoyons la piste transsaharienne dans le temps et dans l'espace. Elle est attestée depuis plus de deux millénaires. Par le Tassili, le Hoggar, l'Aïr, elle se dirige droit vers la Nigeria.

E.-F. GAUTIER

RENTRÉE POLITIQUE

Les vacances politiques, cette année, ont paru infiniment plus longues qu'à l'ordinaire. En réalité, leur durée n'aura guère dépassé que de trois semaines la normale, puisque la rentrée des Chambres est annoncée pour la fin de novembre, mais tant d'événements se sont produits depuis juillet à l'intérieur comme à l'extérieur, que l'on a quelque peine à se persuader que le Cabinet Laval n'est aux affaires que depuis l'été. Voici que l'automne touche à son déclin, l'année finissante nous ramènera bientôt à l'époque des bilans de situation, et déjà l'activité politique se ranime, la seconde quinzaine d'octobre a vu coup sur coup les élections sénatoriales, le Congrès radical et la rentrée de la Commission des finances : même si la convocation du Parlement pour sa session extraordinaire tarde quelques jours, la rentrée est virtuellement faite. Quand cet article paraîtra, les débats des conseils généraux terminés, le rideau sera bien près de se relever pour la discussion du budget de 1936, tâche ultime que la Chambre élue en 1932 aura à remplir avant de revenir devant le suffrage universel. Essayons une fois de plus, comme nous l'avons accoutumé dans ces chroniques, d'analyser la situation présente, sans autre souci que celui de l'objectivité qui devrait être toujours la règle de l'observateur politique comme elle l'est de l'expérimentateur scientifique.

***

Les élections sénatoriales. — Un de nos amis disait un jour férocement : « Le Sénat est pareil aux glaciers, il glisse très

lentement et il frigorifie ses hôtes. » La conclusion de cette irrévérencieuse boutade, c'est que son auteur est aujourd'hui sénateur, car le Sénat se venge comme l'Académie française en absorbant ses blasphémateurs. De fait, le suffrage restreint est d'essence conservatrice; à l'ordinaire, il respecte les situations personnelles, et ne modifie guère les positions politiques. Cette fois, cependant, le renouvellement de la troisième série du Sénat, effectué le 20 octobre, transformera plus qu'à l'ordinaire la physionomie traditionnelle de la Haute Assemblée, puisque, sur 107 fauteuils vacants, il en est 40 qui changent de titulaires, et que plusieurs départements ont élu une représentation sénatoriale entièrement neuve, fait sans précédent, croyons-nous, dans notre histoire parlementaire.

Les élections sénatoriales, comme les élections législatives d'il y a cent ans, revêtent, grâce au suffrage restreint, beaucoup plus l'aspect d'une négociation que d'une bataille : pas d'affiches, pas de réunions publiques, mais des visites individuelles, des conciliabules dans la cour de la Préfecture, voilà tout ce que le grand public pourrait observer des élections sénatoriales s'il s'y intéressait, ce qui n'est généralement point le cas. Comme on se tromperait pourtant si l'on méconnaissait l'âpreté de la lutte dans certains départements! En Haute-Saône, M. Jeanneney a livré certainement la plus rude bataille de sa carrière et son succès a dû faire oublier au Président du Sénat tous ses succès passés. Nombreux sont les départements où il a fallu aller jusqu'au troisième tour de scrutin pour obtenir un résultat définitif, et souvent ce troisième tour a porté ensemble au Luxembourg des candidats de nuance opposée : signe évident du trouble des esprits et de l'incertitude qui gagne les délégués sénatoriaux et finit par faire hésiter ces vétérans chevronnés de la politique.

Les statistiques, toujours menteuses, ne signifient pas grand'chose en matière d'élections sénatoriales, car, on le sait, les groupes du Sénat sont bien plus des cercles que des clans politiques. En gros, cependant, le glacier sénatorial a glissé à gauche une fois de plus, et ce fait est d'autant plus remarquable que la série C, qui va du département de l'Orne à celui de l'Yonne, était la plus modérée du Sénat. En examinant de près les résultats, on constate que la vieille droite perd

6 sièges, tandis que les républicains de gauche et les démocrates populaires en gagnent 5, que les radicaux-socialistes abandonnent 4 sièges aux socialistes unifiés et que les communistes ont pour la première fois un sénateur en la personne de M. Cachin.

La double élection de M. Pierre Laval, dès le premier tour, dans la Seine et le Puy-de-Dôme, constitue un brillant succès personnel. Le choix du Président du Conseil, qui devra opter après le 14 janvier et qui optera pour le Puy-de-Dôme, entraînera une élection partielle à Paris, où le Front commun qui a déjà gagné un siège, s'efforcera d'élargir son succès. Mais qui reprochera au Président du Conseil, après vingt-cinq ans de politique parisienne et banlieusarde, de marquer quelque préférence aux électeurs ruraux de ses montagnes natales?

Peu d'échecs et peu de succès retentissants. Les tenants du féminisme ne sauront s'ils doivent se réjouir de l'échec de M. Duplantier ou se désoler de celui de M. Louis Martin, mais ils auraient tort de croire que la question du suffrage des femmes ait déplacé beaucoup de suffrages sénatoriaux dans le Var ou la Vienne! Le mouvement agrarien qui paraissait, au début de l'été, avec la campagne d'agitation de M. Dorgères, devoir jouer un rôle important dans les élections sénatoriales, est resté au second plan et n'a eu d'influence que dans la Somme, la Sarthe et la Seine-et-Marne, où des candidats de tendance corporatiste ou de protestation paysanne ont été élus. En Alsace, il est pénible de constater que les autonomistes ont été les arbitres de la situation, mais on ne saurait en être surpris quand on sait comment marchent les services d'Alsace-Lorraine à Paris. Réjouissons-nous du récent décret-loi qui va les réformer.

Nous aurons dit tout l'essentiel quand nous aurons signalé que les deux ministres qui étaient candidats : M. Léon Bérard et M. Maupoil, ont été élus sans peine et que 17 députés passent au Sénat, ce qui ne donnera point lieu du reste à des élections partielles, puisque la législature touche à sa fin. L'ampleur du courant qui va du Palais-Bourbon au Luxembourg est significative : parmi les ministres en exercice, MM. Laurent-Eynac et Maupoil sont déjà passés au Sénat, M. Paganon les rejoindra dans quelques jours. D'autres, ministres d'hier et

de demain, comme M. Pernot, vont être candidats. Curieux phénomène si l'on songe que M. Paganon dans l'Isère, M. Pernot dans le Doubs, auraient été réélus députés jusqu'à la fin de leurs jours. Il faut croire que les meilleurs candidats se lassent d'une formalité qui revient tous les quatre ans.

Les élections sénatoriales du 20 octobre ne sauraient avoir aucune conséquence politique. Certains habitués des couloirs parlementaires n'ont pas manqué de souligner que la composition du Cabinet Laval se trouvera modifiée dans un sens anormal puisqu'il comptera sept sénateurs au lieu de quatre. Dans une période plus calme que celle où nous sommes, on eût peut-être trouvé là le motif ou le prétexte d'un remaniement ministériel; aujourd'hui, de tels détails n'occupent que les désœuvrés.

Le congrès radical. — Chaque année, à l'automne, les assises du parti radical-socialiste marquent la réouverture de la saison politique, et, plus d'une fois, elles ont donné le signal de crises ministérielles. C'est pourquoi les congrès radicaux retiennent beaucoup plus l'attention que ceux de la Fédération républicaine ou ceux du Parti socialiste unifié.

J'ai décrit plusieurs fois ici l'atmosphère des congrès radicaux dans les grandes villes de province : l'animation passagère de Nantes ou de Clermont, les petits clans installés dans chaque hôtel, les négociations dans les restaurants et le reflet particulier dont l'ambiance de chaque région teintait les débats politiques. A Paris, rien de tel, il n'y a évidemment pas cette prise de possession de la ville qui fait que, pendant trois jours, Reims, Grenoble, Angers ou Toulouse ne parlent plus que de politique. Dans une salle quelconque, deux mille délégués sont réunis; c'est de la location à la journée; le soir un match de boxe succédera au tournoi d'éloquence de l'après-midi, et le personnel balaiera les journaux qui jonchent le sol avec la même indifférence qu'il balayait la semaine passée les tracts des Croix de Feu ou de la Fédération des Contribuables.

Si souvent décrite, cette salle Wagram reste d'une banalité indescriptible. Nulle part au monde, je crois, l'odeur du vieux tabac et de la poussière ne prennent la gorge d'une étreinte aussi âcre. De la galerie, on ne voit qu'un océan de fumée

bleue où les éclairs silencieux des lampes à magnésium font apparaître des visages blafards et plats comme des rangées d'assiettes. Des applaudissements naissent, par îlots, sous l'avalanche des discours que répandent les haut-parleurs; parfois, de proche en proche, ils gagnent toute la salle, mais de tels instants sont rares et ce congrès aura sans nul doute été le moins passionné de ces dix dernières années.

L'intérêt véritable était dans les coulisses, à la Commission de politique générale, chargée de rédiger l'ordre du jour sur lequel voterait le Congrès, à la fin de ses débats. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont sont composées les commissions de politique générale du parti radical, et sur ce que représentent certains de leurs membres, qui se sont de toute évidence désignés eux-mêmes : présidents de comités fantômes, directeurs de journaux intermittents, revenants d'élections antédiluviennes! Mais, en fait, cet inconvénient n'est point grave, les discussions sont pratiquement menées par une douzaine d'hommes, pour la plupart anciens ministres, qui s'efforcent de canaliser les tendances du Congrès et de diriger ses velléités, parce qu'ils savent bien qu'une fois le Congrès achevé et les délégués retournés à leur ville ou à leur village, c'est eux qui auront à raccommoder la vaisselle, ou, si la casse est irrémédiable, à prendre des responsabilités, non plus verbales, mais réelles.

Deux problèmes se présentaient devant le parti radical. L'un d'ordre intérieur, le choix de son président, l'autre d'ordre national, la détermination de son attitude à l'égard du gouvernement Laval. Mais, dans la pratique, les choses n'allaient pas aussi simplement, car les deux problèmes que nous venons d'énoncer réagissaient l'un sur l'autre, et de plus, le second était fort complexe, puisque sa solution dépendait de celle qu'on apporterait aux questions touchant les ligues, la politique étrangère, la politique financière, et les alliances électorales. Nous ne surprendrons sans doute pas nos lecteurs, en disant que sur tous ces points le Congrès radical n'a pas, en fait, résolu grand'chose.

M. Édouard Herriot a été réélu président du parti pour deux ans, par acclamation, mais les trois jours du Congrès ont été remplis de ses hésitations ou de ses coquetteries et il a

fallu pour décider le ministre d'État que MM. Maurice Sarraut et Camille Chautemps se donnent bien du mal. On comprend les réticences de M. Herriot. Si tout le monde dans le parti radical reconnaît l'indéniable magnétisme électoral du maire de Lyon, certains font quelques réserves sur l'homme d'État et ne se gênent pas pour dire que, sans rival pour faire sortir des élections une majorité, il n'a plus le même bonheur quand il s'agit de gouverner avec cette majorité. Aussi trouve-t-il souvent des résistances et des critiques au bureau même du parti. Mais l'approche des élections générales, et aussi l'impossibilité de trouver un bon candidat, a obligé les adversaires de M. Herriot à se rallier à sa candidature.

En ce qui concerne l'attitude du parti radical-socialiste à l'endroit du gouvernement Laval, les augures, avant et pendant le Congrès, faisaient appel à leurs souvenirs et se demandaient « si ce serait Angers, Nantes ou Clermont »?

Angers, ou le retrait immédiat des ministres radicaux du Cabinet Poincaré.

Nantes, ou la mise en demeure au gouvernement Doumergue de renoncer à ses projets de réforme constitutionnelle.

Clermont, ou l'expectative à l'égard de ce même gouvernement, la continuation de l'expérience pour quelques mois, le terme étant naturellement fixé au congrès suivant, celui de Nantes.

Il était bien facile de prévoir que seule la seconde de ces trois hypothèses pouvait être retenue. La réédition de ce qu'on a appelé le coup d'Angers aurait exposé le parti radical à de justes critiques, car il n'est pas admissible, en régime parlementaire, qu'un gouvernement soit renversé en dehors de tout vote du Parlement. Quant à la solution de Clermont, l'attente inconditionnelle, la proximité des élections générales interdisait de l'envisager sérieusement. Le Congrès radical était donc fatalement conduit à adopter la solution intermédiaire, à ne prendre aucune décision immédiate, et à autoriser les ministres radicaux à continuer leur collaboration à M. Pierre Laval, mais *sous conditions*.

Le parti radical a fait un effort très symptomatique pour éviter en séance publique toute discussion de nature à faire apparaître la moindre menace de division dans ses rangs, le

même souci s'est manifesté dans les séances des commissions. Sur les problèmes financiers, par exemple, il est curieux de constater que, si le débat a tourné court, c'est sur l'initiative d'hommes parfaitement au courant de la situation économique. On nous fera malaisément croire que ces radicaux estiment qu'on aura résolu quoi que ce soit en « humanisant les décrets-lois », c'est-à-dire en exonérant les petits traitements du prélèvement qu'ils subissent depuis juillet. Ou nous nous trompons fort, ou la Commission de politique générale, en évitant de traiter au fond le problème financier, a voulu attendre que les résultats de la politique déflationniste du gouvernement soient clairement connus du grand public, elle s'est préoccupée sans doute aussi de ne pas étaler au grand jour l'opposition de tendances entre les partisans de l'équilibre budgétaire par la déflation et ceux de la prospérité par l'inflation de crédit ou même par la dévaluation monétaire. Néanmoins la difficulté subsiste et nous verrons tout à l'heure que le parti radical ne s'est donné qu'un bien court répit.

Le terrain de choix pour l'offensive préparée salle Wagram par les adversaires du Gouvernement, c'était la question des ligues. Après avoir cessé durant l'été toute manifestation extérieure d'activité, les Croix de Feu ont organisé au début d'octobre quelques rassemblements qui ont ému vivement les partis de gauche. Ceux-ci ont longtemps réclamé la dissolution des ligues, mais cette mesure resterait illusoire, puisque les ligues pourraient toujours se reconstituer sous le paravent d'associations sportives ou philanthropiques, elle serait de plus un acte assez arbitraire, car la distinction ne serait pas toujours facile à établir entre les partis politiques et les ligues. Aussi est-ce plutôt par la modification de la législation sur les manifestations et rassemblements que les adversaires des ligues voudraient maintenant prévenir ou réprimer leur action éventuelle.

Habilement, le Cabinet Laval a pris les devants, en publiant, le matin même du Congrès, trois décrets sur les manifestations, le commerce et la détention des armes, et la dissolution des ligues. Le parti radical a jugé ces textes insuffisants, mais il en a pris acte. Il a réclamé des mesures plus complètes, mais le choc attendu a été amorti, et, au lieu du conflit qui risquait

de dresser les radicaux contre le Cabinet, il n'y a eu qu'un incident assez bénin entre M. Herriot et M. Guernut, en commission.

Plus sérieuses sont les difficultés en ce qui concerne la politique étrangère et la tactique électorale. On n'a guère parlé des élections prochaines, sauf pour écarter sans phrases la représentation proportionnelle, à laquelle on avait prétendu pourtant que s'étaient converties de nombreuses fédérations, mais les discours de M. Jean Zay, rapporteur général, et de M. Daladier, l'ordre du jour de politique, et la déclaration finale du congrès comportent une adhésion formelle du parti radical-socialiste au Front populaire. Que de semblables textes aient pu être votés sans opposition, il y a de quoi surprendre, et nous croyons que plus d'un radical centriste a pensé : « Gardons-nous de rien dire qui puisse nous faire accuser de vouloir rompre le front commun, nos chers voisins socialistes sauront bien le briser tous seuls! » Néanmoins, cette adhésion des radicaux au Front populaire, si elle s'avérait chose durable, risquerait de couper définitivement le pays en deux blocs et de l'exposer à toutes les aventures. En attendant, elle a déjà eu des conséquences assez sérieuses dès la première séance de la Commission des finances de la Chambre.

C'est sur la politique extérieure que M. Herriot a cherché et obtenu son triomphe personnel devant le Congrès. Les adversaires même du ministre d'État ont reconnu l'élévation de pensée et la beauté formelle de son discours, mais ils ont eu beau jeu à faire observer qu'il y avait plus que l'intervalle d'une nuance entre la position de M. Herriot et celle de son président du Conseil, si bien que l'unique succès obtenu à la salle Wagram par un ministre se retournait en définitive contre le Gouvernement.

On a sans doute exagéré en représentant le discours de M. Herriot comme une déclaration de candidature à la succession de M. Laval au Quai d'Orsay, mais le fait est qu'il a rendu publique la divergence de deux systèmes politiques dont l'un se fonde sur l'amitié russe et l'autre sur l'amitié italienne. Si, comme il est permis de le craindre, les négociations de Genève n'aboutissent pas rapidement à un compromis entre l'Italie

et l'Éthiopie, il risquera d'éclater des orages au sein de notre gouvernement.

On voit, par ce compte rendu sommaire d'un congrès qui fut sans relief et sans véritable intérêt, que la situation au lendemain des assises de la salle Wagram est très voisine de celle de l'an passé, après le Congrès de Nantes. Aucune difficulté n'a été réglée, on les a toutes reportées à la rentrée.

Veille de rentrée. — Malgré tous les bruits fantaisistes mis en circulation à la fin d'octobre, nous pensons que les Chambres seront convoquées pour le 26 novembre, et que le Cabinet Laval se présentera devant elles dans sa composition actuelle. Peut-on aller plus loin et prévoir davantage? Avouons notre embarras, en présence d'une situation que tout semble compliquer à plaisir.

La question de l'ordre dans la rue et des ligues ne nous paraît pas la plus épineuse, car on nous assurait récemment de bonne source que M. Laval accepterait la mise à l'ordre du jour de la Chambre du rapport rédigé par M. Chauvin et prévoyant une réglementation sévère des manifestations. Nous ne croyons pas davantage à un débat sensationnel sur la politique étrangère, chacun sait qu'il n'y a jamais au Parlement français, ni en séance publique ni en commission, de débat sérieux sur ces questions pourtant vitales. C'est donc sur la politique financière que la bataille s'engagera dans quinze jours et il est malaisé d'en deviner le développement et l'issue. Nul n'ignore que le parti socialiste unifié a réclamé avec violence l'abrogation de tous les décrets-lois et que M. Léon Blum, sollicité de dire ce qu'il ferait si les caisses de l'État se trouvaient vides, vers la Noël, a proposé une solution un tantinet sommaire : la fermeture temporaire des dites caisses. Les congressistes de Wagram, nous l'avons vu, se sont bornés à demander la revision des décret-lois, en exonérant de tout prélèvement le minimum vital. Là-dessus, la délégation des Gauches et la Commission des finances, se sont mises à l'œuvre. En un tour de main, la Commission des finances a rendu par centaines les millions aux rentiers et aux anciens combattants. Quant aux fonctionnaires, elle a si généreusement interprété la notion du minimum vital, que, non seule-

ment elle exempte de tout prélèvement ceux qui gagnent moins de 10 000 francs, mais elle fait bénéficier tous les traitements jusqu'à 40 000 francs d'une exonération de 10 000 francs à la base. L'ensemble de ces votes, auxquels la plupart des commissaires modérés se sont du reste joints, doit faire un trou de plus de deux milliards dans le budget déjà si mal en point!

Dès lors, n'est-il pas malheureusement évident que la démagogie s'exercera, dès la rentrée, contre le Cabinet Laval? De nouveau, nous verrons les pénibles discussions financières qui ont précédé la chute des cabinets Paul-Boncour et Albert Sarraut, mais la différence avec 1933, c'est que, depuis cette date, la crise s'est aggravée et que les hommes se sont usés. Si M. Laval est renversé, qui lui succédera, avec quelle équipe? Première difficulté, car les socialistes, d'accord avec les radicaux extrémistes contre le gouvernement, ne sont nullement disposés à prendre la succession. En outre, quel programme financier? Un radical, M. Albert Milhaud, écrivait : « Voilà pourquoi en regardant l'avenir en face, on ne voit pas une crise ministérielle à l'horizon, mais deux; car la confusion des principes et le métafouillis sont susceptibles de renverser le ministère d'aujourd'hui *probablement*, mais encore de tuer dans l'œuf *certainement* le ministère d'avant-garde qu'on prépare pour le remplacer. »

Le malheur, c'est que jamais une crise n'a été évitée parce qu'elle était inutile. Où est le remède? La prorogation de la Chambre pour deux ans ne peut plus être envisagée, quant à la dissolution, elle est assez probable si le Cabinet Laval est renversé, mais on aurait grand tort d'en espérer des miracles. Où donc le peuple ira-t-il chercher la solution d'un problème que les gens les mieux informés hésitent même à poser correctement? Et comment ne pas voir que la majorité qui reviendra au Palais-Bourbon sera encore plus négative qu'en 1932, et n'offrira, après tout, que la fidèle image d'un pays où chaque individu, revendiquant sans cesse ses droits, mais oubliant de plus en plus ses devoirs, devient chaque jour davantage anarchiste à l'égard de ses supérieurs et tyran envers ses inférieurs.

FRANÇOIS LEUWEN

LE RETOUR DU MARÉCHAL

Nous étions par le travers de Gibraltar. Le rocher virait doucement du rose au violet, tandis que le feu de ses batteries l'entourait d'une molle écharpe de fumée. Les torpilleurs espagnols apparurent à l'horizon, ouvrant ce prodigieux cortège dont le front semblait prendre appui sur la côte d'Europe et sur celle d'Afrique. La flotte anglaise, presque aussi sombre que la mer, encadrait nos croiseurs couleur de perle. Un roi n'eût pu souhaiter pour ses cendres plus somptueuse escorte. Les navires glissaient, taillant des triangles clairs dans les flots d'ardoise. Les salves couronnaient soudain les tourelles, mais la distance supprimait tous les bruits, ceux des machines et ceux des canons. Et ce silence d'un convoi funèbre, au crépuscule, ajoutait encore à la grandeur d'un théâtre magnifique. Le soleil, déjà bas, ne touchait que les pointes des cimes, mais dans le ciel s'allumait un incendie qui allait éclairer le défilé jusqu'au seuil de la mer latine. Quand ils eurent atteint cette zone d'eau plus sombre qui marque le passage dans l'Atlantique, Anglais et Espagnols virèrent lentement, saluèrent encore, puis, forçant l'allure piquèrent droit sur le rocher noir. Nous n'avions maintenant devant nous que les silhouettes du *Foch* et du *Dupleix*, flanquées de celles des contre-torpilleurs, à peine visibles dans l'ombre.

***

Ce que nous avait donné, devant Gibraltar, ce salut des flottes amies, venant après celui de la flotte italienne au large

de Marseille, ce sentiment d'une réparation royale, pour effacer le pénible retour de 1925, où les Anglais seuls firent escorte au paquebot qui ramenait Lyautey, cette heure de gorge serrée, d'yeux grands ouverts, ce n'était qu'un beau prélude. Casablanca allait nous introduire dans un air de grandeur, que Rabat saurait encore parfaire, et qui, le Maréchal rendu à la paix de son mausolée, ne nous quittera que lentement. On avait craint la pluie, qui, au Maroc, est fréquente, passé le 15 octobre. Le jour se leva. Le ciel était pur comme aux plus beaux jours de l'été. Le paquebot *Chella*, qui transportait madame la Maréchale Lyautey, vint accoster. A celle qui fut la compagne de son Rénovateur, le Maroc rendit un hommage qui, par delà le respect, atteignit à une unanime tendresse, comme si, en attendant les cendres, on eût voulu entourer d'abord ce qui, du Maréchal, restait encore humainement vivant. Au large, le *Dupleix* tirait sur ses ancres. Le *Foch*, ayant à son bord M. Pietri, ministre de la Marine, pénétrait dans le port. Pour accueillir le ministre, mais aussi celui qui fut au Maroc un collaborateur aimé du Maréchal, sur les quais, il y avait une foule étincelante d'uniformes, de décorations, l'alignement des marins, des zouaves, des spahis. Lentement, le peuple de Casablanca gagnait les abords du port. C'était une manière d'infiltration qui, au début de l'après-midi, allait écraser les barrages d'une masse exigeante.

Vers deux heures, sous le soleil vertical, le cercueil quitta le bord du *Dupleix*. Le croiseur, à quai, dessinait le fond d'un tableau dont les bords étaient marqués par une haie de soldats. Et, dans ce vaste espace dégagé, des automitrailleuses alignées dont l'une était aménagée pour recevoir le corps. Un canon tonnait quelque part. Ce n'était qu'un bruit sans relief, tandis que le sifflet d'un quartier-maître, à la coupée du croiseur, modulait son salut. On vit, au bras d'un palan, le cercueil osciller légèrement, puis lentement monter dans l'air de ce mouvement souple d'un drapeau qu'on hisse. Une foule innombrable, tendue, la tête haute, soutenait de son regard ce cercueil balancé, qui au sommet de l'ascension fut un instant immobile, puis doucement glissa contre le flanc gris du bateau, pour s'arrêter enfin sur l'automitrailleuse. On entendit alors,

ce murmure, ce souffle des respirations contenues, soudain libérées.

***

Le corps du Maréchal, entre les troupes, avait pour la dernière fois traversé les places, les quais de ce port qui fut, au Maroc, un de ses grands desseins. On se prenait à déplorer que Lyautey vivant n'eût point revu depuis 1925, ce qu'il avait conçu, ébauché et mené à ce point de réalisation d'où l'on ne peut revenir en arrière. Mais il revint, mort, pour toujours, n'était-ce point le gage d'une durée pour toute cette ville née de sa volonté? Ces gens de Casa, audacieux, turbulents, qui parfois avaient été injustes, comme ils sentaient maintenant, nettement ou obscurément, le prix de ce retour.

Pour le Maroc, pieux jusqu'au fanatisme, le Maréchal, dès 1912, avait été un chef français, chrétien fervent, et sa foi sincère lui avait acquis l'estime de ces musulmans. Ils n'ont que mépris pour les athées et les tièdes. C'est dans la cathédrale de Casablanca que le service funèbre groupera, autour du catafalque, les amis les plus fidèles. Tandis qu'un chœur chante le *libera me*, entre deux ministres français, MM. Marin et Pietri, deux hauts personnages en djelaba assistent, avec cette souveraine aisance que l'Islam donne à ses fidèles, pleine d'une déférence pieuse, aux prières pour le grand chrétien. La cathédrale est neuve. Elle n'a pas encore toute sa décoration. Mais ses murs blancs, cette apparence de dénuement, conviennent à cette dernière station du grand mort. Rien ne distrait le regard de ce cercueil, de ces soldats rouge et bleu, qui, à la hauteur de la tête, tiennent d'un bras raidi, les fanions de commandement, le tricolore timbré des bâtons de maréchal, le vert scellé de l'étoile de Salomon. Je pense, soudain, à ces funérailles en campagne, dans les bleds nus, au lendemain des combats. Sur les visages que je regarde, je retrouve la ferveur que je voyais à mes camarades à l'instant du dernier adieu.

***

Dans les rues de Casa, le peuple roule comme un flot difficilement canalisé. Il vient battre les abords de la place Lyau-

tey, que bordent des bâtiments harmonieux, allégés par un campanile, lumineux sous le soleil, comme un gigantesque cierge.

Un haut-parleur diffuse les discours, en multiplie les échos jusqu'aux lointaines rues où les soldats attendent pour défiler. Jamais je n'ai vu, au Maroc, étroitement mêlés, serrés dans le même désir de voir, d'apporter par la seule présence, un hommage, tant de Français, d'indigènes que rien, à cet instant, ne saurait séparer.

Nulle violence, mais une patiente pression sur les barrages : voir, voir ce cercueil, en mesurer de l'œil la longueur, en arracher les tentures, les planches pour retrouver ce seigneur que les Anciens n'ont pas revu depuis 1925, que les jeunes ne connaissaient qu'à travers une légende à laquelle chaque jour apporte son tribut. Des esprits timorés avaient craint l'accueil de Casa. Non qu'on redoutât la moindre incorrection, mais on ne faisait guère crédit à cette grande ville, hasardeuse, bruyante, dont la population est mêlée, violente, travaillée par diverses influences. C'était mal connaître la profondeur des souvenirs, et ce sentiment sommaire du peuple reconnaissant : « C'est Lyautey qui nous a faits », ai-je entendu dire à un maçon italien, à un bricoleur espagnol. Quant aux Français, comment eussent-ils oublié cette création qu'ils continuent, et les indigènes, cette entreprise à laquelle ils sont associés?

Il convenait que Casablanca pût librement apporter son hommage; que jusqu'au lendemain Lyautey lui appartînt. Sous le péristyle du Palais des services municipaux, le cercueil n'était qu'une immense gerbe de fleurs. Des officiers, des anciens, montaient la garde. Des boys-scouts, dont les yeux dorénavant conserveront cet éclat que donne, à douze ans, le privilège de toucher à la grandeur à travers la mort — des boys-scouts dont le Maréchal fut, quand il n'eut plus d'armée à conduire, le grand chef, ordonnaient doucement le flux continu. On voyait s'incliner de vieilles têtes couturées de rides, briller une larme dans l'œil d'un paysan, on voyait ce nœud de chair à l'angle de la mâchoire qui trahissait l'émotion maîtrisée d'un jeune homme, né ici, et pour qui la France, la patrie c'est le Maroc, et son roi, ce gisant.

***

Rabat, le matin du 30, s'éveillait sous un ciel gris, mais nous savions que le soleil allait paraître. Si Casa avait offert au Maréchal un hommage populaire, comme il l'aimait pour réchauffer son vieux cœur, Rabat réservait un accueil, une pompe si parfaitement grande dans sa mesure qu'ont eût cru trouver dans cette ordonnance la main même du Maréchal. M. Ponsot, résident général de France au Maroc, avait tenu à surveiller, lui-même, jusque dans tous les détails les plus humbles la préparation de l'apothéose. Pour le retour dans la cité, qu'entre toutes celles qu'il voulut et créa, le Maréchal avait choyée, en dessinant les lignes, en corrigeant les aspects, comme un jardinier amoureux parfait sans cesse les perspectives et les plans, pour ce triomphe funèbre, on a choisi l'avenue de la Victoire, qui de l'Aguedal s'élargit vers les remparts almohades jusqu'à la porte du couchant. Le rond-point est vaste, bordé au nord par ces gracieux palais administratifs qui ne sont qu'au Maroc. Vers le sud, il laisse le regard errer sur les toits des villas blanches vers la mer. La porte est splendide, rouge avant que le soleil n'apparaisse, mais maintenant rose et or, sous sa voûte. La musique de la Garde noire est disposée avec un art si juste, un tel sens des proportions et de la couleur, qu'on s'arrête, saisi. Trois tentes sont plantées sur un terre-plein. Elles abriteront madame la Maréchale Lyautey, le Sultan, le Résident général, le Maghzen, les Ministres français. Au ras de l'avenue, mais la dominant, un catafalque a été dressé, simple et puissant de ligne comme un autel romain. D'un mât de pavillon descend une flamme tricolore, qui recouvrira le cercueil de ses plis.

Au loin, une colonne d'automitrailleuses apparaît, entourée de cavaliers zemmours au vaste chapeau de paille. La première d'entre elles porte le Maréchal. Elle s'arrête devant le catafalque. De jeunes soldats prennent doucement le cercueil, le portent sur leurs épaules, le hissent sur l'autel, le recouvrent d'un pan de drapeau. M. Ponsot adressera l'adieu suprême, marquera la signification de ce retour. M. Louis Marin apportera l'adieu du chrétien au chrétien, du lorrain au lorrain.

Maintenant la dernière revue commence.

On a eu l'heureuse pensée de faire défiler d'abord la Légion étrangère, dont le Maréchal disait qu'elle était sa vieille garde. C'est un bataillon du 2e Étranger qui s'avance derrière le colonel et le drapeau chargé de croix, un bataillon carré, massif et cependant souple comme une bête de proie. Les hommes portent le képi blanc, les épaulettes rouges et vertes. Ils marchent d'un pas tendu, plus long que celui de nos soldats, le pas des grosses infanteries d'autrefois. La jugulaire tend les mentons, les mains sont crispées sur les crosses, un même mouvement tend, soulève les corps allégés par les longs mois de bled. Tandis que les officiers saluent du sabre, que le drapeau s'incline, mille visages, d'un seul jet, ont viré vers la droite offrant cet hommage suprême du regard et prenant en retour, à ce cercueil, de quoi réconforter et griser leurs cœurs solitaires.

Derrière la Légion, ce sont les zouaves, les tirailleurs algériens et marocains, plus souples, puis la cavalerie, les spahis maintenant les chevaux écumants, droits sur les étriers, sombres et agiles comme un vol d'aigles. Puis, des automitrailleurs, encore, et trois goums à pied, vêtus en guerre de djelabas rayées, grises, noires et beiges, chaussés de sandales qui dénudaient des pieds arides comme des serres de rapaces, cinq cents guerriers descendus de la montagne berbère ou venus des marches sahariennes, défilaient maintenant. Ils semblaient glisser d'un long pas rasant, le pas des poursuites sauvages. Ils avaient de belles têtes dures ceintes d'une couronne de toile blanche, des capuchons de moines, un grand air de froide audace. Ceux qui, en 1914, levés par le Maréchal dans ce Maroc à peine entamé, partirent pour le front de France, étaient ainsi vêtus.

Les avions, effrayant les cigognes qu'ont voit fuir les vieux murs roux, survolent l'avenue de la Victoire, couvrent d'une ombre mobile le catafalque, les drapeaux. La dernière revue est passée. Le sultan, avant de quitter celui qui fut pour lui un conseiller, un ami, s'incline. On aimerait de savoir quels sentiments animent ce frêle corps. Mais le pâle visage garde son air lointain. On éprouve obscurément la puissance de ce souverain, dont la gandourah de soie blanche est si simple au milieu des uniformes dorés. Puissance que le Maréchal a faite

de toutes pièces par le prestige qu'il a rendu à un trône méprisé, puissance dont nous avons porté les bornes matérielles jusqu'aux confins du Sahara, là où les plus grands sultans ne régnèrent jamais. Notre durée ici est désormais liée à cette puissance du trône. Le Maréchal, tant qu'il gouverna le Maroc, ne laissait pas passer de semaine sans aller faire sa visite au Sultan. Autour de lui, on trouvait parfois qu'il exagérait les marques du respect. Cette déférence, cette soumission à la personne sacrée, elles ne lui coûtaient nul effort. Elles lui étaient naturelles, et ne lui faisaient pas perdre un pouce de sa taille. Pièce maîtresse dans son système, le souverain avait droit à tous les hommages et le Maréchal tenait d'autant plus à respecter ces droits qu'il en avait lui-même fixé les limites. Dans sa maison, à Paris et à Thorey, il avait gardé le contact avec le Sultan, et il déplorait que tels de ses successeurs perdissent de vue cette nécessité du contact constant. M. Ponsot releva l'usage, voici deux ou trois ans. Il était temps. Le Sultan avait grandi en suivant sa route qui risquait de ne plus être la nôtre. Il devenait dans une période de renaissance générale de l'Islam, un pôle autour duquel le nationalisme marocain ralliait les fervents. Allait-il se laisser griser par ces adhésions, ces appels de jeunes gens qui avaient son âge, espérer, vouloir la liberté absolue dans son gouvernement, jouer contre nous? On a pu le craindre sérieusement, dans le temps même qu'un gouvernement faible à Paris désarmait l'autorité française au Maroc. Le mal est maintenant réparé, nous avons su faire la preuve de notre force, faire comprendre la nécessité d'une collaboration sans cesse plus étroite. Tandis que le Sultan penche vers le catafalque son étroit visage, on aime à croire que cette vertu des morts agit, qu'elle réconforte son loyalisme. La musique de la garde joue l'hymne chérifien, molle mélodie sinueuse que relève bientôt le coup de clairon de la *Marseillaise*. La cavalerie aux pelotons alezans, noirs et blancs, galope autour de la voiture, les flammes des lances claquant au vent, le Sultan est parti suivi de ses conseillers, des hauts seigneurs. Le Maréchal, ayant encore joué son grand rôle, lié autour de lui le Protecteur et le Protégé, n'appartient plus maintenant qu'à sa foi.

***

Le mausolée, dont le Maréchal, lui-même, fit voici trois années, établir les plans, est bâti dans les jardins de la Résidence, dans ce cœur de terre française où il planta jadis son fanion. C'est une koubba, qu'on appelle aussi dans le bled un marabout, parce que cette maison carrée coiffée de tuiles vertes abrite généralement les ossements d'un santon. On l'a construite dans un cadre proprement marocain de cyprès, de mimosas qui la voilent sans la masquer. Des parterres l'entourent. Dans quelques mois ils seront fleuris comme un tapis de la montagne. L'évêque du Maroc a reçu les cendres sous le porche en ogive. Pour la première fois la voûte résonne sous les chants d'espoir. Lyautey, Maréchal de France, Premier Résident de France au Maroc, repose maintenant sous la protection de la croix. Son épitaphe, on la connaît. Il l'avait lui-même composée, rejetant tout ce qui pouvait froisser l'orgueil des Marocains, jusqu'à ce titre de Maréchal qui retentit de l'éclat des armes. Mais elle fait sonner haut la fidélité à sa foi catholique, le respect de la foi musulmane, l'amour de cette terre maugrabine. Il n'a pas voulu être le Conquérant, mais le Rénovateur, et cette rénovation, il l'a payée de son génie, soutenu par le sacrifice de milliers de morts.

Le voici revenu. Ceux qui avait craint des réactions dans le peuple marocain, dans cette jeunesse qui ne l'a pas connu, les voici rassurés. Dans les cérémonies du transfert, pas une discordance, rien qu'une exaltation muette. Il fallait qu'il revînt, pour gager notre avenir, en prouvant notre force chez ceux qui n'ont de respect que pour la force. Il fallait qu'il fût là afin que de cette koubba rayonnât encore son prestige, qu'elle devînt un lieu de pèlerinage pour les Français au Maroc, un haut lieu sur le sol duquel de jeunes hommes frémissants trouveront leur voie.

Et pour les Marocains eux-mêmes que ne sera-t-il pas bientôt? Les pessimistes disaient : « Que des troubles surviennent et ce mausolée courra le risque d'être profané. » C'était faire bon marché de notre courage, de notre volonté. Le jour où le mausolée de Lyautey sera profané, c'est que nous serons bons à être jetés à la mer. Jetés à la mer, nous ne le serons que

si nous le méritons, par notre faiblesse ou notre incompréhension. Le présent, au moins, nous rassure. Pour le peuple, pour ces berbères prompts à croire au surnaturel, la pompe de retour n'est point près d'être oubliée. Elle trouve le plus vaste écho, dans les villes et dans les montagnes. Les marchands en colporteront l'histoire, comme le font déjà les cavaliers, les goumiers regagnant leur tribu.

Un spécialiste du Maroc, qui connaît bien l'âme berbère me disait : « Attendez quelques mois, et vous verrez, sur les branches des arbres qui entourent la koubba, des chiffons noués par les femmes, comme elles ont coutume de le faire autour des marabouts du bled dont elles invoquent le saint homme. Sans doute, le Maréchal était un grand chrétien. Mais il était aussi un puissant. Cette puissance, la mort ne la lui a point ôtée. On peut donc lui demander aide. Nos berbères vivent dans le merveilleux. Rien ne saurait les étonner. » Qu'on ne voie là ni boutade, ni paradoxe, c'est une vue pleine de sagesse. On imagine avec — sans être irrespectueux — un Moulay Lyautey, un Monseigneur Lyautey, conquis par la légende, transformé par elle, à l'usage des Marocains, rejoignant dans les mémoires les grands seigneurs maugrabins d'autrefois. Tandis qu'il restera pour nous le Maître. Deux visages différents, d'un souverain prodige, et ce sera là, pour le Maréchal, une ultime manière de servir, au delà de la tombe.

***

Ce Maroc, achevé dans la pacification, mais adolescent dans son évolution, où en est-il?

La plupart des Français venus au Maroc pour accompagner les cendres se sont posé cette question. On voudrait ici faire sommairement le point. Tardivement touché par la crise, le Protectorat n'en a que plus souffert. Tout ce qui avait servi sa croissance, pendant les années de prospérité, le desservait tout à coup. On l'avait équipé largement, on avait vu grand et loin, dans un temps où l'argent était abondant. 1924 marque l'accélération de l'essor économique du Maroc. Emprunts publics et capitaux privés favorisent une expansion dont nous ne trouvons l'équivalent dans aucune partie de

notre Empire. 15 milliards de francs, dont les deux tiers de capitaux privés vont permettre de créer un réseau de voies ferrées, de Marrakech à Tanger et à la frontière algérienne, de construire des ports, des routes, des barrages, des usines électriques, de bâtir des villes modernes, tout en entreprenant la mise en valeur des campagnes incultes. Mais c'est l'époque qui succède à la dévaluation du franc, celle des prix les plus élevés. Le budget marocain qui ne dépassait pas 300 millions en 1924 va monter rapidement, jusqu'à atteindre le milliard en 1931. On devine de quel poids ces charges vont peser sur une économie en crise. Lorsque le budget est ramené à 900 millions, la valeur approximative de la production marocaine n'est pas supérieure à un milliard et demi. On comprimera donc les dépenses, avec une énergie croissante, mais un budget n'est pas compressible à l'extrême. On se rend bientôt compte que les 100 millions économisés représentent un maximum qu'on ne saurait dépasser sans porter préjudice à la vie même du Protectorat.

Vendeur de blé, de phosphates, de poissons, de minerais, le Maroc voit fléchir le chiffre de ses exportations, bien plus que celui de ses importations. Le cours des produits baisse tandis que les charges ne diminuent qu'à peine. Pour le colon français, le problème du blé prend un aspect inquiétant. Il a bonifié 800 000 hectares de terre, dans un temps très bref, grâce à un large crédit, et le prix de cette œuvre atteint un milliard de francs dont la moitié est encore due aux organismes de prêt. Le Protectorat a donné à la colonisation un concours constant. On voit mal qu'il puisse faire plus, dans l'état actuel de ses ressources. La métropole doit prendre sa part de ses charges qui constituent réellement des charges impériales. Le colon français assure notre durée au Maroc. Chaque ferme est un foyer d'influence française qui rayonne sur les tribus voisines associées à ses travaux. Les remèdes sont connus : élargissement des contingents de blé marocains, de céréales secondaires, de vin, soutien des agrumes par la limitation des importations étrangères en France, enfin orientation de l'agriculture marocaine vers l'arboriculture fruitière, le Maroc étant par excellence le pays des fruits. Certains sont déjà appliqués, d'autres dépendent de la métropole dont l'intérêt bien

entendu — elle a garanti 5 milliards d'emprunts marocains — devrait animer les décisions. Tant de mesures judicieuses, énergiques appliquées si elles peuvent sauver présentement le Maroc — on a déjà pu noter des signes d'amélioration de la situation économique — ne sauraient toutefois assurer son avenir. Le Maroc, en pleine crise, importe encore pour un milliard et demi de produits tandis qu'il n'en exporte que pour 600 millions. Le problème le plus grave est là. Et sa solution ne dépend ni du Maroc ni de la France, mais bien des signataires de l'Acte d'Algesiras qui instituait voici trente ans le régime de la porte ouverte. Le traité correspondait à l'état d'un Maroc décadent. Il n'a subi aucune des modifications que l'évolution rapide du Protectorat semblerait devoir impliquer.

Dans la prospérité comme dans la crise, la balance est défavorable au Maroc. Aucune réciprocité ne lui est assurée. Il est contraint d'accueillir, sans restrictions, les produits de l'extérieur, mais ses vendeurs lui ferment leur porte ou s'ils l'entr'ouvrent ce n'est que dans des proportions dérisoires. Le Protectorat a donc demandé à la France d'engager des négociations avec les puissances signataires en vue d'un réajustement équitable des relations économiques. Ces pourparlers n'ont guère donné de résultat, certaines nations s'étant montrées irréductibles. On peut se demander si la France, devant le péril qui menace le Maroc, ne devrait pas tout simplement, en qualité de Puissance protectrice, dénoncer l'Acte d'Algesiras. L'Égypte supprimant les capitulations nous a donné un fort bon exemple, qu'on pourrait aisément transposer. Le Maroc trouverait alors les débouchés extérieurs qui sont indispensables à sa vie.

Nous avons à dessein précisé le point de vue économique, pour nous contenter de résumer la situation politique. Au Maroc comme ailleurs, le politique est soumis, présentement, à l'économique. Les indigènes que nous avons associés à notre prospérité n'ont pas senti le poids de notre présence, tant que leur vie était facilitée par l'argent abondant. Touché par la crise, le Marocain — pour qui, quoi que nous fassions, nous resterons l'étranger, le chrétien — regrette un passé dont il a oublié les difficultés, les dangers pour ne voir que les inconvénients de notre établissement, les exigences qui en découlent.

Cette mauvaise humeur est cultivée par les animateurs du réveil panislamique. Tant que le fellah et l'artisan gagnaient leur vie, les Jeunes Marocains nationalistes n'étaient qu'un état-major sans troupes.

La crise leur a fourni ces troupes. On a pu voir, il y a deux ans, les résultats d'une propagande adroite. Une politique indigène, intelligente et ferme, a ramené l'ordre, le maintient. La prospérité l'assurerait définitivement.

Cette amélioration de la situation économique du Maroc doit donc être notre premier souci, celui de la métropole. Quand les Marocains mangeront à leur faim, quand ils auront assez d'argent pour marier leurs filles, acheter un cheval et des tissus pour les femmes, ils prêteront une oreille moins attentive aux appels de l'Orient. Nous pourrons alors tout à loisir rendre au politique sa primauté, préparer afin de la contrôler une évolution qui, si elle n'est pas faite avec nous, se fera contre nous. L'Afrique marche vite. On s'en aperçoit mieux quand on la revoit souvent. On en est émerveillé, et un peu effrayé.

Combien de fois dirons-nous encore, nous tous que la grandeur de l'empire anime, préoccupe :

« Si le Maréchal était là! »

GEORGES R. MANUE

M. BAINVILLE A L'ACADÉMIE

M. Jacques Bainville est un bon journaliste, dont l'*Histoire de France*, écrite d'un style vif, a le mérite d'être parfaitement systématisée. Un *Napoléon*, quelques ouvrages d'histoire contemporaine sont également ramenés au logique et à l'intelligible. Le dessein de l'auteur est moins le récit des faits que leur explication. « Un âge vient, dit-il, où l'on soupçonne que les hommes d'autrefois ressemblaient à ceux d'aujourd'hui et que leurs actions avaient des mobiles pareils aux nôtres. On cherche alors la raison de tout ce qu'ils ont fait et dont le récit purement chronologique est insipide ou incohérent. » Il ajoute que l'histoire est de la psychologie, et aussi de la politique, ce qui revient un peu au même. Ce qui importe le plus, c'est d'exposer « les motifs et les intentions des hommes qui conduisent les grandes affaires ».

Ce n'est ici ni le lieu, ni le moment d'examiner cette figure cartésienne de l'histoire. Il me semble qu'ainsi comprise, sous l'angle du raisonnable et de l'intelligible, elle aura quelque peine à expliquer certains mouvements instinctifs et confus, qui ne sont pas rares dans la vie des peuples. De fait, arrivé aux Cent-Jours, M. Bainville est arrêté et renonce, mais il faut reconnaître que, tous ces enchaînements brillants se suivent avec plaisir.

Ce n'est pas sur les faits que la méthode jette de la lumière, c'est sur l'historien lui-même. Si M. Bainville fait de l'histoire en logicien, c'est qu'il appartient lui-même à la génération de l'intelligence, et sa réception, le jeudi 7 novembre, marque

l'entrée à l'Académie de cette génération ou de cette école. C'est un fait qui, dans l'histoire des idées, n'est pas sans importance. C'est Minerve sous la Coupole. On a vu, vers 1890, une génération de jeunes hommes vouer à la raison un culte passionné. En politique, ce culte devenait celui de l'ordre, et d'une tradition où semblait apparaître le logique de l'histoire. Le mouvement de l'Action Française, très complexe lui-même, le royalisme confirmé par la raison, était par beaucoup de points uni à cette tendance générale. Le courant s'est d'ailleurs subdivisé, sans qu'il soit facile aujourd'hui de connaître le détail de cette histoire. La *Revue critique* a formé un filet indépendant. Puis la guerre est venue. La génération de l'Intelligence a été massacrée, sans avoir pu formuler son message. D'autres courants ont traversé le champ de l'esprit. Aujourd'hui, la tendance de l'époque est bien plutôt de chercher le secret de l'espèce dans l'inconscient, et de considérer le pchychologique non comme l'homme même, mais comme un vernis à la surface. La raison est un traitement que nous infligeons au réel pour le rendre acceptable à l'humanité, une élaboration que nous lui faisons subir pour l'accommoder à notre esprit, une explication, un phénomène second. Voilà du moins ce que pensent beaucoup de gens, et la doctrine qui est dans l'air du temps.

M. Bainville a porté dans la politique et dans l'histoire les tendances de cette génération de l'intelligence. Il n'est pas un royaliste de race; ses parents étaient républicains, mais, comme beaucoup de membres de l'Action Française à cette époque, il a été amené à la monarchie par la raison; la conviction politique a été pour lui une déduction de l'esprit. M. Donnay nous a dit qu'elle lui est venue à la suite d'un voyage qu'il fit à vingt ans en Allemagne. Si ce n'est pas là un propos de malice pure, l'aventure est assez piquante, que l'un des principaux écrivains du nationalisme en ait pris le germe de l'autre côté du Rhin.

L'ouverture d'une séance de l'Académie est toujours un spectacle. On voit se couler entre les bancs, des personnages dont les noms sont inégalement familiers. Quelques-uns semblent enveloppés dans un capuchon de feuilles, et s'avancent pareils à des buissons. M. Donnay est au bureau, entre

M. Doumic et la figure gothique de M. Goyau, que M. Mâle considère avec attention. Le récipiendaire se lève. Il a une taille élégante, un visage sympathique, le profil régulier, le front un peu couché en arrière, les cheveux abondants et rejetés, le nez tranchant, l'œil bien fait et bien enchâssé, de la finesse avec de la jeunesse, l'air d'un élève des Sciences politiques qui monte en graine. Avec ses tempes étroites et son crâne allongé, il est une jolie figure de l'homme méditerranéen, entre les deux larges brachycéphales qui lui servent de parrains, M. Bordeaux à droite et M. Paléologue à gauche. Il parle d'une voix un peu grise et il fait du président Poincaré une de ces oraisons funèbres qui ne s'impriment pas de force dans les mémoires, mais d'un caractère décent et officiel.

Le sujet entraînait obligatoirement un éloge des classes moyennes. Elles ont une excellente presse à l'Académie. Les places du centre ont applaudi à l'évocation de ces réserves de vertu et d'économie que contient la bourgeoisie. C'était, sous les yeux de marbre du duc d'Aumale, un spectacle tout à fait monarchie censitaire et ministère Guizot. Nul n'a songé que cette manifestation n'était pas très aimable pour le peuple, dont quelques membres de l'Académie sont issus sans intermédiaires. Barthou était le fils d'un serrurier, je crois, et s'en vantait. On ne voit pas d'ailleurs en quoi sa politique eût été changée, s'il avait été le fils d'un notaire. Quand aura-t-on la franchise de dire une bonne fois : « Cette classe moyenne, que vous représentez comme l'élément fixe du pays, en est le plus mobile et le plus incertain »? Elle est sans cesse anéantie, et sans cesse réparée, par des éléments nouveaux. Au XIXe siècle, les variations de climat économique l'ont tuée quatre fois : en 1815, en 1848, en 1860 et en 1880. Elle n'a jamais manqué de ressusciter. La saignée de la guerre ne s'y distingue plus. En Russie, massacrée en grand, elle commence déjà à se reformer. Elle est le chiendent de la Société. Il est possible en effet qu'elle en ait les vertus.

Un autre passage sur la corruption de la justice par la politique ne fut pas moins applaudi. M. Bainville, discret sur la politique de Poincaré, s'est rattrapé sur ses vertus. Il a montré dans la personne de son prédécesseur un exemple de

probité, de mépris de l'argent, d'honneur professionnel, et dans des jours graves, d'abnégation pour la patrie. Il a achevé en évoquant les morts et en espérant une renaissance. Il a eu alors la plus belle récompense. Les tribunes hautes, peuplées d'une jeunesse choisie, lui ont fait une longue ovation. Le centre, tout en l'applaudissant, a été un peu plus réservé.

M. Donnay a répondu avec beaucoup de bonne grâce. Il a, selon l'usage, rappelé les jeunes années du récipiendaire. C'est ce jour-là que l'on enterre définitivement sa jeunesse. M. Donnay a procédé à cette inhumation avec un humour plein de bienveillance. Quant à l'œuvre même de M. Bainville, il était peu probable qu'elle fût l'ouvrage de chevet de M. Donnay. Mais enfin, il l'avait parcourue d'assez près pour élever des objections. La suite que M. Bainville voit dans l'histoire lui inspira tout de suite quelques doutes. Il se rappelait une phrase de Duruy : « Les rois mérovingiens n'eurent pas de politique suivie. » Et cette psychologie lui paraissait plus vraisemblable. La condamnation du XIXe siècle (mais que n'avons-nous pas entendu dire naguère du XVIIIe?) et celle du romantisme lui ont inspiré un charmant petit plaidoyer, plein d'une sage et sensible finesse, où les griefs se dégonflaient un à un, percés d'une piqûre de bon sens. « Romantisme, répugnance à s'adapter au milieu; mais si le milieu est abject ou malodorant? romantisme, amour de la solitude; mais si les hommes sont méchants ou simplement ennuyeux? Romantisme, sentiment trop vif des beautés de la nature; mais comment ne pas être ému devant les forêts, les montagnes et la mer, si l'on a le don sacré de ces émotions? Romantisme, prédisposition de l'âme à la mélancolie; romantisme, imagination dans l'amour, etc., etc. Sans quelque romantisme la vie serait absurde et l'amour sans imagination serait une pauvre chose. » M. Donnay disait tout cela avec douceur, assis de trois-quarts, appuyé sur un coude, et comme rêvant d'une voix bien timbrée, qui se perdait un peu dans le songe.

Il a fait enfin le portrait d'usage du président Poincaré, en se gardant, lui aussi, de toute allusion politique. Tel est le caractère de cette séance. C'est la première fois sans doute que la mémoire d'un homme d'État est évoquée, sans que son œuvre soit examinée, ni seulement citée. Il ne faudrait pas

s'imaginer que la carrière de Raymond Poincaré ait eu toujours ce caractère d'image d'Épinal que les panégyriques d'hier lui ont donné. Pour ne parler que de ses débuts, l'entrée en scène de ces jeunes gens neufs qui venaient remplacer les hommes du Panama et du boulangisme a eu au contraire quelque chose d'assez féroce. Où est le temps où les séances de l'Académie étaient des jugements solennels dont parfois tout le pays retentissait? On est aujourd'hui plus modeste. Peut être a-t-on raison.

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE ROME

6 OCTOBRE. — Après un lourd crépuscule, durant lequel, ayant dépassé Pise et Livourne, nous avons longtemps aperçu les cimes nuageuses et la masse bleuâtre de l'île d'Elbe, sur une mer grise et molle que le couchant vint trouer de lueurs et d'orbites ensanglantées, le train entre en gare de Rome, à huit heures du soir, dans la nuit.

— Adoua est prise depuis ce matin, mais les journaux n'en ont pas parlé. Le communiqué de ce soir va l'annoncer.

Heureuse nouvelle. Nos amis italiens qui se trouvent sur les quais ne me semblent pourtant pas s'en réjouir avec l'enthousiasme que nous pourrions attendre.

La place de la gare, la *Via Nazionale*, sont à peu près pareilles aux artères d'une grande cité quand approche le dîner dominical. Pourtant, comme nous allons déboucher sur la place de Venise, nous voyons avancer une bande de jeunes gens portant des bâtons, au sommet desquels brûle une flamme; des pancartes portent ces mots, rapidement tracés à la main :

ADUA E NOSTRA!

Nous faisons arrêter la voiture à l'angle du corso Victor-Emmanuel dans lequel la colonne va s'engager.

A l'arrière-plan, séjour du Duce, le Palais de Venise demeure obscur et clos. Peu de gens autour de nous, mais qui applaudissent sans plus. Puis nous retrouvons la nuit et les trottoirs déserts.

Après dîner, nous tenons à retrouver la rue. Portant

des drapeaux italiens et les mêmes pancartes, des bandes précédées de camions plats chargés de nombreux manifestants entassés s'en vont, sur la place Farnèse, lancer des vivats amicaux devant l'ambassade de France, des : *Francia! Francia!* rythmés et hachés.

Nous gagnons la place de Venise. Les grandes rues sont presque désertes. Des *balillas*, par trois, armés d'affiches, porteurs d'un seau rempli de colle et d'un large pinceau, criblent la base des édifices, le rez-de-chaussée des maisons, de leurs rectangles de papier rouge et blanc où est imprimé en caractères gras le même :

ADUA E NOSTRA

La place de Venise est déserte. Deux sentinelles veillent à la porte du palais. Au fond de la place, le grandiose monument de Victor-Emmanuel, éclairé par des réflecteurs, — trop blanc, hélas! dans l'intégrité de son marbre misérable.

Non, il ne me semble pas que ce soit là cette chaleur, ce mouvement irrésistible qui poussent un peuple dehors en apprenant une nouvelle qui l'enthousiasme. Mais la foule est peut-être ailleurs, et puis Milan ou Naples illuminent, sans doute, ce soir. Pendant quatre années de guerre, Paris est-il « sorti » sur ses boulevards à chaque avance qui, pourtant, le remplissait de joie?

Cependant, la prise d'Adoua, c'est l'injure ancienne vengée, — et je ne m'explique pas complètement ce quasi-silence de Rome. La Ville Éternelle, il est vrai, n'est pas une cité nocturne. On y compte quatre ou cinq grands cafés; ils sont à peine remplis dans la soirée. Un orchestre joue dans l'un du Verdi, sans éclat, à des gens qui semblent ne penser à rien.

Pour ne plus chercher à comprendre, quittons la place de Venise, gagnons le Capitole, à quelques pas d'ici.

Cette sorte d'éminence, — car ce n'est plus, du côté d'où nous venons, qu'une éminence, — garde un prestige incomparable avec sa cour faite de trois monuments ne se rejoignant pas, deux se faisant vis-à-vis, assez semblables avec leur base à colonnade et celui du fond, au double escalier précédé d'un Marc-Aurèle équestre, d'un bassin et de statues inégales. Il semble que l'on respire, juché sur ce tertre, où les

constructions du XVIe siècle ont des bases antiques, un air qui ne saurait se respirer ailleurs.

Le temple de Jupiter se dressait là, cinq siècles avant Jésus. Il fut détruit puis reconstruit par les empereurs du début de notre ère. De tant de pierres amoncelées, de cette forteresse divine, ce mont Tarpéien, qui renfermait le cœur de Rome, rien ne subsiste que ce que les papes y ont construit de raisonnable et de correct.

Dans cette nuit d'octobre, si douce, constellée, j'évoque le temple fameux, le plus superbe de Rome et la fascination évanouie de Jupiter, qui n'est plus qu'un dieu de musée.

Avec quelle violence le monde est-il parfois secoué pour que de telles murailles s'écroulent, s'en aillent au néant, que tant de si hautes colonnes, des péristyles si vastes, des dômes si imposants, des dieux adorés dans ce que l'on pouvait alors appeler *univers*, de si puissants empereurs aient vu leur autorité anéantie, que de tant de ruines même, il ne reste que cette petite place si bien nivelée, les palais civilisés, remplis de ces faux ou vrais chefs-d'œuvre, ramassés partout et qui font les musées!

A moins de trois heures d'avion d'Athènes, qui fut dans les mêmes Ve et IVe siècles avant Jésus-Christ, si divisée, qui s'anéantit de ses propres mains dans des dissentiments sans fin, je ne puis m'empêcher d'évoquer, à l'extrémité de la place, le long de cette ruelle qui descend vers les débris du Forum, puis au sommet de l'escalier qui nous y conduit, je ne puis m'empêcher d'évoquer les partis, chaque jour plus nombreux, qui divisent et ruinent la force et le prestige de la France, comme ils ont fait ici de la poussière, avec des colosses.

La guerre n'est peut-être belle, sacrée, que lorsqu'elle est *défensive*. Et Thucydide, qui fut d'abord général, n'écrit-il pas, quatre cents ans avant Jésus-Christ, quelque chose comme ceci :

« Les hommes sont toujours portés à considérer comme *décisive* la guerre qu'ils sont en train de faire. »

Hélas! les guerres, même nécessaires, ne sont jamais décisives et elles en ont toujours nourri d'autres à venir dans les flancs mêmes de leurs armées.

***

DEVANT LES NOUVEAUX STADES ET LA VILLE EN CIMENT ARMÉ. — Été, après déjeuner, aux portes de Rome, revoir, à mi-flanc de coteau, la célèbre *Villa Madama*, l'une des plus imprévues et des plus habitables cependant de ces villas papales. Je l'ai connue jadis dans le délabrement, je la retrouve appartenant à des propriétaires qui veulent s'en défaire après y avoir, me dit-on, dépensé dix-huit millions. En faisant l'économie de seize, ils pouvaient lui conserver son caractère.

La *Villa Madama* n'était en réalité, sur une terrasse verdoyante, qu'une sorte de loggia somptueuse, orientée vers l'ombre. Les sens pouvaient s'y apaiser en considérant une boucle du Tibre, un pont, comme une réduction de celui de Sèvres regardé de Bellevue. Au delà, s'étendait la campagne romaine, pareille à un cuir cordouan légèrement gaufré et qui meurt aux horizons de ces demi-montagnes aux lignes et aux courbes harmonieuses dans leur brume azurée.

La loggia, aux niches décorées alors de statues antiques (depuis longtemps dispersées), ouvrait par trois baies immenses sur un jardin. Les Médicis et les Farnèse venaient ici, du Vatican, goûter l'illusion de s'affranchir pendant quelques heures du poids de leur destinée.

Le souci de conserver ce chef-d'œuvre de luxe, pour des générations qui ne semblent attacher au passé qu'un médiocre intérêt, exigeait que cette loggia si décorée, fût vitrée.

A l'intérieur de la maison, les portes sont encadrées de bleu turquin, les appartements dallés d'autres marbres précieux, disposés en arabesques compliquées. Le lapis même étale dans le salon ses disques si coûteux, entre de telles astragales de portor ou de sarrancolin, qu'en l'absence de tapis pour nous masquer au plus vite ces aveuglantes géométries, ces patinoires qui raviraient New-York, mais auxquelles les Médicis et les Farnèse, eux, n'avaient pas songé, nous nous mettons à arpenter précipitamment ces pièces, n'éprouvant l'envie de regarder ni les vastes et somptueuses cheminées, ni les lustres copiés, ni les tableaux — qui doivent être attribués à des maîtres.

Un ascenseur, qu'un maître d'hôtel fait manœuvrer, conduit

au premier étage, fort élevé, à cause de la hauteur de plafond du rez-de-chaussée. Un escalier circulaire, d'ailleurs réussi, a été édifié au centre de la maison. Mais nous pourrions, ailleurs qu'à Rome, trouver ces imitations et ces copies. Le charme d'un tel palais résidait bien davantage dans ses imperfections, son inachèvement et ses dégradations mêmes, que dans la possibilité de le perfectionner ou de le reconstituer qui hanta l'imagination de propriétaires éphémères, trois ou quatre siècles après que ceux qui l'avaient édifié sont retournés au néant.

Il faut maintenir et préserver. Quant à créer ce qui n'existait point dans ce qui subsiste encore, c'est une tentation à laquelle nous avons, de longtemps, vu, pêle-mêle, succomber des gens qui n'agissaient que de leur propre inspiration ou que manœuvraient comme des marionnettes creuses ces chimériques désœuvrés ou ces habiles monnayeurs qui s'amusent à *restaurer*, avec le goût parfois le plus sûr, mais toujours la plus flagrante impuissance.

Je suis retourné dans le jardin, sur la terrasse aux bordures de buis robustes. Les deux fleurs de lis des Farnèse continuaient d'égoutter dans le bassin leur filet d'eau chantant. Mais, devant nous, au pied de la colline et jusqu'au delà de la boucle du Tibre, de blanches constructions, des cubes d'échafaudages gigantesques s'élevaient.

A nos pieds : trois stades, une piscine. L'un des stades, le plus vaste, qui porte le nom de Mussolini, orné de statues blanches dont chacune fut offerte par une ville d'Italie. Tout alentour, de jeunes pins parasols, qui seront adultes dans un demi-siècle et projetteront alors une ombre que nous cherchons vainement aujourd'hui.

Le Tibre ocré n'est plus visible que par fragments, et, au delà, des constructions massives, tout un quartier, toute une ville s'élève, là-bas, au-dessous de nous, devant cette campagne quasi-désertique entourant Rome comme l'eau d'un lac immense et figé.

Sur la colline voisine de celle où fut bâtie la *Villa Madama*, un monument colossal est prévu, à la gloire du *Duce*.

Les Médicis et les Farnèse, s'ils revenaient, — puissants — ne choisiraient plus cet emplacement pour y élever la Villa

Madama. Ils n'y trouveraient plus le repos, mais, peut-être, — avec cette cité nouvelle, en construction et déserte, à leurs pieds et devant ce terrain qui attend, au sommet de la dernière colline inoccupée autour de Rome — car le Janicule a son Garibaldi équestre —, devant ce terrain qui attend aussi son cavalier, colossal, — peut-être rêveraient-ils encore?...

***

8 OCTOBRE. — Dix heures et demie du matin. Deux jours après l'entrée des troupes italiennes à Adoua. La revue annuelle de dix mille jeunes fascistes, venus de toutes les villes d'Italie.

Le long de la *via del Impero*, créée par M. Mussolini à travers le Forum et rejoignant le Colisée, depuis la place de Venise, quelques basses tribunes ont été élevées le long du trottoir. Celle du centre qu'un cordon sépare en deux est, dans sa partie droite, *tribune d'honneur*, l'autre étant réservée au corps diplomatique. Elle fait face à une sorte de socle rond, tendu de velours rouge et flanqué de trois marches basses. Le *Duce* y viendra prendre place, tout à l'heure, devant nous, qui tournons le dos au soleil. Une dizaine de mousquetaires sont alignés déjà près de ce socle rouge, vêtus, guêtrés, gantés, coiffés de noir, tenant un fusil qui lui-même est noir. Ils sont noirs et argent, devant le soleil matinal.

Cette sorte d'élite de la garde fasciste de M. Mussolini est composée d'une cinquantaine de volontaires, je crois, assurant les frais de leur équipement et qui ont voué leur vie à leur chef. Ce sont des jeunes gens de famille. Ils ne sont pas alignés et immobiles, à l'allemande, dans l'attente de celui qui va venir. Ils rient et se parlent l'un à l'autre; cette milice volontaire, bénévole, est ardente et dévouée jusqu'au sacrifice de la vie. Ceux qui la composent n'ont rien des troupes façonnées à Potsdam. Ce sont des Latins.

Derrière nous, couronné de ses cyprès et de ses ruines, le Palatin désert domine l'animation qui prélude à ces défilés. Au delà des tribunes, la foule s'étend le long de la voie tracée parmi les vestiges des palais et des temples dont les alvéoles recèlent une ombre à jamais impénétrable. Le fleuve de la vie

est revenu battre ces assises vénérables, abandonnées aux archéologues et aux poètes, ces degrés usés par des générations ardentes, ces fûts de colonnes, auxquels de lointains prédécesseurs se sont appuyés pendant les défilés de faisceaux surmontés d'aigles dorés et de jeunes gens brillants de courage. Des chefs, longtemps enthousiastes, mais, sans doute, secrètement dévorés d'inquiétudes, les regardaient passer. Peut-être l'inachèvement constant de tout rêve humain les empêchait-il de goûter à l'ivresse de commander et d'électriser les peuples qui, cependant, sont destinés à périr, s'ils ne sont point régis.

Après quarante minutes d'attente, les quelques mousquetaires présents s'alignent. Un frémissement court à travers la foule, la chaussée se vide. Les têtes se sont tournées vers la gauche, vers la place de Venise, d'où avancent d'autres mousquetaires, en ligne noire scintillante, devant M. Mussolini, que nous cherchons à deviner dans ce frémissement de têtes, de coiffures noires à franges ornées d'insignes, entre lesquelles se détachent les casquettes galonnées de l'aviation, les képis ou autres coiffures des officiers de l'armée régulière, de l'état-major des ministres de la Guerre, de la Marine qui, derrière le *Duce* forment une masse compacte, dans laquelle le soleil va choisir, semblerait-il, des reliefs, des surfaces, du métal pour y jouer de ses rayons.

L'intérêt de voir, enfin, d'aussi près, dans un cadre si merveilleux, en de telles circonstances, l'homme qui retient les regards du monde entier, pare pour nous cet instant d'une véritable allégresse.

L'étranger que je suis s'étonnerait même volontiers que certains figurants fussent à ce point accoutumés à pareille cérémonie qu'ils semblent n'y apporter qu'un esprit de vague fonctionnarisme. Mais c'est une nuance, que, sans doute, peu d'observateurs découvriraient dans les nombreuses tribunes découvertes où les spectateurs acclament M. Mussolini : *Viva il Duce!* ou plus simplement : *Duce! Duce!*

Je ne sais quel mouvement s'est produit, les gardes noirs se sont alignés, les ministres, les états-majors emplissent les trois degrés de la tribune la plus voisine. Le *Duce* se trouve seul, devant le socle, sur la chaussée.

Le pouvoir impose le vide autour de celui qui l'exerce dans l'absolu. Ce fut souvent un péril. Il advient que nul n'ose plus rapporter au chef des faits ou des situations susceptibles de l'éclairer. L'amour même qu'il inspire engendre la crainte de lui causer un supplément d'inquiétude.

Sous l'œil des diplomates en jaquette, des attachés militaires, entouré de la sympathie, de la curiosité des invités officiels, M. Mussolini se sent plus seul sans doute qu'à l'extrémité du long cabinet de travail du Palais de Venise. On lui apporte quelques feuillets de papier vert d'eau sur lesquels il jette un instant les yeux, le pouce de la main gauche passé dans le ceinturon de cuir, les jambes écartées, comme un compas ouvert.

Les franges noires qui couvrent le bord de la coiffure adoucissent ce que cette sorte de haute calotte, de « bonnet à la grecque », offrirait de rigide sur cette face fortement pétrie. S'il baisse la tête, les franges dérobent presque le visage.

Au loin, très au loin, vers le Colisée, doivent se former en ce moment les délégations des jeunesses fascistes, accourues de toutes les villes d'Italie et de Sicile, pour ce cinquième anniversaire de leur fondation. Ces moments d'attente, avec pour témoin le radieux soleil d'octobre, au cœur de ces ruines qui ont changé de visage depuis les travaux entrepris, doivent contrarier le chef, dont les minutes semblent lourdes et denses.

Mais pour nous, voyageur ou passant, quelle satisfaction d'observer cet homme que, sans doute, aucun de ceux qui l'ont approché n'ont complètement expliqué. L'Europe l'imagine (qu'elle le dise ou non) assez théâtral, elle lui prête des ambitions, qu'il s'est interdit de réaliser. Elle en fait un César aux maxillaires développés, au masque volontaire, aux décisions promptes et promulguées avec éclat, aux discours animés de mouvements qui font effet sur la masse.

Il apparaît non moins énergique, certes, qu'on l'imaginait, mais, certes, plus humain, un peu brusque en ses mouvements, ce matin, marchant sur les talons. Mais le regard, lorsque tout à l'heure il se posera sur les hommes défilant devant lui, le regard dégage une clarté incomparable.

Du côté du Colisée, les éclats d'une musique militaire se font entendre et les yeux discernent le rythme d'un cortège

en mouvement. Le *Duce* reste sur la chaussée. Il passe dans le ceinturon, un petit rouleau de papier blanc qu'on vient de lui remettre. Il se dandine, dirait-on, sur ses jambes bottées qui paraissent un peu raides, un peu courtes, et un peu minces pour l'ampleur du torse. Il ne regarde particulièrement rien devant lui, dans cette tribune officielle si proche d'où il se sent dévisagé, d'où l'observent de haut, ces attachés militaires en uniformes constellés, le Hongrois casqué comme dans les tranchées, le Français, de grande taille, le haut képi bleu de ciel et rouge, les Anglais de la marine et de la guerre (l'Ambassadeur n'est pas venu), l'aviateur allemand coloré, les Américains du Sud, en jaquette noire...

Le visage est rond, plein; de face, il semble qu'on n'y aperçoive que deux lignes transversales, l'une tracée par l'arcade sourcilière fixe, l'autre par la bouche malléable, aux fortes lèvres.

L'expression de ce visage est infiniment mobile. Une immense, une profonde impression de bonté s'en dégage, un désir de donner qui confine à une âpre et inextinguible sensualité. Une physionomie paysanne que les photographies ou le cinéma ne m'avaient jamais révélée, et qui plaît par son humanité, comme par sa résistance. De subites ondes la traversent; une lassitude inavouée semble prête à se faire jour, une lassitude, celle que l'on devine parfois chez l'homme du large ou chez celui des champs, lorsqu'il délaisse un instant gouvernail ou charrue.

Tandis que grandissent les accents de *Giovinezza*, qui est un air joyeux de marche rythmée, non un hymne guerrier, sous le soleil, au cœur de tant de ruines qu'il voulut ordonnancer, de palais écroulés dont il rendit les fondations à l'azur, tandis que dix mille hommes élancés approchent, devant les représentants de ces pays rassemblés à Genève, l'esprit de M. Mussolini ce matin, c'est flagrant, n'est pas là.

Il monte sur son socle, les talons rapprochés, les bras le long du corps, tourné vers ceux qui vont défiler devant lui. Deux groupes parallèles, d'abord, l'un de troupes régulières, l'autre de fascistes, aux accords légers de *Giovinezza* et aux acclamations des tribunes. M. Mussolini salue, le bras levé.

Et puis, voici les étendards et les faisceaux imités de ceux des licteurs, couronnés d'une aigle aux ailes éployées, hauts de près de deux mètres et copieusement dorés. Tout un groupe de fascistes serrés passe qui en porte une cinquantaine dont la masse est impressionnante sous le soleil matinal qui l'embrase. Les hommes à la chemise noire, à la culotte gris foncé, aux guêtres noires, sont gantés de noir et coiffés du bonnet dont le dessus est traversé par un cordonnet qui maintient une frange tombant sur la calotte. Un large ruban bleu clair, d'un bleu de procession bretonne, traverse le torse, de l'épaule à la taille. Ainsi, seront-ils, dix mille, par groupes de quarante à cinquante, parfois cent peut-être, sur une douzaine de front. Au centre de chaque premier rang de ces groupes massifs, deux fascistes portant chacun un faisceau doré, couronné de l'aigle, auquel une étroite pancarte noire lisérée d'or est suspendue. Les noms des villes y sont tracés dans un ocre brillant : Firenze, Verona, Perugia, Novare, ... Mantova, Bari, Brescia, Como, Vicenza, ... Padua, Bologna, Lucca, Genova, Como, Savona... Je les épelle avec la foule qui les applaudit. Toutes les cités de la péninsule sont présentes, de Milano à Catania. Je voudrais pouvoir classer dans un ordre harmonieux tous ces noms qui nous ravissent : Modena, Sienna, Pisa, Trevisio, Napoli.

Le regard vole de ceux qui ont déjà dépassé le *Duce* à ceux qui forment, tout à l'extrémité de la voie triomphale, une houle noire striée d'or devant les ouvertures sombres du Colisée. Mais l'esprit revient à celui qui est le centre de la manifestation, sur cette sorte de socle couvert d'un velours officiel, tandis que l'orchestre voisin recommence sans répit les trois notes de *Giovinezza*, d'une dansante allégresse.

Quelque cavalier précède parfois l'un des groupes de ces cités rassemblées. Le *Duce* lève les yeux vers celui qui s'avance ainsi, comme pour mettre un nom sur son visage. A la manière dont il regarde passer ses hommes, il semble que tous lui soient connus. Le cavalier noir salue, la taille mince, le bras levé. Parfois, les yeux du *Duce* suivent celui qui s'éloigne, comme s'il enregistrait, de la tête de l'homme aux sabots du cheval, une sorte d'ineffaçable cliché.

A l'approche de ceux de Milan, ses lèvres se sont entr'ou-

vertes sur les dents, et le bras s'est comme tendu plus haut.

Tous semblent sortir de lui. Et tandis qu'ils défilent, le pas allongé, léger, plus appuyé sur l'extrémité du pied que sur le talon, je me demande ce que seraient et où seraient à cette heure tant de patriotes enthousiastes, si Mussolini n'avait pas ravivé cette flamme dont la vivacité, la chaleur, embrasent, de Trieste à Palerme, quarante millions d'Italiens.

Mon très aimable voisin, qui occupe un poste élevé dans le gouvernement, m'a donné, maintes fois, pendant ce défilé (tandis que des lèvres, à la muette, je répétais les notes allègres de *Giovinezza*) des renseignements sur le spectacle, sur l'entraînement de ces volontaires dont beaucoup ont dépassé trente ans, et à qui la culture physique, quotidiennement pratiquée et l'émulation ont donné cette ligne droite, creusée à la taille, qui communique à un groupe en marche, l'apparence de tant de légèreté.

Les Italiens ayant subi les plus dures exigences du fascisme, reconnaissent ce que M. Mussolini a fait dans toutes les classes, *pour l'Italie*, son seul but, son seul idéal, son seul amour. La Jeunesse, avant tout, l'intéresse. Par elle, il veut recréer un pays nouveau. L'aristocratie ne saurait beaucoup attendre de lui, bien qu'il ait diminué ou supprimé certains droits de succession pour conserver aux enfants le patrimoine, les foyers, sources de la vigueur et berceau des familles.

Ce « dictateur », dont la face révèle si promptement l'homme de la terre, ne travaille que pour le nombre.

— « Ah! pour offrir un bouquet à une dame, lorsqu'il était jeune homme, il était bien embarrassé, m'a dit l'un de ses amis... C'est un grand solitaire. Personne n'est plus seul que lui! »

Cette phrase me revient à l'esprit en le regardant, au bord de son socle rond, debout et considérant comme un fermier qui verrait rentrer les lourds chariots, toute cette moissson humaine, si riche et qu'il a seul ensemencée.

Un vieux docteur de sa famille disait à un de ses amis, de qui je le tiens :

— Mussolini est un paysan qui tient à son *campinello* (petit champ).

Ce *campinello*, c'est toute l'Italie!

***

UNE FEMME PARLE. — Dans un salon ami, après le déjeuner, une familière du milieu fasciste qui semblait, pendant le repas, à maintes reprises très inquiète des conséquences de la guerre, — dont l'attitude intransigeante de l'Angleterre change entièrement l'aspect, — se lève soudain. C'est un de ces mouvements impulsifs de femme, qui agitent on ne sait quels souffles de tragédie dans un pli de manteau.

Elle demeure immobile devant le canapé d'où elle s'est dressée, les yeux fixés sur le mur opposé. Elle est devenue belle, comme l'était Eleonora Duse, entraînée par on ne savait quelle force jaillie de ses flancs.

— Alors?.. C'est épouvantable!... Je ne sais plus où nous allons... Je ne vois plus rien... C'est un désastre!

Et elle reprend, toujours immobile et pâle :

— C'est épouvantable...

Il me semble revivre certaines heures de 1914-18, assister aux mêmes angoisses. Je sais bien que la situation n'est pas identique, puisque les Allemands s'étaient incrustés à Noyon. Mais le *Duce*, mais l'Italie, mais le « prestige », mais les bénéfices indispensables, attendus, de cette colonisation, menée par un état-major remarquable et dans laquelle se sont lancés tant d'hommes brûlants de courage et d'espérance!...

La femme vêtue de sombre, toute droite, m'avait oublié, moi, étranger, ou me faisait l'honneur de me compter de cœur parmi les siens. Dressée, sombre et pâle, elle semblait attendre que le plafond croulât ou seulement peut-être que quelqu'un, là, élevât la voix pour la contredire...

***

PALESTRINA. — Pendant ces deux semaines de séjour à Rome, nous nous sommes déplacés presque chaque après-midi pour l'une de ces excursions, jadis compliquées, aujourd'hui faciles, vers les petites cités des environs. Celles-ci demeurent fidèles à leur passé et se sont peu modifiées. De Palestrina à Corvieto, des monts Albani au lac de Bracciano, de Tevere, sur les sables de la Méditerranée bordée de len-

tisques au mont Pellechia, qui domine Palombara — et de Genzano penchée sur le sombre cratère qu'emplit le lac Némi avec ses deux galères immergées, toutes semblent immuables. La petite ville d'Anagni conserve particulièrement, au-dessus d'une vallée fertile et parmi des vignes empourprées, la vie paisible d'autrefois.

A Palestrina, comme presque partout, les soldats mobilisés logent chez l'habitant et campent où il peuvent. Un détachement occupe le village, à flanc de montagne, des chevaux, des mulets, des hommes en tenue de campagne, jaillissent de ces portes de sous-sol, de ces hangars obscurs, dans des façades coupées d'ombre bleue froide et de soleil romain. Au delà, ce sont les ondulations de ces demi-monts, qui donnent plus de majesté à Rome que les hautes montagnes, composés qu'ils sont de lignes plus calmes, moins inaccessibles, moins découpées. Devant ces chaînes lointaines, d'ailleurs, le voyageur répète inlassablement le nom de Poussin, qui finit par ne plus rien signifier.

Le Poussin est un grand maître. Il fait naître un sentiment de sérénité. Il est à la place exacte où se rencontrent la nature et le meilleur « académisme. » Il « compose » trop, à notre goût, et nous préférerions ses paysages vidés de leurs évocations antiques, de ces Anchises, de ces demi-dieux, de cette mythologie qui correspond au Salon Rambouillet et aux architectures de Le Vau, puis de Mansart, beaucoup plus qu'au sens réel de la nature, telle que l'a connue Jean-Jacques, telle que les peintres du XVIIIe siècle ont parfois consenti à la peindre, sans trop de lavandières ou de moutons, telle enfin que la découvrirent les impressionnistes.

La campagne romaine se défend durement contre l'impressionnisme. Elle n'est point fréquemment *vaporeuse*! Elle manque, — hélas! pour les Romains, — de ces éléments végétaux qui allègent l'atmosphère de nos horizons français. Elle possède parfois des cyprès, parfois quelques masses de chênes verts. Le plus souvent, elle est nue, à l'infini, sans arbre, comme usée par trop de luttes. Les constructions qui s'y dressent sont toutes au seuil d'un désert. Il semble que tant de hordes l'aient traversée, qu'elle en est à jamais demeurée stérile.

Peut-être fut-elle toujours semblable? On conçoit mal alors que tant de puissance ait pu croître, sur un sol qui semblait repousser d'avance tout occupant.

Nous sommes venus voir une œuvre de Michel-Ange, à Palestrina, une de ces émouvantes sculptures qui gagnent à l'inachevé, au tâtonnement de ces mains gigantesques. De tels génies, seuls, peuvent ne pas terminer, sans jamais perdre de leur grandeur. Les débutants ou les médiocres se méfient justement de leur tendance à se croire des maîtres en esquissant; ils veulent alors voir *si c'est vrai*, et tentent d'achever : aussitôt, la fleur de l'ébauche se fane, les défauts de la main et des yeux s'accusent. Seuls, quelques malins qui, d'ailleurs, ne progresseront et ne se renouvelleront jamais, savent pendant toute leur carrière conserver à ce qu'ils vendent cette fraîcheur, cet air d'improvisation dans lequel ils se créent une « manière », une façon que, par anémie et vanité, le public affectionne. Mais ce sont presque toujours des carrières dont la réussite est très éphémère.

Cette œuvre de Michel-Ange, pauvrement présentée au-dessus d'un autel, auquel elle était peut-être destinée, mais qui est celui d'une chapelle de campagne, est environnée d'une draperie de staff, badigeonnée en blanc, dont l'ombre portée environne de mystère le sujet principal. Pourtant cette ornementation eût offensé le génie redoutable qui créa cette puissante ébauche, dont on a réussi à faire une vierge sucrée du XIXe siècle. Des disproportions sont manifestes entre la partie centrale du sujet, le torse du Christ et les jambes, sinon amollies, du moins trop peu développées. Les silhouettes quasi inachevées de la Vierge et de Marie-Madeleine, dégrossies, demeurées floues, évoquent on ne sait quelle vie de l'au-delà, quelle existence de toujours, hors des temps, des générations, des modes soumises à l'esprit changeant des hommes. Dans leur demi-ombre créée par le rideau de staff blanc qui les environne d'une gauche draperie, les trois êtres blêmes — le mort et les vivantes, — semblent sortir à l'instant des mains brûlantes qui les ont créés et voués dans leur éternel inachèvement, à cette sorte de reviviscence quotidienne.

Du balcon d'un étrange palais délabré, orgueilleusement dressé sur des bases romaines massives, nous découvrons

l'immense étendue de la campagne, au delà du village occupé par des soldats en tenue de manœuvres. Il en sort de toutes les maisons poussant chevaux ou mulets, créant une animation qui contraste avec le farniente des habitants, la molle causerie des femmes assises devant les portes sur des tabourets bas et qui font une table devant elles de leur tablier tendu par leurs genoux écartés.

Au rez-de-chaussée, une chapelle de petites dimensions, décorée par Bernin avec une richesse de marbres et de statues qui rempliraient une vaste nef de toutes les modulations berniniennes. C'est un art qui chante, roucoule, vocalise, mêle la romance à la mise en scène d'opéra, et nous présente, devant les grandes orgues, le ténor.

Tout un siècle ou presque s'est épris de cet art, qui n'est pas si fade, mais trop fait pour qu'on l'admire, trop uniquement édulcoré dans le but de satisfaire les goûts de mondanité, de grâces de cour de ceux auxquels il était destiné. Ces personnages si parfaits, aux mains si gracieuses, évoquent la couche amoureuse, le lit tiède, bien plus que le monument funèbre ou la sainte. Les morts émergent du tombeau, tirés par des personnages angéliques qui ne semblent se mouvoir qu'aux accompagnements des violons, des harpes et des flûtes et tout moulés dans les draperies ou environnés par elles, au gonflement d'une brise d'été.

Des seigneurs de marbre blanc, qui doivent être enterrés là, paraissent familièrement accoudés au balcon qui surmonte leur sarcophage. Ils sont vivants, — vivantissimes! — ils sourient à leur gloire, à leur joie de vivre; ils portent des cuirasses, des pourpoints, des manteaux, des collerettes. Ils sont élégants, ils vont parler, nous inviter à quelque fête. Leur squelette gît pourtant, là-dessous, dans le marbre, tout desséché.

Je me suis beaucoup plu à Palestrina, sur ces ruines romaines, dans ces salles que les jours ne sauraient plus remplir, devant ce groupe de Michel-Ange qui semble de brume congelée. Dans le va-et-vient des soldats en manœuvres, un œil noir curieux évoque, chez certains, le tambourin napolitain. Avec une fausse indifférence, ils suivent dans leurs mouvements les filles qui rêveront d'eux, plus tard, assises sur ces vieux tabou-

rets bas, les genoux écartés, comme leurs mères, afin de faire, devant elles, une table de leur tablier tendu.

***

M. Mussolini a la revue des services de police, sur l'hippodrome de la villa Glori. — Dès neuf heures et demie du matin, les tribunes offrent un aspect impressionniste avec leur papillonnement de mains agitant des mouchoirs ou des cartes d'invitation pour préserver les yeux du soleil; beaucoup de rose, de rouge, de gris, de blanc, sous un soleil qui semble encore celui de l'été.

De chaque côté de l'entrée, environnée de verdure d'arbres, les tribunes réservées au corps diplomatique et aux invités du Gouvernement sont basses et très en avant. Les troupes de police sont massées en nombreux rectangles noirs, derrière le brillant état-major de cavaliers, au-devant desquels M. Mussolini se tient à cheval, dans l'uniforme gris vert qu'il portait pour la revue des dix mille fascistes l'autre semaine, ganté de noir, la calotte noire entourée de franges, excellent cavalier, saluant du bras levé avec infiniment d'aisance, après avoir fait demi-tour devant les troupes.

Toutes les sections de la police sont représentées, depuis celle des montagnes, avec ses hommes aux épais chandails blancs, portant leurs skis sur l'épaule, jusqu'aux marins de la police des ports. Des petits tanks *de ville*, si l'on peut dire, minuscules et redoutables dans une échauffourée de rue, précèdent les voitures d'ambulance.

Les policiers à cheval font une charge brillante, avant le défilé de la police à pied. Devant les arbres, si verts encore, les uniformes noirs, les casques de drap mat, le matériel impeccable, astiqué, verni, à l'état de neuf, produisent grand effet en face de la tribune du corps diplomatique où se tiennent debout les attachés militaires et navals étrangers, en grand uniforme. (L'ambassadeur d'Angleterre est venu.)

Nous ne possédons évidemment rien, en France, d'analogue à ces manifestations civiques. Et puis, le cheval ne fait point partie des démonstrations auxquelles le Gouvernement

est mêlé ou qu'il préside. Il ne leur est pas indispensable. Mais il prouve, chez ceux qui sont susceptibles de s'y astreindre, un entraînement physique salutaire et une jeunesse préservée.

Un chef fit si longtemps figure de cavalier qu'un homme à cheval exerce encore un réel ascendant sur les foules.

Cette revue des agents de la Police accumule à celui-ci les témoignages d'un pays gouverné. Depuis quelques jours, ceux qui avaient paru céder à l'influence des mauvaises nouvelles se sont ressaisis et rapprochés du *Duce* qui, à l'intérieur, leur a donné tant de preuves d'un génie d'organisation peu commun, d'un don de pénétration admirable et d'une inébranlable volonté.

Il me semble toujours revoir, désormais, M. Mussolini — maître de lui-même, apparemment paisible et hermétique, mais presque souriant, donnant le sentiment d'une si grande force, pendant une période si critique, — au moment où il passa, levant le bras pour saluer, suivi de sa brillante escorte, devant les tribunes... Des acclamations se faisaient entendre, plus nombreuses et plus nourries encore qu'elles l'avaient été le 8 octobre.

***

Préliminaires d'une audience. — Le Vatican est si vaste qu'aucun amas de constructions au monde ne fait naître plus profondément le désir de l'évasion. Ce sentiment, nous l'éprouvons dès la Porte de Bronze, devant ces Suisses dont l'uniforme date sans doute du commencement du XVIe siècle. Ainsi, débarquant à Douvres, les grilles qui précèdent la gare et défendent l'accès de la voie ferrée, nous font éprouver chaque fois le sentiment de pénétrer dans un autre monde.

Une maison derrière un jardinet, à mi-hauteur d'un coteau, donne l'impression de l'illimité. Les quelques centaines de colonnes (d'un diamètre inconnu des anciens), qui précèdent sur quatre rangs la basilique de Saint-Pierre et le Vatican, devant un obélisque et deux fontaines, nous ferment le monde, en un instant.

Les larges escaliers de marbre, les cours admirables qu'il nous faut franchir avant de parvenir chez le cardinal qui nous attend, — comme il attend patiemment, souriant et inébranlable, toute la chrétienté, — nous paraissent ceux d'une prison. La plus resplendissante, la plus immense des prisons, mais prison. De tous les côtés du monde, des vivants viennent quémander la faveur de s'agenouiller devant le Prisonnier et de lui baiser la main.

Le mariage du dernier fils du roi Alphonse XIII, qui a lieu demain, répand dans Rome des nuées d'Espagnoles qu'hier et avant-hier matin, nous avons vues sortir des hôtels, vêtues de noir, la tête surmontée du peigne que recouvre la mantille de dentelle noire. Nous en avons compté jusqu'à trois dans le fond étroit de ces fiacres découverts, à un cheval, qui ne semblent plus exister qu'à Rome et dans lesquels seulement on peut se promener encore avec agrément dans la ville. Le trottinement du cheval balançait les hautes coiffures qui n'auraient pu pénétrer dans les automobiles. Devant quelque obélisque, ou les bouillonnements d'une fontaine, ces coiffures ramenaient au passé et ce noir féminin, cette grâce eussent ravi Piranèse, comme Goya ou Guardi.

Nous retrouvons nos mantilles et nos peignes, nos petites têtes fières, si haut coiffées, dans les escaliers du Vatican, au milieu des quémandeurs de toutes sortes, des prêtres vêtus d'une redingote et portant un col droit, des religieuses amplement drapées de noir, un gorgerin de toile empesée sous le menton. De pauvres femmes qui ont placé sur leurs cheveux quelque lambeau de tulle, des hommes en veston, des messieurs étrangers, en habit noir et cravate blanche, qui viennent d'être « reçus », des enfants tirés à bout de bras, se croisent sur les degrés du grand escalier du palais. L'impression de la plus large démocratie, du plus vaste internationalisme s'exprime là, dans ces visiteurs dociles, de toutes classes et qui ne sauraient se comprendre, s'ils se parlaient.

Nous retrouvons des infantes à mantilles, encore, dans la vaste antichambre du cardinal où, comme dans un parloir, s'abordent et parlementent à mi-voix des chrétiens de partout qui récitent leur requête apprise à des officieux, palabrent,

balbutient, dans cette sorte de silence qui emplit tant d'édifices entassés, ce silence qui donne l'impression d'une présence unique, invisible, dont l'émanation est partout répandue.

Les jolies Espagnoles graves sont assises contre la boiserie, accompagnées d'une personne comme à jamais muette. Elles créent un fond de scène bien charmant à considérer, avec leur grand peigne drapé de la mantille noire, tandis que quelques figurants secondaires, vêtus de longues vestes de damas cerise à amples manches, errent parmi des gens qui tiennent des bulletins à la main, et que je suppose en quête d'indulgences et de bénédictions.

Le Cardinal vient nous prendre. Il nous emmène dans un salon vaste, qu'il emplit de sa corpulence, du cramoisi qui borde son costume. Entretien d'extrême politesse, d'immense banalité. Le médiocre sentiment que j'en éprouve ne fait de ma part que le rendre plus banal.

— « Le Souverain Pontife doit recevoir tant d'Espagnols qu'il est très « accaparé par eux ». La date de mon départ est trop proche pour que je puisse obtenir une entrevue *particulière*. Mais elle sera *spéciale*, cependant.

— Sa Sainteté n'aime guère que l'on parle d'Elle, glisse le Cardinal, qui me sait écrivain. J'incline la tête, je suis bon chrétien. Ici, dans ces galeries, ces antichambres, ces salons, dans ces salles du trône, si nombreuses avec leur fauteuil doré placé sur quatre marches, parler est inutile. Nous restons muet, la mâchoire contractée. A quoi bon rien exprimer? L'éternité est devant nous. Elle nous environne. Nous y baignons. Quels événements comptent dans des espaces que l'on sait d'avance sans limite?...

***

Le pape Pie XI. — Un peu avant midi, en habit noir, cravate blanche, gilet blanc (ce qui, paraît-il, n'est pas *correct*) — en somme, grotesque, — nous montons en auto pour nous rendre à l'audience papale. Ni pardessus, ni chapeau. On étouffe. Et puis quels vestiaires supposer, à travers cet immense palais, à la fois rempli et désert, mais inhabité.

« Ne pas être en retard », c'est notre seule préoccupation, tandis que les nombreux passants du quart d'heure avant midi nous regardent, à travers les vitres de notre voiture... Pont Saint-Ange, tour ronde du Château, la plus vaste connue, les pins parasols nouvellement plantés sur l'emplacement des masures détruites... La rue étroite, au delà de laquelle se dérobe la place immense et cette basilique de Saint-Pierre, dont les proportions réduisent la grandeur. Nous voudrions n'être en ce moment que l'un des jets d'eau qui glissent, fusent, bouillonnent et s'éternisent dans les deux vasques.

Toutes les formalités sont ennuyeuses et font refluer l'émotion qui monterait simplement de nous, — sans les intermédiaires. Ils sont indispensables, ils évitent les fâcheux, mais ils ne font qu'isoler davantage ceux qui ne sont que trop isolés, déjà.

L'habit, l'assurance, la carte d'audience tenue à la main nous facilitent des escaliers, que nous gravissons hâtivement, poussés en avant, halés par les bruits de pas que nous entendons au-dessus de nous. Des gardes, aux paliers, nous dirigent, d'un geste machinal. Une large galerie vitrée, enfin, le long de laquelle se trouvent des bustes de Souverains Pontifes récents. Nous voici dans une vaste salle, que garnit devant des banquettes, un trône, un fauteuil cramoisi placé au sommet de quelques marches. Grand va-et-vient de toutes sortes de gens, mais un huissier nous ouvre une porte donnant sur une autre pièce, autour de laquelle des êtres disparates attendent sur des chaises.

Jadis, tout bon chrétien de qualité devait avoir fait le pèlerinage de Rome, une fois au moins dans sa vie. Il s'en retournait chez lui, tout assis sur ses convictions, affermi dans son rang social, dans ses postes. Il prenait figure aux yeux de ses concitoyens. Il était mieux écouté. Ce devait être, avec chevaux et voitures, un bien long trajet. Chaque halte laissait un souvenir particulier. Le voyage du Président de Brosses offre un des exemples réussis de ce que pouvaient être des milliers de déplacements analogues. Et je pense que, seules, la modestie, la timidité, retinrent bien des pèlerins de publier une relation de ce pèlerinage, dont ils ont presque

toujours fixé sur des carnets, à l'auberge, les menus faits ou les aventures.

Dans la pièce élevée où nous sommes entrés, le plafond est arrondi, décoré d'arabesques, de sujets, une cheminée de marbre, un crucifix précieux sur une table. Des religieuses, cinq côte-à-côte, attendent devant un panneau, entre deux portes. Elles sont vêtues de noir, le grand col blanc deviné sous l'ample manteau et une sorte de visière empesée dissimulée par les voiles. Elles gardent des expressions émouvantes, dans leurs draperies immobiles. Elles touchent au sublime, sans le savoir. D'autres, tout à l'heure, viendront s'asseoir en face de moi, l'une âgée et robuste, deux plus jeunes et accompagnées de deux sœurs de peu de condition, mais j'imagine amenées moitié par bonté, moitié pour le service et la commodité.

De temps à autre, un personnage genre Pirandello, se lève de son siège et traverse tout le parquet, les mains derrière le dos. Un vilain couple arrive, l'homme en veston, la femme peu soignée et un enfant de sept ans vêtu d'un tricot rouge. Il prend le sac des mains de sa mère et le tient sur sa tête en faisant une grimace, sans provoquer la moindre protestation de la part de ses parents.

Une dame à cheveux blancs, vêtue de bleu marine et coiffée d'une voilette, accompagne sa fille, qui porte la robe d'ordonnance noire et la mantille. Elles se tiennent fort droites. La mère a placé sur ses genoux un paquet que je suppose rempli d'accessoires pieux à faire bénir.

D'où viennent les uns et les autres? Ils parlent si bas qu'on ne saurait distinguer ce qu'ils disent. Un jeune prêtre, accoudé à la table que surmonte le crucifix, dit son chapelet. Mes yeux ne s'arrêtent pas aux autres. Mais voici une jeune fille du peuple, grande et vêtue de mousseline blanche brodée. Elle a mis sa plus belle robe.

Dans la pièce voisine, qui doit être de mêmes dimensions que celle-ci et suivie d'autres, il semble que des visiteurs soient arrivés. J'entends des chuchotements et, soudain, comme un grand rire qui est peut-être une toux inextinguible.

Deux sœurs de Saint-Vincent-de-Paul traversent aussitôt

la pièce. Elles sont arrivées par une porte qui n'avait pas encore été ouverte et derrière laquelle nous devinons d'autres visiteurs qui attendent. Les sœurs vont-elles soigner la toux — le rire inextinguible entendu? Ces salles leur semblent familières. Dans l'embrasure de la fenêtre où je suis assis, le soleil qui traverse la galerie vitrée sur laquelle ouvre cette fenêtre me brûle les épaules. Il semble que toute cette partie de l'immense Vatican, ces salons innombrables sont remplis d'une rumeur sourde.

La porte à deux battants s'ouvre, sur la salle du trône que nous avons traversée en arrivant. Je m'attendais presque à trouver le Saint-Père assis au sommet des marches, sous le dais rigide et je me demandais, derrière le camérier qui nous faisait signe de le suivre, comment me plier au rite prescrit. Une feuille qui nous avait été remise mentionnait bien quelle tenue nous devions porter et la recommandation de ne pas remettre au Saint-Père de *photographie à signer*, mais nous étions obligé, pour le reste, de nous fier à notre bonne étoile. Étourdi d'ailleurs, par l'attente, la chaleur, à travers tant de salles nouvelles à franchir, si vastes, si pareilles, si luisantes, si nues, nous croisons des figurants portant des uniformes imprévus, comme par exemple, dans un de ces immenses salons, six officiers de l'Armée napoléonienne, coiffés d'un bonnet à poil démesuré et vêtus comme aux Tuileries, en 1810. Ils riaient, d'une bonne histoire que l'un d'eux contait.

Un salon d'angle, d'autres salles; une dernière, enfin, avec un trône, et puis une petite pièce basse qui précède les appartements privés de Sa Sainteté. Cette petite pièce aussi est d'angle, avec une fenêtre au fond, près de laquelle le Pape sortira, et une autre fenêtre à notre gauche. C'est au seuil de cette salle réduite, la première de ce genre que nous ayons vue au Vatican, que nous aurons la faveur de nous agenouiller tout à l'heure devant le Pape.

Dans la salle voisine, les gens ont été rangés le long des murs, devant les fenêtres, — les religieuses à contre-jour, — puis le dos à la cheminée et, au pied du trône qui ne servira point ou devant les sièges dorés. Des gardes nobles que nous n'avions pas encore vus, des camériers secrets, des per-

sonnages de qualité, habillés comme Charles-Quint ou portant des uniformes, des chaînes d'or, des toques, des fraises, surveillent, d'un œil accoutumé, presque blasé, cette cavalcade de gens qui ne diffèrent point de ceux de la veille ni probablement de ceux de demain. Au delà de ce salon-ci, des gardes ont fermé les portes. Je vois une des religieuses qui sort de dessous ses draperies noires une sorte d'œuf dans lequel, sur un peu de paille d'or, un Enfant Jésus de cire est couché.

D'amples stores blancs, opaques, tamisent le jour, sauf dans la petite pièce de chêne, que le Pape va traverser au sortir de ses appartements et au seuil de laquelle le bienveillant cardinal est venu nous placer... Un prêtre est là, tout noir, qui attend...

Sous le plafond bas, il fixe des yeux l'embrasure dans laquelle l'homme blanc va paraître, le Souverain du monde chrétien, celui dont la filiation remonte si loin dans le temps. Je voudrais m'isoler de l'agitation voisine, de ces gardes, de cette noblesse papale, qui considère avec des sourires de diplomates d'antichambre ces flots de pèlerins accourus de l'Amérique... et de partout, avec le désir de voir un homme différent de ceux qui les commandent et qui leur adressera, d'une voix jamais entendue, des mots radieux.

Le prêtre voisin baisse la tête. La porte s'ouvre, le Cardinal qui nous a conduits accompagne Pie XI. Le prêtre s'est jeté à genoux. De taille moyenne, le Pape est vêtu de la robe de drap blanc, d'une calotte blanche et chaussé de mules de velours cramoisi. Il porte une croix à une chaîne d'or. C'est, pour ainsi dire, le Cardinal qui dialogue, tout le temps, avec finesse. Le prêtre répond quelques mots, à voix basse; alors Pie XI parle. Nous ne saurions entendre. D'ailleurs je n'y songe guère, un genou en terre. Je vois, sur la fenêtre du fond de la pièce basse, se détacher le profil busqué du Saint-Père. Que n'a-t-on fermé la porte sur la salle où attendent la plupart de ceux que j'ai pu observer depuis une heure et qui dégagent un fluide trop lourd.

Lorsque le Pape se trouve devant nous, le Cardinal lui dit notre nationalité, nos occupations. Je saisis, fixé sur moi, observateur, un regard pénétrant qui glisse, semble-t-il, de pupilles invisibles entre leurs paupières rapprochées. Le nez

courbe, ce regard pénétrant, donnent sans aménité, les signes caractéristiques les plus marqués de la physionomie du Saint-Père. A hauteur de mes yeux, les mains croisées sont petites, blanches. Une bague ornée d'une pierre sombre, moyenne, très ordinaire même, surprend, après ce que l'on suppose des présents reçus par les Souverains Pontifes. Mais c'est un détail qui n'est pas sans importance pour faire comprendre la grande simplicité de Pie XI, dont la volonté peu commune a établi au Vatican, des disciplines nouvelles.

Le Pape nous dit son amour pour la France, l'intérêt qu'il lui porte et nous recommande de n'écrire que pour le bien. Et puis il nous donne à baiser la petite bague et nous bénit. Tout cela rapide, fugitif, très simple.

Pie XI est un pape moderne et qui ne porte guère ses soixante-dix-huit ans. On pourrait lui en reprendre dix. Il a fait exécuter maintes transformations au Musée du Vatican par son neveu qui est architecte et il possède — tout le monde en parle ici, — une installation de T. S. F. si puissante qu'elle peut faire entendre autour du monde la voix de Rome.

Je vois au même instant le visage volontaire, la face large, l'œil lumineux de M. Mussolini, sa carrure, son sourire, lorsqu'à cheval après avoir si aisément évolué devant son escorte, il a salué les tribunes.

Et je ne sais pourquoi, tandis que le Saint-Père frôle, d'un mouvement rapide de la main, le visage des religieuses prosternées qui n'ont même pas eu le temps d'effleurer de leurs lèvres tremblantes la petite bague pontificale, elles pour qui ce jour va rester mémorable, j'imagine le Pape, comme sur un film invraisemblable, mais humain, dans une improvisation qu'un metteur en scène de génie pourrait seul réaliser, le Pape quittant en secret le Vatican, ses somptueux dédales, ses salons vastes que traversent des foules embrigadées et muettes, pour s'en aller parcourir l'infini du monde, pèlerin blanc, venant frapper aux portes, dont il illuminerait le seuil.

Ce n'est qu'une vision fugitive, dont je mesure à l'instant toute l'audace et l'impossibilité.

Et nous partons, à travers les salons immenses que le troupeau des âmes pieuses franchit autour de nous, ces salons où

nous remarquons dans chacun une grande innovation, datant de 1850, deux lampes de porcelaine, à huile, dont nous imaginons, avec leur décor romantique, l'intérêt qu'elles ont eu dans ces pièces démesurées et le peu de clarté répandue par elles. Mais la lumière électrique est installée dans les lustres, aujourd'hui.

Et puis, des sorties de gens, de partout à la fois, dans la première salle du trône, la plus vaste. Et des escaliers de marbre et des gardes dont Michel-Ange a dessiné le costume. Et sous la colonnade, à l'endroit où attendent les voitures, des messieurs chamarrés de décorations, qui ont été *reçus*, eux aussi, dans l'un de ces salons immenses, une de ces salles dont l'évocation donne le vertige, tandis que nous emportons l'image du prêtre noir aux pieds de ce prêtre blanc, près de nous, dans la chambre exiguë et le souvenir de la petite bague au mince anneau, à l'humble pierre — et la sensation de ce regard qui nous a percé avant que la main nous eût béni.

ALBERT FLAMENT

NOTE DE LA RÉDACTION

Plusieurs lecteurs nous ont demandé si M. L. Blum, auteur de l'excellente étude parue dans notre livraison du 15 octobre 1935 sous le titre : *La Renaissance des humanités*, était M. Léon Blum, l'homme politique. Non; notre collaborateur qui a déjà publié dans notre revue maints articles sur les études classiques est professeur honoraire de l'Université.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

LA HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES

L'une des manifestations les plus saillantes de l'heure présente dans les domaines économique et financier est, assurément, la hausse des prix des principales matières premières, et son corollaire, le redressement des cours des valeurs industrielles qui y sont intéressées.

A vrai dire, si le phénomène n'a retenu l'attention de l'opinion publique que tout dernièrement, sa germination n'avait point échappé, depuis pas mal de temps, aux observateurs attentifs et subtils.

Dès le début de l'année le cuivre, *que l'on a coutume de considérer comme la matière industrielle type, marquait une tendance soutenue vers la hausse. Sans doute, pouvait-on l'attribuer tant à l'épuisement probable des vieux stocks, qu'à la restriction de la production ou aux ententes négociées entre les groupements des principaux producteurs. Sans doute, aussi, pouvait-on rappeler qu'il y avait eu à diverses reprises, les années précédentes, des redressements épisodiques de cours qui n'avaient pas tenu. Cette fois, on avait l'impression que l'ambiance était tout autre et qu'elle parviendrait à se maintenir en attendant de pouvoir se développer. En un mot, depuis la crise déchaînée en 1929, il ne s'était pas encore présenté aussi nettement qu'au début de cette année un faisceau aussi cohérent de symptômes permettant d'envisager une détente progressive de cette crise.*

	FIN 1929	FIN 1932	FIN 1934	COURS ACTUELS
Cuivre, à Londres	67 5/	28 13/9	28 2/6	35 6/10
Étain, à Londres	176	150	228	241
Plomb, à Londres	21 13/9	11	10 7/5	18,15
Zinc, à Londres	19 16/3	15	11,15	16 6/3
Fonte, à Paris	490	210	210	260
Coton, au Havre	565	215	260	235
Laine, à Roubaix	»	17,90	16,80	19,40
Soie, à Lyon	270	85	50	78
Blé, à Chicago	128	43	104	123
Riz, à Marseille	144	58	43	61
Café, au Havre	245	208	152	112
Caoutchouc, à Londres	7 7/8	2 7/16	6 1/4	6 1/4

Le tableau que nous reproduisons ci-dessus, bien que très résumé, donne une idée suffisamment exacte du changement d'orientation qui paraît en train de se manifester. On y trouve les prix des principales matières premières à fin 1929, soit au lendemain de l'effondrement de la Bourse de New-York qui allait marquer le début du bouleversement économique dont nous souffrons encore, ainsi qu'à fin 1932 et 1934, période au cours de laquelle ont été généralement inscrits les prix les plus bas.

Bien entendu, le redressement à peu près général résultant du rapprochement des deux dernières colonnes ne s'est pas fait tout d'une venue. Encore assez modéré, d'ailleurs, dans l'ensemble, il résulte d'une série de mouvements de balancier, ou de « dents de scie », qui se sont développés au gré des événements depuis bientôt un an.

Il est au reste bien évident, et l'on n'a point manqué de le signaler, que la recrudescence des armements européens ainsi que la préparation et, maintenant, le développement de la guerre éthiopienne ont largement contribué, ces temps derniers, à la hausse de la plupart de ces matières premières.

Aussi, est-ce moins l'importance encore toute relative, répétons-le, de la progression de prix dans chaque cas que le mouvement d'ensemble, qu'à notre avis, il convient de considérer.

Si les professionnels et la spéculation — auxquels nous n'avons rien à apprendre — surveillent attentivement, depuis longtemps, les mouvements souvent saccadés de ces divers produits, les particuliers qui ont un portefeuille de valeurs à sauvegarder ne doivent pas, eux non plus, s'en désintéresser tout en s'en tenant aux larges fluctuations d'ensemble.

Nous verrons, d'ailleurs, dans un prochain article les conséquences qui se sont déjà produites sur les valeurs.

Le marché qui, pendant un temps, a particulièrement favorisé les valeurs d'alimentation et de distillerie semble faire preuve à leur égard d'un certain désintéressement. Certaines d'entre elles se sont même vues affectées; l'accentuation de la sous-consommation est susceptible de réduire leurs bénéfices. J'ai déjà attiré sur ce fait l'attention de mes lecteurs, je crois devoir le faire encore une fois aujourd'hui.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).